Hélène
Carrère d'Encausse
de l'Académie française

La Russie et la France

De Pierre le Grand à Lénine

fayard

Hélène Carrère d'Encausse
de l'Académie française

LA RUSSIE ET LA FRANCE

De Pierre le Grand à Lénine

Fayard

Du même auteur

Réforme et Révolution chez les musulmans de l'Empire russe, Paris, Presses FNSP, 1966.

Le Marxisme et l'Asie (en coll. avec Stuart Schram), Paris, A. Colin, 1966.

L'Union soviétique. De Lénine à Staline, Paris, Richelieu, 1972.

La Politique soviétique au Moyen-Orient, Paris, Presses FNSP, 1976.

L'Empire éclaté, Paris, Flammarion, 1978. (Prix Aujourd'hui.)

Lénine. La révolution et le pouvoir, Paris, Flammarion, 1979.

Staline. L'ordre par la terreur, Paris, Flammarion, 1979.

Le Pouvoir confisqué, Paris, Flammarion, 1980.

Le Grand Frère, Paris, Flammarion, 1983.

La déstalinisation commence, Paris-Bruxelles, Complexe, 1986.

Ni paix ni guerre, Paris, Flammarion, 1986.

Le Grand Défi, Paris, Flammarion, 1987.

Le Malheur russe. Essai sur le meurtre politique, Paris, Fayard, 1988.

La Gloire des nations, Paris, Fayard, 1990.

Victorieuse Russie, Fayard, 1992.

L'URSS, de la Révolution à la mort de Staline (1917-1953), Paris, Seuil, « Points-Histoire », 1993.

The Nationality Question in the Soviet Union and Russia, Oslo, Scandinavian University Press, 1995.

Nicolas II. La transition interrompue, Paris, Fayard, 1996.

Lénine, Paris, Fayard, 1998.

La Russie inachevée, Paris, Fayard, 2000.

Catherine II, Paris, Fayard, 2002.

L'Impératrice et l'Abbé. Un duel littéraire inédit entre Catherine II et l'abbé Chappe d'Auteroche, Paris, Fayard, 2003.

L'Empire d'Eurasie. Une histoire de l'Empire russe de 1552 à nos jours, Paris, Fayard, 2005.

Alexandre II. Le printemps de la Russie, Paris, Fayard, 2008.

La Russie entre deux mondes, Paris, Fayard, 2010.

Des siècles d'immortalité. L'Académie française, 1635-…, Fayard, 2011.

Les Romanov. Une dynastie sous le règne du sang, Fayard, 2013.

Six années qui ont changé le monde 1985-1991, la chute de l'Empire soviétique, Fayard, 2015.

Le Général de Gaulle et la Russie, Fayard, 2017.

Prologue

Quel roman que celui de la longue relation – trois siècles – qui tant de fois attira, unit, opposa, réconcilia la Russie et la France !

Tout avait pourtant bien commencé. Au XIe siècle, une belle princesse, Anne de Kiev, vint de ces contrées lointaines pour épouser le roi de France Henri Ier. Le père de cette princesse, Iaroslav le Grand, était un remarquable souverain qui avait fait de sa capitale, Kiev, réputée pour ses quatre cents églises aux fresques somptueuses, la rivale de Constantinople. La richesse de ses États, son autorité, sa générosité aussi, car il accueillait tous les princes proscrits qui fuyaient leur pays, lui avaient assuré un rang glorieux parmi les souverains de son temps. C'est pourquoi l'alliance avec son illustre famille était recherchée dans toute l'Europe, et qu'ayant marié une de ses filles au roi de France, il accorda ensuite la main des deux autres, Élisabeth et Anastasie, au roi de Norvège et au roi de Hongrie. Kiev était alors un des phares, une des cités les plus rayonnantes du continent, ce dont témoignent les propos d'Anne arrivant à Compiègne, qui évoquait avec nostalgie sa splendeur et laissait voir son désarroi devant le caractère encore rude de la cour de France.

La splendeur de Kiev n'eut pourtant qu'un temps. À peine Iaroslav eut-il expiré que l'usage de la division patrimoniale détruisit son héritage. Pendant deux siècles, près de deux cents princes se sont disputés les terres que Iaroslav avait rassemblées ; Kiev perdit ainsi son unité et son lustre. Certes, ce désastre n'était pas propre aux terres russes, à la même époque, l'Europe occidentale était elle aussi en proie à l'anarchie féodale. Mais à Kiev et dans la Russie du Nord-Est, le désastre fut amplifié par une seconde catastrophe, l'invasion mongole qui dura deux siècles et demi. La Russie fut séparée de l'Europe, dont elle avait fait partie. Mais alors qu'elle traverse ces siècles dans l'isolement, en Europe, c'est le réveil. En France, des souverains remarquables, Charles VII, Louis XI, s'attachent à constituer un État puissant. La civilisation européenne qu'illustrent non seulement les souverains français, mais les rois catholiques en Espagne, les Tudors en Angleterre, les rois d'Autriche, prend un essor extraordinaire.

La Russie a pris un immense retard sur cette renaissance européenne. Ce n'est qu'au milieu du XVe siècle qu'un souverain commence l'œuvre de rassemblement des terres et prépare – à terme – l'éviction des Tatars. Ivan III est l'artisan de cette lente reconstruction, qui implique d'abord la soumission à son autorité de tous les princes rebelles. Ivan III a épousé Sophie Paléologue, la nièce du dernier empereur de Byzance et il se revendique héritier des empereurs byzantins. Outre cet argument d'autorité, son mariage a eu pour la Russie un grand avantage, il y a attiré nombre d'étrangers, Grecs et Italiens surtout, architectes, ingénieurs militaires, artilleurs apportant aux Russes des connaissances qui leur manquent et leur ouvrant une porte sur un monde extérieur dont ils ignorent tout.

Ivan III, dont on a souvent comparé l'œuvre à celle de Louis XI, et son héritier Vassili auront réussi ainsi à rendre une vie indépendante à la Russie, à édifier un État viable dont la puissance va croître rapidement et surtout à retrouver l'identité perdue durant les siècles tatars. Cet exploit eût dû assurer à la Russie la reconnaissance de son existence et de son retour en Europe.

Mais cette reconnaissance tarda. Les Européens se préoccupaient peu de ce pays qui, pour eux, était *terra incognita* depuis si longtemps, et les Russes n'osaient pas aller vers l'Europe. Les souverains russes n'autorisaient pas leurs sujets à voyager à l'étranger et n'encourageaient pas les marchands étrangers à venir en Russie. Ignorance du côté européen, méfiance du côté russe, les raisons d'une rencontre russo-européenne manquée sont là. Pourtant, dès le début de son règne, en 1505, Vassili, fils d'Ivan III, avait voulu mettre fin à l'isolement russe. Il envoya des ambassades dans tous les pays d'Europe, à l'exception, difficile à expliquer, de la France et de l'Angleterre. Il revint à son successeur, Ivan IV, qui sera connu sous le nom d'Ivan le Terrible, de décider d'ouvrir son pays, d'« ouvrir une fenêtre sur l'Europe », en particulier sur la mer Baltique puisque c'était alors la seule mer accessible à la Russie. Il plaçait l'Angleterre en tête des pays qu'il entendait gagner à son projet, île peuplée de marchands et de voyageurs hardis, qui s'étaient déjà aventurés aux abords de la Russie. Il proposa à la reine Élisabeth de donner aux marchands anglais l'exclusivité du commerce avec son pays, en échange de son soutien contre deux pays voisins de la Russie, ses ennemis perpétuels, la Pologne et la Suède. Cette proposition n'eut pas de suite. C'est avec la France qu'Ivan IV réussit à engager un dialogue qui sembla plus prometteur. Henri III répondit aux ouvertures russes par l'envoi au tsar de négociants français, porteurs d'une lettre qui les recommandait à l'attention du souverain et confirmait son souhait d'établir des relations fructueuses entre les deux pays. Le résultat final fut moins impressionnant que ce préambule, mais il n'était pas indifférent. Les négociants français furent séduits par la Russie, par les propositions qu'ils y reçurent, et ils décidèrent de s'établir à Moscou. Début d'une présence française en Russie ?

Ces premiers moments d'une relation franco-russe, si l'on oublie le mariage royal, furent malheureusement sans suite, en raison des troubles intérieurs qui vont, une fois encore, ravager la Russie et mener l'État et le pays au bord du gouffre. Ces troubles commencent avec la disparition d'Ivan le Terrible, qui dans la deuxième partie de son règne avait détruit les progrès antérieurs du pays et les structures de l'État. Il faut ajouter au bilan terrible de cette période qu'il installa alors le servage en Russie, immense problème des temps futurs.

Mais le *temps des troubles* prit fin par un sursaut national, qui rétablit la paix intérieure et conduisit au choix d'une nouvelle dynastie, les Romanov.

Avec l'entrée en scène des Romanov en 1613, la Russie existe à nouveau et sa volonté de s'ouvrir à l'Occident se manifeste aussitôt, même si ce fut d'abord une ouverture prudente. Les États occidentaux se tournent eux aussi vers la Russie. Première à réagir, l'Angleterre, qui demanda au souverain de disposer des routes menant à la Perse et à l'Inde. Le tsar Michel consulta les marchands de Moscou ; ils objectèrent qu'ils ne pourraient soutenir la concurrence avec les Anglais si ces derniers obtenaient de tels privilèges sans payer de droits. Comme les Anglais n'entendaient payer aucun droit, la négociation fut rompue.

Une fois encore, c'est avec la France que les relations s'engagèrent et sous des auspices favorables. En 1615, le tsar avait envoyé un messager au roi Louis XIII pour lui annoncer son avènement et demander son aide contre la Suède et la Pologne. En 1629, l'ambassadeur Duguay-Cormenin arriva à Moscou pour négocier le droit de passage vers la Perse, qui avait été refusé aux commerçants anglais, et il évoqua aussi une alliance politique. « Sa majesté tsarienne, dit-il, est à la tête des pays orientaux et de la foi orthodoxe. Louis, roi de France, est à la tête des pays méridionaux. Que le tsar contracte avec le roi amitié et alliance, il affaiblira d'autant ses ennemis. Puisque l'empereur ne fait qu'un avec le roi de Pologne, il faut que le tsar ne fasse qu'un avec le roi de France. »

Si un traité de commerce fut débattu, l'alliance politique, la première jamais envisagée entre la Russie et la France, échoua à se préciser, et le traité de commerce resta lui aussi lettre morte. Pourtant, Henri IV avait, avant Louis XIII, souhaité nouer une relation avec la Russie. Prudent, Sully l'en avait dissuadé.

En 1645, le tsar Alexis succéda à son père Michel. Comme lui, il était monté sur le trône très jeune, comme lui il manquait d'expérience, mais il

était comme lui hanté par la volonté d'ouvrir son pays à l'Europe. En acquiesçant au vœu du Cosaque Bogdan Khmelnitski de placer la *Petite Russie* (Ukraine) sous l'autorité russe, le tsar avait étendu le territoire russe vers l'Europe. Il établit l'autorité de la Russie sur Kiev, berceau du christianisme oriental. Le traité d'Androussovo signé en 1667 avec la Pologne, victime de cette dépossession, plaçait Kiev sous autorité russe pour deux ans, mais Moscou n'accepta pas de remettre en question cette conquête. Au moment où la guerre de Pologne avait commencé, guerre provoquée par le rattachement de l'Ukraine à la Russie, le tsar Michel avait dépêché un envoyé au roi de France pour l'en informer et requérir son soutien. En 1668, un autre intermédiaire lui succéda, qui fut chargé de proposer à Louis XIV d'entretenir des relations régulières avec la Russie et d'ouvrir aux vaisseaux français le port d'Arkhangelsk. Cet envoyé, Pierre Potemkine, s'efforça de convaincre Colbert de l'intérêt de répondre aux avances russes, en vain. Faut-il s'étonner que, déçue par la froideur française et par le peu d'empressement des marchands français à répondre à ces propositions, la Russie d'Alexis se soit alors tournée vers les Allemands ? Le faubourg des Allemands qui prospérera à Moscou témoigne de l'influence croissante de l'Allemagne.

Pour comprendre les hésitations de la relation franco-russe, il faut considérer la vision que chacun de ces pays avait de l'autre.

Pour la Russie, la France est le symbole de la puissance et du rayonnement européen, et cette vision atteignit son apogée avec le règne de Louis XIV. Aussitôt leur pouvoir assuré, tous les souverains russes se sont tournés vers la France, ont cherché son approbation, tenté de créer une relation avec elle. L'union d'Henri Ier et d'Anne de Kiev leur servit de recommandation et de modèle pour un lien qu'ils cherchaient à rétablir. Mais ils ont rencontré, en dépit des garanties qu'ils offraient –, le retour à l'ordre intérieur, un État reconstruit et l'indépendance retrouvée – un accueil constamment distant. Pour les Français, la Russie était étrangère à l'Europe et à sa civilisation, au mieux elle était exotique, plutôt barbare comme l'assuraient les rares voyageurs qui s'étaient timidement aventurés dans ces contrées si lointaines.

À ces regards croisés si difficiles à concilier, s'ajoute une donnée très importante, celle des rapports de la France et de la Russie avec certains pays européens. La France, depuis la guerre de Trente Ans, était obsédée par la puissance montante des Habsbourg. Pour s'y opposer, elle avait conçu un système d'alliance avec trois pays, la Pologne, la Suède et l'Empire ottoman. Ces pays étaient pour la France la *barrière orientale* qui la protégeait des Habsbourg, et devait détourner leur attention de l'Europe, afin qu'elle y eût les mains libres.

Or ces trois pays étaient voisins de la Russie, et de longue date leurs relations avec elle étaient hostiles. Pour résumer la situation, la barrière orientale si chère à la France se composait des pays que la Russie tenait pour ses ennemis historiques, et elle constituera le champ privilégié d'une confrontation franco-russe.

Albert Vandal, dans l'ouvrage qu'il a consacré à la politique étrangère de Louis XV, a montré le dilemme auquel le roi était confronté, dont l'enjeu était la relation avec la Russie. « Elle semblait, écrit-il, attirée vers nous par une sympathie innée. » Vandal reprend ici le propos de Saint-Simon relatant la visite à Versailles de Pierre le Grand « qui était animé d'une passion extrême de s'unir à nous ». Dès lors, le choix pour la France était de « s'unir franchement avec la Russie », qui eût remplacé dans son système la Suède, la Turquie et la Pologne. Ou bien de s'en tenir à ces alliances traditionnelles en les renforçant « pour refouler la Russie dans ses déserts et lui fermer l'accès au monde civilisé ». Le choix français sera longtemps celui de l'indécision, ce qui traduisait la perplexité du roi devant un pays si lointain et toujours perçu comme étranger à l'Europe. Cette perplexité pourtant ne résistera pas au temps, comme en témoigne la perception qu'à peine plus d'un siècle après la venue de Pierre le Grand Victor Hugo a de la Russie et de sa place en Europe : « La France, l'Angleterre et la Russie sont de nos jours les trois géants de l'Europe. Depuis leurs récentes commotions en Europe, chacun de ces colosses a une attitude particulière. L'Angleterre se soutient, la France se relève, la Russie se lève. Ce dernier Empire, jeune encore au milieu du vieux continent, grandit depuis un siècle avec une rapidité singulière. Son avenir est d'un poids immense dans nos destinées. Il n'est pas impossible que sa barbarie vienne un jour retremper notre civilisation. »

De la Russie, pays barbare qu'il faudrait « refouler dans ses déserts », à ce jeune Empire qui pourrait rendre du souffle à l'Europe, que de chemin parcouru. Ce chemin, c'est Pierre le Grand qui l'a ouvert, c'est sa passion extrême de s'unir à la France qui, même souvent découragée, aura contribué à assurer la Russie de son identité européenne et de son statut de puissance d'Europe.

Chapitre premier

Pierre le Grand.
La fenêtre ouverte sur l'Europe… et la France

Avec Pierre le Grand, dont le règne va changer radicalement l'image de la Russie en Europe et la relation de ce pays avec la plupart des puissances du continent, commence une autre époque, marquée par deux figures royales exceptionnelles : Louis XIV en France, Pierre le Grand en Russie. Ces deux personnages vont dominer la scène politique européenne et pourtant ils ne se seront jamais rencontrés.

En 1689, un jeune homme de dix-sept ans monte sur le trône russe. Pierre Alexeievitch Romanov. Le pouvoir ne l'intéresse pas encore, il se passionne pour l'art militaire et les bateaux. Il manœuvre d'abord des petits vaisseaux sur les pièces d'eau qui sont sur ses terres. Mais manier des armes factices et des vaisseaux miniatures le lasse rapidement. C'est une vraie guerre qu'il entend affronter et deux ennemis de son pays s'offrent à lui, la Suède et l'Empire ottoman. Il choisit le second, le Turc, le musulman allié des Tatars qui ont dominé la Russie et que le premier Romanov, Michel, avait rêvé de vaincre. Âgé à peine de vingt-deux ans, sans autre expérience que ses jeux d'enfant, il se lance à la conquête d'Azov. Et il y réussit. La prise d'Azov, en 1696, est le symbole de la renaissance de la Russie libérée des Tatars et plus encore de l'avenir de puissance qui s'offre à elle par l'ouverture sur la mer Noire. La Russie a jusqu'alors été enfermée dans un espace continental ; en accédant à la mer, elle a la possibilité de devenir une puissance navale. Pierre a réalisé ainsi le premier de ses rêves.

Mais il ne s'arrête pas là. À peine est-il rentré à Moscou que le peuple russe apprend l'extraordinaire projet du jeune souverain. Il envoie en Europe une *grande ambassade*, forte de deux cent cinquante personnes, pour découvrir ce monde lointain, si différent, et pour lui arracher les secrets de sa puissance et de son rayonnement. Cette nouvelle connue s'accompagne d'une rumeur – incroyable celle-là – le tsar aurait l'intention de prendre part à cette grande ambassade et il le ferait non comme souverain russe, mais sous un nom d'emprunt. Comment imaginer que ce géant de deux mètres de haut puisse se déplacer incognito ? Et comment imaginer que le tsar de Russie, terre de tous les complots, qui en a lui-même déjà été victime, puisse quitter son pays durant une si longue période, dix-huit mois annonce-t-on ?

Et pourtant tel était le projet de Pierre le Grand, qu'il mit à exécution au lendemain même du triomphe d'Azov. Il avait pour le justifier une raison indiscutable. Ayant remporté la victoire sur l'Empire ottoman, il fallait la consolider. Il fallait à la Russie des alliances contre les Turcs. Il fallait aussi apprendre de l'Europe les techniques, les idées qui avaient assuré son progrès. Et importer en Russie des hommes aptes à les enseigner. En définitive, la *grande ambassade* sera pour le tsar de vingt-quatre ans le couronnement de son éducation et la chance de faire accepter la Russie par l'Europe.

Le 20 mars 1697, la *grande ambassade* quitte la capitale avec un cortège de deux cent cinquante personnes et d'innombrables traîneaux et fourgons à bagages remplis de somptueuses tenues – zibelines, soies bordées de perles et de pierres précieuses – pour les réceptions, et des cadeaux. Le tsar perdu dans cette foule de voyageurs s'impose pourtant à l'attention et son anonymat est vite percé, mais il sera respecté par tous les souverains qui l'accueillent. Pierre traverse l'Europe, l'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre, partout accueilli et fêté, partout découvrant et apprenant quelque chose comme il l'avait souhaité. Mais dans ce voyage, il manqua un pays : la France. Saint-Simon en a donné l'explication, le roi Louis XIV l'en aurait découragé. La raison invoquée par Saint-Simon est plus que vraisemblable. Louis XIV domine alors toute l'Europe, par sa gloire et sa puissance, il est l'homme le plus influent du continent. Pour lui, l'Empire des tsars n'appartient pas au monde moderne, qui est le sien, il s'est au mieux arrêté au Moyen Âge. De surcroît, Louis XIV n'a pu se réjouir des victoires remportées par Pierre le Grand sur l'Empire ottoman. S'attaquer à un des piliers du système français est une mise en cause de son autorité, un crime de « lèse-soleil ».

Mais aussi les voyageurs venus de Russie ont mauvaise réputation en France. Ils sont arrogants, pointilleux sur les questions de protocole, peut-être pour compenser la conscience de leurs insuffisances, ils refusent de se plier aux usages occidentaux. La France en a déjà fait l'expérience en 1687 quand la régente Sophie, demi-sœur de Pierre, avait envoyé une délégation en Hollande, en Espagne et en France. En France, cette expédition, dirigée par le prince Jacob Dolgorouki, se solda par un désastre. Tout alla de travers dès qu'elle eut franchi la frontière. Pour faire face à des difficultés financières, les délégués entreprirent de vendre sur la place publique les zibelines apportées pour être offertes. Ce fut un beau scandale. Puis lorsqu'ils furent reçus par le roi à Versailles, de façon très généreuse, ils s'incrustèrent, refusant de s'en aller. Enfin, rentrés chez eux, ils se plaignirent d'avoir été accueillis de manière indigne, maltraités, méprisés. Le bruit fait autour de cette délégation querelleuse, peu policée, contribua à envenimer les relations entre la France et la Russie, et le souvenir en était encore vif lorsque fut annoncée l'équipée de Pierre le Grand.

À l'explication de Saint-Simon on peut ajouter que probablement Pierre lui-même n'aura pas souhaité une étape française. Il avait retenu de l'épisode Dolgorouki une version très hostile à la France, celle qu'avaient rapportée les envoyés, soulignant le mépris et les mauvais traitements subis durant leur voyage. De surcroît, si Louis XIV déplorait que le tsar ait fait la guerre à la Turquie, Pierre, de son côté, était indigné par le soutien que la France avait apporté à son adversaire, soutien d'autant plus étonnant à ses yeux qu'il consacrait l'alliance d'un souverain chrétien avec un État musulman contre un autre État chrétien. Au XVIIe siècle, une telle alliance était difficile à concevoir pour la Russie qui se disait héritière de Byzance.

La relation avec la France, après l'entrevue manquée de la *grande ambassade*, n'allait pas s'améliorer puisque, aussitôt rentré, Pierre allait entrer en conflit avec un autre pilier du système français, la Suède, nouveau défi lancé au Grand Roi.

Les relations entre la Russie et la Suède étaient détestables depuis plusieurs siècles, car elles étaient en rivalité pour la possession des côtes du golfe de Finlande. Pour la Russie, cette question était cruciale, c'était la clé de son accès à la mer Baltique. Elle avait perdu au XIIIe siècle la Carélie et l'Ingrie au bénéfice de la Suède. Le tsar Alexis, le père de Pierre, avait tenté de les reprendre, mais étant alors en guerre avec la Pologne, il n'avait pu combattre deux pays à la fois. Pour Pierre, les données de ce problème d'accès à la Baltique étaient claires : les provinces perdues étaient terres russes, il fallait les reconquérir. En 1700, le souverain de Suède, Charles XII, était un jeune homme de dix-huit ans, presque un adolescent, sans expérience. Pierre en conclut que l'heure était venue de regagner les terres perdues. Ce fut la guerre du Nord. Si les débuts avaient été favorables à Charles XII qui s'imposa contre les Russes dans la bataille de Narva, Pierre sut patiemment préparer la suite. Dès 1703, profitant des ambitions de son adversaire en Pologne, où Charles XII prétendait détrôner le roi Auguste, Pierre réussit à récupérer l'Ingrie et à s'installer sur les bords de la Baltique. En dépit des efforts qu'il déploiera pour reconquérir ces territoires – russes disait Pierre –, Charles XII n'y réussira pas. Le tsar marquera son triomphe en décidant d'édifier sa capitale sur les bords de la Baltique, aux portes de l'Europe. Ce fut une immense et longue entreprise. Il fallait construire une ville sur des marais, sans disposer à proximité de matériaux – pierre ou bois – et

y transférer d'autorité une population attachée à la vie moscovite. Mais, en quelques années, Saint-Pétersbourg, la ville de Pierre, sortira du paysage désolé et inhospitalier que l'on avait cru à jamais voué au désert.

Les victoires de Pierre le Grand sur l'Empire ottoman et sur la Suède ont bouleversé le paysage politique européen. La France ne peut plus compter sur la Suède pour contenir l'Autriche, alors que la puissance des Habsbourg ne cesse de croître. Il lui faut trouver un autre allié pour jouer ce rôle, n'est-ce pas le moment de songer à la Russie ? En 1710, après que la puissance suédoise eut été brisée à Poltava, et elle ne s'en remettra jamais, le marquis de Torcy, alors ministre des Affaires étrangères, tenta de convaincre son roi que la France devait se tourner vers la Russie, cesser de l'ignorer pour construire un nouveau système d'alliance. Il suggère d'ajouter dans ce système à la Russie la Pologne, le Danemark et le Brandebourg. Mais le roi se montre intraitable, refusant même l'idée d'examiner de nouvelles alliances.

En septembre 1715, la mort du grand roi ouvrit une nouvelle période. La nécessité de repenser les relations avec la Russie devint alors admise de tous, toute l'Europe tourna ses regards vers ce pays si longtemps méprisé. L'alliance suggérée par le marquis de Torcy allait prendre forme. Le roi de Pologne Auguste II, chassé du trône par Charles XII et qui l'avait repris grâce à la protection russe, se rendit auprès du tsar pour renouveler le traité d'alliance qui unissait son pays à la Russie. Le Danemark, au même moment, se déclarait prêt à prendre les armes contre la Suède, et l'on évoquait même un projet matrimonial entre une fille de l'empereur Joseph et Alexis, le fils du tsar.

Conscient des possibilités que ce climat politique nouveau ouvrait à la Russie, Pierre le Grand se lança dans une véritable offensive de charme. Il proposa qu'une alliance soit négociée entre la France et la Russie, et assura à ses interlocuteurs qu'il pourrait y associer la Prusse et la Pologne. Il ajouta que cette coalition ne mettrait pas en question les rapports franco-anglais et franco-hollandais auxquels on était si attaché à Versailles. Il offrit aussi la garantie russe pour le traité d'Utrecht. Enfin, Pierre suggéra qu'une union royale entre Louis XV – âgé de sept ans – et sa fille aînée Élisabeth, qui avait un an de plus, donnerait à l'alliance une force particulière. La proposition plut au régent, mais elle se heurta à l'hostilité du cardinal Dubois qui avait négocié la nouvelle alliance avec l'Angleterre et craignait que toute négociation avec la Russie ne détruisît son œuvre. Il écrivit au régent : « Si en établissant le tsar vous chassez les Anglais et les Hollandais des bords de la Baltique, vous serez éternellement odieux à ces deux nations. » Et il ajoutait que ce serait sacrifier de vrais et durables alliés à une alliance précaire, car « le roi est en piètre santé et son fils peu fiable ».

Les hésitations françaises vont décider le tsar à venir en personne négocier ses propositions. Il se rendit en France en mai 1717, voyage à la fois grandiose et décevant. Grandiose, car le régent lui prodigua tous les honneurs et toutes les attentions que l'on doit à un souverain prestigieux. Pierre et sa suite de soixante personnes furent somptueusement reçus, même si le tsar en refusa certaines dispositions. Ainsi ne voulut-il pas s'installer dans les appartements du Louvre qui avaient été préparés à son intention, préférant loger dans un hôtel où il se sentirait plus en liberté, et qui serait plus conforme à ses goûts austères. Mais il rencontra tous les interlocuteurs qu'il avait souhaité voir et visita tous les lieux dont il était curieux. Après un premier entretien avec le régent, le surlendemain de son arrivée, le tsar reçut la visite de l'enfant-roi. Le récit en a été fait maintes fois, mais comment ne pas souligner l'intimité qui s'établit d'emblée entre le grand souverain, géant impressionnant, qui prit paternellement l'enfant dans ses bras, et le petit roi qui, nullement intimidé, lui récita le discours préparé pour l'occasion. Le lendemain, le tsar lui rendit sa visite et la même atmosphère chaleureuse prévalut alors. Contant l'événement dans une lettre à son épouse Catherine, le tsar précise : « Le roi a deux doigts de plus que notre nain de la cour. C'est un enfant extrêmement agréable par la taille et la figure, et assez intelligent pour son âge. » L'enfant-roi de sept ans que le tsar qualifie aussi d'« homme puissant » aura sans doute séduit le souverain et encouragé son projet de nouer avec lui des liens familiaux.

Avant son arrivée à Paris, le tsar avait exprimé le désir de visiter hors de tout protocole un grand nombre de lieux et de personnes. Le régent y avait acquiescé tout en exigeant que, pour sa sécurité, il fût escorté de soldats de la garde royale. Les demandes formulées par le tsar rendaient compte de son insatiable curiosité. L'Observatoire, le Jardin des Plantes riche de plus de deux mille cinq cents espèces l'attiraient naturellement. Il voulut voir les modèles des forteresses de Vauban, mais aussi la Monnaie où l'on frappa devant lui une pièce d'or. Il fut reçu solennellement à la Sorbonne où on lui remit un projet d'union des Églises d'Orient. Il le rapporta à ses évêques, les priant d'y réfléchir. Pierre le Grand était peu attiré par les fastes de l'Église d'Orient, dont il déplorait l'esprit conservateur, et l'on imagine que ce projet d'union ait pu l'intéresser. Il se rendit à l'Académie des sciences, dont les travaux lui étaient familiers. Il y corrigea de sa main une carte de ses États qui lui était présentée ; elle figure toujours dans les archives de l'Académie, dans le dossier de Pierre le Grand. Six mois plus tard, il eut la satisfaction d'apprendre qu'il avait été élu membre de cette illustre Compagnie. Il visitait aussi, au hasard de ses promenades, des boutiques d'artisans, et, curieux de tout, il les interrogeait longuement sur leurs techniques et leurs productions. Tous ceux qui le croisaient étaient impressionnés par sa volonté d'apprendre. Mais il fit aussi des rencontres mémorables. Le 3 juin, il s'était rendu à Versailles, couchant au Trianon. Il avait souhaité rendre visite à Mme de Maintenon qui, à la mort de Louis XIV, s'était retirée dans le couvent qu'elle avait fondé à Saint-Cyr. À ses hôtes stupéfaits d'entendre cette demande, il répondit : « Elle a rendu de grands services au Roi et au pays. » Pierre le Grand avait multiplié les rencontres avec les membres de la famille royale et l'aristocratie. Ainsi de Madame, mère du Régent, qui se dit séduite par son visiteur, tout en relevant que sa connaissance de l'allemand était bien pauvre ; et de la duchesse de Berry qui le convia au Luxembourg. Mais aux rencontres que paralysait l'étiquette, Pierre le Grand préférait les entretiens avec des « personnes de mérite », avec qui il évoquait leur métier et la vie quotidienne. Il visitait aussi des casernes, des hôpitaux, toutes sortes d'institutions où il pensait pouvoir apprendre de ses interlocuteurs des techniques ou des moyens d'améliorer ensuite la vie de ses compatriotes. C'est ainsi qu'avant de quitter la capitale, toujours curieux, il voulut assister à une opération de la cataracte.

Sur le chemin du retour, enfin, il s'arrêta à Reims où on lui montra l'évangéliaire rédigé en slavon, que la reine Anne avait apporté de Kiev lors de son mariage. Depuis lors, les rois de France, le jour de leur sacre, prêtaient serment sur ce précieux symbole de la première alliance entre la France et la Russie.

Pierre laissa en France un souvenir remarquable dont témoigne Saint-Simon : « On ne finirait point sur ce tsar si intimement et véritablement grand, dont la singularité et la rare variété de tant de grands talents et de grandeurs diverses en feront toujours un monarque digne de la plus grande admiration jusque dans la postérité la plus reculée, malgré les grands défauts de la barbarie de son origine, de son pays et de son éducation. » Mais l'étonnement ne fut pas seulement le fait de ses hôtes. Retraversant le pays, Pierre le Grand fut saisi de stupeur par la pauvreté des paysans, par le fossé qu'il constatait entre le luxe et l'abondance si impressionnants dans la capitale et la pauvreté du peuple. Et il demanda, à voix haute, combien de temps un pareil système pourrait durer…

Au retour, il s'arrêta à Amsterdam. C'est là que les diplomates russes et français allaient négocier les accords politiques et commerciaux entre les deux pays. Une clause secrète de l'accord politique confiait à la France la responsabilité d'assurer une médiation entre la Russie et la Suède et de garantir la paix entre elles. Le voyage du tsar s'achevait en apparence sur un beau succès diplomatique dont les effets tarderaient à se faire sentir. À cela s'ajoute que Pierre le Grand fut très déçu par l'échec d'un projet auquel il tenait beaucoup. À l'issue de ce voyage, il espérait ramener en Russie des spécialistes français dans divers domaines. Deux décennies auparavant, la *grande ambassade* lui avait permis d'attirer en Russie un grand nombre d'Allemands et de Hollandais, qui contribuèrent à son projet de modernisation. Il avait espéré réaliser la même opération durant son séjour en France, mais ses interlocuteurs y furent réticents, ne comprenant pas l'intérêt d'établir en Russie une communauté

française qui y aurait porté son savoir et surtout les idées et l'esprit français. Il n'y aura donc pas de *faubourg français* à l'image du *faubourg allemand*, et l'influence française en Russie en pâtit. Ces réserves s'expliquent peut-être par la volonté de la France de préserver ses liens avec la Suède et, plus encore – c'est le cœur de la politique de Dubois –, de ménager l'Angleterre. Peu diplomate, Saint-Simon commentera : « On s'en tient depuis d'un long repentir des funestes charmes de l'Angleterre et du fol mépris que nous avons fait de la Russie. »

En dépit des hésitations politiques de Versailles, les relations diplomatiques entre les deux pays prennent forme après ce voyage. On échangea des ambassadeurs. Kourakine, puis Dolgorouki à Paris et Campredon à Saint-Pétersbourg.

Des négociations devaient se poursuivre, mais la mort de Charles XII, tué durant la campagne de Norvège en 1718, bouleversa tout. La guerre russo-suédoise reprit pour s'achever en 1721 par le triomphe des armées russes. L'appui prêté par la flotte anglaise aux adversaires de la Russie n'avait servi à rien. Le traité de Nystad, signé en 1721, apporta à la Russie la Livonie, l'Estonie, l'Ingrie, une partie de la Finlande et de la Carélie. La France se convainquit qu'elle avait servi la paix et aidé la Russie dans son rôle de médiatrice. Mais la réalité était que les acquis du traité de Nystad n'étaient dus qu'aux succès militaires de Pierre le Grand, et il le savait. Le traité d'Amsterdam en 1717 et surtout celui de Nystad signalait la puissance de la Russie et sa place incontestable dans le système politique européen.

Pendant les grandioses cérémonies organisées dans la capitale russe pour fêter la victoire, Pierre le Grand montra une attention particulière à l'ambassadeur de France. Il avait accueilli Campredon à son arrivée à Cronstadt, il le garda à ses côtés durant toute la semaine des célébrations, à l'étonnement du diplomate français. Mais, pour flatteuse qu'elle fût, cette situation était aussi inconfortable, car Pierre le Grand ne cessa d'interroger son invité. Quand la France allait-elle donner un contenu au traité de commerce et d'amitié ? Quelle suite se proposait-elle de donner à la proposition d'union avancée par le tsar ? À ce chapitre, Pierre le Grand dut constater combien les réticences françaises étaient grandes, la rumeur lui en avait expliqué les raisons. Dubois ne voulait pas entendre parler d'une union qui eût mécontenté l'Angleterre. Quant à la famille royale, elle était peu encline à souhaiter accueillir une princesse aux origines douteuses. Certes, la princesse Élisabeth était la fille du grand tsar, mais aussi la fille d'une femme de basse extraction et issue d'un mariage critiqué. Nullement découragé par ces réserves, Pierre le Grand imagina une autre union dynastique russo-française. Il proposa qu'Élisabeth épouse un autre prince de la maison de France – le duc de Chartres, fils du régent – et que le couple princier soit par ses soins porté sur le trône de Pologne, ce qui eût assuré à Pétersbourg et à Versailles le contrôle définitif de ce difficile royaume. L'idée séduisit le régent qui était soutenu par un parti prorusse. Elle se heurta pourtant à un obstacle pratique : le roi de Pologne, Auguste de Saxe, était vivant, il semblait décidé à le rester, et Pierre le Grand n'imaginait pas de l'éliminer par la force. Il suggéra que le mariage fût conclu sans attendre le moment où le trône de Pologne serait vacant. Pour Versailles, mieux valait attendre, l'élection du duc devrait précéder le mariage. Campredon plaidait pour la thèse russe, mais ce projet achoppa finalement sur les objections de l'Angleterre. Dubois fit traîner la négociation, ne répondant pas aux messages pressants de Campredon avant de reconnaître que l'Angleterre étant défavorable au projet, il fallait le mettre en attente. L'affaire traîna jusqu'en 1723. Dubois et le régent moururent, et Louis XV monta sur le trône. Le duc de Chartres finit par épouser une princesse allemande. En 1724, le duc de Bourbon devint Premier ministre et Pierre le Grand, jamais à court d'idées, imagina qu'il pourrait être le candidat si recherché à la main d'Élisabeth et au trône de Pologne. Il le proposa à l'intéressé, qui invoqua l'existence d'un préalable, la réconciliation russo-anglaise. Celle-ci sera réalisée après la dernière campagne de Pierre le Grand au Caucase, en 1724. L'heure n'était-elle pas enfin venue de traiter définitivement avec la France ? Dans un ultime effort, Pierre le suggéra. Il lui fut répondu que tout traité signé avec la Russie devait inclure l'Angleterre. Le tsar n'eut pas le temps de réagir à cette exigence car il mourut en février 1725. Ce qu'il légua à son pays est considérable. La Moscovie est devenue l'Empire de Russie, une des principales puissances européennes. Pierre le Grand a établi l'Empire sur les bords de la Baltique. Mais il aura échoué dans deux ambitions. Il voulait conclure une alliance avec la France et marier ses filles à des princes de maison royale. Le refus français de considérer une telle alliance était particulièrement dommageable. La solution imaginée par Pierre le Grand, un roi de Pologne commun aux deux dynasties, aurait eu un double avantage. Elle aurait consolidé l'alliance russo-française en transformant un pays allié et instrument de la politique française en outil d'une *politique commune*. Et l'éternelle question de la succession polonaise n'aurait plus été entre la France et la Russie l'occasion d'un conflit, mais celle d'une politique concertée.

À l'heure où s'achève ce règne remarquable, la perspective de l'alliance avec la France paraît condamnée. Comment ne pas constater que Pierre le Grand n'a jamais ménagé ses efforts pour la faire réussir et qu'en face de lui la politique française se caractérisa par un attentisme décevant, plus encore par des vexations ? Le titre impérial que lui décerna le Sénat en accord avec le Saint-Synode au lendemain de la victoire de Poltava illustre cette mauvaise volonté française. Certes, ce titre fut difficilement accepté par les monarques européens, à l'exception de ceux de Hollande et de Prusse. La Suède s'y rallia en 1723. Le roi George d'Angleterre s'y refusa longtemps, ce n'est qu'en 1742 qu'il le reconnut, la France attendit 1745 et encore, cette reconnaissance du titre impérial russe fut-elle partielle. Une mesquinerie qui pesa sur les relations des deux pays.

Chapitre II

Du rêve français aux règnes allemands

Pierre le Grand disparu, sa femme Catherine, la « Livonienne de basse extraction », lui succéda comme il l'avait souhaité. En 1718, Pierre le Grand avait écarté le système successoral qui assurait la stabilité du pouvoir en Russie, en destituant son fils et héritier Alexis et en désignant pour héritier le fils de Catherine, Pierre, âgé de deux ans. Celui-ci étant mort l'année suivante, le seul héritier mâle était le fils d'Alexis, nommé Pierre lui aussi, que le tsar rejetait. Bien qu'aucune femme n'ait en Russie gravi les marches du trône, les pensées du souverain se tournèrent alors vers Catherine. Il avait supprimé par l'oukase de février 1722 les règles traditionnelles de succession en usage en Russie – de père en fils, voire de frère aîné à frère cadet – au bénéfice du choix de l'héritier par le souverain. Ce choix se dessinait dans l'oukase du 19 novembre 1723 annonçant son intention de couronner Catherine qui portait déjà, mais c'était par courtoisie, le titre d'impératrice. Le couronnement eut lieu le 7 mai 1724. À l'heure où Pierre le Grand disparaît, une coterie de favoris déclara que Catherine devait être proclamée impératrice. Le prince Dimitri Galitzine tenta de s'y opposer, de préserver l'usage et proposa que Catherine assure la régence durant la minorité du fils d'Alexis, petit-fils du tsar défunt. Le Sénat refusa cette solution et porta Catherine, devenue Catherine Ire, sur le trône.

À peine intronisée, l'impératrice déclara qu'elle allait poursuivre l'œuvre de Pierre le Grand, préserver ses choix et ses projets. L'alliance avec la France figurant en bonne place dans les préoccupations de l'empereur défunt, elle s'en empara et réunit un haut comité des ministres, qui proclama l'urgence de la relancer. Sachant que la participation anglaise à l'alliance avait fait échouer le projet, l'impératrice déclara qu'elle l'acceptait d'emblée ; Campredon, toujours présent dans la capitale russe, fut aussitôt informé de ces dispositions. Les circonstances semblaient donc favoriser une négociation.

De surcroît, on venait d'apprendre que le mariage de Louis XV avec l'infante d'Espagne n'était plus à l'ordre du jour. Aussitôt Catherine, fidèle aux projets de son époux défunt, entreprit Campredon avec le mariage d'Élisabeth. Au cours des négociations antérieures, la partie française avait objecté qu'un prince catholique ne pouvait épouser une schismatique. Qu'à cela ne tienne, argua l'impératrice, Élisabeth est prête à se convertir à la foi romaine. La candidature d'Élisabeth ne soulevait guère d'enthousiasme. Catherine concentra son attention sur le trône de Pologne. Et aussi inventive que Pierre le Grand, elle suggéra une nouvelle combinaison matrimoniale. Cette fois, le duc de Bourbon serait le candidat russo-français au trône de Pologne, avec une autre épouse, Marie Leszczyńska. Bien sûr la future épouse n'était pas russe, mais la Russie porterait le couple sur le trône. Et la candidature du duc serait favorisée par le fait que le père de Marie, Stanislas, avait été élu roi de Pologne par la volonté de Charles XII en 1705. Certes, il avait abdiqué, mais il restait une sorte de candidat permanent pour ce trône toujours disputé. L'appui russe serait décisif en la matière, et il favoriserait un prince français.

Catherine pria Campredon de convaincre son gouvernement de l'intérêt de cette proposition qui déboucherait sur une grande alliance entre les deux pays. La Russie proposait aussi de mettre au service des ambitions françaises ses forces militaires. Le projet de Catherine prévoyait une négociation en deux étapes, d'abord la signature d'un pacte bilatéral, étendu à l'Angleterre dans un second temps.

Les événements semblaient favoriser Catherine Ire. Après le mariage rompu, le renvoi de l'infante indigna le roi d'Espagne, qui mêla la France et l'Angleterre dans une même détestation. Et Charles VI vint alimenter la querelle. Catherine en profita. Pourquoi la France ne cherchait-elle pas un appui du côté russe ? Pour donner force à cet argument, elle décida de prendre part à la querelle au côté des adversaires de la France, afin que ce pays comprenne enfin l'intérêt d'une alliance russe.

Au moment même où Catherine Ire tentait de faire aboutir son projet français, deux obstacles surgirent. Tout d'abord en France, où le roi ayant renoncé au mariage espagnol annonça soudain qu'il épousait Marie Leszczyńska, nouvelle qui stupéfia et déçut son pays. Pour la Cour, c'était une mésalliance. Pour la Russie, c'était une grave offense. Que le roi de France ait préféré une obscure princesse, fille d'un éphémère roi de Pologne, à la fille du grand empereur russe relevait de l'insulte. De plus, la France signifiait par là à Catherine que son intervention éventuelle dans les affaires de Pologne n'avait plus de raison d'être. Ce ne fut pas la seule déception matrimoniale de l'impératrice de Russie. La première fille de Pierre le Grand avait épousé en 1725 le duc de Holstein-Gottorp, que Catherine Ire protégeait et qu'elle fit entrer dans son Conseil intime suprême. Or le duc prétendait récupérer le Schleswig, conquis par le Danemark en 1721, conquête dont la France et l'Angleterre se portaient garantes. Forte de l'accord signé par ces deux puissances, Catherine leur demanda de dédommager son gendre pour la perte du Schleswig, ce qui lui fut refusé. L'Angleterre le fit brutalement, tandis que Louis XV ordonnait à Campredon de cesser les négociations avec Pétersbourg.

Si la politique de Catherine Ire était marquée par la volonté de rester fidèle aux intentions de Pierre le Grand, elle subit aussi l'influence de celui qui allait dominer dès lors la politique étrangère russe, Osterman. Fils d'un pasteur de Westphalie, Osterman était entré dans l'entourage du tsar en 1708. Au congrès de Nystad, il est à ses côtés au titre de spécialiste reconnu des « affaires du Nord », et à sa mort, il est appelé à siéger au Conseil intime suprême. Osterman avait été un chaud partisan de l'alliance française dans les années précédant le traité de Nystad. Mais, en 1725, son jugement se fait plus nuancé. Il constate que la France ne montre guère d'empressement à souscrire au projet russe en Pologne, qu'elle défend mollement la Russie à Stockholm, et refuse de prendre position dans les conflits entre Pétersbourg et la Porte. Aussi, lorsqu'en 1725 la France, la Prusse et l'Angleterre, confrontées à la coalition austro-espagnole, demandent à la Russie de les soutenir, Osterman s'interroge sur la réponse à apporter. De plus, au même moment l'Autriche, qui ne craint plus la vindicte de Pierre le Grand, constate que ses intérêts et ceux de la Russie sont proches et charge alors son représentant à Pétersbourg, le comte Rabutin, de négocier un accord diplomatique et militaire. La proposition séduit d'emblée Menchikov, l'ancien favori de Pierre le Grand qui a une réelle influence sur Catherine. Osterman émet d'abord des réserves. Mais une alliance avec l'Autriche avait tout au long de son règne tenté Pierre le Grand. C'est pourquoi, après un temps d'hésitation, Osterman exposa dans un rapport au Conseil intime suprême que la France n'ayant répondu à aucune des propositions russes, il préconisait que la Russie se tourne vers l'Autriche d'abord, puis vers l'Angleterre, la Prusse et le Danemark. Son propos fut approuvé. Un traité d'amitié russo-autrichien sera signé le 6 août 1726 à Vienne, entraînant toute une série d'accords. L'empereur d'Autriche adhéra à l'alliance russo-suédoise de 1724 et la Russie fit de même pour le traité hispano-autrichien de 1725. Le traité russo-autrichien, qui déterminera la politique étrangère russe durant les quinze années suivantes, satisfaisait tous les souhaits russes. Il portait une garantie militaire importante, chaque partie contractante s'engageant, au cas où l'autre serait agressée, à lui porter secours avec une force de trente mille hommes. La question du dédommagement du duc de Holstein était prise en charge par Vienne. Et un article secret stipulait qu'en cas d'agression ottomane contre la Russie l'empereur s'engagerait à ses côtés.

Osterman considérait que ce traité avait une finalité purement défensive, il n'entendait pas qu'il puisse entraîner la Russie dans une guerre européenne. Et son adhésion au traité était lourde d'arrière-pensées. Il voulait à terme faciliter un rapprochement avec la France, mais aussi

réduire son influence en Europe. Et avant tout il voulait assurer une paix stable tout au long des frontières russes. La question polonaise était au cœur de ses préoccupations. Pour Osterman, la succession d'Auguste II, lorsqu'elle serait ouverte, ne devait en aucun cas laisser place à l'influence ou plus encore à l'intervention de la France, de la Suède ou de la Porte. On verra plus loin qu'il réussit à imposer ses vues.

L'impératrice meurt en 1727. Son héritier est un très jeune homme, Pierre, petit-fils de Pierre le Grand. Ce Pierre II ressemble physiquement à son grand-père, comme lui il est très grand, beau et robuste, mais là s'arrête la comparaison. Contrairement au grand tsar, il n'est guère curieux et le divertissement lui convient mieux que la quête de savoir et la réflexion. Ses défauts eurent cependant peu d'incidence sur la politique russe puisque, frappé par la petite vérole, il mourut deux ans à peine après son accession au trône. À nouveau le problème de la succession se posa car, emporté si brutalement, Pierre II n'avait pu – y aurait-il seulement pensé ? – mettre en route la procédure imaginée par Pierre le Grand, désigner son successeur. Il revenait donc au Conseil intime suprême d'assurer ce choix. Qui pouvait prétendre succéder à l'éphémère souverain ? Élisabeth, fille aînée de Pierre le Grand ? Certes ! Mais princesse dédaignée par la France, elle fut aussi jugée trop frivole. Un autre descendant de Pierre le Grand, fils d'une de ses filles, âgé de douze ans, eût pu être choisi. Mais cette compétition successorale mettait aux prises des clans qui entendaient s'assurer le pouvoir en désignant un candidat qui leur était proche.

La concurrence des clans eut pour conséquence un choix inattendu puisqu'il impliquait un changement de lignée. On se tourna vers la descendance d'Ivan, un demi-frère de Pierre le Grand qui avait partagé le trône avec lui durant la régence de Sophie. Ivan avait deux filles, l'une mariée au duc de Mecklembourg, l'autre, Anne, veuve du duc de Courlande. Le choix se porta sur celle-ci, parce qu'elle était solitaire, exilée en Courlande, inconnue en Russie. On la crut démunie, disposée à accepter l'autorité du Conseil qui l'avait désignée et on lui imposa des exigences draconiennes : interdiction de se remarier, de désigner un successeur, de prendre quelque décision de politique intérieure ou extérieure que ce fût. Elle accepta tout, sans broncher, heureuse d'échanger la Courlande pour une couronne et convaincue de pouvoir se tirer du piège où on l'enfermait.

Elle en fit très vite la démonstration, puisque, à peine arrivée en Russie, elle sut gagner à sa cause la Garde et la petite noblesse et, forte de leur soutien, déchira l'accord qui lui avait été imposé.

De son long séjour en Courlande, l'impératrice Anne avait gardé un fort attachement à tout ce qui était allemand. Son gouvernement fut dominé par trois Allemands : Osterman, qui conservait la politique étrangère, Biron et le maréchal de Münnich qui prit la tête de l'armée. À cette époque, Osterman était toujours partisan de l'alliance avec l'Autriche, mais il voulait la compléter par un rapprochement avec l'Angleterre. La réconciliation avec l'Angleterre sera son chef-d'œuvre. Par le traité de commerce anglo-russe signé en 1734, les Anglais s'engageaient à soutenir les intérêts russes en Pologne et l'on envisagea même un moment une union dynastique entre le prince Guillaume d'Angleterre et la jeune duchesse Anne de Mecklembourg, nièce et éventuelle héritière de l'impératrice. Le projet d'installer un prince anglais sur le trône des Romanov fera long feu, et au demeurant l'Angleterre ne souhaitait pas s'allier trop étroitement à la Russie. Comment ne pas remarquer, ironie de l'histoire, qu'au départ ce rapprochement fut favorisé par la France, qui portera les propositions russes au roi George II ? Cette médiation était d'autant plus étonnante que, dans les derniers mois de son ministère, Osterman tenta de rassembler une coalition nordique, hostile aux Bourbons, réunissant à l'Angleterre et à la Russie la Prusse, le Danemark, la Pologne et les Pays-Bas. Le projet n'aboutit pas, mais, dès 1730, la Russie s'opposa à la France avec l'Autriche. Le rêve d'une alliance franco-russe est depuis longtemps oublié, et les relations des deux pays ont rarement été aussi mauvaises. Campredon a été remplacé à Pétersbourg par un chargé d'affaires qui est désœuvré. Fleury, qui a succédé au duc de Bourbon, ne s'intéresse guère aux problèmes du nord de l'Europe, ni en particulier à la Russie qu'il tient pour un pays corrompu et étranger à la civilisation.

En Russie pourtant, une évolution paraît possible. La place excessive des Allemands dans le gouvernement exaspère la noblesse. Münnich, inquiet des conséquences politiques de ce mécontentement, entrevoit les bénéfices d'un rapprochement avec la France. Une négociation secrète s'engage alors, d'abord entre Magnan, le chargé d'affaires qui a succédé à l'ambassadeur Campredon, et Münnich, puis entre Magnan et la tsarine. L'impératrice Anne fut séduite par l'idée d'un renversement d'alliances, mais elle voulait qu'il fût bénéfique pour la Russie. Elle posa donc comme condition que la France soutienne son retour en mer Noire, la reconquête d'Azov, et s'engage à ne pas contrarier les projets russes en Pologne, où la succession, on le sait, était bien près de s'ouvrir. Le cardinal Fleury hésitait. Il était tenté par la perspective de cette alliance, mais elle impliquait que la France y sacrifie ses alliés traditionnels du Nord et de l'Est, qu'elle renonce à sa barrière orientale, alors que l'Autriche était encore si puissante. Il s'interrogeait aussi sur les capacités politiques de l'impératrice et sur la puissance réelle de la Russie privée du génie de Pierre le Grand. Pour finir, le cardinal Fleury en revint à la tactique française en usage dans les rapports avec la Russie, multiplier les réponses dilatoires, ne rien décider et laisser traîner en longueur la négociation. Rien d'étonnant si cette tentative de rapprochement tourna court. Si impopulaire que soit devenue l'alliance autrichienne en Russie, Vienne restait donc le seul allié possible et la France l'ennemi alors qu'on rêvait d'en faire un État ami.

Cet échec était d'autant plus fâcheux que la Pologne revenait alors au premier plan des préoccupations des souverains. Le 1er février 1733, Auguste II meurt, le trône de Pologne attire des candidats, car cette élection est pour les membres de familles régnantes, à qui le principe héréditaire interdit d'espérer régner dans leur pays, leur seule chance de monter sur un trône. En tête de ces candidats arrive le propre fils d'Auguste II, Frédéric-Auguste, électeur de Saxe. Et un candidat se détache de ceux qui sont issus de la noblesse polonaise : Stanislas Poniatowski. La France est fidèle à son protégé, Stanislas Leszczynski, beau-père du roi, qui avait déjà été élu dans le passé roi de Pologne grâce au soutien de Charles XII avant de devoir renoncer au trône. La France, pour le défendre, avance des arguments politiques, plaidant qu'étant géographiquement éloignée de la Pologne elle ne pourrait intervenir dans ses affaires. Le soutien français à un candidat était donc la garantie de l'indépendance de la Pologne et de son futur roi. Ce soutien était aussi financier, le marquis de Monti, ambassadeur de France en Pologne, distribua près de quatre millions de francs à tous ceux qui pouvaient peser sur le choix de la Diète. Mais l'affaire n'était pas si simple. L'année précédente, l'empereur Charles VI, la tsarine et le roi de Prusse avaient conclu le *Pacte des aigles noirs*, qui excluait de la succession à venir tout à la fois le fils d'Auguste II et Stanislas Leszczynski. Frédéric-Auguste réussit par la suite à faire lever l'interdit qui pesait sur lui et Stanislas Leszczynski restant le seul exclu, la France semblait avoir perdu la partie. Sa candidature était d'ailleurs fort difficile à défendre car il renâclait à la poser arguant qu'ayant été élu dans le passé roi de Pologne, il était naturellement roi et ne pouvait être candidat. Il refusait de se précipiter en Pologne comme l'en pressait l'ambassadeur Monti. Celui-ci avait pourtant obtenu, grâce à la campagne très active qu'il avait menée auprès de la Diète, qu'elle décide d'exclure de la compétition les candidats étrangers, ce qui condamnait la candidature de l'électeur de Saxe et laissait la voie libre à Stanislas. À Varsovie, la Russie prit l'initiative, envoyant ses troupes en territoire polonais alors que la Diète s'apprêtait à voter. L'élection eut lieu le 11 septembre. Stanislas Leszczynski fut élu à l'unanimité moins trois abstentions, mais les troupes russes arrivèrent au même moment et dispersèrent la Diète. Frédéric Auguste fut proclamé roi le 5 octobre sous le nom d'Auguste III, tandis que

Stanislas s'enfuit à Dantzig où il attendit le secours du roi de France.

Devant cette épreuve de force, la réaction française fut bien timide, surtout à l'égard de la Russie, responsable de la déconfiture de Stanislas. Le cardinal Fleury n'osa pas s'attaquer au pays dont il n'avait pas accepté l'alliance, il se contenta de rappeler le chargé d'affaires et préféra s'en prendre au seul Charles VI. Mais il fallait d'abord penser à secourir Stanislas assiégé à Dantzig par les Russes. Une petite troupe, conduite par le comte de Plélo, ambassadeur de France à Copenhague, s'y employa. Ce fut une cuisante défaite, l'ambassadeur Plélo y trouva la mort le 27 mai. La capitulation de Dantzig fut signée le 24 juin et Stanislas dut, une fois encore, fuir pour sauver sa tête, car les Russes exigeaient pour prix de la paix qu'il leur soit livré.

De cette triste aventure et de la couronne perdue par deux fois par Stanislas, reste surtout que la bataille de Dantzig en 1733 aura été la première confrontation militaire – limitée certes – entre troupes françaises et russes. La France s'en prit à l'Autriche pour venger l'affront subi en Pologne. Elle souleva contre l'empereur les électeurs de Cologne, Mayence, de la Bavière et du Palatinat, ses troupes triompheront à Kehl, Phillipsburg, dans le duché de Parme et le royaume de Naples. L'Autriche appela la Russie à l'aide, celle-ci ne se pressa pas de répondre. La paix de Vienne, signée en 1735, mit fin au conflit, consacrant la victoire française. L'Autriche avait perdu la Lorraine et une partie de l'Italie. La Russie n'ayant pas pris part au conflit ne signa rien, mais les relations diplomatiques avec la France ne furent pas restaurées.

La France avait perdu la partie politique en Pologne, mais elle avait gagné la paix et humilié l'Autriche. Elle sera encore plus heureuse sur le front oriental où son allié ottoman était menacé par les troupes de la coalition austro-russe, qui envahirent son territoire. Tandis qu'en dépit de tous les obstacles les troupes russes y accumulèrent les succès, reprenant Azov, leur éternel objectif, franchissant le Prut – la revanche de Pierre le Grand – et s'installant en Moldavie, les Autrichiens multipliaient les défaites. À bout de forces, ils demandèrent la paix, et la Russie resta seule face à l'Empire ottoman. À ce moment le rôle de la France fut remarquable, compensant d'une certaine façon les échecs subis sur le front suédois. Le marquis de Villeneuve, ambassadeur à Constantinople et diplomate d'une exceptionnelle habileté, s'employa à mobiliser les Ottomans et à provoquer la discorde entre les alliés autrichiens et russes. C'est lui qui encouragea les Autrichiens, démoralisés par leurs échecs successifs, à déposer les armes et à demander la paix. Il réussit aussi à affaiblir la Russie, poussant les Suédois à lancer contre elle une opération de diversion, et favorisant un traité d'alliance entre la Porte et Stockholm. Paralysée par ces initiatives, la Russie dut se résoudre à mettre fin aux combats et à conclure une paix contraire à ses intérêts. Ce fut la paix de Belgrade, signée le 21 septembre 1739. Paix ô combien humiliante puisque la Russie dut rendre aux Turcs la Serbie et la Valachie ; elle devait renoncer à fortifier Azov et n'avait pas le droit d'entretenir des navires marchands en mer Noire. Le désastre avait coûté à la Russie cent mille morts. La France, pour sa part, sortait fort bien de l'affaire et faisait payer cher son action médiatrice. Elle y gagna cependant la reconnaissance de la Russie. L'impératrice témoigna sa gratitude à Villeneuve en lui remettant la prestigieuse croix de Saint-André, accompagnée d'une importante gratification financière, que le marquis refusa. Les conclusions tirées par Pétersbourg de cet épisode étaient étonnantes. Le prince Kantemir, à qui la tsarine venait de confier l'ambassade russe à Paris, déclara que « la Russie était la seule puissance qui pût contrebalancer celle de la France ».

De son côté, le feld-maréchal Münnich confia à un officier français, M. de Tott, venu contrôler l'évacuation des troupes russes de Moldavie, ce message à l'intention du cardinal Fleury : « Je n'ai jamais été d'avis que la Russie se liguât avec l'empereur. La raison en est que l'empereur était plus exposé que nous à avoir la guerre, mais nous étions plus exposés que lui à en avoir les charges. De plus l'empereur a toujours traité ses alliés comme des vassaux. Les Anglais et les Hollandais en sont témoins qui l'ont éprouvé et en bons politiques se sont retirés de cette alliance… C'est à présent le temps de faire revivre notre alliance avec la France. »

Évoquant le cas de la Suède, Münnich ajouta : « La France peut être amie avec la Suède et avec nous, je lui conseillerais pourtant de faire plus de cas de notre alliance que de celle de la Suède. En Suède, il ne faut qu'un pistolet pour arrêter les délibérations, tandis que le gouvernement russe est despotique, et c'est de ces sortes de gouvernement qu'on peut attendre un grand secours. »

La Russie a pris alors la mesure de ce qu'impliquait l'intervention française. La France l'avait arrêtée sur la route de Constantinople, portant un coup terrible à ses ambitions. Ce coup confirmait les appréhensions exprimées par le prince Kantemir. La France n'acceptait pas la montée en puissance de la Russie, et elle s'y opposerait chaque fois que l'occasion s'en présenterait.

Pourtant, la Russie continuait à rêver d'une alliance avec ce partenaire réticent. La tsarine en fit la preuve en adressant des remerciements exceptionnellement chaleureux au roi, et en nommant aussitôt un représentant en France. Une réponse s'imposait, le roi désigna à son tour un représentant en Russie, ce fut le marquis de La Chétardie, alors ministre de France à Berlin où il venait de passer dix ans.

Ce choix n'était pas anodin, il donnait raison à Kantemir. Ce que souhaitait Versailles n'était pas un vrai rapprochement, mais être parfaitement informé de l'état de la Russie et de ses projets. En même temps qu'elle renoue les liens diplomatiques avec Pétersbourg, la France se rapproche des adversaires de la Russie, ses alliés de toujours. Elle signe un nouveau traité d'alliance défensive avec la Suède et renouvelle le pacte de capitulations avec la Porte. Et les instructions données à son nouvel ambassadeur sont d'étudier la situation en Russie, d'évaluer le crédit dont jouit la princesse Élisabeth et « tout ce qui peut annoncer la possibilité d'une révolution ».

La Chétardie fut accueilli en Russie avec un faste exceptionnel. Dans les villes qu'il traversait, les régiments étaient rangés en ordre de bataille et les magistrats venaient le saluer. La tsarine reçut La Chétardie en présence de la Cour rassemblée au grand complet. Puis, sans attendre davantage, il alla chez la princesse Élisabeth. Il rendait hommage à la fille du grand empereur, à sa beauté. Mais cette démarche était avant tout politique. La Chétardie savait que pour nombre de Russes, Élisabeth était l'héritière légitime de Pierre le Grand. De regrettables manœuvres l'avaient écartée du trône, mais ses partisans entendaient lui rendre la place que sa naissance lui réservait. Et elle aussi en rêvait. De plus, pour les Russes exaspérés par le « règne allemand » d'Anne, Élisabeth était l'espoir d'un retour à la tradition nationale. Élisabeth était profondément russe, elle s'exprimait parfaitement en français et seulement passablement en allemand. La Chétardie nota cette particularité qui pouvait indiquer un penchant pour la France. Ses instructions étaient dénuées d'ambiguïté, il devait étudier de près les chances de la princesse d'accéder au trône.

Sa troisième visite fut pour la grande-duchesse Anna Leopoldovna, nièce de l'impératrice qui lui portait une grande affection ; elle l'avait mariée au duc de Brunswick, et avait décidé que l'enfant de ce couple lui succéderait. Autant La Chétardie avait été séduit par Élisabeth, autant Anna Leopoldovna lui parut insignifiante.

Tandis que La Chétardie se familiarisait avec la société russe, le paysage aux frontières du pays s'assombrit. Un bruit de bottes venu de Finlande signalait que les troupes suédoises s'y préparaient à quelque opération. Durant la guerre russo-turque, la Suède qui aurait dû intervenir et mettre en difficulté les armées russes en ouvrant un second front ne l'avait pas fait et, du coup, ne tirait aucun avantage de la fin du conflit. Mais la Russie étant encore affaiblie par cette guerre, la Suède décida d'en profiter et, par un coup de force en Finlande, de récupérer les terres

conquises par Pierre le Grand. Inquiet de ces mouvements de troupes dont il comprenait les intentions, Osterman attendait de la France qu'elle modère Stockholm, mais il ne voulait pas solliciter trop ouvertement sa médiation. Le sujet fut discrètement abordé entre les deux Cours lorsque survint l'événement qui allait bouleverser la politique russe, la mort de la tsarine Anna en novembre 1740.

Pour les Russes, ce devait être la fin de la domination allemande, et d'abord de Biren, que le peuple nommait « maudit Allemand ». Biren, conscient de la haine qu'il suscitait, avait anticipé l'événement. À sa demande, l'impératrice l'avait nommé régent du petit prince Ivan de Brunswick1. Elle était alors très malade et influençable, mais ce n'est qu'à la veille de sa mort qu'elle lui céda, signant cette nomination qui, sitôt connue, souleva l'indignation de tout le pays. Comment accepter une décision qui aurait pour conséquence de pérenniser le règne des Allemands et que le pays soit ainsi livré à un étranger, hérétique de surcroît, méprisé de tous et que des relations inavouables liaient à la défunte impératrice ? Aussitôt fusèrent le nom des héritiers qui pouvaient revendiquer une légitimité. Élisabeth d'abord, que l'on évoquait partout. Mais aussi, si l'on voulait en finir avec les règnes féminins peu conformes à la tradition nationale, le petit-fils de Pierre le Grand, Pierre de Holstein. C'est pourquoi la solution voulue par l'impératrice défunte ne lui survécut guère. Un complot, dont les chefs de file étaient d'ailleurs des Allemands, Osterman et Münnich au premier chef, éclata le 17 novembre. Biren, qui ne se doutait de rien, fut arraché à son sommeil, arrêté et exilé en Sibérie. Le testament de l'impératrice Anne fut déchiré, et la grande-duchesse Anna Leopoldovna se vit confier la régence. Le prince de Brunswick était nommé généralissime, Münnich devint Premier ministre et Osterman conserva son titre de vice-chancelier. Apprenant ce coup de force, trois régiments crurent qu'il avait été accompli pour porter Élisabeth sur le trône et se précipitèrent vers son palais. Constatant leur erreur, ils s'en retournèrent dans leurs casernes, très déçus, mais l'épisode ne fut pas sans conséquences. L'idée d'une succession réglée au profit d'Élisabeth était lancée, elle chemina, et la France allait y prendre une grande part.

Auparavant, il faut considérer un événement qui ébranla l'Europe et bouscula une fois encore l'ordre des priorités. Huit jours avant que l'impératrice ait rendu l'âme, l'empereur s'éteignait à Vienne. Et là encore un problème de succession se posait. Par la Pragmatique Sanction le souverain avait tenté de garantir les droits de sa fille, mais à peine disparu ses dispositions furent contestées. L'électeur de Bavière revendiquait la couronne impériale et la totalité des États autrichiens, le roi de Saxe voulait la Bohême et Frédéric de Prusse, non content d'exposer ses ambitions, envahit la Silésie sans déclaration de guerre. L'équilibre de l'Europe, tel qu'il avait été établi par les traités de Westphalie et d'Utrecht, s'effondrait, sauf si des puissances intervenaient, et ces puissances n'étaient autres que la France et la Russie, garantes de la Pragmatique Sanction. Allaient-elles voler au secours de Marie-Thérèse qui venait de prendre le titre de reine de Hongrie ? Allaient-elles s'unir pour soutenir Marie-Thérèse et sauver l'Autriche ? Ou, au contraire, ces puissances s'inclineraient-elles devant les ambitions de Frédéric II en y sacrifiant l'Autriche ? Enfin, la France et la Russie n'allaient-elles pas se tourner le dos et favoriser l'une Vienne, l'autre Berlin ?

Depuis le temps où Richelieu la gouvernait, la France avait toujours cherché à affaiblir la maison d'Autriche. Mais en 1740, la situation n'était plus la même. En Espagne, les Bourbons s'étaient substitués aux Habsbourg, en Orient, l'Autriche était à genoux et la Prusse lui était une redoutable rivale. La France avait-elle intérêt à abaisser cette puissance déclinante ? Un débat feutré s'ouvrit. Fleury, conscient de ces nouveaux équilibres, pressait le roi de rompre avec la politique anti-autrichienne et de soutenir Marie-Thérèse. Ce choix présentait selon lui deux avantages. La France pouvait y gagner les Pays-Bas, Marie-Thérèse le laissait entendre. Et il arrêterait la montée en puissance de la Prusse. Il pouvait enfin, plaidait Fleury, ne pas susciter d'opposition russe.

Mais le roi se laissa convaincre, par de jeunes conseillers rassemblés autour du comte de Belle-Île, qu'une autre politique permettrait d'affaiblir la maison d'Autriche. Il fallait soutenir les prétentions de l'électeur de Bavière au titre impérial et s'allier avec Frédéric II. Ces propositions séduisaient le roi. Consciente du danger, Marie-Thérèse se tourna vers la Russie, mais son appel n'y trouva pas d'écho. D'abord parce que la Russie était dans une situation contradictoire, engagée des deux côtés – avec Vienne par le traité de 1726, et par l'alliance signée au temps de Pierre Ier avec la maison de Brandebourg et qui venait d'être renouvelé avec Frédéric II –, laquelle de ces deux alliances choisir ? Le clan allemand qui entourait l'indolente régente était divisé, le prince de Brunswick voulait soutenir la reine de Hongrie tandis que Münnich, partisan de Frédéric II, prônait un certain attentisme. Mais l'hostilité à l'égard de Münnich était si violente qu'il préféra démissionner. Ainsi le clan autrichien l'emportait-il à Pétersbourg.

Conséquence de la défection de Münnich, l'Autriche reçut de la Russie une aide financière et les trente mille soldats prévus dans le traité de 1726. Au même moment, la France, sortant de sa position hésitante, signait des traités d'alliance avec la Prusse, la Bavière et la Saxe. L'espoir de voir surgir une position commune franco-russe pour stabiliser l'Europe n'existait plus. La rupture serait aggravée par l'intervention de l'Angleterre qui proposait à la maison de Brunswick de lui garantir le trône de Russie en échange du soutien russe à la lutte contre la France.

Jusqu'alors la Russie avait multiplié les déclarations d'intention. Elle n'avait pas encore pris position pour l'Autriche, se contentant de proclamer son respect des accords et sa volonté d'agir pour préserver un climat de paix.

À Versailles, on comprend que la situation requiert de l'initiative. Il est inutile, on le sait, de tenter de convaincre Pétersbourg d'abandonner Vienne. Les Brunswick voient dans le soutien de l'Autriche le moyen d'assurer la pérennité de leur dynastie. Münnich n'est plus là pour contrebalancer la tentation austrophile et Osterman, l'homme fort de la politique étrangère russe, déclare : « La moindre atteinte aux territoires autrichiens portera un coup fatal à toute l'Europe. » Que faire pour imposer à la Russie de changer d'orientation ? Solution classique, inciter la Suède à ouvrir une crise aux frontières de la Russie. Stockholm trépigne d'impatience et un encouragement, même très discret, a suffi à la pousser à l'action. Le 28 juillet 1741, la Suède déclare donc la guerre à la Russie au prétexte que « son armée franchit la frontière pour venger les torts causés au roi par les *ministres étrangers* qui dominent la Russie et pour en libérer le peuple ».

Mais l'intervention suédoise n'est qu'un des aspects de la riposte imaginée à Versailles. Le projet de renverser le couple Brunswick et de porter sur le trône la fille de Pierre le Grand s'est imposé. La Chétardie, devenu son intime, assure qu'elle est très francophile et que c'est le meilleur moyen de mettre fin à l'arrogance de la Russie.

Le complot fut simple à organiser. Les Brunswick sont haïs, l'équipe allemande ne l'est pas moins et le pays a les yeux tournés vers la fille de Pierre le Grand. De surcroît, Élisabeth s'est assuré le soutien de l'armée, visitant des casernes, s'entretenant avec des officiers et de simples soldats, elle a gagné de nombreux partisans par sa simplicité et son comportement chaleureux. Certes elle n'a pas de parti, mais elle a des amis, et notamment un médecin d'origine hanovrienne, Lestocq. Voyant qu'Élisabeth manquait d'appuis et d'argent, il en a informé La Chétardie qui a alerté Versailles.

Mais la suite fut parfois plus compliquée à mettre en place. La Suède, favorable au projet, promit son soutien, mais elle demanda en échange qu'Élisabeth s'engage à lui restituer, une fois installée sur le trône, une partie des provinces des bords de la Baltique conquises par Pierre le Grand. La France soutenait cette demande. Fidèle au souvenir de son père et attachée aux intérêts de son pays, Élisabeth refusa de souscrire à cette exigence. Elle refusa même d'adresser par écrit une demande d'aide au roi de Suède comme on l'en priait, craignant d'être accusée de

collusion avec un pays ennemi de toujours de la Russie. On conçoit ses craintes. Elle savait quelle menace pesait sur elle, la punition traditionnelle infligée aux princesses rebelles ou répudiées, le couvent à vie. Élisabeth savait que si la régente découvrait la conjuration en cours, elle n'hésiterait pas à y recourir et déciderait de la cloîtrer pour toujours. La Chétardie, qui la pressait de céder aux exigences suédoises, agitait aussi cette menace pour la convaincre de suivre ses conseils. En vain.

Les rumeurs de complot s'étant répandues, les représentants autrichiens et anglais les rapportèrent à la régente qui convoqua Élisabeth. Un grand moment d'hypocrisie marqua la rencontre des deux femmes qui se jurèrent mutuellement n'avoir aucun projet hostile à l'autre. Mais aucune n'était dupe. La régente savait que le temps pressait, qu'elle devait se débarrasser d'Élisabeth au plus vite pour priver le complot de sa raison d'être et Élisabeth en était consciente. Tout se joua dans la nuit du 24 au 25 novembre. Les bruits de bottes suédoises aux frontières laissaient prévoir l'envoi des troupes, et la Garde d'abord, contre elles. Si la Garde quittait la capitale, le coup d'État serait compromis. Cette nuit donc, Élisabeth se rendit dans la caserne du régiment Preobrajenski, dont elle avait revêtu l'uniforme et, s'adressant aux Gardes, elle proclama : « Vous savez de qui je suis la fille. » Cet appel suffit à lever une troupe nombreuse qui la suivit au Palais impérial. Entourée de sa troupe, elle surprit la régente et son époux dans leur sommeil, les tira du lit et les fit porter avec leurs deux enfants dans un traîneau qui les emporta en un lieu secret où ils furent placés sous bonne garde.

Notes

1. Ivan de Brunswick, qui sera le tsar Ivan VI.

Chapitre III

Élisabeth Ire. Un choix français

Un manifeste annonça au pays qu'Élisabeth était impératrice et installée sur le trône. La Chétardie en envoya aussitôt en France une traduction sous le titre *Relation de la révolution arrivée en Russie le 6 décembre 1741*[1].

Par un second manifeste daté du 28 novembre, l'impératrice exposa à son peuple qu'ayant renoncé au mariage et à la maternité elle désignait pour successeur le fils de sa sœur aînée, Pierre de Holstein-Gottorp, reprenant ainsi un vœu de Catherine Ire qui, dans un premier temps, avait pensé transmettre le trône au petit-fils de Pierre le Grand.

En s'engageant dans le complot, Élisabeth avait fait le serment de ne pas verser de sang. Dès lors se posait une question brûlante, quel sort réserver à Ivan VI ? La Chétardie lui avait répété maintes fois qu'aussi longtemps qu'il vivrait ce prince mettrait sa couronne en péril ; elle devait donc supprimer toute trace de son existence. Élisabeth s'y refusa. Après un temps d'errances dans divers lieux éloignés de la capitale, il sera finalement enfermé dans la forteresse de Schlüsselburg où, tel un fantôme, il fera peser une menace constante sur les deux souveraines qui se succéderont sur le trône. Et dans la nuit qui suivit le coup d'État, une commission fut chargée de décider du sort des ministres. Elle se prononça avec une extrême rigueur. Osterman fut condamné à la roue, Münnich à être écartelé, d'autres à être décapités. Magnanime, Élisabeth fit commuer toutes les peines qui furent remplacées par l'exil perpétuel.

Pour certains historiens, ce coup d'État a été l'œuvre de La Chétardie, ou du moins l'aboutissement d'une conjuration proprement française. Ce jugement repose sur un constat, le comportement de La Chétardie dans les premiers temps du règne, très sûr de lui, arrogant, suggérant qu'il était le seul ou le premier conseiller de l'impératrice. Mais en peu de temps, ce statut changea avec l'apparition auprès de l'impératrice d'un grand ministre, Bestoujev. Alexis Bestoujev-Rioumine, que l'impératrice combla de bienfaits (elle lui conféra l'ordre de Saint-André et les titres de vice-chancelier et de comte), allait remettre en honneur la politique traditionnelle de la Russie.

Dès qu'il fut nommé, Bestoujev affirma sa volonté de poursuivre l'œuvre de Pierre le Grand et de s'inscrire dans sa continuité. Et aussitôt cette ambition se heurta aux intérêts français.

Le premier problème auquel Bestoujev eut à faire face fut celui de la guerre avec la Suède que Versailles avait encouragée. Le jour même où Élisabeth montait sur le trône, La Chétardie, à sa demande peut-être, avait obtenu des Suédois un arrêt provisoire des combats. Son ministre désapprouva sa démarche, car si l'on se réjouissait à Versailles du changement de souverain en Russie, on ne pouvait oublier l'allié suédois, et l'on espérait que le coup d'État entraînerait une certaine désorganisation favorisant sa situation militaire. Il n'en fut rien. Les combats reprirent après la pause négociée par La Chétardie, les Suédois se trouvèrent en difficulté, et la France proposa sa médiation. Les pourparlers s'ouvrirent à Pétersbourg en mars 1742. En dépit des revers subis, les Suédois exigeaient, soutenus par la France, de recevoir en compensation Vyborg et sa région. Bestoujev, furieux, brandit le traité de Nystad, affirmant que la Russie ne s'en écarterait jamais. Ce fut dès le début du règne une double désillusion, pour Versailles et Pétersbourg. La France avait souhaité de longue date un coup d'État, mais pour autant la vision du roi et de Fleury n'avait pas changé. La Russie était un pays barbare et devait le rester. Quel qu'en fût le souverain, elle ne serait jamais une alliée. Alors que la Suède était et restait un pilier d'un système d'alliances. Dès lors que la Russie dominait la Suède, il fallait recourir aux moyens traditionnels de soulager l'allié. C'est-à-dire susciter d'autres adversaires à la Russie. Le Danemark et la Porte furent choisis par la diplomatie française pour jouer ce rôle. Et à Constantinople, le marquis de Castellane s'activa pour convaincre la Porte d'intervenir militairement contre la Russie. S'il n'y parvint pas, il obtint cependant du pouvoir ottoman une aide financière pour la Suède.

Malgré les efforts français, la Suède s'effondrait. Les troupes russes ayant occupé toute la Finlande, il lui fallut traiter. Le congrès de la paix réuni à Abo prépara le traité qui sera signé en 1743. La Suède dut abandonner toutes ses prétentions. La Russie obtint une partie de la Finlande. La France, écartée de la négociation, n'avait pu défendre son alliée. Les relations entre Versailles et Pétersbourg n'en furent pas améliorées. La Chétardie, qui avait fini par exaspérer Élisabeth mais que Versailles jugeait trop attentif aux intérêts russes, sera rappelé et remplacé par Louis d'Alion. Si le départ de La Chétardie réjouit Bestoujev, celui-ci ignorait que c'était en réalité une fausse sortie et que celui qu'il tenait pour un ennemi déclaré allait réapparaître quelques mois plus tard avec l'intention de se venger de lui.

La paix acquise, Bestoujev avait enfin les mains libres pour faire prévaloir ses vues. En premier, il s'inquiétait de la montée en puissance de la Prusse qu'il entendait freiner. Tout au contraire l'Angleterre était à ses yeux un partenaire avec lequel la Russie pourrait s'entendre pour maintenir un équilibre en Europe et empêcher les ambitions excessives de toute autre puissance. Enfin, ses sympathies allaient à l'Autriche. Telle était la vision qu'il allait proposer à l'impératrice et il importait de le faire rapidement car la guerre de succession d'Autriche imposait que la Russie prenne position.

Les conceptions de Bestoujev allaient à l'encontre de celles de la France. Comment tourner cette difficulté ? se demandait-on à Versailles. L'idée surgit d'intervenir une fois encore dans la vie politique russe en éliminant Bestoujev. Il avait la confiance de l'impératrice, c'est donc par elle que passerait cette opération. En 1743, le représentant français Louis d'Alion accusa son collègue autrichien Botta de conspirer avec des grands noms de l'aristocratie russe proches de Bestoujev pour renverser l'impératrice et lui substituer Ivan VI. Les conjurés furent arrêtés, exilés en Sibérie, Ivan VI soumis à un régime d'enfermement plus rigoureux qu'auparavant, mais Bestoujev échappa à la vindicte impériale. La reine de Hongrie jura qu'elle ignorait tout de ce complot et livra Botta à Élisabeth. Un mystère subsistait, quel rôle avait joué la Prusse ? En effet, à l'heure où l'on déjouait le complot, le ministre autrichien qui en était l'âme se trouvait à Berlin. Pour se concerter avec les Prussiens ? Pour écarter les soupçons ?

La France retrouva alors sa place dans les sympathies d'Élisabeth. N'est-ce pas à son intervention, à celle de d'Alion, que l'on devait la découverte du complot ? Seule ombre au tableau, Bestoujev conservait son poste. Et surtout le scandale La Chétardie, quelques mois plus tard, ruinera cette éclaircie. Il rentra en Russie triomphant, mais au printemps 1744, grâce à Bestoujev qui l'avait soumis à une surveillance particulièrement étroite, la police réussit un coup remarquable. Elle mit la main sur le chiffre de la correspondance de La Chétardie avec Versailles, et Bestoujev put apporter à l'impératrice ses dépêches décodées traitant de la vie de l'Empire, sa politique, et « l'impératrice dévoilée ». Ces dépêches dressaient un portrait peu flatteur de l'impératrice qu'elles décrivaient frivole, paresseuse, plus occupée de sa personne que des affaires de l'État ; elles foisonnaient de détails sur sa vie intime et mettaient à nu la vénalité de la Cour, sa corruption et même les montants des pots-de-vin, rien n'y manquait. Élisabeth n'aurait jamais imaginé pareille hostilité à sa personne ! La Chétardie fut interpellé à son domicile, informé qu'il disposait de vingt-quatre heures pour quitter à jamais la Russie. Il fut prié de restituer à l'impératrice la plaque en

diamants de l'ordre de Saint-André et son portrait qu'elle lui avait offert dans un passé déjà oublié. L'enquête ordonnée par Élisabeth révéla que la princesse d'Anhalt-Zerbst, mère de Catherine, la jeune épouse de l'héritier, aurait été à l'origine de bien des indiscrétions sur la vie privée de l'impératrice. Elle fut donc priée de quitter la Russie et cela contribua à envenimer les relations entre Élisabeth et la jeune Cour.

La France se garda bien de demander des explications après le renvoi de La Chétardie. Mais comment rétablir, après ce scandale, des relations apaisées avec la Russie ? L'affaire survenait à un mauvais moment. Le ministre des Affaires étrangères, Amelot, ayant pris sa retraite, le roi dirigea seul un temps les affaires de la France. Puis, à l'hiver 1744, il nomma le marquis d'Argenson à la tête des Affaires étrangères. Proche de Voltaire, du moins le clamait-il, d'Argenson n'était pas a priori favorable à l'alliance russe, mais il était conscient de la puissance de ce pays et il décida d'emblée de rétablir avec lui des relations diplomatiques normales. Quel successeur donner à La Chétardie ? Dans l'urgence, il opta pour une solution simple, d'Alion reviendrait à Pétersbourg comme ministre plénipotentiaire, à charge pour lui de voir si et comment l'on pouvait renouer des liens si altérés. D'Alion ayant constaté à Pétersbourg que l'humeur de ses interlocuteurs était fort antifrançaise, le roi décida pour se réconcilier avec Élisabeth de faire un geste protocolaire, lui reconnaître enfin le titre impérial. La France avait toujours été réticente à le faire, ce qui marquait le statut inférieur qu'elle attribuait à la Russie. Ce titre fut accompagné d'un cadeau royal, un bureau en bois précieux. L'impératrice ne lui en manifesta pas une très grande reconnaissance.

Un autre problème protocolaire opposait Pétersbourg à Versailles, celui du choix d'un représentant français. À Paris, Heinrich Gross, un sujet du Wurtemberg, entré dans le service diplomatique russe au temps de l'impératrice Anne, avait pris la succession du prince Kantemir. Qui nommer en Russie ? Deux noms surgirent, ceux du comte de Saint-Séverin et du maréchal de Belle-Île. Le premier ne pouvait convenir, exposa Gross à d'Argenson, car durant son séjour en Suède qui avait coïncidé avec la dernière guerre russo-suédoise, il avait mené une vive campagne antirusse, ce qui le discréditait en Russie. Quant au maréchal de Belle-Île, on pensa à Versailles qu'il était plus opportun de l'utiliser sur les champs de bataille que dans une ambassade. Avant de chercher un autre candidat, d'Argenson émit le souhait que Pétersbourg désigne aussi un ambassadeur. Élisabeth s'y refusa, confirma que Gross était maintenu en France, mais en même temps elle lui donnait le seul titre de ministre et non plus de plénipotentiaire. Quelle offense pour le roi ! En plus d'ignorer son vœu de voir en France un nouveau représentant de la Russie, l'impératrice avait imposé celui dont la présence était jugée importune et avec un statut dégradé. La réponse du roi ne se fit pas attendre : dans ce cas, d'Alion serait maintenu en Russie.

Aux vexations réciproques allait s'ajouter bientôt un véritable sujet de confrontation. Charles VII mourut en janvier 1745, il fallait désigner un nouvel empereur. Certes la Russie ne participait pas à son élection, mais elle n'entendait pas rester à l'écart de ces jeux d'influence qui allaient déterminer l'équilibre européen. Et elle y sera encouragée par la France qui voulut profiter de l'occasion pour ébranler l'alliance russo-autrichienne. Le roi suggéra donc à l'impératrice de soutenir la candidature de l'électeur de Saxe, Auguste III, contre celle de François de Lorraine, époux de l'impératrice d'Autriche. Si Élisabeth avait suivi cette suggestion, quelle offense c'eût été pour son alliée ! De surcroît, en soutenant l'électeur de Saxe, la Russie courait le risque de réunir les trois couronnes Prusse-Saxe-Autriche, ce qui était contraire à toute sa politique. Élisabeth, on le conçoit, repoussa net la suggestion du roi, d'autant plus malvenue que l'allié prussien de la France, Frédéric II, allait aussi abandonner la proposition française. Frédéric avait d'abord choisi pour candidat Maximilien-Joseph, électeur de Bavière, qui, peu convaincu par l'aventure, se désista très vite et annonça son soutien à François de Lorraine, lequel fut élu sans difficulté.

Nullement découragé par cet échec, d'Argenson s'efforçait dans le même temps de convaincre l'ambassadeur russe de l'urgence de réunir dans une alliance la France, la Russie, la Suède et la Prusse, alliance que compléterait un traité de commerce franco-russe, pour faire contrepoids au puissant couple austro-anglais. D'Alion, chargé de plaider ce projet auprès de Bestoujev, lui remit même à l'appui de son concours un important pot-de-vin que l'intraitable chancelier refusa.

À l'automne 1745, les troupes françaises avaient triomphé à Fontenoy et occupaient une partie du territoire autrichien. En revanche, l'Autriche avait remporté une victoire politique avec la conquête par le prince François du titre impérial. Les deux conseillers de politique étrangère d'Élisabeth étaient en désaccord sur les conséquences à en tirer. Pour le chancelier Bestoujev, c'est la puissance et l'agressivité prussienne qui devaient déterminer l'attitude russe. Frédéric II ayant attaqué l'électeur de Saxe, roi de Pologne, la Russie devait réagir en soutenant diplomatiquement l'Autriche et en se joignant aux puissances liées par la convention de Varsovie – Angleterre, Pays-Bas, Saxe, Autriche –, convention signée en janvier 1745 pour arrêter la Prusse. Au contraire, le vice-chancelier Vorontsov plaidait pour la retenue et pour une simple aide financière à la Saxe. Élisabeth hésitait, partagée entre son hostilité à la Prusse et la méfiance que lui inspirait Marie-Thérèse. Finalement, elle opta pour une solution de force, l'intervention militaire en Saxe programmée pour le printemps suivant. Et pour la préparer, la Russie commença à retirer ses troupes de Courlande. Alarmé par ces mouvements de troupes, Frédéric préféra conclure une paix séparée avec la Saxe et l'Autriche et signa le traité de Dresde en décembre 1745. Bestoujev ayant convaincu Élisabeth de freiner les ambitions prussiennes, il lui restait à assurer un vrai rapprochement avec l'Autriche. Il y réussit aussi puisque le traité d'alliance défensive russo-autrichien de 1726 fut renouvelé le 22 mai pour une durée de vingt ans. Les deux pays s'engageaient à mettre sur pied une armée de trente mille hommes contre un agresseur éventuel, qui était évidemment la Prusse. Le traité stipulait aussi qu'outre l'aide réciproque que s'assuraient les deux puissances en cas d'agression toute paix séparée était exclue.

La France réagit à cette alliance qu'elle appréhendait en cherchant les moyens de resserrer ses liens avec la Pologne et la Suède. Le projet de marier le dauphin Louis, veuf à cette époque, avec Marie-Josèphe de Saxe fait partie de cette quête d'alliances. Le mariage aura lieu le 10 janvier 1747, il fait espérer à la France qu'il a non seulement confirmé l'amitié franco-polonaise, mais contribué à soustraire la Pologne à l'influence russe. Le 6 juin, un traité signé à Stockholm renouvelle l'alliance et la convention de subsides entre la France et la Suède. Ces accords ont été l'œuvre du marquis de Puisaye, qui a remplacé en janvier 1747 au ministère des Affaires étrangères d'Argenson, tenu pour responsable des faiblesses de la diplomatie française. Le marquis de Puisaye a aussi réussi à rapprocher la Prusse et la Suède, ce que confirme le traité signé le 18 mai 1747. Ainsi se met en place une riposte au traité russo-autrichien. Pour la Russie, un problème reste crucial, celui des moyens financiers nécessaires à la mise en route du projet militaire du chancelier. Ce « nerf de la guerre », c'est l'Angleterre qui peut l'apporter, Bestoujev a toujours misé sur deux alliés, l'Autriche et l'Angleterre. Or l'Angleterre traîne à souscrire aux demandes russes qu'elle juge excessives. De plus, la France ayant déclaré la guerre à la Hollande en avril, les Anglais attendent de la Russie qu'elle y envoie des troupes pour combattre celles de la France. Le 12 juin enfin, une convention de subsides russo-anglaise est signée. La Russie peut mettre ses troupes en mouvement. Une armée commandée par le prince Repnine pénètre en Allemagne, avance en direction du Rhin. D'un autre côté, les troupes russes allant secourir les alliés anglo-hollandais sont transportées par la Baltique vers les Pays-Bas. Enfin, des troupes russes avancent aussi vers l'Alsace.

La France peut alors constater combien ses alliés sont peu respectueux de leurs obligations. La Pologne a laissé passer les troupes russes, la Suède ne bouge pas et Frédéric II fait de même, en dépit du traité d'alliance qui le lie à la Suède et que la France avait encouragé. Par chance pour la France en si fâcheuse posture, les bruits de bottes font le même effet en 1748 qu'en 1745, ils vont convaincre les belligérants de mettre fin aux hostilités. Le traité de paix d'Aix-la-Chapelle sera signé le 18 octobre 1748 après une négociation de plusieurs mois. Ce traité met fin à la guerre de succession d'Autriche. La Russie n'en fut pas signataire. Au début des négociations, elle avait délégué à Aix-la-Chapelle le comte Golovkine pour la représenter, mais la France et la Prusse objecteront que la Russie étant « étrangère à la guerre », elle ne peut prendre part à

la négociation.

Le traité confirma la Pragmatique Sanction de Charles VI et les droits de l'impératrice au trône. La Silésie devint possession prussienne. La France dut rendre à l'Autriche les territoires néerlandais qu'elle avait occupés, concéder à l'Angleterre Madras et des possessions en Amérique, et accepter la destruction des fortifications de Dunkerque.

Quel bilan pouvait faire la Russie d'une guerre où ses mouvements de troupes avaient largement contribué à la paix ? Si elle adhérait au projet de Bestoujev « maintien d'un équilibre européen paix durable » – et la paix « entre deux guerres » va en effet durer huit ans –, les conséquences de cette paix ne lui étaient pas très favorables. Les relations avec la France sont rompues durablement, et la France, avec son allié prussien que la Russie tient pour son principal ennemi, s'employa à l'affaiblir à Stockholm, à Varsovie, à Constantinople.

La relation directe entre Versailles et Pétersbourg n'existant pas, tous les conflits en seront aggravés. La rupture entre les deux capitales eut lieu dès Aix-la-Chapelle. D'Alion ayant quitté Pétersbourg sans même que l'impératrice lui ait accordé la traditionnelle audience de départ, il revint pour un certain temps au consul Saint-Sauveur d'assurer son intérim. Puis Saint-Sauveur étant rappelé en France en juin, tandis que Gross quittait Paris pour Berlin, les deux pays n'eurent plus de représentants. Grâce à l'Autriche, une solution bâtarde fut mise en place. Vienne devant désigner un représentant en France, le premier depuis la guerre, Bestoujev obtint que cet ambassadeur, le comte de Kaunitz, s'adjoigne le prince Golitsyne qui assura ainsi une certaine présence russe à Paris.

La paix signée ne suffit pas à garantir un climat diplomatique pacifié. Bestoujev, toujours puissant, s'inquiétait de la menace prussienne, « la voisine dangereuse » et il obtint de l'impératrice qu'elle renforce ses moyens militaires car la Suède, ou plutôt la Suède « conseillée » par Frédéric II, trouble la Russie. Frédéric II a marié sa sœur au prince de Holstein choisi comme successeur du roi. Et le parti franco-prussien, influent à Stockholm, préconise un changement du système institutionnel à la mort du roi. Panine, qui représente alors la Russie à Stockholm, s'y oppose au nom de la « défense des libertés suédoises » et avertit que la Russie répondrait à un tel changement par l'envoi de troupes en Finlande. La menace suffit à tuer le projet et Adolphe-Frédéric, lorsqu'il monta sur le trône de Suède, annonça aussitôt qu'il ne modifierait pas le système politique.

À Varsovie, où règne Auguste III dont on annonce toujours la mort prochaine, la France cherche à préparer une succession qui éliminerait la Russie. Elle y envoie comme ambassadeur le comte de Broglie, chargé de rassembler le Parti français et de préparer la candidature au trône du prince de Conti. Mais ce dernier dessein se révéla vite irréalisable en raison de l'opposition austro-russe. Le comte de Broglie envisage alors un autre candidat, le prince Maurice de Saxe, qui ne convient pas davantage à la Russie ; Frédéric II y est aussi opposé et menace, si la France persiste, de ne pas reconduire son alliance avec elle.

Coupée de la France, la Russie n'en considère pas moins que son ennemi le plus redoutable et le plus constant est la Prusse. Lorsqu'en 1752 Frédéric II avance ses prétentions sur le Hanovre, l'impératrice Élisabeth déclare que s'il persévère dans cette ambition, elle enverra cent cinquante mille hommes à la frontière prussienne. Frédéric II jugea la menace assez sérieuse pour abandonner son projet. Il savait la force des sentiments d'hostilité de l'impératrice à son égard. Sentiments que conforte un autre épisode. On annonça à Pétersbourg la découverte d'un complot encouragé par la Prusse et qui visait, une fois encore, à détrôner Élisabeth au profit d'Ivan VI. L'impératrice prit la nouvelle au sérieux, et décida que ce malheureux prince, qu'elle avait jusqu'alors ménagé, serait définitivement enfermé en un lieu inaccessible, la sinistre forteresse de Schlüsselburg. Il y restera jusqu'à sa mort. Frédéric comprit, devant la réaction si violente de l'impératrice, combien son hostilité était contraire aux intérêts de son pays, et il tenta par diverses démarches de l'apaiser. Tout fut vain, Élisabeth le haïssait et s'obstinait à poursuivre une politique visant à l'affaiblissement, voire à la ruine, de la Prusse.

Dès lors, Frédéric II doit se mettre en quête de nouveaux alliés et il se tourne vers l'Angleterre. Projet difficile à mettre en œuvre en raison de la crise provoquée par sa prétention à enlever le Hanovre à l'Angleterre. Difficile aussi en raison de l'amitié anglo-russe qui avait une longue histoire. Bestoujev avait toujours été farouche partisan de l'alliance anglaise. Et les deux pays entretenaient des relations commerciales intenses. Bestoujev avait aussi profité du conflit du Hanovre pour signer avec l'Angleterre, le 30 septembre 1755, le traité de Saint-Pétersbourg. Dans cette convention, l'Angleterre s'engageait en cas de guerre à verser à la Russie une subvention immédiate de cinq cent mille livres ainsi que des versements annuels de cent mille livres. La Russie pour sa part s'engageait à maintenir une force considérable, entre soixante mille et quatre-vingt mille hommes en Livonie, en Lituanie et à l'envoyer aux côtés des troupes du roi d'Angleterre s'il était agressé ou si l'un de ses alliés l'était.

Frédéric II fut atterré par cet accord. Mais il sut tirer profit du retard apporté à le ratifier pour s'entendre avec l'Angleterre et signer le traité de Westminster le 19 janvier 1756. Les deux pays s'y engageaient à unir leurs forces pour s'opposer à toute agression contre le territoire allemand. Frédéric II triomphait, il croyait avoir écarté à jamais le danger russe et humilié l'Autriche. Il ne mesura pas combien la France se sentit trahie, car si son ennemi était la Russie, celui de l'Angleterre était bien la France.

Pour l'Angleterre, l'accord avait été aisé à conclure. L'opposition avec Frédéric II portait sur le Hanovre, dès lors qu'il renonçait à son ambition sur cette terre, l'entente anglo-prussienne allait s'imposer. Frédéric II chargea son ambassadeur, le baron Kniphausen, de rassurer Versailles. « L'accord prusso-anglais n'empêchera pas le roi de Prusse de renouveler le traité défensif avec la France et ne modifie pas ses sentiments à l'égard de la France. »

Le traité de Westminster mettait aussi en question le traité anglo-russe de 1755. Bestoujev voulait le sauver mais la *Conférence*, créée par l'impératrice pour traiter de la politique étrangère, après en avoir longuement débattu conclut le 14 mars que l'accord anglo-russe n'avait plus de raison d'être. Frédéric II avait commis une grande erreur. Il croyait à la pérennité des alliances, or elles étaient précaires, et tout système d'alliances pouvait être bousculé. Il en alla ainsi du traité de Westminster. Bestoujev était le grand perdant de ce traité, qui eut pour conséquence la réconciliation entre les Bourbons et les Habsbourg. Aussitôt qu'il eut connaissance des négociations qui allaient conduire au traité de Westminster, Louis XV informa Vienne de son désir de réconciliation. Le bruit en vint jusqu'à Pétersbourg. Starhemberg, ambassadeur d'Autriche en France, fit part à ses interlocuteurs des souhaits autrichiens : que la France l'aide à récupérer la Silésie et le comté de Glatz et participe à une opération militaire contre la Prusse. La négociation traîna, achoppant sur les exigences territoriales des deux parties. Des deux côtés on s'interrogeait sur l'attitude de la Russie si la guerre éclatait. Marie-Thérèse crut sage d'informer l'impératrice russe de ses pourparlers avec la France. Cette communication venait à point nommé, car Élisabeth souhaitait en finir avec l'ennemi prussien. Et elle cherchait par des négociations secrètes à rétablir les relations diplomatiques avec Versailles. La position ouverte de la Russie contribua à accélérer la négociation entre Versailles et Vienne, aboutissant le 1er mars 1756 à la signature d'un traité de neutralité et de défense mutuelle. Mais ce traité recouvrait des malentendus. Marie-Thérèse voulait récupérer la Silésie, fût-ce au risque d'un conflit généralisé, alors que Louis XV souhaitait surtout assurer la paix. Et pour y réussir, il fallait que la France puisse compter sur la Russie. Les relations diplomatiques étant interrompues depuis 1756, Versailles et Pétersbourg étaient fort en peine d'ouvrir un dialogue. C'est ici qu'interviennent des acteurs de la vie internationale qui n'appartiennent pas au registre classique de la diplomatie et dont le rôle dans la difficile relation franco-russe sera considérable à cette époque. Dans cette catégorie des acteurs parallèles de l'action diplomatique, le *Secret du Roi* occupe une place centrale. Mais aussi on y trouve une

série d'agents secrets. Le premier d'entre eux aura été un certain Michel, fils d'un négociant français installé en Russie au temps de Pierre le Grand. Michel était né en Russie, il y vivait, mais il circulait sans cesse entre la France et la Russie pour ses affaires. Et, à l'occasion, il portait des messages ou des informations. En 1753, il remit ainsi au ministre français un message secret de l'impératrice, qui disait son souhait de rétablir des relations normales entre les deux pays. Michel expliqua à son interlocuteur que l'impératrice était soutenue dans cette idée par Vorontsov, mais que Bestoujev s'efforçait de l'empêcher de la mettre en pratique. On décida alors en France de surseoir, en attendant de voir quelle tendance l'emporterait. Attendre mais en obtenant des informations plus complètes sur la situation politique russe. Ce souhait conduisit à utiliser un nouvel intermédiaire, ou informateur, le chevalier de Valcroissant, qui était attaché à l'ambassade de France à Varsovie. Il fut chargé d'observer, sous un nom d'emprunt, les forces militaires de la Russie et de s'enquérir des projets d'alliance. Son activité fut remarquable, mais il fut arrêté pour espionnage. Interrogé sans ménagement, il fut enfermé ensuite dans la forteresse de Schlüsselburg et son sort imposa à la France de choisir avec prudence un nouvel émissaire secret.

Les informations fournies par Michel et Valcroissant avaient éveillé l'intérêt de Versailles pour la Russie, car les deux espions insistaient sur la volonté russe de renouer avec la France. Mais qui envoyer dans ce pays sans provoquer le soupçon ? Le prince de Conti trouva enfin dans son entourage un candidat qu'il jugea adapté à ce rôle si difficile et dangereux, c'était le chevalier Mackenzie Douglas, un gentilhomme écossais attaché à la cause des Stuarts, qui s'était exilé en France. La mission confiée à Douglas était considérable. Il devait s'informer des dispositions de la tsarine à l'égard de la France, mais aussi de l'état de la Russie, de ses finances, de son armée, des progrès de la négociation conduite par le chevalier Williams, ambassadeur d'Angleterre, qui devait faire aboutir le traité de subsides anglo-russe, de l'activité russe en Pologne, etc. La liste des sujets que le chevalier Douglas devait traiter était interminable. S'y ajoutait une mission propre au prince de Conti, que celui-ci lui avait secrètement confiée ; plaider pour sa candidature au trône de Pologne, en lui assurant dans un premier temps le trône de Courlande. Conti, qui ambitionnait ces honneurs, souhaitait aussi que le chevalier Douglas le recommande à l'impératrice pour le commandement de l'armée russe ! Cette mission n'était connue, outre du roi, que des initiés, le prince de Conti, le ministre d'État chargé des Affaires étrangères Tercier et Charles François de Broglie, directeur de la correspondance royale. La correspondance devait se faire sous un langage codé et devait avoir l'air de ne traiter que du commerce des fourrures. Bestoujev y serait appelé « le loup cervier », Williams « le renard noir ». Douglas avait rempli une première mission en Russie, en 1755, dont le succès fut relatif car il n'avait pas rencontré l'impératrice. Sa deuxième mission, l'année suivante, fut plus heureuse car, doté cette fois d'une lettre d'accréditation, représentant officiellement la France, il fut reçu par Élisabeth. Celle-ci, satisfaite d'accueillir un envoyé officiel du roi, décida de lui rendre sa politesse et délégua à Versailles un diplomate, Bekhteev. Comme Douglas, il n'avait pas de statut défini et il fut donc présenté au roi à titre personnel. Quant à Douglas, il reçut bientôt un collaborateur pour le seconder, le chevalier d'Éon, qui avait été, avant son départ, initié au *Secret du Roi* par le prince de Conti. Ce petit monde de faux diplomates, envoyés sans titre, espions, aura cependant joué, dans une période troublée, un rôle important dans le rapprochement entre Versailles et Pétersbourg. Il n'est pas sans intérêt de noter que le rôle de Michel ne s'arrêta pas avec l'entrée en scène du chevalier Douglas, il ne cessa pas ses navettes entre les deux pays, fournissant toujours Versailles en informations.

Pour sa part, Douglas continua à représenter la France en attendant la nomination d'un ambassadeur. Et il devait contribuer à sceller l'entente avec la Russie. À cet égard, sa mission était des plus compliquées. Il était chargé de pousser la Russie à adhérer au traité de Versailles, or ce traité spécifiait dans une clause secrète que les signataires s'engageaient à secourir celui d'entre eux qui serait agressé par l'Angleterre ou l'un de ses alliés. La Russie, étant liée à l'Angleterre par le traité défensif du 12 février 1756, se trouvait devant un sérieux dilemme. Un autre problème s'y ajoutait concernant la Pologne. Si la Russie devait intervenir sur le continent, ses troupes devraient traverser la Pologne, et Versailles ne pouvait s'y résoudre. Et que dire de la Turquie que Louis XV souhaitait protéger et que l'Autriche entendait détruire ? Ces diverses questions expliquent les lenteurs d'une négociation avec Pétersbourg que la France souhaitait et dont en même temps elle craignait les conséquences. Le chevalier Douglas avait grand-peine à élaborer une solution compatible avec ces contradictions.

En septembre 1756, le temps des tergiversations était passé. Une nouvelle guerre commença, elle allait durer sept ans. Frédéric II en prit l'initiative, il lança ses troupes contre la Saxe et soumit la principauté à son autorité. Le réseau des alliances mit tous les souverains en face de leurs responsabilités. Marie-Thérèse devait défendre son allié, le traité de Versailles imposait au roi de France d'intervenir et l'impératrice russe, étant liée à l'Autriche par le traité de 1746, ne pouvait rester à l'écart du conflit. Mais ses troupes, pour se rendre en Allemagne, devaient passer par Varsovie. La guerre eut aussi pour conséquence de mettre fin à l'interminable négociation pour l'adhésion de la Russie au traité de Versailles, qui sera signé le 31 décembre par Douglas et l'ambassadeur d'Autriche Esterhazy. Cette négociation avait été compliquée par la relation franco-turque. Élisabeth voulait être assurée du soutien de la France dans le cas où la Turquie l'attaquerait. L'affaire était délicate. La France avait déjà dû accepter le passage des troupes russes par la Pologne. Ayant sacrifié cet allié aux exigences russes, le roi n'entendait pas leur en abandonner un second et Douglas reçut pour instruction de faire inscrire dans l'accord une exception en faveur de Constantinople. L'ordre était formel, mais l'ambassadeur Esterhazy sut convaincre le chevalier Douglas de ne pas retarder la conclusion de l'accord pour régler un différend hypothétique. Et Douglas, s'il fit inscrire dans le texte final l'exception exigée par Versailles, l'ajouta comme une clause secrète, « secrétissime », prévoyant qu'en cas de guerre entre la Russie et la Porte la France porterait à son alliée un secours matériel équivalent à vingt-quatre mille hommes. En échange, Élisabeth s'engageait à fournir la même contribution à la France si celle-ci était attaquée par l'Angleterre, mais cette dernière hypothèse était peu vraisemblable. Lorsque Louis XV prit connaissance de l'accord, il entra dans un grand courroux, déchira le texte secret et refusa de ratifier l'accord. Mais après réflexion, le roi décida d'éviter la rupture et adressa une lettre personnelle à son « Auguste Sœur », lui expliquant que le chevalier Douglas avait outrepassé ses compétences, qu'il n'avait pas de titre à prendre de telles initiatives et il lui demanda d'annuler la clause secrète. Il lui annonça aussi que Douglas était démis et qu'il allait lui envoyer un ambassadeur, le marquis de l'Hôpital. La démarche du roi fut agréable à l'impératrice par le respect de la Russie qu'elle impliquait. Elle accepta d'oublier l'incident et l'adhésion russe au traité de Versailles fut acquise sans référence à l'article secret. L'impératrice signa le 22 janvier 1757 le traité la liant à l'impératrice d'Autriche. Les deux impératrices s'engageraient à envoyer chacune quatre-vingt mille hommes contre la Prusse. L'Autriche devait payer un million de roubles par an jusqu'à la fin de la guerre, ce qui arrangeait bien la Russie dont le Trésor était asséché. La Suède se joignit à l'alliance le 21 mars. Les liens de la Russie avec l'Angleterre n'étaient pas rompus pour autant, mais cette nouvelle coalition impliquait la fin du système Bestoujev, c'est-à-dire la priorité donnée jusqu'alors à l'orientation anglaise. Les liens commerciaux entre Pétersbourg et Westminster subsistaient, mais la Russie n'était plus l'alliée fidèle du passé.

Pour autant, la guerre, que cet accord devait permettre de déployer, tardait. L'Autriche n'avait pas les moyens d'attaquer Frédéric II sans participation française, et les troupes russes piétinaient impatiemment à la frontière occidentale du pays. Lorsque l'armée autrichienne fut enfin prête, la Russie s'installa à son tour dans une étrange attente. Ses armées étaient dirigées par le feld-maréchal Apraxine dont l'attitude, difficile à comprendre, tenait à la situation particulière de la Cour de Russie à cette époque. La Cour était de fait divisée en deux, la Cour de l'impératrice vieillissante, en piètre santé et souvent peu intéressée par la vie de l'État qu'elle abandonnait à ses favoris. À ses côtés, la *jeune Cour* se caractérisait par ses oppositions. L'héritier du trône, Pierre de Holstein-Gottorp, nourrissait une passion ouverte pour la Prusse et pour son souverain. Le marquis de l'Hôpital le présentait ainsi : « Il est le singe du roi de Prusse qui est son héros. » Aux côtés de cet héritier dont on savait la faiblesse de caractère, son épouse Catherine d'Anhalt était tout au contraire dotée d'une forte personnalité. Très intelligente, très cultivée elle avait compris qu'elle devait dissimuler ses ambitions et son appétit de pouvoir à Élisabeth, à qui elle n'inspira jamais confiance ni affection. Et son autorité au sein de ce qu'on nommait la jeune Cour était considérable. Elle entretenait des relations avec plusieurs

ambassadeurs, particulièrement avec ceux qui avaient les moyens de dispenser de l'argent, car ce couple était criblé de dettes. Catherine d'Anhalt s'était aussi liée d'amitié avec Bestoujev dont elle partageait les conceptions de politique étrangère. Catherine s'était éprise de Poniatowski, et sur ses instances il fut nommé ministre de Pologne à Pétersbourg. Mais l'impératrice se méfiait de lui tout à la fois pour ses liens avec l'ambassadeur d'Angleterre Williams et pour son influence sur la grande-duchesse, et elle cherchait à obtenir son rappel. Pour sa part, le marquis de L'Hôpital avait compris que la faveur de Catherine dépendait de son soutien à Poniatowski. Sachant que le manque d'argent taraudait les héritiers, les ambassadeurs qui le pouvaient cherchaient à gagner par ce moyen leurs sympathies. L'Autriche les subventionnait grassement et le marquis de l'Hôpital avait reçu consigne de suivre son exemple. La jeune Cour entretenait par ailleurs des relations suivies avec Apraxine, qui songeait à la succession. Et la jeune Cour de Catherine ne souhaitait pas que les combats s'engagent. Apraxine le savait. L'impératrice ayant été alors victime de plusieurs accidents de santé, si graves qu'on la crut un moment au seuil de la mort, Apraxine décida de lanterner. Pendant ce temps, Frédéric II dévastait la Saxe et la Bohême. L'hiver arrivait, l'Autriche s'indignait : quand allait-on s'engager dans la guerre ? Lorsqu'elle fut rétablie, Élisabeth ordonna à Apraxine de se préparer au combat, mais il traîna encore quelques mois afin, disait-il, de mettre ses troupes en ordre de bataille. Enfin, à l'été 1757, après des mois d'attente, la guerre commença.

Les troupes russes avancèrent vers le Niémen. C'est à ce moment que l'on put constater les contradictions de la politique française. Le comte de Broglie, qui était jusqu'alors en congé, regagna son poste le 1er juillet 1757, au moment même où la guerre débutait. Avant son départ, le roi lui avait donné pour instruction de veiller aux intérêts de la Pologne, et, s'ils étaient en confit avec ceux de la Russie, de leur donner néanmoins la priorité. Ces instructions étaient peu compatibles avec les exigences de l'alliance franco-russe et avec le rôle dévolu à la Russie dans cette guerre. Ces instructions étaient aussi en contradiction avec celles qu'il avait reçues de Bernis, son ministre. C'était le *Secret du Roi* et la double diplomatie. Broglie qui était naturellement hostile à la Russie décida de se conformer aux ordres du roi. Son ambassade devint le lieu de rendez-vous de tous les Polonais qui avaient à se plaindre des comportements russes, de leurs excès ; Broglie suscitait même ces plaintes, les rapportait au roi et adressait des notes menaçantes à Pétersbourg. Conscientes du mécontentement que l'ambassadeur alimentait et craignant un soulèvement, les troupes russes firent preuve d'une extrême prudence et d'un attentisme qui permit aux Prussiens de s'organiser. La double diplomatie française éclatait ainsi à la vue de tous. Broglie ne se contentait pas de rassembler les mécontents, il préparait les nobles polonais à la succession, les mobilisant contre le candidat supposé de la Russie et leur proposant un autre candidat soutenu par la France. Alors qu'en principe la guerre était commune à la France et à la Russie, les contradictions de la diplomatie française affaiblissaient l'alliance.

Informé du comportement de son ambassadeur, Bernis le rappela à l'ordre, ce dont Broglie se plaignit au roi qui se garda bien de prendre parti. Et Broglie continua son jeu antirusse, notamment en obtenant que Poniatowski soit rappelé en Pologne, ce qui fut lourd de conséquences. Catherine en fut bouleversée et devint hostile à la France. Elle se rapprocha de Bestoujev et, ensemble, non contents d'inciter ensemble Apraxine à ne pas se hâter d'intervenir, ils le pousseront ensuite à arrêter le combat.

En avançant vers la Prusse-Orientale, Apraxine avait finalement rencontré les Prussiens. Il prit Memel, mais, à Gross-Jägersdorf, le face-à-face avec l'armée prussienne fut pour lui redoutable, il ne fut sauvé que par l'arrivée de régiments de grenadiers venus à son secours. La route de Königsberg s'ouvrait à lui. Pourtant il s'arrêta, puis rebroussa chemin. L'armée russe abandonnait ainsi, sans raison apparente, le théâtre des opérations. Il y avait cependant une explication à la décision d'Apraxine, on disait l'impératrice à la mort et il pensa que l'heure de la succession était venue. L'impératrice déjoua une fois encore les sombres pronostics et sa vengeance s'exerça. Apraxine fut jugé par un tribunal militaire, condamné pour trahison, mais il mourut fort opportunément. Bestoujev, âme du complot selon l'impératrice, fut démis, accusé de crime de lèse-majesté et condamné à l'exil en Sibérie. L'examen des papiers d'Apraxine ayant fourni à l'impératrice maints renseignements sur ses liens avec la grande-duchesse Catherine, les relations entre les deux femmes n'en furent pas améliorées. L'impératrice ressuscitée avait pris en main la situation militaire. Elle nomma pour remplacer Apraxine un habile général en chef, Villim Fermor, qui s'était peu auparavant illustré à la bataille de Memel et avait ordonné l'occupation de la Prusse-Orientale où, durant la retraite décidée par Apraxine, les brutalités et déprédations de l'armée russe avaient dépassé toutes les horreurs imaginées par les habitants. Fermor remit les troupes en ordre de bataille, prit Königsberg, puis avança vers le Brandebourg, et à l'été 1758, Berlin semblait à la portée des armées russes. Mais les Prussiens n'étaient pas encore vaincus. La perspective de perdre la capitale les électrisa, et Frédéric II était resté le grand stratège dont nul n'avait jamais eu raison. Russes et Prussiens s'affrontèrent à Zorndorf le 25 août. Même s'ils l'emportaient sur les Prussiens par le nombre, les Russes furent défaits et leurs pertes étaient considérables. Porté par cette victoire, Frédéric II battit les Français à Rossbach, et les Autrichiens, un mois plus tard, à Leuthen. Toutefois ses ennemis n'avaient pas non plus perdu la partie.

La bataille de Rossbach eut en France un effet dévastateur. Des rumeurs circulaient suggérant qu'une paix séparée franco-prussienne était à l'ordre du jour. Les Russes s'en alarmaient tant que Bernis prit sur lui de les démentir, rappelant que la paix devait être conclue par tous les États signataires du traité de Versailles. Ces démentis n'étaient pas sincères. Bernis savait que la France était à bout de forces. Elle devait mener une guerre sur deux fronts, se battre contre la Prusse tout en poursuivant le combat engagé contre l'Angleterre sur plusieurs mers et plusieurs continents. Il savait Frédéric II prêt à négocier à condition que l'intégrité de ses territoires fût préservée. Et que l'Autriche était disposée à le faire, sauf s'il fallait renoncer à la Silésie. L'inconnue était la Russie dont Bernis craignait l'intransigeance. Il s'efforça de gagner Marie-Thérèse à l'idée de la négociation, mais elle en informa Élisabeth qui réagit vigoureusement, et toutes deux s'entendirent pour faire pression sur la France pour l'empêcher de conclure une paix séparée.

Quand s'ouvre l'année 1759, la politique étrangère française connaît un changement notable. Bernis démissionna et le comte de Choiseul-Stainville, son adjoint, devenu duc fut nommé à sa place. Le nouveau ministre, qui était aussi Premier ministre, avait plusieurs fois proclamé sa conviction que la guerre devait être poursuivie et qu'il fallait en finir avec Frédéric II, en cela il s'opposait à Bernis. S'agissant des alliances, il était naturellement attaché à l'alliance conclue avec l'Autriche, mais il considérait que le soutien de la Russie, dont il comprenait l'importance géographique et stratégique, était nécessaire dans la guerre. D'un mémoire sur les relations franco-russes que lui communiqua un sien cousin, le duc de Choiseul-Praslin, il retint la réflexion sur l'intérêt pour la France d'instaurer de véritables et durables relations avec la Russie, et de le faire en traitant directement avec elle, et non en se joignant à des traités par l'intermédiaire de Vienne. Le duc de Choiseul résolut donc d'entrer en relation plus directe avec l'impératrice, en lui expliquant que la France voulait comme elle détruire leur ennemi commun, la Prusse.

Choiseul, en voulant améliorer les relations avec la Russie, sans passer par l'Autriche, se heurtait aux conceptions de Louis XV. Il ne savait pas le *Secret du Roi*.

Au printemps 1759, Français et Russes avaient repris l'offensive. Le maréchal de Broglie, vainqueur à Bergen, avançait en direction de la Weser tandis que les troupes russes, dirigées par Saltykov, successeur de Fermor, se dirigeaient vers l'Oder. Ces avancées séparées ne pouvaient satisfaire Choiseul qui considérait qu'une action commune serait plus utile, c'est pourquoi en 1759 il voulut monter une opération franco-russe de débarquement en Écosse. Voltaire a qualifié ce projet de « conte des Mille et Une Nuits », et des experts en ont démontré l'impossibilité compte tenu des moyens militaires russes.

À l'été 1759, le sort des armes, longtemps favorable à Frédéric II, se retourna. À Kunersdorf, non loin de Francfort, Frédéric II affronta les Russes. Il pouvait aligner quarante-huit mille hommes face à quatre-vingt mille adversaires. Au début, son génie lui permit de déborder les troupes

adverses, et il crut à la victoire qu'il annonça fort imprudemment. Puis le sort s'inversa, les Russes, changeant de tactique, contraignirent les troupes prussiennes à reculer. Frédéric II dut fuir, abandonnant Berlin. Mais Russes et Autrichiens ne s'arrêtèrent pas là, occupant la Silésie – éternelle revendication de Marie-Thérèse – et le Brandebourg, et enfin Berlin qui se rendit aux troupes russes. Autrichiens et Russes pillèrent la ville, puis à l'annonce du retour en force de Frédéric II, dont l'étoile, malgré les défaites, brillait encore, ils quittèrent la ville. La Russie avait remporté de nombreuses victoires, mais elle était ruinée, hors d'état de poursuivre la guerre. Vorontsov, qui avait succédé à Bestoujev à la Chancellerie, en informa ses alliés, qui n'étaient pas en meilleur état. Il fallait négocier la paix. L'Autriche et la France le souhaitaient. Mais quand Vorontsov évoqua la question avec l'impératrice, il se heurta à une violente opposition. Elle voulait briser la Prusse et se débarrasser à jamais de son roi. Élisabeth s'obstina à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire totale et ses alliés durent la suivre. Pour Frédéric II qui s'était réfugié à Breslau, le combat était perdu. Son dernier espoir était que le sultan ottoman intervienne contre la Russie, car la situation chaotique de l'Europe à la fin de la guerre de Sept Ans était favorable à son entrée en scène. Mais il n'en fit rien, abandonnant le roi de Prusse à son sort.

Le destin justifia pourtant l'espérance nourrie par Frédéric II. Il allait être sauvé par la mort de l'intraitable souveraine. Cet événement, miraculeux pour Frédéric II, survint le 25 décembre 1761 alors qu'il semblait perdu. La paix russo-prussienne sera signée le 13 avril 1762.

Cette paix eut une histoire longue et difficile. En 1760, deux ans avant la mort d'Élisabeth, la France voulait déjà mettre fin à la guerre, ou du moins en sortir. Son nouvel ambassadeur à Pétersbourg, le baron de Breteuil, ne cessait de répéter aux responsables russes que la France voulait faire la paix. Volonté que justifiaient les déboires français sur les théâtres d'opération américain et indien, mais aussi l'absence de victoires significatives sur le théâtre européen. Le baron de Breteuil, tout en cherchant à convaincre l'impératrice de l'inanité de la poursuite des combats, plaidait pour un renforcement des liens franco-russes et pour le développement du commerce entre les deux pays, commerce jusqu'alors monopolisé par l'Angleterre. Pour convaincre Frédéric II de négocier, il fallait le priver du concours de l'Angleterre qui lui était indispensable, et pour cela il fallait traiter avec l'Angleterre. Le roi de France considérait qu'il serait le mieux placé pour cette négociation en s'appuyant sur l'Espagne et les Pays-Bas. Informée du projet français, l'impératrice objecta que la paix n'avait pas seulement pour finalité de mettre fin à la guerre, il fallait aussi que la Prusse ne soit plus jamais un danger pour ses voisins et pour la paix. D'où la nécessité de se battre jusqu'à briser définitivement sa puissance.

À Paris, l'ambassadeur Tchernychev tenait inlassablement le même discours à tous ses interlocuteurs. Tandis que ces échanges se poursuivaient, le projet de réunir un congrès de la paix prenait corps. La Russie, tout en plaidant pour la poursuite du conflit, n'y faisait pas objection, considérant qu'après la guerre elle pourrait défendre ses prétentions territoriales. Et sa priorité n'était pas d'obtenir la Prusse-Orientale et Dantzig, mais une modification des frontières en Ukraine, ce qui faisait bondir les Polonais. Pour atteindre cet objectif, la Russie avait besoin du soutien français, d'où la modération dont l'impératrice fit preuve lors des négociations de paix de la France. Après de longues tractations avec l'Angleterre, Versailles dut admettre leur échec, tandis que Choiseul se tournait vers l'Espagne pour signer avec elle le pacte familial d'août 1761.

Constatant les déboires français, Élisabeth proposa au roi de conclure un traité sans y associer l'Autriche, promettant de peser sur l'Angleterre pour qu'elle ménage les intérêts français dans les colonies. Pour prix de ce soutien russe, la Russie demandait celui de la France à sa « revendication ukrainienne ». La proposition convenait à Choiseul, mais il se heurta aux vœux du roi qu'il ignorait – toujours le Secret ! – impliquant un appel à la prudence. Le roi rappelait qu'à accorder à la Russie le droit de s'agrandir en Ukraine, on soulèverait l'hostilité de la Turquie et l'inquiétude de la Pologne. Le message était clair, les relations avec la Russie importaient moins au roi de France que les réactions de ses alliés de toujours, Constantinople et Varsovie. Si une véritable alliance avec la Russie n'était donc pas à l'ordre du jour, les relations commerciales entre les deux pays étaient en revanche examinées avec faveur. Ici encore, ce qui préoccupait le roi était moins la relation avec la Russie que la volonté d'écarter l'Angleterre d'une relation commerciale où elle tenait une place très importante. Au printemps 1760, Pétersbourg et Londres sont engagées dans une négociation destinée à conclure un nouveau traité de commerce que la France veut prévenir. Pétersbourg plaide que le traité russo-anglais n'empêchera pas la conclusion d'un accord semblable avec Versailles. Choiseul décida de poursuivre la négociation et, à l'hiver 1761, le texte d'un traité était prêt, qui portait aussi sur la liberté de circulation maritime. Ce texte attendait la signature de l'impératrice, tout fut suspendu par sa mort.

Restait la question des opérations militaires dont la France espérait éviter la reprise en 1761. Mais Vienne et Pétersbourg insistaient pour en finir avec Frédéric II, et la France dut se rallier à leur volonté. Cette dernière campagne de la guerre de Sept Ans fut marquée par le comportement inattendu de tous les adversaires. Contrairement à son habitude, Frédéric II était irrésolu, mais l'attitude peu offensive de ses ennemis n'était pas moins étrange. Boutourline et Laudon, les chefs des armées russes et autrichiennes, loin de tirer profit de l'attitude hésitante de Frédéric II, se querellaient sur la stratégie à adopter au lieu d'aller à Berlin, ce qui laissa aux Prussiens la possibilité de chercher refuge à Breslau. Là encore, ce fut la mort de l'impératrice qui mit fin à toutes les hésitations.

Cette mort depuis longtemps attendue modifia totalement la situation. L'impératrice avait toujours appréhendé les décisions que prendrait son héritier. Elle avait vu juste. À sa mort, le problème n'était pas militaire, ce n'était pas non plus celui des positions respectives de chaque armée, il était politique et tenait à la personnalité de celui qui montait sur le trône des Romanov.

L'impératrice avait désigné son neveu, Pierre de Holstein, pour lui succéder. Elle s'était efforcée de le préparer au rôle qu'il devrait assumer, mais elle avait entrevu très tôt que son choix était déplorable et qu'il n'assurerait pas la continuité de sa politique. Pierre de Holstein était un admirateur passionné de Frédéric II. De surcroît, il ne se voulait pas russe, il n'aimait ni le pays, ni sa culture, ni la religion qu'il avait dû embrasser. Il attendait d'être sur le trône pour transformer la Russie et l'adapter à sa passion allemande. L'impératrice avait pris conscience du divorce existant entre la personnalité du futur souverain et le pays qu'il aurait à gouverner. Elle connaissait aussi ses faiblesses, le grand-duc était doté d'une intelligence médiocre et était immature. L'opposé de son épouse. Élisabeth avait aussi constaté que ce couple était précaire. Pierre connaissait la vie déréglée de Catherine, il s'en accommodait, mais rêvait de se débarrasser de cette forte personnalité. La tradition russe d'enfermer dans un couvent les épouses gênantes était présente à son esprit. Élisabeth savait donc que l'avenir était imprévisible. Certes, à la naissance de Paul, l'enfant du couple, elle avait souhaité un temps écarter à son profit ce déplorable Pierre et confier la direction du pays à une régence. Mais en définitive, elle y renonça. Et l'inquiétude la tarauda jusqu'à son dernier jour.

Élisabeth s'était engagée dans une guerre longue, poussée par la haine qu'elle portait à Frédéric II, mais aussi par la conscience du danger que présentait, pour l'équilibre de l'Europe et pour la sécurité de la Russie, la puissance grandissante de la Prusse. À ce sentiment antiprussien et antifrédéricien qui ne la quitta jamais, s'ajoutait dans sa vision politique un attrait profond pour la France. Elle en aimait la langue, la civilisation, admirait son statut international. La France était la grande puissance de l'Europe, celle qui servait de modèle et dictait les règles. Elle avait la conviction que l'intérêt national russe s'accordait avec celui de la France. Elle se référait aussi à son père qui avait voulu fonder l'amitié des deux pays sur un projet matrimonial, il y avait échoué parce que pour la France, la Russie de ce temps-là ne comptait guère.

Élisabeth avait voulu faire revivre le projet du grand empereur de rapprocher les deux pays et elle s'était heurtée, comme lui, au peu de considération que le France accordait à la Russie. En dépit de sa montée en puissance, l'Empire Romanov compta toujours moins aux yeux du roi de France que les alliés traditionnels, Pologne, Suède, Turquie. La Russie n'inquiétait pas la France, mais elle restait pour elle un pays étranger à l'ordre européen, même si les deux grandes guerres qui, depuis 1740, avaient ébranlé cet ordre, la guerre de succession d'Autriche et la guerre de Sept Ans, avaient permis à la Russie de s'installer dans le paysage européen. Cette nouvelle place de la Russie en Europe, due à l'obstination d'Élisabeth, ne fut jamais pleinement comprise ni acceptée par Versailles. Garder la Russie en marge de l'Europe restera durant toute cette période une constante des conceptions et des décisions politiques de la France, et une des tâches dévolues à cette étrange instance qu'était le *Secret du Roi*.

Notes

1. S’adressant à son gouvernement, il utilisait le calendrier grégorien.

Chapitre IV

Pierre III : la fascination prussienne

Le 5 janvier 1762, Pierre de Holstein, âgé de trente-quatre ans, héritier choisi par l'impératrice Élisabeth, se présenta à l'armée comme le nouvel empereur. Il fut acclamé sans grand enthousiasme, mais néanmoins reconnu comme le tsar Pierre III. Au demeurant, il était le petit-fils de Pierre le Grand. Un Romanov était installé sur le trône, la succession masculine était rétablie, tout semblait être rentré dans l'ordre. Certes, le nouvel empereur n'était pas populaire, ses jeux infantiles avec son bataillon de Holsteinais, ses goûts de caserne étonnaient. Pourtant, le règne commença sous d'heureux auspices puisque, par le manifeste de février, Pierre III libéra la noblesse de l'obligation de servir l'État que Pierre le Grand lui avait imposée. À cette décision qui lui gagna la gratitude de la noblesse s'ajouta l'abolition de la *Chancellerie secrète*, que l'ambassadeur anglais comparait à l'Inquisition espagnole par la crainte qu'elle inspirait, et les mesures de clémence à l'égard des *vieux-croyants* jusqu'alors persécutés, et qui purent soit rentrer en Russie, soit demander des terres pour vivre dignement en Sibérie. Les exilés du règne précédent – Münnich, Biren, Lestocq et quelques autres – purent aussi quitter les lieux d'exil où ils avaient été assignés. Étaient-ce les débuts du règne d'un souverain modéré ?

Pourtant, à ces sages mesures s'opposèrent dans le même temps des décisions qui soulevèrent l'indignation de la société. Une hostilité déclarée à l'Église nationale à qui Pierre III témoigna d'emblée son mépris par des gestes insultants. L'obligation faite à l'armée de s'aligner sur le modèle prussien – par l'habillement et les exercices copiés de ceux en honneur dans les troupes de Frédéric II. La Cour dut aussi se plier à la mode allemande, à l'étiquette allemande ; tout ce qui était russe était soudain proscrit. Quelques semaines suffirent à rendre le nouvel empereur impopulaire.

Mais le plus grave était ailleurs, dans l'abandon de l'intérêt national russe au profit de celui de la Prusse. Depuis la bataille de Kunersdorf, Frédéric II savait qu'il était perdu, même si Boutourline était peu pressé de tirer avantage de la défaite prussienne. L'arrivée sur le trône de Pierre III ranima l'espoir du roi de Prusse. Il lui adressa aussitôt ses félicitations par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Angleterre. Vorontsov avait déclaré : « La paix est souhaitable, mais pour y arriver il faut agir de concert avec les alliés. » Pierre III, indifférent à ce propos, décida de négocier la paix sans délai avec l'envoyé de Frédéric II, le baron von Goltz. Et avant même d'engager les négociations, sans consulter ses alliés, l'empereur russe avait multiplié les gestes amicaux envers Frédéric II, notamment en libérant plus de six cents officiers et soldats prussiens, qu'il renvoya dans leurs foyers. Puis il adressa à l'impératrice d'Autriche un message comminatoire, lui « conseillant fermement » de conclure un armistice avec le roi de Prusse et d'engager des pourparlers de paix.

Frédéric II avait autorisé son plénipotentiaire à céder la Prusse-Orientale à la Russie si l'empereur l'exigeait pour parvenir au plus tôt à un accord. À sa grande surprise, le baron von Goltz se trouva face à un interlocuteur qui ne lui parlait que de son amitié pour Frédéric II, exhibait une bague ornée d'un portrait du roi de Prusse et restait indifférent aux propositions conciliantes dont Goltz était porteur. Non seulement, lui dit-il, il n'entendait pas revendiquer la Prusse-Orientale, mais il rendait à Frédéric II tous les territoires conquis par la Russie. Il suggéra aussi au roi de Prusse qu'il pouvait rédiger lui-même le texte du traité de paix assurant qu'il le signerait sans discuter.

Le traité russo-prussien du 5 mars 1762 consacrait une alliance offensive et défensive. Les deux parties s'engageaient à se porter mutuellement secours. Frédéric II garantit à son nouvel ami ses États de Holstein, à son oncle le duché de Courlande et il promit de le soutenir dans les affaires de Pologne. C'était un renversement complet des alliances.

Pour la France, le coup était terrible. À Versailles, on savait depuis le mois de février que l'empereur voulait sortir de la guerre. Lorsque Pierre III en informa officiellement ses alliés, Louis XV réagit en rappelant que lui aussi l'avait voulu de longue date, mais il ajouta qu'il n'acceptait pas les tractations secrètes, que la paix devait être négociée par tous les alliés sur la base d'un accord général. En signant le traité de paix, Pierre III avait certes dit sa volonté de contribuer à un règlement général en Europe, mais dans le même temps il dénonçait toutes les obligations contractées par la Russie envers ses alliés. Il se proposait aussi en médiateur entre la Prusse et la Suède.

Si la France désapprouvait la manière d'agir du nouvel empereur, l'impératrice d'Autriche la déplora plus encore, car elle en était la grande victime. L'impératrice Élisabeth avait toujours soutenu ses revendications sur la Silésie et Glatz, le traité russo-prussien anéantissait cet espoir.

L'Angleterre était tout aussi mécontente de la réconciliation russo-prussienne. La Prusse lui avait été proche et Frédéric II omit de l'informer de sa volonté de faire la paix avec leur ennemi commun. Seule la Suède, satisfaite, s'empressa de suivre l'exemple donné par Pierre III. Les armées suédoises n'avaient guère brillé sur les champs de bataille, l'économie du pays souffrait d'un conflit interminable et le mécontentement populaire s'exprimait bruyamment. Le roi Adolphe-Frédéric décida donc de suivre l'exemple de son neveu dans sa démarche pacifique à la grande joie de la reine qui était la sœur de Frédéric II. La paix confirmait le statut territorial d'avant-guerre des deux États alors que la France perdait dans cette paix un allié qu'elle avait toujours soutenu. La Pologne pouvait à bon droit déplorer cette paix car Pierre III lui avait toujours été hostile, et il voulait, nul ne l'ignorait, installer son oncle, le prince Georges de Holstein, sur le trône de Courlande. Ce projet était d'ailleurs inscrit dans un article secret du traité russo-prussien.

Pierre III avait fait la paix avec la Prusse, pour autant la guerre n'était pas terminée, même pour les troupes russes. Il fallait encore vaincre l'Autriche et, à peine l'encre du traité eut-elle séché, que les troupes russes et prussiennes furent confrontées à l'armée autrichienne en Saxe. Pierre III déclara qu'il prendrait la tête de l'armée pour conquérir le Schleswig. Pour le peuple russe qui avait cru, lors de son accession au trône, avoir retrouvé la paix, les postures guerrières du souverain étaient incompréhensibles et inacceptables.

Il fallut donc peu de temps pour que l'empereur, accueilli plutôt dans l'indifférence et la lassitude générale dues à une guerre interminable, mais qui, par sa réconciliation avec Frédéric II, avait suscité l'espoir un moment, devînt impopulaire. D'autant que sa prussophilie le conduisit à des décisions qui choquaient ses compatriotes. Il ouvrit grandes les portes du pays et du pouvoir à de nombreux Allemands. Les mesures d'amnistie du début de règne favorisaient les Allemands exilés plus que les Russes, Bestoujev resta proscrit, tandis que Münnich rentra triomphalement dans la capitale. À ce sujet de mécontentement s'ajouta la crise qui s'ouvrit entre l'empereur et l'Église de Russie, qui aggrava le contentieux entre l'empereur et ses sujets heurtés par sa volonté d'effacer la spécificité russe en germanisant le pays et ses institutions. Sa russophobie le poussa à vouloir réformer l'Église orthodoxe, Église nationale, autocéphale en s'inspirant de l'esprit et des rites de la Réforme – la religion première de Pierre III ! L'Église tout entière se souleva contre ce projet, elle était soutenue par les fidèles et nul ne savait encore à l'aube du règne quelle dimension prendrait ce conflit.

C'est aussi au monde extérieur et d'abord à la France que Pierre III va très tôt se heurter, non plus sur le terrain de la guerre finissante, mais dans

sa volonté réformatrice. Aussitôt installé sur le trône, Pierre III fit savoir aux représentants des pays étrangers en Russie qu'ils devraient se soumettre à une procédure ressemblant fort à une nouvelle accréditation. Leurs lettres de créances – de longue date présentées – n'auraient effet que dès lors qu'ils seraient reçus par le prince Georges de Holstein que l'empereur venait de promouvoir au grade de feld-maréchal. Le baron de Breteuil pour la France, le comte de Mercy-Argenteau pour l'Autriche et le marquis Almodovar, représentant du roi d'Espagne, se rebellèrent. À quoi rimait cet étrange protocole ? Ils n'acceptaient de s'y conformer que si le prince de Holstein en prenait l'initiative, leur annonçant sa venue et les priant de le visiter. Breteuil en informa son ministre qui le soutint. Pierre III, de son côté, fit monter la tension, menaçant les représentants d'exiger leur rappel s'ils s'obstinaient. Cet étrange incident protocolaire prit ainsi des proportions inattendues, suggérant que l'ensemble des relations diplomatiques pourraient en être affectées. L'affaire alla jusqu'à mettre en cause le titre impérial de Pierre III, titre que la Russie depuis Pierre le Grand s'efforçait d'arracher à Versailles et qu'Élisabeth avait obtenu de Louis XV. Lors de la crise protocolaire de 1762, Versailles apporta une précision insupportable au monarque russe, le titre impérial avait été accordé à Élisabeth à titre personnel et ne pouvait être transmis à ses descendants. Le baron de Breteuil fit au souverain russe une suggestion propre à éteindre l'incendie. Il rendrait au prince de Holstein la visite demandée et la France maintiendrait le titre impérial. Mais lorsque le traité d'amitié russo-prussien fut signé, le débat protocolaire n'avait plus de raison d'être. Le baron de Breteuil fut rappelé dans son pays. Il informa son ministre de la situation en Russie, de l'impopularité croissante du souverain, de la mésentente dans le couple impérial qui laissait présager la répudiation de l'impératrice et son remplacement prochain par une favorite déjà en place. Il décrivait de manière détaillée la personnalité de Catherine, certes allemande, mais profondément attachée à la Russie et saluée pour cela par les Russes. Breteuil insistait aussi sur la proximité entre Catherine et le précepteur de son fils, le comte Nikita Panine, diplomate avisé qui s'était formé à son métier au Danemark puis en Suède. Il en avait été rappelé pour être chargé de l'éducation du jeune prince Paul, futur Paul Ier. À l'heure de la succession si contestée d'Élisabeth, Panine avait préconisé une solution alternative, la couronne dévolue à son élève tandis qu'en qualité de gouverneur du jeune souverain il prendrait part, comme conseiller, à la régence. Le projet fut rejeté, mais Panine était resté proche de Catherine et de son amie et confidente la princesse Dachkov, sa nièce et par la suite sa maîtresse. Ce trio, inquiet des excentricités et excès de Pierre III, retenait l'attention de Breteuil qui le signala à son ministre.

À Versailles, le mécontentement à l'égard de la Russie le disputait à l'inquiétude. La conviction s'installait que Pierre III était un danger pour l'Europe par sa prussophilie, son imprévisibilité et son immaturité. Mais nul ne savait comment y remédier. Alors qu'il représentait la France à Pétersbourg, le marquis de l'Hôpital avait déjà écrit à son ministre Bernis : « À la mort de l'impératrice, la Russie connaîtra une révolution. On ne peut laisser le trône au grand-duc. » Mais qui imaginer à sa place ? Une fois encore, on pensait à Ivan VI, le malheureux reclus de Schlüsselburg. Depuis qu'il avait été enfermé, nul n'avait entendu parler de lui, nul ne savait même s'il était encore en vie. L'hypothèse d'un saut de génération en faveur du grand-duc Paul avait été d'emblée rendue impraticable par la précipitation avec laquelle Pierre s'était emparé du trône. Quant à Catherine, l'épouse menacée de répudiation au profit de celle que le baron de Breteuil décrivait « semblable à une servante d'auberge », même si elle était la fille du chancelier, cette Catherine, nul à Versailles n'en avait encore pris la mesure. On connaissait surtout la liste de ses amants et ses éternels besoins d'argent. Breteuil précipita le cours des événements en rapportant à Versailles le grave éclat qui eut lieu au cours d'un dîner où Pierre III avait ordonné que l'on arrêtât Catherine. Le prince de Holstein, inquiet du scandale, obtint de son neveu qu'il renonce à ce projet. Mais Catherine savait que le temps lui était compté et elle se tourna vers le baron de Breteuil, sollicitant son aide pour financer le complot dont elle lui révéla l'existence. Breteuil était sur le départ, on lui avait promis l'ambassade de Stockholm, l'idée d'être compromis dans un complot hasardeux, dont il n'avait jamais eu connaissance, lui déplut. Il exigea des détails, argua qu'il ne pouvait agir sans l'accord de son gouvernement et demanda une preuve écrite de la main de Catherine. Et avant même d'avoir reçu une réponse, il quitta en hâte la capitale, laissant à son collaborateur Bérenger le soin de suivre l'affaire comme il l'entendait.

Deux décennies plus tôt, La Chétardie s'était montré bien plus audacieux. Le baron de Breteuil, pressé d'aller vers un autre destin, n'informa même pas Versailles du drame qui se jouait et qui, à bien des égards, répétait le scénario de 1742. Cette année-là, Élisabeth craignait d'être enfermée dans un couvent et les conjurés rassemblés autour d'elle avaient accéléré le complot parce que la guerre contre la Suède imposait que la Garde, où se recrutaient les conjurés, soit envoyée au front.

Bérenger rapporta à Versailles que Pierre III se prélassait en joyeuse compagnie féminine à Oranienburg, sa résidence préférée, suggérant par là que rien n'était urgent. Il avait même assuré le ministre qu'il l'avertirait du déclenchement des opérations une dizaine de jours auparavant.

C'est dans cette atmosphère que se déroula le coup d'État du 28 juin 1762. Il répétait celui qui avait porté Élisabeth au pouvoir. La Garde était au premier plan et un quatuor brillant, les frères Orlov, dont l'un, Grégoire, était l'amant de Catherine, organisa le coup. Catherine, consciente du rôle joué par la Garde dans les diverses révolutions de palais, avait probablement pris soin d'y choisir un amant, mieux encore de le prendre dans une fratrie de quatre personnes. Son emprise sur la Garde en était d'autant plus réelle. Alexis la conduisit devant les trois régiments rassemblés à cet effet, qui la saluèrent, lui prêtèrent serment, elle fut intronisée comme l'avait été Élisabeth. Surpris dans sa thébaïde, Pierre III prit la fuite, pleurnicha et, lorsqu'on l'arrêta, déclara qu'il allait abdiquer. L'impératrice l'envoya sous escorte à Ropcha où, selon la version officielle, il mourut quatre jours plus tard, victime d'une colique hémorroïdale. La version officielle ne résista pas longtemps à la rumeur. Catherine l'avait fait assassiner, le bruit en courut, propagé vite par des historiens tel le Français Rulhière. Pourtant, une autre version circulait aussi, celle du billet qu'Alexis Orlov adressa à Catherine l'assurant que « notre imbécile a succombé dans une bagarre qu'il a déclenchée ». La mort au cours d'une bataille d'ivrognes fut retenue comme l'explication la plus plausible de la fin d'un empereur haï. Quelque explication que l'on retienne, pour Catherine cette fin était bienvenue, elle la débarrassait de la menace que des partisans de Pierre auraient pu faire peser sur elle s'il avait survécu. Frédéric II, apprenant le coup d'État, déplora la mort de son interlocuteur privilégié, mais en guise d'oraison funèbre il constata que son absence de courage et de lucidité l'avait empêché de prévoir l'événement, et de s'en prémunir en allant rejoindre son armée, ce qui eût, dit-il, sauvé son trône.

C'est en France que l'événement eut le plus d'écho. Le baron de Breteuil fut fort surpris à son retour d'être admonesté par son ministre, qui lui reprocha de ne pas être retourné à Pétersbourg aussitôt la nouvelle connue. Et il lui ordonna de reprendre son poste. Le coup d'État n'arrangeait pas vraiment Versailles dans la mesure où, peu confiant dans l'avenir de Catherine, on s'attendait à d'autres soubresauts. La vie dissipée de la nouvelle impératrice, sujet de tant de rumeurs, lui valait peu d'estime et suggérait qu'elle subirait des influences qui pèseraient sur sa politique. De plus, l'ombre d'Ivan VI planait sur le trône. Pour la première fois dans l'histoire tourmentée de la Russie, le trône était occupé par une étrangère – Allemande de surcroît – n'ayant aucun lien avec la lignée de Pierre le Grand, sinon le mari mort mystérieusement qu'elle avait détrôné, alors qu'existait un vrai Romanov qui se morfondait dans une geôle. L'instabilité prévisible de la Russie inspirait la distance que le ministre prit avec l'événement, et le conseil du roi, à Breteuil. Il devait surveiller Catherine et surtout, écrivait-il : « Vous savez déjà que l'objet de ma politique avec la Russie est de l'éloigner autant que possible de l'Europe. »

Breteuil ne tarda pas à informer Versailles que, contrairement à toutes les attentes, Catherine entendait régner sans partage. Elle allait vite le démontrer.

Chapitre V

Le siècle des Lumières en Russie

Catherine II, installée sur le trône de Russie, devait d'emblée faire face à une difficulté considérable : comment asseoir sa légitimité ? Comment s'assurer un pouvoir incontesté ? Sa situation personnelle était triplement inconfortable. Portée sur le trône par un coup d'État, elle y faisait figure d'usurpatrice. En dépit de ses faiblesses personnelles et de son impopularité, Pierre III disposait d'une légitimité incontestable, il était le petit-fils de Pierre le Grand et son accession au trône était conforme aux règles traditionnelles de succession enfin rétablies. En ce qui la concernait, Catherine II n'avait aucun titre à occuper le trône de Russie n'étant ni Romanov, ni russe. À ce problème s'en ajoutait un autre, celui de l'éviction des successeurs possibles, Ivan VI et Paul, fils de Pierre III. L'hypothèse de son installation sur le trône sous la régence de sa mère avait été brièvement évoquée, aussitôt repoussée par Catherine. Si, en 1762, elle réussit à s'imposer comme souveraine, son fils ressentit toujours cette dépossession qui empoisonnera durant tout le règne de l'impératrice les relations entre mère et fils, car le ressentiment de Paul à l'égard de sa mère aura pour contrepartie la méfiance de l'impératrice à son égard. Lorsque Catherine disparaîtra, la profondeur de ce conflit se manifestera dans les dispositions que prendra Paul, supprimant le testament de Catherine portant sur la succession, organisant un enterrement injurieux pour elle, et surtout rétablissant la loi salique qui écartait les femmes du trône.

Ces problèmes imposèrent à Catherine d'affirmer constamment son autorité. Étrangère à la dynastie Romanov, elle y répondit par un principe qu'elle affirma d'emblée et qui va guider toute sa politique, sa fidélité à Pierre le Grand, à la voie qu'il avait décidé de suivre en politique intérieure et extérieure. Très tôt, l'usurpatrice que dénoncera à plaisir le roi de France va opposer à ce titre insultant une posture contraire, celle de continuatrice de Pierre le Grand.

Pour le comprendre, il faut s'arrêter un moment sur la personnalité de la nouvelle impératrice. Tous ceux qui avaient eu affaire à elle avant 1762, alors qu'elle n'était encore que l'épouse de l'héritier, s'accordaient sur ses qualités intellectuelles – intelligente, cultivée, curieuse – mais aussi manœuvrière et ambitieuse. Certes, sa vie privée était propre à scandaliser alors qu'elle était l'épouse de l'héritier. Les amants se succédaient et peu nombreux étaient ceux qui attribuaient la paternité de Paul, le premier-né du couple, à Pierre III. Mais comment ignorer tout ce qui la séparait de Pierre ? Physiquement d'abord. La première fois qu'elle fut mise en présence de Pierre de Holstein, c'était un bel adolescent bien bâti, ressemblant quelque peu à son grand-père. En revanche, lors du mariage, elle retrouva un homme tout différent, son visage avait été détruit par la petite vérole. Elle ne le reconnut pas et ne put jamais s'habituer à lui. Surtout, comment cette jeune femme si subtile, réfléchie, nourrie de tout ce que le siècle des Lumières offrait à sa curiosité eût-elle pu s'accommoder d'un époux d'intelligence médiocre – on le disait parfois attardé –, dépourvu d'esprit, ne s'intéressant qu'à des jeux d'enfants, uniquement captivé par le maniement des soldats de plomb et les manœuvres de son régiment de Holsteinais soumis aux règles de l'armée prussienne ? Un fossé séparait ces deux êtres, qui s'exaspéraient mutuellement et chercheront très tôt à apaiser leurs frustrations en se tournant vers d'autres partenaires. Indifférent aux frasques de Catherine, Pierre avait trouvé une consolatrice et plus encore une consolation dans la certitude qu'il pourrait un jour se débarrasser d'elle en la reléguant dans un couvent. Jusqu'en 1762, ils furent unis par une seule préoccupation, ménager Élisabeth, lui offrir l'image d'un couple stable sous peine d'être rejetés par elle. Et l'on sait qu'elle avait pensé les écarter un jour de la succession au profit de leur fils Paul. De là le sentiment constant d'insécurité dans lequel vécut Catherine jusqu'en 1762.

Catherine d'Anhalt était une très grande lectrice, francophone elle avait absorbé tout ce que le génie français produisait en ce XVIIIe siècle où il rayonnait sur le monde et où le monde, ou du moins l'Europe, parlait français. Grande adepte de romans français, Catherine y trouva matière à nourrir son imagination, ses frustrations – un mariage désastreux –, ses rêveries sentimentales, à justifier ses écarts de conduite. Mais surtout elle se repaît des œuvres des philosophes. Les Lumières brillent grâce à Montesquieu, à Voltaire, à l'Encyclopédie. Catherine les a tous lus, médités, ils vont inspirer ses projets lorsqu'elle sera en mesure de mettre leurs idées en pratique.

Catherine II ne se contentait pas de lire ces philosophes qu'elle admirait tant, elle les voulut – comme Frédéric II – à sa Cour. La Harpe, d'Alembert et surtout son favori, Voltaire se dérobèrent. Mais elle échangea avec ce dernier à partir de 1763 des centaines de lettres, leur correspondance ne cessant qu'à la mort du philosophe. Diderot, à qui elle avait proposé son aide pour publier l'*Encyclopédie* accepta de venir en Russie en 1773-1774 et Grimm, éditeur de la *Correspondance littéraire* achetait pour elle quantité d'objets d'art français, plus encore il fut son agent d'influence en Europe et son très fidèle correspondant.

L'Empire sur lequel Catherine va régner à partir de 1762 lui offre matière à réflexion, car il est bien loin de l'univers que décrivent ses lectures. Par la pensée, Catherine vit dans le siècle des Lumières, et elle comprend sans mal comment la Russie est perçue de l'extérieur. Un pays barbare – le jugement revient toujours sous la plume du roi de France qui domine l'Europe des Lumières. Son jugement a une justification, le servage qui survit en Russie alors qu'il a disparu de presque toute l'Europe, est une manifestation de barbarie. La lectrice sait, à travers les récits des voyageurs – et le plus récent d'entre eux est l'abbé Chappe d'Auteroche, envoyé dans la Russie d'Élisabeth par Louis XV pour rendre compte de son état –, que la Russie est présentée à toute l'Europe comme le pays où une part de la population est la propriété de nobles et de propriétaires aisés, mais où plus largement domine un peuple passif, habitué à la violence de ses gouvernants et dont la consolation est la boisson destructrice de l'âme et du corps. Le récit de l'abbé Chappe d'Auteroche est largement illustré de dessins de supplices divers, dont le plus courant est celui du knout. L'impression qui ressort de cette lecture est celle d'un pays étrange, exotique, n'appartenant pas à la civilisation européenne, ni même à l'humanité. Comment l'adepte des philosophes français peut-elle accepter cela ? Cet univers, ce monde russe que lui présentent les regards étrangers n'est pas non plus conforme au projet modernisateur de Pierre le Grand. Il voulait que ses sujets soient européanisés, aient un air européen, les Russes décrits par les voyageurs en sont bien loin. Catherine comprend que, pour revendiquer le titre d'héritière de Pierre le Grand, il lui faut reprendre l'œuvre de modernisation et d'abord en réfléchissant à la question taboue du servage. Certes, Élisabeth Ire avait aussi eu l'ambition de moderniser son pays. Elle y réussit pour la Cour où elle importa la langue et les usages français. Mais en même temps, elle avait voulu renouer avec la Russie, si méprisée par son père. Sous son règne, la Cour se transportait périodiquement à Moscou, capitale rejetée par Pierre le Grand, et cette tentative de réconciliation entre les deux Russies, pourtant nécessaire, n'avait pas contribué à une européanisation en profondeur.

Sa légitimité si précaire, Catherine cherche à l'assurer en montrant sa fidélité au grand empereur, mais aussi, comme Élisabeth, en glorifiant ce qui est russe. À ce chapitre, elle va se trouver en rupture avec Pierre le Grand, mais un tel choix s'imposait car l'impopularité de Pierre III avait été largement due à sa volonté d'imiter un modèle étranger, à son rejet de tout ce qui symbolisait la Russie et d'abord la religion. Catherine, qui avait acquis une excellente maîtrise de la langue russe dont témoignent ses écrits, montra d'emblée qu'elle entendait défendre le caractère russe

du pays. Elle affirma son attachement à la religion orthodoxe. Alors que Pierre le Grand avait soumis l'Église à l'État, condamné son fils pour ses liens avec l'Église traditionnelle, et que Pierre III prétendait la réformer pour la rapprocher du protestantisme, Catherine proclama hautement sa fidélité à l'Église russe nationale.

Pour elle, sa mission, et elle légitimera ainsi sa mainmise sur le trône, est la restauration et la défense de l'intérêt national de la Russie. Ce sera également la définition de toute sa politique étrangère.

Lorsque Catherine monte sur le trône, la Russie est au regard de l'Europe et particulièrement de la France, arbitre du protocole des États, un pays marginal, par la géographie et par son statut. Géographiquement, la Russie n'est pas considérée comme un État européen, et statutairement on la voit comme un État de type intermédiaire entre grande puissance soucieuse de son intérêt national et État de nature incertaine dont la vocation est de s'associer à d'autres, et de contribuer à leurs projets. C'est tout particulièrement la vision française. La Russie doit être contenue territorialement, prévenue de jouer un jeu personnel dans le reste de l'Europe et maintenue dans son statut marginal. Et les États de la « barrière orientale », qui devaient à l'origine contenir la puissance des Habsbourg, ont pour mission au XVIIIe siècle de jouer ce rôle en face de la Russie. Pour Catherine, si attachée intellectuellement au monde français, à l'esprit des Lumières, la barrière que la France oppose à la Russie est inacceptable. Le symbole de ce rapport inégal avec la France est le titre impérial que Versailles s'arroge le droit d'accorder ou non à la Russie, et que Catherine lui disputera ardemment par la suite.

Tel est le paysage intérieur et extérieur qui se dresse devant la jeune impératrice le 28 juin 1762. Pour ceux qui l'observent de l'extérieur et les ambassadeurs étrangers, particulièrement Bérenger, s'en feront les interprètes, il faut retenir de ses premiers pas d'impératrice son extrême vulnérabilité – illégitime, usurpatrice, voire criminelle – et sa capacité douteuse à se maintenir sur le trône. C'est aussi, du moins ces observateurs malveillants l'écrivent-ils, son inexpérience qui la soumettra à diverses influences, et à la tradition politique russe. Les Cours européennes sont cependant curieuses des orientations internationales de la Russie. La guerre de Sept Ans continue, sauf pour la Russie qui a fait la paix avec la Prusse. Que seront les choix de Catherine, ou plutôt croit-on, de ceux qui la conseillent ? Et d'abord quel est l'entourage sur lequel tous les regards sont fixés ?

Au départ, l'entourage a en apparence peu changé. C'est celui qui a accompagné l'impératrice Élisabeth et même Pierre III : le chancelier Vorontsov, le vice-chancelier Golitsyne et l'exilé Bestoujev-Rioumine, rappelé dans la capitale, mais qui, à l'aube du règne, n'y est pas encore arrivé. Au vrai, cette équipe est peu sûre d'elle-même, désemparée par le coup d'État, habitée par l'idée que le nouveau règne est précaire et nul en son sein n'ose encore s'exprimer. Le chancelier brille par son absence, prétendant être débordé par ses dossiers, tandis que le vice-chancelier répond à toutes les questions qu'il attend des instructions. Les instructions manquent à ses collaborateurs, mais Catherine s'est exprimée dès les premiers jours du règne dans deux manifestes. Le premier, publié le 28 juin, jour du coup d'État, salue une paix conclue au prix d'efforts effroyables, de sang versé sans fin et rappelle que la Russie « a été livrée en esclavage à ses pires ennemis ». La conclusion en est que l'impératrice reprend sa liberté d'action. Ce manifeste fut compris comme un rejet de l'alliance conclue par Pierre III. L'impératrice Marie-Thérèse, toujours en guerre avec Frédéric II, espéra que la Russie reprendrait le combat et la soulagerait. Il n'en sera rien. Ce manifeste semblait condamner le rapprochement entre Pierre III et Frédéric II, mais une série de rescrits, publiés les jours suivants et servant d'instructions indiquaient clairement que si Catherine approuvait la paix qui avait sorti la Russie de la guerre de Sept Ans, si elle la tenait pour définitive, elle rejetait l'idée d'un accord avec Frédéric II. La paix assurée, la Russie avait repris sa liberté et ne rentrerait dans le conflit en cours sous aucun prétexte. Ce bilan établi, Catherine franchit un nouveau pas en déclarant que la Russie, libérée de toutes ses obligations antérieures, était disposée à aider les belligérants à emprunter le même chemin, donc à les aider à engager des négociations de paix. Il est peu étonnant, si l'on songe à sa position si faible en Europe, que cette proposition n'ait guère trouvé d'écho.

Marie-Thérèse exprima avec tact son peu d'intérêt pour la médiation proposée, et plus encore pour le Congrès de la paix que Catherine souhaitait voir réuni. À Versailles le refus fut plus brutal. Seul Frédéric II manifesta une attention courtoise, mais ayant déjà fait la paix avec la Russie, il attendait plutôt les réactions de ceux qui restaient ses ennemis.

La guerre qui n'en finissait pas se présentait mal pour l'Autriche et pour la France. Privées du soutien russe, ces deux puissances, restées seules face à Frédéric II, savaient qu'elles n'étaient pas de taille à l'emporter, mais les déclarations si fermes de Catherine leur signalaient qu'elle était décidée à rester à l'écart du conflit. Au début de son règne pourtant, les conseils que lui prodiguait son entourage n'annonçaient pas une attitude si tranchée. Vorontsov défendait la conception qui avait caractérisé le règne d'Élisabeth, l'alliance avec l'Autriche était nécessaire à la Russie, en premier lieu pour briser leur ennemi commun, l'Empire ottoman. De la même façon, de bonnes relations avec la France s'imposaient pour empêcher celle-ci de privilégier son alliance avec l'Empire ottoman, si néfaste à la Russie. Lorsque Bestoujev revint dans la capitale, on put croire un moment qu'il allait retrouver son rôle. Catherine fit preuve à son égard d'une visible déférence et lui fit de grandes démonstrations de gratitude. Elle lui remit l'ordre de Saint-André, le nomma général feld-maréchal, alors qu'il n'avait aucune expérience militaire, et exprima publiquement dans un manifeste sa reconnaissance pour les services qu'il avait rendus. Pour autant, il ne retrouva pas la fonction de chancelier. Il crut son autorité rétablie et prodigua sans retenue ses conseils à l'impératrice. À l'instar de Vorontsov et avec encore plus d'insistance que lui, il plaida qu'il fallait tourner le dos à la politique de Pierre III, en revenir à ce qui avait été l'obsession constante d'Élisabeth, la coalition russo-autrichienne élargie, dans la mesure du possible, à la France. Si Bestoujev était contraint d'admettre que la paix signée avec Frédéric II avait ses mérites – il était conscient aussi qu'au bout d'un certain temps tous les belligérants en viendraient au constat que la guerre de Sept Ans ne pouvait être poursuivie indéfiniment –, il ajoutait que la paix revenue, il faudrait combattre l'arrogance de Frédéric II, et il revenait ici à la volonté d'Élisabeth de briser la puissance prussienne qu'elle jugeait insupportable. Le retour à la politique d'Élisabeth impliquait que l'on retrouve les mêmes alliés, Vienne et Versailles, et que l'on combatte les mêmes adversaires, Berlin et Constantinople. Tous les collaborateurs de Catherine défendaient, avec des nuances, ce programme. Pourtant, elle ne les écouta pas et emprunta une autre voie.

Après l'avènement de Catherine et malgré la paix russo-prussienne, la guerre se poursuivait. Les Autrichiens acculés en Saxe et en Franconie reculaient sans cesse sous la pression des armées prussiennes. Sur le front franco-prussien, la situation n'était guère plus brillante, en dépit des efforts désespérés des troupes conduites par le maréchal de Soubise, les princes d'Estrée et de Condé. Partout elles étaient en déroute, et, comme les Autrichiens, les Français durent au bout de quelques mois capituler, demander les conditions de la paix. Après de difficiles négociations, l'Autriche et la Prusse convinrent des conditions de paix sous l'égide médiatrice de la Saxe, rôle que Catherine avait souhaité assumer. L'Autriche et la Prusse apposèrent leurs signatures au bas d'un accord de paix le 15 février 1763 dans un pavillon de chasse de Saxe. Dans ce traité, l'Autriche renonçait définitivement à la Silésie et à Glatz en échange de l'engagement de Frédéric II de respecter les droits des catholiques en Silésie. Dans une clause secrète il promettait aussi de soutenir l'archiduc Joseph lors de la désignation de l'empereur du Saint-Empire romain.

La France avait signé la paix avec l'Angleterre à Paris cinq jours plus tôt, paix coûteuse puisqu'elle lui abandonnait le Canada, la partie occidentale de la Louisiane, tandis que l'Espagne héritait de la Louisiane orientale en échange de la Floride qu'elle abandonnait à l'Angleterre. S'y ajoutait la perte d'îles dans l'océan Indien, une grande partie du Sénégal en Afrique ; en Inde il ne lui resta que cinq comptoirs alors que l'Espagne retirait les bénéfices d'une guerre qui lui avait été peu coûteuse en s'emparant de Cuba. Enfin la France devait retirer ses troupes du

Hanovre sur lequel le roi d'Angleterre devait régner sans partage.

La France payait un prix considérable à ce long conflit, mais à considérer le comportement de la Cour et le discours public, on eût pu croire que la guerre s'était achevée à son profit. Louis XV ne perdait rien de sa superbe. Catherine conçut une vive amertume du refus qui avait accueilli ses offres de médiation. Elle constatait que les pays qui avaient eu besoin de la Russie dans la guerre, à qui elle avait apporté son aide, lui refusaient, une fois la guerre terminée, d'en recueillir les fruits et de la reconnaître, comme puissance européenne égale aux autres.

Les conditions dans lesquelles s'était achevée la guerre de Sept Ans, les leçons qu'en tira l'impératrice permettent de mieux comprendre son choix d'un conseiller qui avait une vision proche de la sienne, de la politique qui convenait à la Russie et en fut, pendant près de vingt ans, le maître d'œuvre, Nikita Panine. Le nom du comte Panine apparaît très tôt dans la correspondance de Bérenger, qui entrevit son ascension. Nikita Panine n'était inconnu ni de Catherine ni des milieux diplomatiques européens. Descendant d'une vieille famille russe et très directement d'un compagnon de Pierre le Grand, il avait représenté la Russie au Danemark, puis en Suède, s'imposant comme véritable expert de ces pays dont le voisinage pesait sur la Russie. Il fut ensuite chargé de l'éducation de Paul Petrovitch, fils de Catherine et futur Paul Ier, destiné un jour à gouverner la Russie. Dans cette fonction, il put observer de près la jeune Cour, le couple grand-ducal et il fut très tôt convaincu que l'accession au trône de Pierre de Holstein laissait prévoir un avenir catastrophique pour la Russie. Malgré d'immenses efforts, il avait échoué à faire de Paul un héritier acceptable. Il n'avait pu fixer son attention sur les sujets politiques, ni développer son esprit et sa curiosité. En même temps que son élève le désespérait, il observait la future impératrice et, constatant ses qualités, il s'était rapproché d'elle. S'il ne l'avait pas imaginée s'emparant du trône, il la voyait exerçant la régence et pensait que leur proximité lui permettrait de guider la jeune femme. Cela explique que très tôt, au cours de leurs entretiens, il ait partagé avec elle sa vision de la Russie, de ses intérêts et de la politique internationale en général. S'il ne faisait pas partie de son entourage à l'heure du coup d'État et dans la période qui suivit, il lui fit cependant tenir dès l'été une note où il exposait ses conceptions. Au départ, Panine ne cessait de répéter, comme le faisait Catherine se référant à Pierre le Grand qu'elle nommait parfois froidement « cher grand-papa », qu'après la guerre de Sept Ans la Russie, y ayant joué un rôle incontestable, avait gagné sa place, une place indépendante de tous, dans le concert européen. La politique de Catherine devrait avoir pour seule finalité l'intérêt national de la Russie. Cet intérêt national, seule Catherine aurait à le définir, et elle devrait n'agir qu'en fonction de lui. À partir de ce présupposé sur lequel ils étaient en plein accord, Panine posait six principes qui devaient présider à la définition de l'intérêt national de la Russie.

Il partait d'un constat, la Russie dispose d'un espace immense, insuffisamment peuplé, qu'elle n'a nul besoin d'agrandir, donc nul besoin de conquérir des territoires. Mais cet espace aux ressources considérables doit être mis en valeur, pour cela la Russie a besoin de paix, de vivre en paix avec le monde pour se concentrer sur son développement. Ainsi toute guerre, à l'exception de celle qu'imposerait une menace pesant sur le pays, est injustifiable. Cependant, le monde n'étant guère paisible, la Russie doit disposer d'alliés sincères pour prévenir les périls et pour se renforcer. Ces alliances ne peuvent être des accords unilatéraux créant une inégalité. Afin d'être efficaces, elles doivent assurer aux deux parties qu'elles y ont un égal intérêt. Seules des alliances entre égaux sont conformes à l'intérêt national. Enfin, Panine insistait sur la réputation et le prestige du pays, facteurs qui, dans les relations entre États, peuvent peser tout autant que la puissance militaire. La Russie ne devait à cet égard faire aucune concession.

Panine traçait ainsi une direction pour l'action privilégiant la paix et excluant, sauf péril extrême, l'action militaire. Ce propos allait dans le sens des réflexions de l'impératrice, il coïncidait avec son refus de se laisser attirer à nouveau dans la guerre de Sept Ans, alors que ses collaborateurs immédiats l'y poussaient en invoquant soit les obligations découlant des alliances contractées, soit d'éventuels bénéfices territoriaux. Nul, sauf Panine et Catherine elle-même, ne comprenait que la Russie avait déjà atteint un degré de puissance qui la protégeait de telles pressions. Pour Panine, ce programme de paix s'inscrivait dans sa conception de la route que la Russie devrait suivre et qu'il va sous peu exposer à l'impératrice. Pour Catherine, disciple de Voltaire et de Diderot, vocation qu'elle s'apprêtait à affirmer, la paix était aussi la condition indispensable pour qu'elle puisse se consacrer à l'autre partie de la mission héritée de Pierre le Grand, moderniser son pays.

Alors qu'il n'est encore qu'un conseiller parmi d'autres, sans fonction précise, Panine lui propose un système international, le système du Nord. Jusqu'à la retraite définitive de Bestoujev et la mise en congé de Vorontsov, Panine avait dû se contenter d'un rôle officieux. À partir d'octobre 1763, vient pour lui le temps des responsabilités. D'abord nommé premier membre du Collège des Affaires étrangères, il en devient peu après premier président. Il n'eut jamais le titre de chancelier, mais il coiffa le vice-chancelier Golytsine. Pourquoi Catherine tarda-t-elle à lui confier une mission officielle ? Pourquoi lui refusa-t-elle le titre de chancelier ? L'explication sur le premier point est probablement liée à sa nièce, la princesse Dachkov. Très proche de Catherine avant le coup d'État, la princesse Dachkov tendait par trop à s'attribuer les mérites de l'ascension de Catherine, clamant partout qu'elle avait joué le rôle principal dans le complot et s'efforçant par là d'influencer sa politique. Catherine n'était pas femme à accepter ce comportement, et l'on peut penser que Panine ait un temps payé le prix de l'arrogante ambition de sa nièce. Mais il ne pouvait partager durablement sa disgrâce, car il incarnait tout ce que Catherine voulait importer en Russie, l'esprit des Lumières, une vision et une honnêteté scrupuleuse. On savait qu'il était impossible de le corrompre, vertu rare en ce temps où la pratique des pots-de-vin, des cadeaux royaux de toutes sortes était tenue pour un utile instrument de politique étrangère. Catherine estimait Panine, mais elle ne l'aimait pas. Elle ne pouvait oublier aussi qu'il avait été opposé à son accession au trône et qu'il y avait opposé la légitimité de Paul. Quant au refus de le nommer chancelier, il est aisé aussi de comprendre son attitude. Installée sur le trône par un coup d'État, elle sait que sa légitimité est contestée et que son entourage la croit faible et influençable. Or, dès le début, elle entend exercer seule le pouvoir, elle le prouve en refusant d'épouser son amant Grégoire Orlov et, plus tard, lorsqu'elle a probablement épousé en secret Potemkine, elle lui offrira une vice-royauté dans le sud du pays, l'écartant ainsi du trône. Sa volonté d'exercer le pouvoir totalement, son refus des influences furent une constante de son existence.

Si Panine ne fut jamais chancelier, Catherine ne l'en respectait pas moins et partageait ses vues, elle adopta sans réserve le *système du Nord*. Le système, prôné par Panine, avait pour ressort la volonté d'assurer à la Russie une place à la mesure de sa puissance dans le concert européen, de lui permettre de participer effectivement, en son nom et en fonction de ses intérêts, aux affaires du continent. Pour ce faire, il fallait choisir des alliés. Le système Panine reposait sur une coalition Russie-Danemark-Suède-Pologne-Angleterre-Prusse, qui devait permettre de contrer les ambitions des Habsbourg et des Bourbons. Pour cela, la Pologne devait être soumise à l'influence russe, tandis que la Suède et le Danemark relèveraient de l'Angleterre. La France, traditionnellement appuyée sur ces pays, se trouverait ainsi privée d'une grande partie des pays formant *sa barrière orientale* et de son influence en Europe du Nord. Le pivot de ce système était l'entente russo-anglaise. Pour Panine, l'Angleterre étant une puissance maritime et la Russie une puissance continentale, les deux pays se complétaient : « L'Angleterre a besoin de nos armées, écrit Panine, tandis que le concours d'une flotte nous est nécessaire. »

Mais les Anglais ne partageaient pas la vision de Panine, le concours des armées russes leur importait moins alors qu'en temps de guerre, tandis que les ambitions de Catherine en Pologne et en Turquie les inquiétaient. Les négociations furent très ardues et Panine déplorera souvent la « mentalité de boutiquiers » des Anglais. Pour finir, la Russie qui souhaitait conclure un accord politique entre les deux pays dut se contenter d'un traité de commerce signé le 20 juin 1766 pour vingt ans. Par la suite, l'Angleterre ayant besoin de l'aide russe en Amérique regrettera ses réserves, mais le temps où la Russie était prête à des concessions pour sceller l'alliance avec Londres était passé. Catherine ne cédera plus.

Les relations avec la Prusse étaient aussi pour la Russie un objectif difficile à réaliser. Frédéric II était hostile à la coalition voulue par Panine car le rapprochement entre les États qui devaient en faire partie lui semblait contraire à ses intérêts. Mais au souvenir des déboires passés, de sa capitale occupée par les troupes étrangères, il comprit l'intérêt d'un accord avec la Russie, mieux valait s'entendre avec cette puissance que s'y opposer ouvertement. C'est pourquoi, en dépit de ses réserves, il entra en négociations avec la Russie, négociations qui, disait Catherine, devaient se dérouler entre égaux ; et avoir la paix pour but, renchérissait Panine. Un traité d'alliance défensive fut signé par Panine et le comte Solms le 31 mars 1763. Panine y avait fait ajouter une clause secrète qui laissait la Russie libre d'agir en Pologne. Le traité avec la Prusse sera suivi par deux traités de même type signés avec le Danemark en 1766 et avec la Pologne en 1767.

À Versailles, on observait ces démarches avec perplexité en espérant surtout que l'alliance russo-prussienne, qui avait lancé tout le système, rencontrerait vite des obstacles, qui la discréditeraient. Le duc de Choiseul-Praslin écrivait secrètement à Bérenger : « L'alliance entre le roi de Prusse et l'impératrice de Russie est contraire à la nature et fondée avant tout sur des exigences momentanées plutôt que sur un système réfléchi. Les affaires de Pologne peuvent conduire à l'effondrement de cette alliance. » Le ministre français qui misait sur la Pologne pour ruiner une alliance peu conforme aux vues françaises n'avait pas perçu que c'est précisément l'intérêt commun de Catherine et de Frédéric II pour la Pologne qui allait souder leur alliance.

La Pologne intéressait Catherine au premier chef et mobilisait l'attention de l'Europe, qui attendait, retenant son souffle, que s'ouvre, une fois encore, la succession au trône. L'événement survint le 30 octobre 1763 – et comme toujours cette succession suscita la concurrence russo-française.

Dès que la nouvelle lui parvint, Catherine convoqua la *Conférence* pour débattre du problème et désigner le candidat qui convenait à la Russie.

En France, l'agitation ne fut pas moindre, même si le débat était déjà tenu pour tranché. En 1757 du vivant d'Élisabeth, les trois pays encore alliés de guerre, France-Autriche-Russie, débattant de leur choix après la mort d'Auguste III dont la santé défaillante suggérait la nécessité de prévoir la suite, s'accordèrent à désigner son fils aîné, Christian-Frédéric. Au vrai, cette unanimité prêtait au doute. L'Autriche avait pesé en faveur de ce candidat, mais la France lui préférait un autre fils du roi, le prince Xavier, général de l'armée française. Quant aux Polonais, dont l'opinion n'intéressait guère les puissances, leur sympathie allait en 1763 au troisième fils du roi, Charles, prince de Courlande. Peu auparavant, il avait été chassé de son petit trône par Catherine II, où elle avait envoyé Biron, qu'elle avait rappelé d'exil pour établir ainsi son autorité sur la Courlande. Les Polonais avaient dénoncé un abus de pouvoir, la France refusa de reconnaître Biron comme prince de Courlande, mais on était dans l'attente de la mort d'Auguste III et rien ne bougea. Lorsque la succession serait ouverte, Catherine comptait étendre l'autorité acquise en Courlande à la Pologne. Au début de son règne, elle s'était interrogée sur le candidat qui conviendrait à la Russie en Pologne, elle en avait débattu avec ses conseillers. Bestoujev, présent dans ces conciliabules, avait rappelé qu'en 1757 les trois pays alliés s'étaient accordés sur un candidat. Mais Catherine objecta qu'il fallait à la Pologne un souverain polonais, thèse propre à séduire les Polonais qui verraient ainsi en elle l'avocat le plus sûr de leur cause. Elle hésitait entre deux candidats d'égal mérite à ses yeux. L'un était Poniatowski, qui avait été son amant, qu'elle avait longtemps tenté de garder en Russie puis de l'y faire revenir. L'autre candidat était le prince Adam Czartoryski. Tous deux étaient populaires en Pologne, Catherine les croyait disposés à défendre les intérêts de la Russie. Son choix se porta finalement sur Poniatowski. En souvenir de la liaison passée, voire pour une raison politique qu'elle expliqua ainsi : « C'est lui qui a le moins de chances d'être élu. Il le sera par la volonté russe, il nous sera donc redevable de sa couronne et il devra donc plus que tout autre nous être fidèle. »

Le comte Keyserling, qui représentait alors la Russie en Pologne, fut chargé de défendre par *tous* les moyens (militaires surtout) la candidature de Poniatowski. Catherine II croyait aussi que la France ne pourrait s'opposer à elle en Pologne, tant elle était épuisée militairement et financièrement par la guerre. Son soutien à un candidat serait donc limité à la distribution – modérée – de subventions au parti profrançais et à un discours vantant les mérites de ce candidat. Près d'un an avant l'élection, le duc de Choiseul avait assuré Golitsyne de la volonté du roi de voir préservée l'intégrité du royaume polonais, et de son intention de ne pas intervenir dans les affaires du pays. Panine en avait conclu qu'il fallait ménager la France, du moins en paroles. Pour rassurer Louis XV, Catherine chargea donc son ministre de lui dire qu'elle serait attentive au maintien de l'intégrité polonaise. Ce qui ne rassura pas le roi, toujours inquiet d'un démembrement de la Pologne. Ayant prodigué au roi ces bonnes paroles, l'impératrice multiplia les mesures propres à assurer son succès ou plutôt celui de son candidat. Elle fit entrer de nouvelles troupes en Pologne au prétexte d'assurer le calme durant le scrutin, fit appel à la religion en demandant pour les orthodoxes des droits civiques qu'ils n'avaient plus. Elle affirma aussi son soutien à une réforme défendue par Poniatowski et souhaitée par un grand nombre de Polonais, la suppression du *liberum veto* qui paralysait le système politique du pays.

La Diète vota le 6 septembre 1764, la paix civile semblait assurée et la légalité respectée. Les troupes russes avaient été éloignées de la capitale. Les adversaires du Parti russe étaient silencieux, les uns parce qu'ils avaient été arrêtés, les autres parce qu'on les empêcha de se rendre à la Diète. Mais tout cela fut fait habilement de sorte que le scrutin sembla se dérouler dans des conditions normales. Et le fait est qu'il était semblable à ceux qui s'étaient passés auparavant dans la mesure où nombre de rois de Pologne avaient été installés sur le trône par la volonté de souverains étrangers. Stanislas Leszczynski par Charles XII, Auguste II par Pierre le Grand qui l'y avait d'abord porté puis après son éviction réinstallé, Auguste III par l'impératrice Anne. Catherine avait souhaité intervenir plus discrètement que ses prédécesseurs, mais sitôt l'élection acquise, elle adressa ce message à Panine : « Je me félicite, Nikita Ivanovitch, pour le roi que vous avez fait. Cette affaire augmente la confiance que je vous porte. »

L'élection de Poniatowski suscita les réserves attendues en France, mais aussi en Autriche et en Prusse. À la veille de l'élection, Louis XV avait rappelé son ambassadeur à Varsovie, le marquis de Paulmy, insistant sur le fait que la présence de troupes russes sur le territoire polonais ne permettait pas de considérer que ce pays était indépendant. Au lendemain de l'élection, la Prusse s'était associée à la Russie pour saluer le nouveau souverain, alors que la France et la Turquie tardèrent à le faire, marquant ainsi leur mécontentement que Catherine avait anticipé. Louis XV ne voulait pas abandonner la Pologne à la Russie, et il se refusait à reconnaître une élection si contestable. L'ambassadeur français fut rappelé de Pologne et laissa place à un représentant de rang inférieur. Le retour à une relation diplomatique normale n'aura lieu qu'en avril 1766 où un ambassadeur de plein exercice présentera ses lettres de créances au souverain choisi par la Russie.

Aussitôt que Stanislas-Auguste fut élu roi de Pologne, la Russie fit la démonstration qu'elle tenait ce pays pour son terrain d'action. Stanislas-Auguste voulait conforter son pouvoir en supprimant le *liberum veto*[1] si funeste au fonctionnement de l'État. Sachant que cette décision devait être en accord avec la volonté de son protecteur russe, il adressa à Catherine II un émissaire, le comte Rjevski, chargé d'obtenir son agrément à ce qui était un changement constitutionnel de taille. Catherine II et Panine étaient enclins à soutenir ce projet qui renforçait la Pologne parce que ce pays, contrairement à sa position antirusse traditionnelle, était devenu un allié de la Russie et pouvait lui être un utile soutien en cas de conflit avec la Prusse. Mais ce projet se heurta à l'opposition de Frédéric II, justement parce qu'il comprit combien une Pologne plus stable politiquement et liée à la Russie serait contraire à son intérêt. Soucieuse de ne pas provoquer la Prusse, Catherine II déclara que l'ordre politique traditionnel – le *liberum veto* – devait être préservé. Un autre problème surgit, celui dit des *dissidents* qui ne jouissaient pas de tous les droits des Polonais catholiques, notamment de l'accès à diverses fonctions politiques et administratives. Lors de la Diète du couronnement, le 23 novembre 1764, l'ambassadeur russe à Varsovie, Repnine, neveu de Panine, avait demandé au nom des monarques russe et prussien que

le statut civique des orthodoxes et des protestants soit aligné sur celui des Polonais catholiques. L'impératrice se fit en Pologne l'avocate de la tolérance religieuse au nom des principes des Lumières auxquels elle était attachée. Mais la crise éclata entre les dissidents – qui avaient formé une *corporation* soutenue par la Russie – et les catholiques. Le conflit s'étendit car les rois d'Angleterre, de Suède et du Danemark (le système du Nord, de Panine) se portèrent au secours des dissidents. Poniatowski était déchiré. Par conviction personnelle, il était plutôt favorable aux exigences des dissidents, mais il se heurta au pape Clément VII, qui publia un bref pour soutenir le Parti catholique et le nonce apostolique fut un fervent porte-parole de ce soutien pontifical. Que pouvait Poniatowski, sinon appeler les deux camps à la raison ? Ce qui n'eut aucun effet. Tandis que la Diète siégeait, Catherine fit masser des troupes russes à la frontière et elle ordonna des mesures brutales. L'ambassadeur fit enlever les évêques de Cracovie et de Kiev, chefs de file du Parti catholique, et les expédia en Sibérie avec deux autres membres de la Diète. Celle-ci dut s'incliner, déclarer que si la religion catholique était bien celle de l'État et du roi, les dissidents se verraient reconnaître tous les droits, sauf celui de prétendre à la couronne.

Le traité signé le 13 février 1768 par la Pologne et la Russie stipulait qu'aucun changement constitutionnel ne pourrait avoir lieu sans avoir reçu l'agrément russe. La Russie devenait ainsi la garante des institutions polonaises et par là même de l'avenir du pays. La Pologne entrait ainsi dans le système du Nord de Panine. Tout en mettant sur pied ce système, la Russie avait dans ce processus ménagé la Prusse, en prolongeant, dans une nouvelle convention signée en avril 1767, l'accord de 1764. La Prusse s'y engageait à soutenir la Russie militairement dans le cas où l'Autriche interviendrait dans les affaires polonaises. En retour, la Russie, promettait une aide militaire à la Prusse dans le cas d'un nouveau conflit avec l'Autriche. La France assista passivement à cette mainmise russo-prussienne sur la Pologne, attendant une occasion de reprendre sa place dans un pays qui avait de longue date joué un rôle important dans son système défensif.

Les succès remportés par Catherine II en Pologne apportaient un cinglant démenti aux espoirs que la France avait nourris à son sujet au début de son règne – à peine deux ans plus tôt. La France avait d'abord misé sur son statut incertain, précaire. Bérenger développait alors dans ses dépêches l'idée que l'impératrice « usurpatrice et étrangère » ne pourrait se maintenir longtemps sur le trône. Il suggéra aussi qu'un coup d'État en faveur d'Ivan VI pourrait être encouragé. Il proposait même que « l'impératrice, consciente de son illégitimité, épouse Ivan VI et partage le trône avec lui, ce qui lui serait acceptable car, compte tenu de l'état mental d'Ivan, elle serait finalement seule à régner ». Il est vrai que des rumeurs de complots destinés à libérer le détenu de Schlüsselburg circulaient, que des officiers accusés de préparer son enlèvement furent arrêtés, que tout s'acheva par la tragédie du 5 juillet 1764 où un officier tenta de libérer le malheureux prince, qui trouva la mort dans cette équipée. Il fut tué par ses geôliers qui, depuis Pierre III, avaient reçu pour instruction de le supprimer si une telle opération avait lieu. Ils le firent sans hésiter, débarrassant Catherine d'une menace qui avait aussi pesé sur Élisabeth. Il est vrai que Catherine avait cherché à écarter ce péril en proposant à Ivan VI d'entrer dans un couvent – comme on le faisait pour les épouses encombrantes –, Ivan VI avait préféré rester à Schlüsselburg, il y laissa la vie. Même si Catherine II n'en était pas responsable, la fin tragique d'Ivan VI ajouta à sa déplorable réputation, des pamphlets circulèrent qui l'accusaient de double régicide, et Bérenger s'en fit avec plaisir l'écho. Mais rien n'ébranla en réalité son pouvoir.

Le roi et son ministre décidèrent d'affaiblir la position de Poniatowski, ils cherchèrent des alliés en Russie, et ils s'arrêtèrent un moment sur l'idée d'utiliser son favori. Celui-ci, Grégoire Orlov, qui l'avait portée sur le trône avec ses frères, jouissait d'une autorité grandissante et luttait pour s'imposer comme époux. Bérenger avait informé son ministre qu'Orlov s'efforçait de saper la position de Poniatowski auprès de l'impératrice – l'ancien favori était devenu son représentant en Pologne – mais de ce constat, nul ne sut en définitive quelle conclusion tirer. Et pour cette raison, jusqu'en 1768, Versailles hésitait sur les moyens d'ébranler la puissance russe en Pologne, quand la confédération de Bar sembla enfin ouvrir des perspectives. En 1768, la mise sous tutelle de la Pologne par la Russie, les droits accordés aux dissidents soulevèrent la fureur des Polonais catholiques et la levée des confédérations. Le phénomène était assez classique en Pologne. Lorsque la Diète était empêchée d'agir, des confédérations se formaient, rassemblant tous ceux qui partageaient une même conviction. Leur force résidait dans le fait que, contrairement à la Diète, elles n'étaient pas soumises à la règle du *liberum veto* et elles usaient de la force. C'est ce qui advint en 1768 lorsque se réunit la confédération de Bar, qui jugea le roi trop indécis et décida de s'en défaire. Ce n'est pas un hasard si Bar, situé en Podolie, fut le centre du mouvement. Bar se trouvait à proximité de la frontière turque et les confédérés, conscients de leur faiblesse face à la Russie, voulurent trouver un soutien auprès de la Turquie et plus encore de la France. Ils avaient imaginé un temps que l'Autriche pourrait les appuyer, mais Marie-Thérèse poursuivait alors deux buts, ménager la Russie et préserver ses propres chances d'intervention dans les affaires polonaises, qu'elle espérait mettre en œuvre dans un avenir proche.

Les confédérés prétendaient maintenir les privilèges des catholiques et le *liberum veto*, ce qui plaçait la France des Lumières dans une position difficile. Voltaire ne disait-il pas qu'il fallait soutenir le roi Stanislas-Auguste qui voulait réformer son pays contre les confédérés ? Mais Louis XV fut indifférent à son propos. Sa priorité était d'affaiblir la Russie. La France ne pouvait intervenir militairement dans le conflit – le prix de la guerre de Sept Ans était trop lourd – mais le Roi Très Chrétien imagina de recourir à la Turquie, dernier allié de la barrière orientale encore disponible. Durant deux ans, la France va s'employer à pousser Constantinople à attaquer la Russie, et en attendant, à aider les confédérés à affaiblir le roi, voire à s'en débarrasser, car otage de la politique russe, Stanislas-Auguste servait les intérêts de la Russie. On imagina à Versailles des solutions pour le remplacer : le prince de Condé ? Mais il ne voulut rien entendre. Le prince de Saxe ? Propositions dénuées d'intérêt dans la mesure où le trône de Varsovie était occupé. On accorda des subsides aux confédérés, on leur envoya Dumouriez accompagné de quelques officiers. Dumouriez rapportera dans ses Mémoires qu'il avait trouvé les troupes des confédérés en état d'anarchie, divisées en faction rivales à l'image de la politique polonaise. La solution vint de Russie. Souvorov intervint en 1770, il brisa la confédération et mit ainsi fin aux querelles polonaises. Mais au même moment la Russie se trouva confrontée à un autre problème, la guerre avec la Turquie que la France avait contribué à encourager et elle dut se détourner de la Pologne. Deux ans plus tard, elle y reviendra.

La guerre russo-turque avait en effet éclaté. Le comte de Vergennes s'était fort dépensé pour convaincre les Ottomans d'arrêter la Russie dans sa montée en puissance. Cette propagande porta ses fruits. Le 6 octobre 1768, le représentant de Catherine II à Constantinople, Alexis Obreskov, était convoqué au Sérail, officiellement pour un entretien avec le grand vizir. Aussitôt arrivé, il sera arrêté et jeté dans la prison des Sept-Tours, où il restera trois ans. À cet incident qui valait déjà déclaration de guerre, s'ajoutèrent des affrontements entre Russes et Tatars, résultant de l'entrée dans le khanat de Crimée des troupes russes qui y pourchassaient les forces confédérées. Le sultan, convaincu que les Russes occupés en Pologne ne pourraient lui résister, exigea, invoquant le traité du Prut signé entre Pierre le Grand et la Porte, que la Russie mette fin immédiatement à ses opérations militaires. En dépit de la difficulté à ouvrir un second front, la Russie ne put éviter la guerre décidée par Constantinople. Au départ, les armées russes semblent être en état d'infériorité – numérique surtout – face aux Turcs. Mais la qualité des combattants et du commandement russe va leur assurer des victoires en Moldavie et Valachie, provinces orthodoxes que la Russie arrache en 1769 à la sujétion islamique, puis face aux Tatars de Crimée vaincus en 1770 à Bender par les troupes du général Panine, frère du ministre. Et surtout, la Russie que nul n'imaginait puissance maritime, va, à la surprise générale, vaincre les forces du sultan dans la mer Noire. Alexis Orlov, frère du favori, nullement connu pour ses compétences dans le domaine de la guerre navale, avait reçu de Catherine le commandement de la flotte stationnée en mer Baltique. En route vers la mer Noire, il souleva les populations grecques qui virent à l'apparition de la flotte russe – solidarité des orthodoxes ! – la possibilité de s'émanciper des Turcs. Puis, poursuivant la flotte ottomane, Orlov la battit à Chio et la coula dans la baie de Tchesmé, le 6 juillet 1770. Sans doute Orlov n'a-t-il pas réussi à forcer les Détroits, mais Azov, la Crimée, les bords de la mer Noire, la Valachie, la Moldavie sont aux mains des Russes. Pierre le Grand est vengé par Catherine II qui n'a pas usurpé le titre hautement revendiqué de

continuatrice du grand empereur. Le bilan de Catherine II est brillant. La Russie, jusqu'alors reconnue comme puissance continentale, s'est hissée à Tchesmé au rang de puissance navale. Encore un rêve de Pierre le Grand réalisé ! Catherine II, son héritière véritable, a fait entrer la Russie dans le groupe des puissances globales comme la France ou l'Angleterre, ce que justement la politique française avait toujours contesté et voulu prévenir. Et les succès d'Orlov ouvrent à son pays une perspective que la France et la Porte n'ont jamais voulu envisager : l'accès à la Méditerranée. Le fils de Catherine II, Paul Ier, poursuivra son rêve et tentera de tirer parti des positions qu'elle avait acquises en mer Noire pour s'attaquer à Malte et aux îles Ioniennes en 1798-1799. La Russie a aussi réussi à affaiblir durablement l'ennemi sur qui la France comptait encore pour freiner ses ambitions. La Porte a perdu sa flotte, son prestige et voit les Grecs se lever contre elle, sans oublier la Crimée qui va bientôt lui échapper.

La Crimée était un autre champ de manœuvre où la France pouvait gêner la Russie. En 1767, la France y avait envoyé le baron de Tott comme « consul extraordinaire » avec mission d'empêcher la Russie d'utiliser la péninsule dans le conflit polonais. L'arrivée d'un Français en Crimée, même dans une fonction quelque peu imprécise, alarma Panine. La Crimée, contiguë à la Russie, soumise à la Porte pouvait être le champ d'une redoutable manœuvre contre la Russie. Chahin Giraj, un Tatar gouverneur des Nogaïs, essaya de soulever contre la Russie les Cosaques Zaporogues installés sur le Dniepr inférieur. Les Cosaques, d'esprit indépendant, tendaient volontiers à défier les autorités russes. Catherine II et Panine étaient en désaccord sur le statut à donner à la Crimée, c'est-à-dire sur ce qui serait le plus favorable à la Russie. Fallait-il réunir les deux peuples qui y vivaient, Nogaïs et Tatars, en un seul État ? Ou en avoir deux ? L'impératrice penchait pour la seconde solution. Mais les victoires militaires russes en Crimée et la crainte de voir les peuples de Crimée se rapprocher de la Porte la conduisirent à accepter l'idée d'un État de Crimée, indépendant, lié à la Russie et dont les peuples lui seraient redevables d'un statut si favorable. Après des hésitations, des reculs, le traité de Karasubazar, signé le 1er novembre 1772 entre la Russie et tous les chefs de clans, donnait naissance à une Crimée indépendante liée à la Russie par « une amitié et une alliance éternelles ». La Porte connaissait là une nouvelle défaite, même si par la suite elle trouvera des voies – celles de la religion qui leur était commune et l'accueil d'exilés tatars en Turquie – pour retrouver une certaine influence en Crimée.

Les victoires militaires, navales surtout, et politiques de la Russie avaient effrayé les autres puissances. La France se trouve alors dans une période de transition – Choiseul avait été remercié par Louis XV en décembre 1770. Auparavant, il avait envoyé à Pétersbourg un nouveau représentant, Honoré-Auguste Sabatier de Cabre, qui y resta trois ans. Les instructions qui lui avaient été remises témoignaient d'une volonté inchangée de s'opposer en toutes circonstances à un changement d'attitude à l'égard de la Russie, donc à toute détente dans les relations des deux pays. Les efforts accomplis au même moment par la diplomatie française en Turquie afin de pousser ce pays à la guerre comme l'activité du baron de Tott en Crimée l'attestaient. La mission de Tott n'étant pas seulement représentative, il servit de conseiller militaire aux Turcs dans les Dardanelles et reçut en renfort pour l'aider des experts militaires français. Choiseul, pour sa part, continuait à dire au roi que la position de l'impératrice était fragile, que le peuple était exaspéré par une situation matérielle difficile, et qu'un coup d'État était plausible. La chute de Choiseul, remplacé d'abord par La Vrillière puis par le duc d'Aiguillon, ne modifia guère ces dispositions antirusses, tout au contraire, c'est la volonté d'aider plus efficacement les confédérés qui se manifesta. Mais pour Catherine II, la disparition de Choiseul fut un soulagement. Il était à ses yeux un adversaire irréductible. Elle conclut de son éviction que la France était probablement moins assurée de la politique à suivre et des intérêts à privilégier. Les désastres subis par la Turquie qui privaient la France d'un précieux allié contribuèrent à la convaincre que la France était moins en mesure de s'opposer à ses desseins qu'auparavant. Or le grand dessein qui s'esquisse alors, et ce n'était pas seulement celui de Catherine II, va être de priver définitivement la France d'un autre allié, la Pologne, en la démembrant en partie.

On a très souvent attribué à l'impératrice de Russie la responsabilité du partage polonais. Mais le travail d'historiens scrupuleux, tel le Polonais Walizewski, a rectifié cette accusation, surtout française. C'est à l'Autriche qu'il en attribue l'initiative et peut-être serait-il plus juste d'écrire : à l'Autriche et à la Prusse. Frédéric II avait adressé à Catherine dès 1768 un projet de partage de la Pologne préparé par le comte Lynar. L'impératrice russe n'y était guère favorable alors, car la Russie domine en Pologne, c'est elle qui a mis le roi sur le trône. Ce que lui propose Frédéric II, Catherine le comprend, c'est de partager son autorité sur la Pologne. En même temps, le roi de Prusse entretient de ce sujet Joseph II qui exerce alors le pouvoir avec sa mère et qui est impatient de jouer un rôle personnel. La politique extérieure lui semble un excellent terrain pour s'imposer, et le futur empereur prête l'oreille avec complaisance aux propos du souverain prussien. Même si Marie-Thérèse est réticente à l'idée du partage, l'Autriche profite des difficultés internes de la Pologne pour s'y avancer. Elle occupe et annexe successivement les comtés de Zips, Nowy Targ et Nowy Sacz. Frédéric II plaide alors à Pétersbourg que, si la Russie ne consent pas au partage, les annexions autrichiennes vont se poursuivre et un conflit russo-autrichien en résultera. En juin 1771, Catherine en accepte l'idée et quelques mois plus tard Marie-Thérèse, après avoir cherché à donner un air décent à l'opération par une longue hésitation, s'y rallie. Le traité qui va partager la Pologne est signé à Saint-Pétersbourg le 25 juillet 1772. Frédéric II obtient la Prusse-Orientale dont il rêvait, à l'exception de Dantzig et de Thorn, soit 5 % du territoire et cinq cent quatre-vingt mille habitants. La Russie prend la Russie blanche jusqu'au Dniepr et à la Dvina, Polotsk, Vitebsk, la Livonie polonaise et la confirmation de son contrôle sur la Courlande. Ces territoires lui avaient d'ailleurs appartenu avant d'être conquis par la Lituanie. Son butin représente 12,7 % du territoire et un million trois cent mille habitants. Tandis que l'Autriche, en dépit des protestations modestes de Marie-Thérèse, se taillait la part du lion avec la Galicie, la Podolie occidentale en partie et le sud de la Petite Pologne, ce qui représentait 11,8 % du territoire et deux millions cent trente mille sujets. La Pologne y perd près du tiers de son territoire et tout autant de ses habitants.

Ce partage stupéfia l'Europe, mais les réactions furent prudentes, seule l'Espagne manifesta bruyamment sa réprobation. La France fit preuve de modération. Le roi de Pologne l'avait appelé à protester, à le soutenir, mais le départ de Choiseul avait déjà infléchi la politique française. Le comte de Broglie, jusqu'alors adversaire résolu de toute conciliation avec la Russie, avait réfléchi. Il plaida auprès du roi que l'intransigeance manifestée jusqu'alors envers Pétersbourg n'avait eu pour résultat que de favoriser les succès russes et d'isoler en définitive la France. Louis XV décida de suivre les conseils de modération prodigués par son ministre et envoya à Pétersbourg François-Michel Durand de Distroff avec mission de dédramatiser les relations entre les deux pays. Certes, l'envoyé du roi déplora l'affaire polonaise, suggérant à Catherine qu'elle avait surtout été profitable à Frédéric II. Et pour se concilier Catherine, il lui annonça que le roi souscrivait enfin à son désir de voir reconnaître son titre impérial. Vieille querelle qui, depuis le règne de Pierre le Grand, empoisonnait les relations franco-russes, et montrait à Pétersbourg le peu d'estime où le roi de France tenait ce pays. Quand Catherine était montée sur le trône, l'ambassadeur français lui avait fait valoir que la France serait prête à lui reconnaître ce titre en échange d'une *reversale*, l'assurance donnée par la Russie qu'elle ne chercherait pas à modifier l'ordre protocolaire régissant la hiérarchie des pays en Europe, hiérarchie dominée par la France, et où la place de la Russie était bien basse. Catherine ayant refusé la reversale qui cantonnait son pays dans un statut inférieur, la question restait pendante même si elle revendiquait hautement le titre impérial hérité de Pierre le Grand. En 1773, la position française est plus subtile, la France reconnaît à Catherine le titre impérial, mais seulement en latin. Catherine s'en accommoda. Sa position internationale, si forte après les victoires en Turquie et le partage de la Pologne, témoignait que la puissance russe était une réalité que les mesquineries protocolaires françaises ne pouvaient affecter. Du coup, les relations franco-russes connurent un certain réchauffement.

L'envoyé français Durand de Distroff en tira profit pour régler une affaire mineure qui empoisonnait aussi les relations des deux pays. Une vingtaine d'officiers français qui étaient allés se battre aux côtés des confédérés avaient été faits prisonniers par les Russes. Durand demanda leur libération, ses efforts furent relayés par d'Alembert, soucieux d'aider ses compatriotes, et sa voix respectée par l'impératrice contribua certainement à la convaincre d'accomplir ce geste qui renforça la position de l'envoyé français à Pétersbourg.

Ce léger succès français ne peut dissimuler que dans l'affaire polonaise la France avait été incapable de jouer un rôle, même mineur, c'est bien là le constat que fit le comte de Broglie. Mais absente de Pologne, la France ne se résignait pas à être exclue des événements qui modifiaient le contexte politique européen, et elle espéra que le conflit russo-turc, qui se poursuivait en dépit du règlement de Crimée, lui en fournirait l'occasion. La Turquie était à bout de souffle, et la France, qui avait poussé ce vieil allié à s'engager dans le conflit, considéra qu'elle pouvait lui offrir une aide utile sur le plan diplomatique. Pour la Russie, deux exigences s'imposent, garder à la Crimée le statut d'indépendance qu'elle lui a concédé au sortir de la guerre et s'assurer la liberté de commercer en mer Noire. Des négociations de paix s'engagent à Fokchany en Moldavie, puis après leur échec – la Crimée est le point d'achoppement – elles se poursuivirent à Budapest. Deux ans de discussions stériles, qui n'empêchent pas la reprise des combats dans les Balkans. Louis XV va en profiter pour offrir sa médiation. Il y est d'autant plus enclin que dès 1773 il sait que Catherine est en proie à de très graves problèmes intérieurs. Pougatchev, un chef cosaque, a soulevé la steppe, proclamant qu'il est le vrai Pierre III, époux de Catherine, supposé tué dans une rixe d'ivrognes en 1762. Pougatchev déclare : « Je suis Pierre III, c'est un simple soldat qui a été tué à ma place, j'ai voyagé en Pologne, en Égypte, à Constantinople. » Le propos court dans toute la steppe, soulève le monde cosaque, mais aussi les peuples non russes de la steppe. Le *vrai tsar* réclamant son trône à l'usurpateur n'est pas une nouveauté en Russie. Ce mythe a alimenté l'histoire russe depuis le *temps des troubles* avec la succession des faux Dimitri, et il rencontre un grand succès dans la steppe où les Cosaques forment une société particulière, revendiquant son indépendance face à l'État et toujours prête au soulèvement. Pougatchev a d'emblée organisé une cour, un système de pouvoir et s'apprête à marcher sur la capitale. Durand de Distroff, qui rapporte ces événements à son ministre, n'a guère de mal à expliquer qu'ils peuvent menacer l'impératrice, toujours marquée du sceau de l'usurpation. Pour rétablir l'ordre dans la steppe, interdire à Pougatchev de marcher avec ses troupes sur la capitale – un projet réel –, il fallait des moyens militaires très importants qui étaient en ce temps bloqués sur le front turc.

La situation de Catherine fut d'ailleurs encore plus compromise par une nouvelle crise qui satisfait la France puisqu'elle affaiblit la Russie : la crise suédoise provoquée par Gustave III. Le jeune souverain est proche de la France. Il l'a visitée, il a été reçu par le roi, il est salué par les Encyclopédistes, convié dans tous les salons, et il va s'entendre avec Louis XV pour limiter la place de la Russie en Europe. Catherine II dira de Gustave III : « Il est français des pieds à la tête. » La définition est juste. Il tient la Russie pour son ennemi héréditaire et il est pour le système du Nord un adversaire de poids. Lors de son périple français, il a signé en 1771 un accord secret avec Louis XV, par lequel il s'engage à évincer la Russie de Suède – une aide financière substantielle lui est promise à cette fin – et il prépare une réforme constitutionnelle qui dénonce la Constitution de 1720 dont la Russie est garante. Pierre le Grand avait fait inclure cette garantie dans le traité russo-suédois de 1721. Cette réforme fut préparée en secret, en accord avec la France. Elle avait le mérite d'assurer un pouvoir stable au souverain, mais elle était avant tout un défi lancé à la Russie. Gustave III, constatant combien la situation de Catherine II en 1772 était critique – en Pologne avec le démembrement et en Turquie avec la guerre –, en avait conclu qu'il lui serait difficile, voire impossible, d'intervenir dans le même temps en Suède. Il accomplit donc sa révolution constitutionnelle en août 1772. Catherine II hésita à réagir, mais elle ne pouvait ouvrir, sans danger, un troisième front, et de surcroît elle pouvait craindre qu'une réaction de sa part ne provoque la conclusion d'une alliance turco-suédoise contre elle. Elle opta pour la prudence, se contentant d'envoyer des troupes en Finlande. Frédéric II, furieux de la modération russe, tempêta, menaça Gustave III, soutenu par le roi du Danemark, qui comme lui voulait pousser Catherine à réagir. Mais elle était décidée à ne pas bouger, prête en apparence à s'incliner devant le défi suédois. Louis XV avait laissé entendre que, dans le cas d'une intervention russe, la France ne pourrait assister passivement à l'agression d'un souverain soutenu par son peuple, qu'il devrait donc secourir. À cela s'ajoute que Catherine avait pour Gustave III des sentiments de sympathie dont témoigne leur correspondance échangée dans un français impeccable. Catherine décida donc d'accepter la révolution constitutionnelle de Gustave III, l'indépendance politique suédoise et la fin de l'influence russe dans ce pays. Pour la France, qui avait subi en Pologne et en Turquie des revers de taille, l'affaire suédoise était une victoire incontestable.

Fort de ce succès, Louis XV s'obstina à se proposer en médiateur en Turquie, ce que Catherine refusa. Elle y était encouragée par son envoyé à Versailles, Khotinski, qui écrivait : « On s'inquiète ici de la liberté de commerce en mer Noire. On craint que le commerce ne tombe dans nos mains. Il faut en conclure qu'on incitera par tous les moyens la Porte à le refuser à la Russie. »

Pour convaincre Catherine, si réticente, de recourir aux bons offices de la France, on chargea Diderot, qui séjournait alors en Russie où l'impératrice l'avait convié, de plaider pour la médiation française. Il lui dit que s'il n'était pas entendu par elle, il serait à son retour expédié à la Bastille. Courtoise, soucieuse de ménager son invité, Catherine l'écouta patiemment, mais elle repoussa ses offres. Elle était convaincue que la France ne pouvait être un médiateur utile en raison de sa partialité envers la Turquie, et, surtout, elle comptait sur un ultime effort militaire. La France offrit une dernière fois sa médiation en 1774, lorsqu'à la mort de Mustafa III son frère Abdul Hamid Ier monta sur le trône. Mais Catherine n'y prêta aucune attention. Ce qu'elle attendait, le succès définitif de ses armées, était en train de se réaliser. Les troupes commandées par le général Roumiantsev franchirent le Danube, assiégèrent le grand vizir dans son camp de Choumla, tandis que d'autres troupes avançaient à marches forcées dans les Balkans. Se voyant acculé, constatant surtout que la route de Constantinople s'ouvrait à la Russie, le sultan oublia ses protecteurs français et annonça à la Russie qu'il voulait traiter. La réponse russe fut que, sans perdre de temps en négociations superflues, le sultan devait signer le traité de paix aux conditions russes. La paix de Kutchuk-Kaïnardji fut conclue le 21 juillet 1774. Outre les acquisitions territoriales – Azov, Kertch, la Kabarda au Caucase, et la steppe entre le Boug et le Dniepr –, la Russie obtenait la liberté de navigation et de commerce dans la mer Noire et l'accès à la mer Égée par les Détroits. Ses négociants bénéficieraient des mêmes avantages que la France qui avait le statut de nation la plus favorisée. Et elle se voyait reconnaître la responsabilité de défendre la liberté religieuse des sujets chrétiens du sultan, c'est-à-dire qu'elle exercerait une sorte de protectorat sur les chrétiens.

Si, en Pologne, la France n'avait pu intervenir, elle avait joué un rôle dans le conflit russo-turc, la défaite de l'Empire ottoman était donc aussi la sienne. Mais ce constat est de peu d'importance car, à ce moment, se produit en France un grand changement, Louis XV meurt, et un nouveau souverain, Louis XVI, monte sur le trône. Il comprend d'emblée l'importance de la victoire russe et il en félicite l'impératrice.

Dès les premiers moments de ce règne, la Russie eut lieu de se réjouir. Les dépêches de l'ambassadeur russe Bariatinski avaient informé la souveraine que Louis XVI était critique de la politique de Choiseul. La nomination de Vergennes, rappelé de Stockholm, ne suscitait pas a priori l'enthousiasme à Pétersbourg, mais on constata vite qu'il était porteur d'une nouvelle conception politique, attestée par de nombreux signaux. Il s'agissait bien d'une réévaluation de la politique russe. Rencontrant l'ambassadeur russe, Vergennes lui dit : « La France souhaite établir des relations d'amitié et d'entente avec l'Impératrice. » Ce propos, Louis XVI lui-même le tint à Bariatinski lorsqu'il lui donna audience. À Pétersbourg, ces signaux étaient accueillis avec satisfaction et prudence. Des années d'hostilité française à l'égard de la Russie avaient habitué les Russes à désespérer d'un rapprochement entre les deux pays. Pour convaincre Pétersbourg de la nouvelle orientation, Vergennes y nomma un nouvel ambassadeur, le marquis de Juigné. Le choix de cet envoyé devait convaincre l'impératrice du désir sincère de rapprochement de Louis XVI avec son pays. Militaire de haut rang, grand seigneur, le marquis de Juigné appartenait à l'entourage royal et sa nomination témoignait d'un respect pour la Russie auquel elle n'était pas habituée. Par ailleurs, l'une des premières décisions de Vergennes était aussi de nature à prouver à la Russie ses intentions. Il refusa aux confédérés polonais les subsides qu'ils demandaient pour continuer à harceler les forces russes. Bariatinski en rendit compte aussitôt à Panine qui comprit l'importance d'un tel geste.

Louis XVI était féru de géographie et de politique. Ce souverain à qui l'on reconnaît rarement des qualités de réflexion et de compétence dans le

domaine géopolitique, avait compris que la politique conduite par la France à l'égard de la Russie se soldait par un double échec. En premier, la France avait cru pouvoir empêcher le développement de puissance d'un État qui disposait d'un immense territoire, d'une population et de ressources considérables mais à qui manquait l'accès à la mer. La politique russe avait donc eu pour but d'accéder aux mers, de se désenclaver et de s'imposer par sa puissance dans le concert européen, ce que la France lui avait contesté durablement. Une autre erreur aura été de fonder une politique sur la *barrière orientale*, conçue d'abord pour s'opposer aux Habsbourg, puis utilisée contre la Russie. Louis XV n'avait pas perçu que le poids respectif des puissances en Europe changeait, et que vouloir contenir le développement de la puissance russe en lui opposant la *barrière orientale* était une stratégie vouée à l'échec. La Pologne, pilier du *Secret du Roi*, n'était plus le puissant royaume de Pologne-Lituanie, qui dans un passé déjà lointain avait dominé une Russie peinant encore à assurer son unité et son indépendance. Conséquence de cette erreur d'analyse, la Russie sera devenue une composante de l'équilibre européen contre la volonté française, ce qui ne simplifia pas leurs relations. Et le prix payé à ces erreurs de jugement fut que dans les trois conflits récents la France aura été absente des règlements imposés à ses alliés, Polonais et Turcs. Seule la Suède fit exception à ces échecs.

Louis XVI découvrit très tôt le *Secret du Roi* et décida de mettre fin à cette double diplomatie, ce qui contribua aussi à améliorer les rapports avec la Russie. Dès lors un nouveau temps des relations franco-russes va s'ouvrir. La France, sous l'influence de son roi, accepte que la Russie soit une grande puissance, qu'elle ait ses propres intérêts, et une place égale à celle des autres États dans le concert européen. En dépit des crises et des difficultés qui ne manqueront pas de surgir, ce constat va modifier profondément les relations entre les deux pays.

En même temps qu'en France se dégage une conception nouvelle, un changement de même nature s'annonce en Russie. Panine avait dominé la politique étrangère russe depuis deux décennies, le traité de Kutchuk-Kaïnardji en 1774 avait consacré le triomphe de sa politique, mais elle parvenait à son terme, il était confronté à des rivaux, dont l'influence minait celle dont il jouissait. Orlov, qui lui avait toujours été hostile, lui reprochait le partage de la Pologne qu'il nommait un *crime*. Et Potemkine, le nouveau favori apparu l'année même du traité russo-turc, contestait ses orientations. Panine, en dépit des faiblesses du système du Nord, souhaitait que soit renforcée l'alliance avec l'Autriche. La guerre qui s'ouvre en 1777, à l'occasion de la succession de Bavière, va offrir à l'impératrice la possibilité de s'écarter du système Panine et de revoir ses alliances. Dans cette guerre, que l'on appellera, selon les pays, guerre des Pommes de terre (Prusse) ou des Prunes (Autriche), la Russie n'était pas partie prenante. Joseph II, qui domine alors la politique autrichienne, veut, l'occasion s'en présentant, s'emparer de la Bavière, et propose à son beau-frère Louis XVI un marché : à la France les possessions autrichiennes dans les Pays-Bas, à l'Autriche la Bavière, plus encore, il suggère un partage de l'Europe en zones d'influence dominées par les deux pays. Imprudent, Joseph II a sous-estimé la réaction prévisible de l'Angleterre, de la Prusse, voire de la Russie. Il oublie aussi que la France est alors engagée en Amérique et n'a ni le loisir, ni besoin de gagner des territoires en Europe. Vergennes le lui explique, ce qui n'empêche pas l'empereur, à la mort de l'électeur de Bavière, d'envoyer ses troupes sur son territoire. Frédéric II, toujours à l'affût d'une intervention, réagit sans hésiter et envahit la Bohême. Catherine II observe cette guerre où l'Autriche s'est engagée seule, sans y être vraiment préparée. Elle a toujours souhaité jouer les arbitres en Europe et n'avait pu réaliser ce rêve à la fin de la guerre de Sept Ans. En 1778, elle est en position de le faire. Les deux adversaires lui demandent son soutien, Joseph II en invoquant leurs intérêts communs en Orient, Frédéric II au nom de l'alliance russo-prussienne. Catherine II peut alors brandir son statut de fondatrice du principe de *neutralité armée* qu'elle a proclamé et qui retient l'attention de l'Europe. Catherine II ne prétend pas jouer seule le rôle de médiatrice, elle a préparé son projet en accord avec Versailles. Le plan de paix, qui avait servi de base de discussion, avait été élaboré à Versailles, porté par Catherine II, et aboutit à la paix de Teschen le 13 mai 1779. Catherine II a accepté sans hésiter le plan de paix dont l'auteur était Vergennes. Son accord est aisé à comprendre, il consacrait une nouvelle relation avec la France. Plus encore, il faisait de la Russie la cogarante de l'organisation de l'Europe née du traité de Westphalie, qui avait jusqu'alors confié aux Bourbons le rôle d'arbitre. C'était pour Catherine II, pour la Russie, un succès diplomatique âprement recherché depuis des décennies. Jusqu'alors la Russie, malgré quelques percées, était restée aux marges de la politique européenne. Pour y jouer un rôle, elle avait dû se reposer sur un allié, la Prusse le plus souvent. À partir du traité de Teschen, son droit à se mêler des affaires européennes est consigné par traité.

La Prusse perd de l'importance dans la politique russe – Panine s'efface – et la France y apparaît de manière nouvelle. Jusqu'alors la Russie quêtait son accord à ses démarches et la France ne le donnait que si la Russie lui était nécessaire, elle ne l'avait jamais traitée en acteur de plein droit de l'équilibre européen. Avec la paix de Teschen, ce statut inégal prend fin. La Russie sait qu'elle pourra désormais agir pour son propre compte et non plus comme partenaire second d'une puissance. La France, par la voix de Vergennes, en se félicitant du traité et de la connivence franco-russe, reconnaît ce nouveau statut de la Russie. Mais Joseph II est aussi contraint de reconnaitre la situation nouvelle de la Russie sur le continent, et il en conclut à la nécessité d'une alliance avec elle. Catherine II, pour sa part, salua le statut qui était attribué pour la première fois à son pays en se nommant « médiatrice ». Une nouvelle politique russe se dessine. Panine, qui mourra en 1783, est poussé à l'arrière-plan, tandis que s'avance celui qui va occuper la première place (avec Potemkine, on y reviendra), Alexandre Bezborodko. Il est le collaborateur favori de Catherine, qui le comblera de bienfaits et lui accordera d'autant plus sa confiance qu'elle le sait intègre. Les pots-de-vin, si largement distribués par les États, ne le tentent pas, mais il est vrai que grâce à la générosité de l'impératrice, sa fortune est considérable. Surtout, le moment est venu de faire place dans ce récit à Potemkine, avec qui l'impératrice a élaboré le *projet grec*.

Depuis Ivan III, les souverains russes rêvaient de reconquérir Constantinople. La *Russie, troisième Rome* était la traduction de ce rêve confus qui, avec Catherine II, va se préciser et qu'encouragent ses conquêtes en mer Noire. Grimm appellera Catherine l'Impératrice des Grecs, Joseph II l'y pousse. Ce projet a une conséquence, il doit évincer d'Europe l'Empire ottoman. Si Joseph II y est favorable, comptant élargir son Empire au détriment de la Porte dépecée, Potemkine sait qu'il faut à la Russie d'autres soutiens, ou du moins la neutralité d'États que cette ambition allait inquiéter. L'Angleterre fut la première cible des efforts russes, dans la mesure où l'on craignait à Pétersbourg un réveil de la vieille alliance franco-turque devant la menace pesant sur l'Empire ottoman. L'ambassadeur de Russie à Londres, le comte Vorontsoff, neveu de l'ancien chancelier, fut l'avocat du projet en Angleterre. Il y plaida que les intérêts russo-anglais se complétaient. Il mit Pétersbourg en garde : pour séduire Londres, il fallait renoncer à la *neutralité armée* que l'Angleterre voyait comme un coup porté à ses intérêts sur les mers. S'adressant à la France, Bezborodko tenta de lui faire accepter l'idée d'une quadruple alliance Russie-France-Autriche-Espagne propre à instaurer, assurait-il, un ordre européen profitable à chacun des États signataires. Louis XVI, qui avait pourtant souhaité peu auparavant le rapprochement avec la Russie, fut plus que réticent. Il ne croyait pas nécessaire de chasser les Ottomans d'Europe et il craignait que le *projet grec* pousse la Russie vers la Méditerranée. Loin donc d'approuver le projet, il décida d'envoyer des officiers et des ingénieurs militaires en Turquie pour renforcer son armée et ses moyens de défense. Louis XVI fut d'autant plus réticent que son ambassadeur, le marquis de Vérac, ne cessait de lui démontrer la « stupidité du projet grec » et surtout une conséquence immédiate de ce projet : l'annexion de la Crimée. Elle va se produire en effet, provoquée en partie par la rébellion religieuse que doit affronter le protégé de la Russie, Shahin Khan, et plus profondément par la volonté de Catherine d'assurer la sécurité du territoire russe contigu, que menace l'instabilité régnant en Crimée. Il faut « rationnaliser les frontières » plaidait Potemkine dans son mémorandum de l'hiver 1782, et, pour justifier sa position, il invoque le précédent de l'annexion de la Corse par la France ou de la Bucovine par Vienne. Potemkine plaide aussi que Catherine a un devoir chrétien : conquérir les terres qui furent à l'origine de la christianisation de la Russie en 987 (Chersonèse devenu Kherson) est pour elle « un devoir chrétien ». Si Louis XVI reste indifférent à ce « devoir chrétien », Catherine s'en prévaut et décide d'annexer la Crimée, dont elle avait peu de temps auparavant souhaité préserver l'indépendance. Mais il fallait pour le faire s'assurer de l'accord ou de la neutralité des puissances européennes. La France est encore occupée en Amérique, même si la paix est proche. La conclusion qu'en tire Catherine II est qu'elle dispose d'un temps réduit pour agir.

Louis XVI, craignant qu'une opération militaire manquée par la Turquie accroisse la présence russe en mer Noire – les leçons du passé récent ne peuvent être négligées –, prêche la prudence à la Porte. Son ambassadeur à Constantinople, le marquis de Saint-Priest, y fait savoir que le roi recommande d'éviter une rupture entre la Russie et la Porte. Le 8 avril 1783, Catherine II promulgue un *manifeste* annonçant l'annexion de la Crimée. La population tatare est conviée à prêter serment à l'impératrice, ceux qui s'y refusent sont autorisés à s'exiler en Turquie. L'annexion fut pacifique, l'armée russe étant déjà sur place. En France, le prince Bariatinski ayant informé Vergennes que cette annexion ne changeait rien aux relations russo-turques et l'ayant assuré pour apaiser son inquiétude que la Russie entendait maintenir de bonnes relations avec la Porte, Louis XVI s'en contenta et, dans un message, assura Catherine II que la France souhaitait maintenir la paix. Elle l'assura en retour nourrir la même volonté.

Au-delà des propos conciliants, le regret et l'amertume prévalaient à Versailles. La France assistait à un nouveau progrès de la puissance russe en mer Noire et s'inquiétait des effets qu'aurait ce progrès sur son commerce au Levant. Elle déplorait aussi l'éviction de la Turquie d'Europe et se refusait à imaginer une Europe sans elle. La Turquie était pour la France une alliée d'autant plus précieuse qu'elle était affaiblie, dépendante du soutien français, donc soumise à ses intérêts. Un nouveau pan de la politique traditionnelle de la France disparaissait. Le roi ressentit aussi de l'amertume ou du dépit au vu de la manière dont l'annexion s'était passée. Catherine avait clamé si fort sa volonté de préserver l'indépendance de la Crimée qu'on l'avait crue. Après l'annexion, la diplomatie française s'interrogeait, n'était-ce là qu'un moyen d'endormir sa vigilance ? La France avait-elle été dupée par l'impératrice ? Inquiétude d'autant plus justifiée qu'à peine la Crimée annexée, la Russie plaça sous son protectorat la Géorgie orientale par le traité de Georgievsk, signé en 1783, le roi et son gouvernement conservant leur autorité, mais l'Église de Géorgie releva de l'autorité du Saint-Synode.

La Porte vit avec inquiétude cette expansion au Caucase venant juste après l'annexion de la Crimée et entreprit de chercher des soutiens en Europe. À Vienne, un silence absolu lui fut opposé, l'Autriche était passée du côté russe. À Versailles, la réaction fut moins passive. Vergennes s'efforça de convaincre Catherine II qu'elle ne devait pas prétendre entretenir une flotte en Méditerranée, et même qu'il serait souhaitable d'accorder à la Crimée son indépendance. Plus encore, Vergennes suggéra que la Russie, au lieu de prétendre imposer à la Porte un accord formel, écrit, à l'annexion, pourrait se contenter d'une acceptation informelle. Du coup, l'impératrice douta des bonnes dispositions de la France envers son pays et renonça même à poursuivre ses entretiens. La convention signée à Aynali Kavak, le 9 janvier 1784, confirmait le traité de Kutchuk-Kaïnardji, mais en éliminant du texte les dispositions qui garantissaient l'indépendance de la Crimée. La Porte entérina l'annexion. Le climat de paix célébré par Louis XVI et Catherine II peu auparavant fut troublé par l'annexion de la Crimée et par la réaction russe aux mouvements qui se développaient au Caucase pour protester contre la pénétration russe. L'encre des traités à peine sèche, des préparatifs militaires se déploient de tous côtés, et une guerre russo-turque est, pour la seconde fois, prévisible.

En 1787, Catherine se croit invulnérable. Bezborodko écrit : « Pas un coup de canon ne peut être tiré en Europe sans l'autorisation de la Russie. » Témoignage remarquable de cette assurance russe, le grand voyage que Potemkine organise pour l'impératrice jusqu'aux bords de la mer Noire. Quelle équipée ! Catherine II emmène en traîneau, puis en bateau, toute l'élite aristocratique, militaire, littéraire d'Europe. Le prince de Ligne en est une éclatante illustration. On descend le Dniepr. À Kaniev, le roi de Pologne vient saluer l'impératrice et ses invités. Puis s'y ajoute Joseph II. Le cortège passe sous un arc de triomphe où est inscrite la phrase « Ceci est la route de Byzance ». Puis c'est une marche triomphale à travers la Crimée avant l'arrivée à Sébastopol, ce fort d'où en trente heures la flotte russe peut atteindre Constantinople ! Le comte de Ségur dit à l'impératrice : « À Sébastopol, vous avez achevé ce que Pierre le Grand avait commencé au Nord. » Si on a surtout retenu de cette extraordinaire équipée ce qu'on a appelé « les villages Potemkine », la réalité était autre. La flotte russe s'était déployée à Sébastopol, Joseph II et Catherine exhibaient leur amitié sur les bords de la mer Noire, et la Porte en conclut à l'impossibilité d'attendre davantage, convaincue que la Russie allait, une fois encore, vouloir faire la démonstration de sa puissance. La Porte décida donc de prévenir l'attaque.

On reprit en juillet 1787 un scénario déjà connu. Un ultimatum fut remis au représentant russe à Constantinople, Boulgakov, exigeant l'évacuation de la Crimée. Sur son refus, il fut convoqué au Sérail, arrêté et enfermé à la forteresse des Sept-Tours comme l'avait été peu d'années auparavant Obreskov. Encore quelques jours et les Turcs attaquèrent deux vaisseaux russes. La Russie y répondit par une déclaration de guerre. Tout se répéta. Peu après, le roi de Suède se souvient qu'un traité le lie à la Porte, et à son tour il attaque les forces russes en mer Baltique et en Finlande après avoir présenté à Pétersbourg un remarquable ultimatum (médiation suédoise dans le conflit russo-turc, annulation de l'annexion de la Crimée, ainsi que diverses dispositions mineures). Le canon tonne aux abords de la capitale russe où Catherine se sent menacée. Elle croyait pouvoir compter sur l'appui de son allié autrichien, mais celui-ci est incertain, tiède et pour finir l'Autriche conclut une paix séparée, l'abandonnant sans autre forme de procès. La Pologne menace aussi d'entrer dans la danse. La Prusse prend parti pour les Turcs, promet une aide militaire à la Suède, menace le Danemark et envoie des troupes en Courlande. Reste l'Angleterre, un danger aussi car la Prusse dirigée par Frédéric-Guillaume, héritier de Frédéric II, s'était rapproché de l'Angleterre à la veille du conflit, ce qui peut annoncer une action anglo-prussienne contre la Russie. Pitt suggère l'envoi de la flotte anglaise en Baltique. Vorontsov mène une campagne en Angleterre pour influencer l'opinion publique et, avec l'aide du député Fox, il parvient à faire tomber la pression.

Mais la position de la Russie est alors très difficile. Comme au temps de la première guerre contre la Turquie, la Russie est confrontée à de graves problèmes internes. La récolte a été désastreuse, le pays est au bord de la famine, des désordres et des révoltes locales s'ensuivent. Par ailleurs les Ottomans, qui ont reconstitué leurs forces militaires, sont très offensifs. Ils peuvent compter aussi sur des alliés européens exaspérés par l'arrogance russe. Le roi de Prusse est à la manœuvre pour mobiliser l'Angleterre. La situation devient anarchique, un conflit oppose Danois et Suédois, et l'Angleterre intervient aux côtés de Gustave III. En dépit de cette confusion et de pertes considérables, Catherine II réussira finalement à sortir du conflit en traitant avec la Suède – traité de Varela le 14 août 1790 – et la Turquie – traité de Jassy le 29 décembre 1791. Très adroit en la circonstance, Bezborodko avait su rétablir la paix. Mais la Russie dut en payer le prix. En Suède, en renonçant à garantir la Constitution, perdant par là même ses moyens de manipuler le pays. À la Porte elle dut concéder la renonciation au projet grec, mais elle obtint en échange la reconnaissance définitive de l'annexion de la Crimée. La mort de Potemkine, à l'heure où l'on négociait la paix, avait facilité la tâche de Bezborodko qui était seul pour décider. Même si la paix avait été cher payée, la Russie pouvait pavoiser, sa place en mer Noire était consacrée.

La France aura joué dans la paix russo-turque un rôle capital, sauveur pour Catherine II, même si ce n'est pas Louis XVI qui le joua. La Révolution française survenue alors empêcha le roi d'intervenir. Catherine II, indignée par des événements qui lui semblent relever d'un pur désordre, indignée aussi par la faiblesse du roi qui devrait, écrit-elle, « disperser la canaille », sait qu'elle ne peut plus compter sur ce pays. Mais des émigrés français, comme le comte de Langeron, le duc de Richelieu, vont venir se battre aux côtés des forces russes. Et le comte de Choiseul-Gouffier, qui représente alors la France à Constantinople, la fournit en renseignements précieux sur la situation de la Porte, sur les diverses positions des États et convaincra le grand vizir de traiter.

La guerre achevée, Catherine va rapidement se trouver confrontée à l'éternel problème, la Pologne. Mais auparavant il lui avait fallu prendre la mesure des changements qui affectaient la France et les conséquences qu'elles auraient sur l'ordre européen. La question n'était pas secondaire, la France ayant toujours tenu dans l'esprit de l'impératrice une place particulière. Admiratrice de la culture française, des Encyclopédistes et des Lumières, elle considérait que la France était un modèle et les relations avec la France un objectif prioritaire. Sceller une

alliance avec la France, faire reconnaître la Russie comme l'égale de la France, ce rêve la hanta toujours.

En 1786, la disparition de Frédéric II lui sembla ouvrir le temps du rapprochement. L'hostilité à la Russie du successeur de Frédéric l'encouragea à se tourner vers Versailles, d'autant que le comte de Ségur répétait à l'impératrice qu'entre Versailles et Pétersbourg il y avait des conceptions communes propres à favoriser le rapprochement. Arguant de l'accord anglo-hollando-prussien de 1788, il avait plaidé qu'une alliance avec Versailles et Vienne s'imposait. Louis XVI était attentif à ce projet mais il achoppa en grande partie sur la question polonaise. Versailles exigeait avant toute négociation la restauration de l'intégrité polonaise et émettait de surcroît des réserves au sujet de la Turquie. Catherine n'ayant pas l'intention de céder sur la Pologne, le roi décida de renvoyer le projet à des temps plus favorables. Les réserves françaises sont aisées à comprendre si l'on tient compte du fait que le débat se déroulait en pleine guerre russo-turque, et que Versailles craignait qu'un accord avec la Russie n'affaiblisse les liens avec la Porte. Pour la Russie, au contraire, la concomitance de la guerre et de la négociation franco-russe l'encourageait à avancer dans cette voie et le report du projet par la France lui parut particulièrement offensant. Il était patent que l'intérêt de la France pour la Russie ne pouvait soutenir la comparaison avec celui que la France accordait à la Porte. Une fois encore, la Russie se heurtait à la politique de la barrière orientale et à une sous-évaluation de son importance. C'est ainsi que l'impératrice le comprit et cela contribua à l'image négative qu'elle se forma du Roi Très Chrétien, même si elle en avait apprécié les débuts. Cette défiance à l'égard de la France et de son souverain, née dès avant la Révolution, exacerba ensuite les sentiments hostiles de Catherine. Cependant, l'impératrice s'efforça de comprendre ce qui se passait en France dans la période de rupture. Elle avait suivi avec une très grande attention le conflit qui opposait le roi au Parlement. Elle pensait aussi que l'Angleterre portait une responsabilité dans la crise intérieure française qu'elle aurait encouragée en empêchant Louis XVI de mettre sur pied un système européen contraire aux intérêts anglais. Catherine pensait même, son secrétaire Khrapovitski en témoigne dans son journal, qu'un conflit ouvert franco-anglais eût permis à Louis XVI de dominer ses problèmes intérieurs. S'il n'y eut pas de guerre, il y eut la prise de la Bastille et ses suites. L'impératrice fut alors convaincue que le Roi Très Chrétien n'était pas capable de faire face aux événements. Pourtant, dans les semaines qui avaient précédé ce 14 juillet fatal à la monarchie, l'impératrice avait à maintes reprises manifesté ses sentiments de solidarité au roi. La mort du dauphin Louis-Joseph, onze mois après celle de la princesse Sophie, l'avait profondément émue car elle était une grand-mère très attachée à ses petits-fils. À la mort du dauphin, elle ajouta au message d'affection quasi fraternelle adressé au roi un geste spectaculaire, elle fit prendre le deuil à la Cour. On ne pouvait mieux marquer qu'en dépit des réserves les deux souverains étaient très liés.

Pourtant, dès le 14 juillet, elle prit la mesure de l'événement. Son ambassadeur à Paris, Simoline, lui écrit : « Le pouvoir royal a été supprimé. » Simoline avait compris, même si le roi était encore libre, que la monarchie de droit divin, conception du pouvoir royal que Catherine II partageait, n'existait plus. Dès lors, l'impératrice jugea sévèrement Louis XVI : « À quoi sert le roi ? Il est ivre et sous influence de n'importe qui. » Elle confie à Grimm des sentiments amers : « Qu'est-ce que c'est que ce roi des Français ? Et pourquoi la France huit fois centenaire a-t-elle disparu, laissant place aux Français ? » Elle demande : « Est-ce qu'un cordonnier peut diriger les affaires de l'État ? » Et surtout, Catherine II accueille chaleureusement, dès le début de la Révolution, tous les Français qui se sentent menacés. Elle invite le comte de Ségur, qui doit rentrer en France à l'issue de sa mission, à y renoncer et à profiter de la paix qui règne en Russie. Elle s'inquiète aussi du sort des Russes restés en France, à qui elle enjoint de revenir en Russie. On comprend la sagesse de ses instructions à la lumière de certains détails marquant la fuite de la famille royale. Fersen avait loué la berline qui allait transporter le roi et les siens au nom de la baronne de Korf, veuve d'un officier russe tué en Turquie, installée en France, qui avait prêté son identité à Mme de Tourzel, gouvernante des enfants royaux. Il avait aussi obtenu des passeports russes pour les fuyards. Lorsque la famille royale fut arrêtée à Varennes, la découverte de ces passeports provoqua un grand scandale. Simoline fut convoqué par les nouvelles autorités qui dénoncèrent « une manifestation de solidarité des tyrans ». Certes, Catherine II se sentait solidaire du souverain traqué, mais elle déplora que son représentant fût mêlé à une affaire qui l'obligeait à se justifier devant « des cordonniers et des avocats. On ne discute pas avec de tels gens ». En dépit de ses sentiments de compassion, Catherine condamnait la faiblesse du souverain. Le 14 septembre 1791, lorsque le roi accepte la Constitution et prête serment devant l'Assemblée, l'impératrice s'emporte et écrit à Grimm. Ayant qualifié le comportement du roi de « lâcheté », elle ajoute « peut-on aider un tel homme ? ».

Sa réaction aux événements révolutionnaires rendra compte de ce jugement sur Louis XVI. Ce n'est pas le roi, sa défense, qui seront au cœur de l'action conjuguée des monarques à laquelle adhère l'impératrice ; contre « la peste française », ces monarques défendent le principe monarchique.

Catherine II a d'ailleurs réagi, sur le plan intérieur, à ce qui est pour elle un défi insupportable. Elle va rompre avec ce qu'elle a tant admiré et qui l'a tant inspirée, la pensée française du XVIIIe siècle. « C'est la faute des philosophes », écrit-elle à Grimm. Elle désigne aussi la franc-maçonnerie. Celle-ci avait contribué à porter en Russie la pensée française et avait séduit l'entourage de Catherine II, ainsi de Nikita Panine et son frère, le général, le ministre de la Guerre Tchernychev, le prince Repnine et même son défunt époux Pierre III. Avant la Révolution déjà, Catherine II s'était inquiétée des influences étrangères qui s'exerçaient en Russie par le truchement des obédiences suédoise ou prussienne de l'Ordre. Elle s'était inquiétée des efforts des francs-maçons pour attirer son fils Paul dans leurs rangs et, dès le milieu des années 1780, elle avait entrepris de limiter leur influence. En 1789, elle interdit les réunions maçonniques et ordonne que l'on démantèle les loges. Sa vindicte frappe aussi des écrivains. Le cas le plus illustre est celui de Radichtchev, l'auteur du *Voyage de Pétersbourg à Moscou*, qu'elle tenait pour « le premier envoyé de la Révolution française en Russie ». Il est arrêté, condamné à mort, puis, sa peine commuée, expédié en Sibérie.

Jusqu'en 1792, Catherine II était paralysée par la guerre russo-turque et ne pouvait intervenir dans les entreprises destinées à briser la France révolutionnaire. Mais dans une lettre de 1792 adressée à Marie-Antoinette – elle répondait à cette dernière –, lettre qui d'ailleurs ne sera jamais envoyée, en défendant l'idée d'une coalition de monarques. Le projet était encore imprécis. Le 20 avril 1792, la France déclarait la guerre à l'Autriche, et Catherine II fut confrontée à un dilemme : l'Autriche étant l'alliée de la Russie, que faire ? De quel côté se situer ? L'ambassadeur est rappelé en Russie, les ports russes sont interdits aux navires français, les contacts avec la France sont inexistants. Le procès et l'exécution du roi entraînèrent des décisions radicales. Un deuil de six semaines est proclamé. Les relations diplomatiques avec la France sont officiellement rompues. Le traité de commerce de 1787 est dénoncé. Catherine II reconnaît le comte de Provence, Louis XVIII, comme roi de France. Les Français résidant en Russie sont invités à lui prêter serment. Tandis que l'impératrice multiplie les propos et les gestes antirévolutionnaires, la Prusse et l'Autriche sont déjà entrées en croisade contre la « peste ». Catherine entend-elle se joindre à la coalition des rois ? Son appui est toujours resté mesuré. Catherine incite les autres à combattre la révolution, elle-même hésite à y participer. La guerre menace d'être longue, les finances prussiennes, elle le sait, sont épuisées, le pays est aux abois, alors que les Français résistent à Valmy avec une énergie spectaculaire. On comprend la prudence de l'impératrice. Mais, pour marquer sa solidarité à son allié autrichien, elle pousse l'Angleterre à venir au secours du comte d'Artois en effectuant une descente sur les côtes françaises. Et elle signe avec l'Angleterre, à qui la France a déclaré la guerre, un traité commercial et défensif qui stipule la solidarité des signataires dans la guerre contre la France, l'engagement de ne pas signer de paix séparée et, surtout, d'empêcher la France de commercer avec les pays neutres. Par cette dernière disposition, Catherine rompt avec le principe dont elle revendiquait hautement la paternité, la *neutralité armée*. Pour l'Angleterre, que la neutralité armée gênait, c'est une revanche, si la Russie peut abandonner ce principe c'est que la neutralité n'a plus grand sens dans une Europe déchirée. De surcroît, cette décision assure à la Russie l'accord de l'Angleterre à ce qui est pour elle une priorité dès lors que la paix avec Constantinople est acquise, la liberté d'action en Pologne.

Pour ce qui est de la croisade des rois, Catherine ne se montre guère généreuse. Elle promet – vaguement – d'envoyer quelques troupes. Très peu de troupes russes prennent part à l'expédition d'émigrés français commandée par le comte d'Artois, que des vaisseaux anglais portent sur les côtes normandes. Catherine refuse d'assumer le coût de l'opération, suggérant qu'elle se rembourserait dans l'avenir en annexant les colonies de la France vaincue. Pour ce qui la concerne, l'impératrice a les yeux fixés sur la Pologne. Elle sait que Léopold II et Frédéric-Guillaume II pensent davantage à la partager qu'à défendre les rois. En 1796, enfin, le partage ayant eu lieu, la Russie décide de prendre part à la coalition antirévolutionnaire et Souvorov a pour mission de commander l'armée qui doit se rendre sur le Rhin. La mort de Catherine II entraîna l'abandon de ce projet. La guerre franco-russe n'aura pas lieu.

Les déclarations guerrières de Catherine II recouvraient une position attentiste. Catherine II s'en est expliquée avec Osterman : « Pour ma part je me charge de surveiller les Polonais, les Turcs, et même les Suédois qui, depuis la mort de leur roi, se sont réconciliés avec la France. » La Pologne, toujours elle, mobilise Catherine. Elle n'avait pas prévu la révolution du 3 mai 1791 parce qu'elle était occupée par la Turquie. Mais elle se dépêche de conclure la paix de Jassy pour revenir sur le terrain polonais. Il n'est pas certain que Catherine ait été favorable à un partage qui aurait limité l'autorité russe à une seule partie du territoire polonais, alors qu'elle a toujours considéré que toute la Pologne appartenait à l'aire d'influence russe. En 1792 encore, les pourparlers que poursuit Bezborodko avec des personnalités polonaises influentes (Potocki notamment) visent à obtenir l'abolition de la Constitution du 3 mai et le retour aux « libertés anciennes » avec l'aide russe. Ce projet n'aboutit pas. La Prusse et l'Autriche, qui surveillent ces tentatives, ne veulent pas d'une solution qui restaurerait l'autorité russe. Pour la Russie, il n'était plus dès lors d'autre solution qu'un nouveau partage. Il aura lieu en janvier 1793 avec des conséquences prévisibles. La vie économique paralysée, la vie politique bridée, tout poussait au soulèvement conduit par Kosciuszko. Puis ce fut la prise de Varsovie par Souvorov et le dépècement final. *Finis Poloniae* aurait commenté le héros malheureux du soulèvement.

La fin de la Pologne coïncida presque avec celle du règne de Catherine si glorieux. Elle coïncida aussi avec un effondrement personnel. Le dernier favori de l'impératrice, Zoubov, lui avait offert un dernier rêve, le rêve persan, auquel elle attribuera des moyens. Mais, au moment même où celui qui va réaliser ce rêve, Valerian Zoubov, frère du favori, échoue à atteindre Ispahan, Catherine II disparaît. L'attention qu'elle a portée à la Turquie à la Pologne, voire à ce mythique Orient l'auront empêchée de participer réellement à la croisade des rois. Par cette passion peut-être aura-t-elle involontairement contribué à sauver la Révolution française.

Notes

1. Le *liberum veto* donnait à chaque membre de la Diète la possibilité de s'opposer à toute proposition ou décision, ce qui paralysait la Diète.

Chapitre VI

Paul Ier : la valse des alliances

Le 6 novembre 1796, Catherine II meurt au terme d'un règne de trente-quatre ans. Aussitôt Paul, son fils, se proclame empereur. Cette succession apparemment aisée n'allait pourtant pas de soi, Catherine II avait souhaité transmettre la couronne à l'aîné de ses petits-fils, Alexandre, elle l'en avait entretenu, elle avait prié La Harpe de convaincre Alexandre de soutenir son dessein, et avait même demandé à la grande-duchesse d'obtenir de son mari qu'il signe l'acte de renonciation au trône. Peine perdue, nul ne se prêta à ce plan, pas même Alexandre qui en était le bénéficiaire.

Paul Ier a laissé dans l'histoire une image assez négative : souverain déséquilibré, menant une politique désordonnée, donc un règne peu mémorable. Ce jugement très courant ne rend pas vraiment justice ni à l'homme, ni à son règne fort bref, cinq années seulement.

Paul Ier, qui devint empereur à quarante-deux ans, n'était pas dénué de dons naturels, mais il avait un caractère malheureux, il était méfiant et aigri. Sa mère l'avait toujours tenu à l'écart du pouvoir, elle lui avait retiré ses fils au prétexte de mieux assurer leur éducation qu'il n'eût pu le faire, et lui avait imposé la promiscuité de favoris successifs qu'il ne supporta jamais. De surcroît, il était hanté par le mystère de la mort de son père et craignait d'être empoisonné. Enfin, il avait le sentiment d'avoir été, comme son père, dépossédé de la couronne qu'il eût dû ceindre – son gouverneur Panine l'en assurait – à sa majorité. Cette dépossession lui pesait d'autant plus qu'il était naturellement autoritaire, avide de gouverner et qu'il dut attendre la quarantaine pour qu'enfin le trône lui revînt.

Ses débuts furent à la fois sages et marqués de décisions propres à lui aliéner la sympathie de ses sujets. S'agissant du gouvernement de l'Empire, il eut la sagesse de mettre de l'ordre dans les finances, compromises par des guerres incessantes et par la corruption régnant dans l'entourage de l'impératrice. Il éloigna les favoris mais sans violence et maintint Bezborodko, l'homme d'expérience, à la tête des Affaires étrangères. Et il décida d'une réforme lourde de conséquences pour l'avenir, réglant la succession au trône. Il était conscient que Pierre le Grand en renonçant aux règles traditionnelles avait ouvert la voie à des successions désordonnées et il décida d'en revenir au principe monarchique de l'hérédité, par ordre de primogéniture en y ajoutant une règle qui, avant Pierre le Grand, avait prévalu sans être explicitée, seuls les mâles pouvaient accéder au trône. C'était là une condamnation implicite du règne de sa mère et surtout la vengeance du fils dépossédé. Mais au XXe siècle, lorsque celui qui sera le dernier empereur de Russie attendra longtemps la naissance d'un héritier mâle, puis découvrira que cet héritier est atteint d'une maladie incurable – le jeune Alexis était en effet hémophile –, la décision vengeresse de Paul Ier pèsera d'un poids très lourd sur le destin de ses descendants et plus encore de la monarchie et de la Russie.

En dépit de ces décisions acceptées, Paul Ier se rendit vite impopulaire, car il avait héritée de son père une prussophilie maladive qui le poussait à introduire partout, et particulièrement dans l'armée, les usages prussiens : le style des manœuvres, l'habillement, etc. Comme pour Pierre III, cette prussophilie était insupportable aux Russes.

Souvorov, le chef prestigieux qui osa moquer les instructions du nouveau souverain et dire « nous ne sommes pas des Allemands mais des Russes », le paya d'un exil provisoire dans son village d'où il ne sortit que grâce à la guerre lorsqu'elle recommencera. Dans le domaine de la politique étrangère, Paul montra d'emblée des qualités réelles. Lorsqu'il monta sur le trône, il fut confronté à l'aventure orientale dans laquelle Catherine II s'était lancée. À l'automne 1796, Valerian Zoubov avance avec ses troupes en Perse. La première décision de Paul Ier sera de mettre fin à ce projet coûteux et condamné, pense-t-il, à un échec certain. Paul rappelle les troupes et suspend les mesures de recrutement décidées peu auparavant pour renforcer l'armée de Zoubov. En même temps, il tend la main aux souverains étrangers. Son représentant à Berlin est chargé d'expliquer au roi de Prusse que la Russie ne cherche pas d'agrandissements territoriaux, que les guerres de conquêtes ne font plus partie de ses objectifs. Une note circulaire signée par Osterman est adressée aux puissances coalisées exposant que la Russie n'avait cessé depuis 1756 d'être en guerre, que ses sujets étaient épuisés et réclamaient le retour à la paix. La note ajoutait cependant que la Russie et son empereur restaient fidèles à leurs alliés pour s'opposer à « la terrible République française qui menace l'Europe d'une subversion totale par la ruine des lois, des droits, des propriétés, de la religion et des mœurs ». Cependant, il fut précisé que la Russie ne prendrait pas part au combat contre la France. Paul Ier refusa tout concours armé à l'Autriche et rappela les vaisseaux que Catherine avait envoyés auprès de la flotte anglaise pour bloquer les côtes de France et de Hollande. Et l'envoyé russe en Prusse, Kolytchev, déclara que l'empereur n'était pas hostile à la France, qu'il souhaitait vivre en paix avec elle, qu'il souhaitait encourager les belligérants à chercher les voies de la paix et leur offrait pour ce faire sa médiation.

Allant plus loin encore, Paul prônait le retour à des relations diplomatiques normales avec la France. Son ministre à Berlin, Nikita Panine, le neveu du grand ministre de Catherine II, conduisit des pourparlers pour aboutir à cette normalisation, ils achoppèrent sur une exigence de la partie russe : que le Directoire cesse de soutenir les émigrés polonais. Paul fut intraitable, le Directoire tout autant. Les relations russo-françaises, qui semblaient se rétablir, tournèrent court, on allait en revenir à un climat d'hostilité, puis aux armes.

Les responsables politiques français, se souvenant alors fort à propos du traditionnel recours à Constantinople, incitèrent le sultan à conclure une alliance avec la Suède et la Prusse dirigée contre la Russie ; ils accompagnèrent ces incitations de l'envoi en Turquie d'instructeurs et d'armes. Mais Bonaparte et ses victoires allaient bouleverser le paysage politique. Le traité de Campo-Formio avait apporté les îles Ioniennes à la France, ce qui renforçait sa position en Orient et lui donnait, pensait-on à Paris, plus d'influence encore sur la Porte. Les leçons qu'on en tira à Pétersbourg et à Constantinople commencent à se rejoindre. Mais aussi le Directoire devint plus offensif en Pologne, mettant sur pied des légions polonaises en Italie. Et Panine découvrit, dans une dépêche qu'on réussit à décoder, que Bonaparte voulait restaurer un État polonais sous l'autorité d'un prince de Brandebourg. À cela s'ajoutait des rumeurs inquiétantes pour les Russes et les Turcs. Le bruit courait qu'une escadre française se préparait à quitter Toulon en direction de la mer Noire. Peu après, Malte fut prise par Bonaparte. Pour Paul et son conseiller Bezborodko, la menace était claire, la France s'apprêtait, en utilisant la Turquie, à porter un coup redoutable à la Russie. Le projet de rétablissement de la Pologne annonçait la volonté d'exercer des pressions aux frontières russes, et de porter peut-être le désordre en Russie même. La correspondance que Bezborodko adresse alors au chancelier témoigne de la réalité des appréhensions russes à ce sujet.

Mais la Russie n'est pas seule à s'effrayer des succès de Bonaparte. La Turquie, que la France croit contrôler, n'apprécie guère ses ambitions. La conquête de Malte, ses visées sur l'Égypte, autant de signaux qui poussent la Porte à agir et à se tourner – démarche combien inédite – vers la Russie pour arrêter la marche triomphale de Bonaparte. Et l'on assiste à cet acte inattendu, la signature du traité russo-turc du 22 décembre 1798. Dans cet accord, les deux pays se garantissent mutuellement leurs possessions territoriales ; une escadre, commandée par l'amiral

Orchak, pourra – avec l'accord turc – passer par les Détroits pour mouiller dans le Bosphore. Un lourd passé russo-turc interdisait d'imaginer cette situation, impensable aussi pour les Français. Car c'est contre la France que la Turquie, le vieil allié si longtemps utilisé pour neutraliser la Russie, va s'unir à Pétersbourg, son ennemi de toujours. L'Angleterre, l'Autriche et le royaume de Naples vont s'associer à ce nouveau système d'alliances. Paul s'engage à rapprocher sa flotte des flottes turque et anglaise, à fournir des troupes pour un débarquement en Hollande, et la reconquête des îles Ioniennes et enfin à envoyer une armée dirigée par Souvorov en Italie et en Helvétie.

Paul Ier multiplie alors les mesures hostiles à la France. Il invite Louis XVIII chassé de Brunswick à Mittau, le dote d'une pension confortable, il prend à sa charge le corps d'armée du prince de Condé et installe en Volhynie et Podolie dix mille émigrés. Enfin, il accueille les chevaliers de l'ordre de Malte qui fuient l'île et acceptent qu'il devienne protecteur de l'Ordre et se voie accorder le titre de Grand Maître, même si, pour certains historiens, Paul s'est tout simplement octroyé ce titre. Sans doute peut-on s'étonner de voir un souverain orthodoxe placé à la tête d'un ordre de chevalerie catholique, mais dans cette époque tumultueuse tout paraît possible. Bonaparte avait occupé l'île à la fureur des Anglais, en ignorant l'ordre de Malte. La protection que la Russie accorde à l'Ordre est un défi à l'ambitieux Corse, elle satisfait tous ses adversaires. La coalition rassemblée contre Bonaparte oppose les armées russe et française dans les îles Ioniennes, en Italie, en Helvétie, en Hollande dans des combats où souvent la supériorité numérique des Russes alliés aux Autrichiens assura un succès ; cette coalition sera pourtant éphémère. La Russie eut l'occasion de constater les faiblesses d'une alliance avec les Anglais et les Autrichiens, alliés instables, susceptibles, jaloux des succès militaires russes. La rupture avec l'Autriche survint dès 1799. Paul Ier, écrivant à François II, accusa son allié d'avoir trahi Souvorov en privilégiant « les projets d'agrandissement de votre monarchie ». Cette rupture fut suivie de près par celle qui sépara la Russie de l'Angleterre, accusée comme l'Autriche de sacrifier l'alliance à ses intérêts propres.

Le renversement d'alliances, qui allait réconcilier la France et la Russie, se préparait déjà. Voyant la Russie s'éloigner de la coalition formée deux ans plus tôt, Bonaparte lui envoie des signaux disant sa volonté de rapprochement. C'est ainsi qu'il annonça la libération des prisonniers russes sans même demander de contrepartie. Ils rentrèrent chez eux vêtus et armés de neuf par les soins du vainqueur de Marengo. Paul Ier en fut fort impressionné. Il avait d'ailleurs commencé à se passionner pour la personne de Bonaparte, suivant de très près ses exploits, et cherchant à comprendre les idées du stratège. Il s'entourait de portraits de Bonaparte. Et bientôt, symbole de ce retournement, il allait priver Louis XVIII de l'asile de Mittau. C'était l'adieu de la Russie à l'Ancien Régime et l'acceptation d'une France incarnée par ce brillant général. Les négociations commencées à Berlin se poursuivirent à Paris entre Talleyrand et Kolytchev. Les deux adversaires de la veille se lancèrent dans l'élaboration d'un grand projet, une alliance franco-russe, dirigée contre l'Angleterre et sa domination dans les Indes, impliquant aussi un partage des influences. Paul Ier fit aussi pression sur la Prusse pour qu'elle déclare la guerre à l'Angleterre. Sans même attendre la fin des négociations que Kolytchev menait avec Talleyrand, Paul avait décrété l'embargo sur les navires britanniques, mis les équipages aux arrêts et appelé les rois de Suède, du Danemark et de Prusse à le rejoindre, et à entrer dans la *Ligue nordique de la neutralité armée* ainsi rendue à la vie. L'Angleterre était bien devenue l'ennemi premier de la Russie.

L'assassinat de Paul Ier dans la nuit du 11 mars 1801 ne fut pas simplement le fruit d'un complot intérieur visant à remplacer un souverain par un autre, ce fut avant tout une opération de politique internationale. Paul Ier en choisissant en 1801 de tourner le dos à la politique proanglaise, le système du Nord élaboré par le chancelier Panine au temps de Catherine II, avait heurté tout à la fois un clan intérieur puissant, attaché à cette politique, et les intérêts de l'Angleterre. Le complot qui mit fin à ses jours fut le fruit de la coopération de ces deux pôles d'intérêt. La tête pensante du complot était le comte Nikita Petrovitch Panine, neveu de l'ancien ministre de Catherine II, et ami d'enfance de Paul Ier. Au début de 1801, alors qu'il prépare son retournement d'alliances, Paul Ier élimine de son entourage tous les partisans de l'orientation anglaise et du système du Nord. Panine en premier lieu, condamné à quitter la capitale. L'ambassadeur anglais lord Whitworth est lui aussi à la veille de quitter la Russie, mais la question russe reste sa grande préoccupation. Et c'est lui qui mettra à la disposition de Panine des fonds importants pour lui permettre de financer le complot. Dans la capitale, le correspondant de Panine et le dispensateur de cette précieuse subvention est le général Pierre Pahlen, gouverneur de Pétersbourg et cousin de Nikita Petrovitch. Pahlen jouit d'une influence sur le souverain d'autant plus grande que celui-ci est très seul. Il a écarté des proches qu'il jugeait trop tournés vers l'Angleterre ou encore des hommes qui lui déplaisaient pour des raisons personnelles, tels les frères Zoubov, proches de Catherine II ou le général Bennigsen. Pahlen les rappellera dans la capitale et les associera à la préparation du complot. Les fonds anglais vont aussi permettre de soudoyer l'armée. Fort de ces moyens mis à sa disposition, de l'entourage de fidèles qu'il a rassemblés, Pahlen s'efforça d'obtenir l'accord de l'héritier Alexandre, non à un assassinat, évidemment, mais au coup d'État qui écarterait son père et le porterait sur le trône. Si le grand-duc Alexandre était conscient de l'impopularité de son père et des problèmes posés par ses revirements perpétuels sur la scène internationale, il n'adhéra jamais explicitement au projet qui devait l'écarter. Mais assuré par Pahlen qu'il s'agissait seulement d'un changement de souverain et que la vie de Paul Ier n'était pas menacée, l'héritier se tut. Toute sa vie il portera le remords de ce qui parut être un assentiment implicite à la tragédie qui mit fin au règne, mais aussi à la vie, de Paul Ier.

Chapitre VII

Alexandre et Napoléon : la coexistence impossible

Paul Ier assassiné dans la nuit du 12 mars 1801, le général Pahlen en porta aussitôt la nouvelle à Alexandre et exigea qu'il endosse l'habit de souverain. Effondré, Alexandre n'en joua pas moins son rôle. Il fit face à la Garde rassemblée dans la cour du château Michel où Paul Ier venait de succomber aux coups et lui annonça la mort de son père, mort naturelle, cela va de soi, se référant, pour dessiner son règne, à sa grand-mère Catherine II qui avait fini ses jours dans la détestation de la France. Panine et ses amis avaient gagné, le nouveau souverain paraît d'emblée rompre avec la francophilie, ultime passion de Paul Ier.

En réalité, Alexandre Ier était un esprit beaucoup plus indépendant que ne l'avaient cru les conjurés proanglais. Contraint de choisir entre les orientations contraires que son père avait données à la politique russe, proanglaise, puis profrançaise, Alexandre souhaitait suivre une ligne plus modérée, neutre, se posant en défenseur, voire en acteur de la paix. À peine installé sur le trône, il se tourna vers l'Angleterre pour lui proposer de pacifier leurs relations si dégradées. Un accord anglo-russe signé en juin 1801 consacra cette réconciliation. Cette démarche reflète la nouvelle organisation de la politique étrangère russe. Alexandre a fait revenir d'exil Panine, qui va être pendant un an l'artisan de cette politique. Mais aussi il a appelé auprès de lui l'ami que son père avait écarté, le prince Adam Czartoryski, qui est largement l'inspirateur de ses conceptions pacifiques. Czartoryski est nommé au *Comité secret* qui entoure Alexandre Ier après avoir été l'adjoint du comte Vorontsov, il lui succédera en 1804 à la tête des Affaires étrangères.

À l'aube de son règne, Alexandre Ier annonce son programme. Il veut éviter les conflits avec d'autres États et pour cela il entend contribuer à pacifier le climat européen, se rapprocher de l'Autriche, de l'Angleterre et de la Prusse à qui l'unissent des intérêts réels. Le traité signé avec l'Angleterre, que prônait Panine, a rassuré ce pays sur les intentions russes ; l'abandon du projet de *Deuxième ligue de neutralité armée*, jugé contraire aux intérêts anglais, était très important pour Londres. Mais Alexandre refusa d'aller plus loin et de rejoindre l'Angleterre dans le combat contre Napoléon. Le jeune empereur avait été marqué par l'éducation francophile de Catherine II, nourri de lectures françaises et il a subi l'influence de son précepteur La Harpe. Il veut établir des relations apaisées avec la France. Il charge le comte Morkov, rappelé d'exil et envoyé à Paris, de régler les différends, mission dont celui-ci s'acquitte avec brio, bien que les instructions d'Alexandre manquent parfois de clarté. Il faut, lui dit-il, rétablir la confiance, mais non l'alliance, farouchement voulue par son père à la fin de son règne. Ce qu'Alexandre cherche à établir est un équilibre dans les rapports avec les États européens sans y sacrifier les liens privilégiés avec le Nord. Panine n'est pas loin, et la volonté de rassurer l'Angleterre, alliée principale de la Russie, est inscrite en filigrane dans toutes les instructions. Dès la fin du mois de septembre 1801, un traité de paix est signé entre la France et la Russie, suivi quelques jours plus tard d'un accord secret. Le traité rétablit les relations diplomatiques et stipule qu'aucun des deux pays ne soutiendra militairement ou financièrement l'adversaire de l'autre. La Russie reconnaît par ce texte les acquisitions territoriales de la France, et en retour reçoit des apaisements dans les Balkans et en Méditerranée. Alexandre Ier écrit dans ses instructions à l'ambassadeur Morkov : « Nous savons que l'Angleterre n'est pas plus prête que la Russie à admettre l'hégémonie française dans ces régions. Ce qui permet à nos pays de se tenir pour alliés sans même l'écrire. » Et, pour bien marquer la connivence russo-anglaise, Alexandre donnera pour consigne à Vorontsov d'informer Londres des négociations avec Paris et de la teneur des accords y compris des clauses secrètes. Selon cet accord, la France s'engageait à reconnaître l'indépendance des îles Ioniennes, à engager des pourparlers de paix avec la Turquie sous médiation russe, à conserver le royaume des Deux-Siciles dans son intégrité et à garantir la liberté des mers.

Les relations avec Vienne furent confortées par le retour du comte Razoumovski à l'ambassade. Il devait notamment veiller aux intérêts des petits États allemands. Berlin figurait aussi dans le programme de paix d'Alexandre Ier, même si sur ce point il rencontra une très vive opposition de Czartoryski et Kotchoubei qui a remplacé alors Panine au ministère des Affaires étrangères. Mais Alexandre Ier va passer outre, se rendant à la cour de Prusse, à Memel, où il sera accueilli avec une exceptionnelle chaleur par la reine Louise qui le séduisit. L'entrevue de Memel, apparemment plus mondaine et amicale que politique, eut à terme de sérieuses conséquences. C'est là que se noua une relation étroite entre Alexandre Ier et Frédéric-Guillaume III, grâce à laquelle, plus tard, le souverain prussien put conserver son trône. Czartoryski commente ainsi la rencontre de Memel : « Je considère cette entrevue comme un des événements les plus malheureux qui soient arrivés à la Russie. »

Le projet de paix et d'équilibre d'Alexandre était difficile à maintenir dans les relations avec la France qui connurent très tôt des tensions. L'un des responsables de la dégradation des relations avec la France aura été l'ambassadeur russe, Morkov, qui n'arrivait pas à dissimuler son hostilité à la France nouvelle et à Bonaparte. Il soutenait les émigrés, manifestait de manière ostentatoire ses sympathies autrichiennes et lorsque la Cour prit le deuil pour le général Leclerc, beau-frère de Bonaparte, décision que suivit tout le corps diplomatique, Morkov jugea bon de s'en dispenser. Talleyrand avait fait entendre à Pétersbourg qu'une telle attitude était difficile à accepter, mais la Russie se refusait à le rappeler. Cela sera finalement fait, mais entre-temps Morkov aura réussi à empoisonner les relations de son ambassade avec le gouvernement français. Et il en sera de même avec son successeur, d'Oubril, en dépit des efforts de ce dernier pour apaiser les tensions particulièrement au cours de ses entretiens avec Talleyrand. Alexandre Ier, influencé par le discours libéral de Czartoryski, voyant Bonaparte accroître ses pouvoirs et afficher des ambitions toujours grandissantes en Méditerranée et dans les Balkans, considérait que cela était contraire aux accords conclus avec la France en 1801.

Ces tensions prirent soudain une dimension nouvelle, tragique, avec l'exécution du duc d'Enghien dans les fossés de Vincennes en mars 1804. Il avait été enlevé à Ettenheim, chez le margrave de Bade où il résidait. L'effet en fut terrible sur le tsar. Quand la nouvelle parvint à Pétersbourg, la Cour prit le deuil. D'Oubril remit au gouvernement français une note protestant contre cette violation du droit des gens exécutée en territoire neutre. Toute l'Europe était scandalisée, mais Alexandre Ier en fut affecté aussi pour des raisons familiales. L'impératrice était née Louise de Bade et l'empereur portait pour cette raison une attention particulière à la principauté. Alexandre invoqua sa qualité de garant des territoires germaniques – traité de Teschen – pour remettre à la Diète de Ratisbonne une note de protestation, qui sera soutenue par la Suède et l'Angleterre. Furieux, Bonaparte, rappela son ambassadeur, le général Hédouville. Il accusa la Russie de mener une politique hostile à l'égard de la France notamment, en soutenant les émigrés. En conclusion, Napoléon refusait à la Russie tout droit à intervenir dans les affaires germaniques. Talleyrand y ajouta une note qui, critiquant l'interventionnisme russe, incluait un paragraphe qui fit bondir Alexandre Ier : « La plainte que la Russie élève aujourd'hui conduit à se demander si, lorsque l'Angleterre médita l'assassinat de Paul Ier, on eut connaissance que les auteurs du complot se trouvaient à une lieue des frontières, on n'eut pas le geste de les faire saisir. »

La note de Talleyrand acheva d'exaspérer Pétersbourg et conduisit à un gel des relations diplomatiques. Les deux ambassadeurs furent rappelés. Cette escalade ne suffit pas cependant à déclencher un conflit armé. Certes, Alexandre, comme le Premier consul, l'envisage. Mais le

souverain veut le retarder et l'inscrire dans le cadre d'une politique plus générale, qui se réclame de la paix et de la justice. Alexandre Ier s'inspirait des idées que Czartoryski avait développées dans une note qu'il lui remit en 1803. Il lui recommandait d'organiser une Europe pacifiée, et lui en indiquait les moyens.

Hanté par la volonté d'assurer la paix en Europe, malgré la menace de guerre grandissante, Alexandre adopta le projet de Czartoryski. Il envoya à Londres Novosiltsev, un proche, membre de son Comité secret. Il le décida à l'insu de Vorontsov, mais en accord avec Czartoryski. On voit s'esquisser ici une double diplomatie à l'instar de celle qu'avait pratiquée Louis XV en France. Diplomatie révélatrice du caractère ombrageux et compliqué d'un souverain souvent taxé de duplicité et de dissimulation.

Le projet que Novosiltsev présenta à Pitt était remarquable par son ampleur, il visait à fonder une organisation politique de l'Europe qui puisse assurer réellement la paix. Pour cela la France devait être ramenée dans ses frontières naturelles, renonçant aux ambitions napoléoniennes. Ce projet reposait sur une alliance russo-anglaise qui ayant, dans un premier temps, brisé la puissance française allait établir la paix sur le continent. Czartoryski avait prôné l'élaboration d'un Code de droit international, destiné à prévenir les guerres et coiffant les États, une esquisse de la Société des Nations. Mais dans ses entretiens avec Pitt, Novosiltsev se heurta à l'esprit pragmatique de son interlocuteur. Pitt craignait d'encourager les ambitions russes en Turquie, et ne voulait pas enfermer l'Angleterre dans un système européen trop codifié. Pour Pitt, ce qui était le plus urgent était le combat commun contre la France et il imposera cette vision modeste dans la convention signée en mars 1805, à l'issue de la mission Novosiltsev, et qui définit les conditions de la coopération des deux pays. La Russie s'engageait à fournir cent quinze mille soldats à la cause commune, l'Angleterre versait une subvention proportionnelle à la participation militaire russe. L'Autriche se joindra aux alliés anglo-russes par le traité d'alliance avec la Russie signé en juillet, le royaume des Deux-Siciles fit de même tandis que les Suédois signaient un traité avec l'Angleterre le 3 octobre. Ces accords imposaient à la Russie un engagement plus important que prévu puisqu'il passe de cent quinze mille à cent quatre-vingt mille hommes. La troisième coalition est presque constituée, la Prusse y manque encore. Il est vrai qu'elle s'inquiète de voir la puissance russe grandir à ses côtés, et qu'elle n'accepte pas l'idée, chère à Czartoryski, d'une Pologne reconstituée à ses dépens, car la Prusse y aurait perdu plus de territoires que les autres puissances partageantes de la fin du siècle précédent. De surcroît, la Prusse sait que la Pologne dont rêve Czartoryski se placera sous l'autorité russe, contribuant encore à en accroître la puissance. La Prusse manquera à la coalition en dépit des efforts d'Alexandre Ier, devenu prussophile depuis son séjour à Memel. Il échouera à convaincre Frédéric-Guillaume III du danger que sa volonté de neutralité fait peser sur la coalition. Mais l'échec n'était que momentané, une provocation française va bouleverser la situation. Des troupes françaises stationnées dans le Hanovre vont violer la neutralité prussienne à Ansbach et Bayreuth. Indigné, Frédéric-Guillaume III décide alors de rejoindre la coalition et autorise les troupes russes à traverser la Prusse. La maladresse française a offert à Alexandre Ier ce qu'il souhaitait, le ralliement de la Prusse, qu'il jugeait indispensable au succès de la coalition. Pour conforter l'adhésion prussienne – aussi pour satisfaire Frédéric-Guillaume III –, Alexandre Ier reconnaît à la Prusse dans le traité russo-prussien signé le 22 octobre, en échange de son engagement, de mettre à la disposition de la coalition cent quatre-vingt mille hommes, la possession du Hanovre. En prenant cet engagement, l'empereur a trahi son allié anglais puisque la convention anglo-russe du 30 mars stipulait que le Hanovre serait indépendant. Cette disposition, inscrite dans un article secret de l'accord russo-prussien, témoigne tout à la fois de l'importance particulière qu'Alexandre Ier accorde à l'alliance prussienne, et aussi de sa propension à agir de manière dissimulée. La « passion » prussienne d'Alexandre Ier sera consacrée par l'étrange cérémonie de Potsdam où les deux alliés vont se jurer, sur la tombe de Frédéric II, une « amitié éternelle ». La Prusse dispose après la signature de l'accord d'un mois pour entrer en guerre.

La confrontation aura lieu en dépit des efforts de Napoléon qui, à la veille des combats, tentera désespérément de convaincre Russes et Prussiens de la possibilité d'une entente. L'échec de ses ultimes tentatives pour sauver la paix débouche sur la guerre. Dès qu'elle commence, Alexandre Ier décide, à la consternation de ses proches, de se substituer aux chefs militaires qui l'entourent et de prendre la tête des troupes russes. On ne reviendra pas ici sur les péripéties de cette guerre traitées dans d'excellents ouvrages. Il suffit de rappeler que la victoire de Napoléon à Austerlitz le 2 décembre 1805 a brisé les armées russes plus encore que celles des autres coalisés et de fait la coalition. L'empereur d'Autriche demanda à Napoléon de conclure un armistice au lendemain même de la défaite et trois semaines plus tard, il signait le traité de paix à Presbourg, le 26 décembre. Napoléon imposera au vaincu des conditions de paix draconiennes que l'Autriche à bout de forces ne pouvait contester, mais qui nourriront chez elle un ressentiment durable dont les effets se manifesteront par la suite. La Prusse ne résista pas davantage au désir de sortir de la guerre et signera avec Napoléon un traité de paix le 15 février 1806 au grand désarroi d'Alexandre Ier qui a tenté vainement de la retenir aux côtés de la Russie. Mais la Prusse n'est pas sortie d'affaire. Elle a gardé le Hanovre et a fermé ses ports aux navires anglais, ce qui a provoqué en retour une réaction anglaise. L'Angleterre lui déclare la guerre et bloque les ports prussiens. La Suède, dès la déclaration de guerre, le 11 mai, décidait de participer au Blocus.

La troisième coalition est morte, mais de nouveaux conflits vont opposer ses membres. Alexandre Ier prétend décider de tout. Il veut se débarrasser de Czartoryski qui critique son attachement à l'alliance prussienne. Czartoryski lui répète que les Prussiens sont des alliés fluctuants à qui l'on ne peut se fier. Il s'inquiète surtout que le tsar, par attachement à la Prusse, ne renonce au projet de reconstitution de la Pologne dont les Prussiens sont de farouches adversaires. Mais Alexandre est sourd à ce discours. Il veut mettre fin au conflit qui oppose les Anglais aux Prussiens et ces derniers aux Suédois. Il veut accomplir ce travail de pacification car le commerce de la Baltique, si important pour la Russie, est paralysé par leurs antagonismes. Et surtout Alexandre Ier n'abandonne jamais la volonté de renouer avec la Prusse. Napoléon va l'y aider par ses initiatives. Il décide de rendre le Hanovre à l'Angleterre, ce qui est inacceptable à la Prusse. Le roi de Prusse se tourne alors vers la Russie et signe une déclaration secrète à laquelle s'ajoutera une déclaration similaire d'Alexandre Ier (juin-juillet 1806). Les signataires s'y engageaient à poursuivre la lutte contre Napoléon et à ne déposer les armes que d'un commun accord. Ce traité avait des conséquences fort paradoxales, peu communes dans les relations internationales, la Prusse étant alliée en même temps avec la France contre la Russie et avec la Russie contre la France. Après Austerlitz il y eut une année étrange où Russes et Français restaient dans l'expectative, sans être ni en paix ni en guerre. Alexandre était tenté de négocier avec Napoléon et Czartoryski, qui va bientôt s'effacer au profit du Livonien Budberg, partageait cette tentation : « Il faut traiter avec Bonaparte », écrit-il dans son mémorandum de décembre 1806. Mais Frédéric-Guillaume III, après avoir oscillé entre la France et ses ennemis, s'étant assuré du soutien d'Alexandre Ier, déclencha la guerre en adressant un ultimatum à Napoléon, qui lui enjoignait de retirer ses troupes au-delà du Rhin et de régler le problème de la Confédération du Rhin. L'armée de Napoléon va écraser l'armée prussienne à Iéna et Auerstaedt et Napoléon entre à Berlin le 15 octobre. Frédéric-Guillaume est contraint de fuir avec sa famille, la défaite prussienne est sans appel, la Prusse a perdu plus des trois quarts de son territoire. Vaincu, désespéré, le roi de Prusse en appelle à son allié russe qui se précipite à son secours. La fidélité d'Alexandre Ier ne lui sera guère utile, et elle ne bénéficiera pas plus à la Russie, car la bataille d'Eylau, le 8 février 1807, fut un carnage, comme le dira Napoléon. Les deux adversaires se proclameront vainqueurs : « C'est à vous, mon général, écrivit Alexandre au général Bennigsen, que revient la gloire de vaincre celui qui ne l'a encore jamais été. » Au vrai, Napoléon domina.

Une campagne d'une exceptionnelle violence se déchaîna en Russie contre Napoléon. L'Église y contribua. Le Saint-Synode faisait lire durant la messe dominicale une longue liste des « crimes de Napoléon contre la paix et la tranquillité du monde ». Marie-Pierre Rey, auteur d'une biographie d'Alexandre Ier, relève que, pour la première fois en Russie, un discours antisémite se fait entendre, Napoléon étant accusé de vouloir

briser l'Église orthodoxe par esprit philosémite.

La Russie qui avait été si durablement francophile – ses élites avaient été nourries de l'esprit des Lumières – bascule alors dans une hostilité déclarée à la France.

Cette francophobie de circonstance n'a pas empêché l'entourage d'Alexandre Ier – notamment le grand-duc héritier Constantin Pavlovitch – de le presser de faire la paix avec Napoléon. Mais il resta sourd à ce discours jusqu'au fatal 14 juin 1807, où la défaite subie à Friedland le contraint à en accepter l'idée. La négociation fut confiée au prince Lobanov-Rostovski, qui avait servi dans les armées au temps de Catherine II. Alexandre Ier ne pouvait reculer les tractations de paix, car aux désastres militaires successifs s'ajoutait le fait que Napoléon et ses armées étaient aux frontières de la Pologne, menaçant directement la Russie, alors que celle-ci était une nouvelle fois aux prises avec les Turcs. L'année précédente, Napoléon avait envoyé à Constantinople le général Sébastiani, qui avait conclu un accord franco-turco-persan. Conséquence de cet accord, le sultan oublia le traité russo-turc de 1792, ferma les Détroits aux navires de guerre russes et menaça la Moldavie et la Valachie, ce qui obligea la Russie à envoyer d'urgence des troupes sur le Danube. La France n'était évidemment pas étrangère à l'hostilité que le sultan manifestait à la Russie. Et celle-ci, privée du soutien autrichien et prussien, mollement soutenue par l'Angleterre, était incapable de faire face aux défaites, à la menace à ses frontières et à l'ouverture d'un troisième front l'opposant à l'Empire ottoman.

Le prince Lobanov-Rostovski se rendit donc à Tilsit en compagnie du prince Kourakine, pour négocier avec Napoléon. Les envoyés russes étaient deux hommes d'expérience qui avaient, aux côtés de Catherine II, acquis un savoir diplomatique certain.

La paix de Tilsit fut préparée par ces deux Russes et, du côté français, par Talleyrand. Elle est entrée dans l'histoire avec l'image du radeau où se rencontrèrent les deux empereurs, hier encore ennemis et offrant soudain le spectacle d'une chaleureuse connivence. Quels furent réellement les sentiments des deux hommes ? Les témoignages évoquent l'apparence d'une émouvante rencontre, mais, dans le fond, on peut imaginer que l'un comme l'autre se sentit dupé. À Sainte-Hélène, Napoléon, en évoquant Tilsit, reconnaîtra « avoir cru aux sentiments d'amitié » d'Alexandre. Alexandre Ier dira plus ou moins dans le même temps « que ne l'ai-je vu plus tôt. Le voile est déchiré et le temps de l'erreur est passé », ajoutant dans une lettre au roi de Prusse « ayez de la patience, nous reprendrons ce que nous avons perdu. Il se rompra le cou ». Et encore : « Ainsi je gagnerai du temps. »

L'essentiel réside néanmoins dans ce qui fut négocié alors, qui se résume en premier lieu à un partage des zones d'influence, l'Empire d'Occident à Napoléon, l'Empire d'Orient à Alexandre Ier. Au-delà de cette organisation géopolitique, la Russie s'efforcera d'assurer une paix honorable, sans abandons territoriaux, en préservant son allié prussien et en n'allant pas trop loin dans la voie d'une alliance avec la France. Pour Napoléon, l'objectif est de forger une alliance réelle qui reconnaisse ses conquêtes, sa légitimité et celle des royaumes familiaux qu'il fonde. La Prusse vaincue doit payer le prix de sa défaite par des pertes territoriales. Enfin, Napoléon veut un accord sur la lutte commune contre l'ennemi anglais. Malgré les réticences d'Alexandre Ier devant ces exigences françaises, le traité sera signé le 25 juillet 1807, ou plutôt les traités puisqu'il s'agit d'un ensemble constitué d'un traité de paix et d'amitié dont certains articles sont publics et d'autres secrets et d'un traité d'alliance défensive et offensive tout entier couvert par le secret. La Prusse, dont le souverain ne participait pas à la négociation, paie un prix considérable à cette paix en dépit des efforts d'Alexandre Ier pour sauver ce qui peut l'être de son royaume. Certes, Frédéric-Guillaume III retrouvait les territoires situés dans les frontières de la Prusse en 1772, la Poméranie, la Silésie et une partie du Brandebourg. Mais il perdait toutes ses possessions situées entre le Rhin et l'Elbe, et la Pologne. Napoléon put constituer à ses dépens le royaume de Westphalie, qu'il attribua à son frère Jérôme et le grand-duché de Varsovie. Dantzig était déclarée ville libre. Le Mecklembourg et l'Oldenbourg revenaient à leurs princes, mais ils restaient occupés en raison du Blocus continental et de même que la Saxe, la Thuringe, les petites principautés d'Allemagne, tous contraints d'adhérer à la Confédération du Rhin, invention française donc soumise à son influence. Le roi de Prusse devait adhérer au Blocus continental et ne pourrait récupérer ses États qu'après avoir versé une considérable contribution de guerre.

Le traité de Tilsit impliquait aussi une médiation russe entre la France et l'Angleterre, française entre la Russie et la Turquie ; la reconnaissance par la Russie des rois Joseph de Naples, Jérôme de Westphalie, Louis de Hollande ; la reconnaissance de la Confédération du Rhin et plus généralement des États fondés par Napoléon. Enfin il stipulait la garantie réciproque de l'intégrité des territoires possédés par la Russie et par la France.

Outre le traité secret, le traité d'alliance offensive et défensive prévoyait qu'au terme d'un ultimatum adressé à l'Angleterre la Russie lui déclarerait la guerre, que s'agissant de la Turquie, si elle ne faisait pas dans un délai de trois mois la paix avec la Russie, les alliés lui enlèveraient toutes les provinces en Europe, à l'exception de la Roumélie et de Constantinople, que la Suède serait sommée de rompre avec l'Angleterre sous peine d'un conflit avec le Danemark et du rattachement de la Finlande à la Russie, enfin que l'Autriche, la Suède, le Danemark et le Portugal se joindraient au Blocus continental.

Le traité mobilisait donc l'Europe contre l'Angleterre et Alexandre Ier acceptait de s'opposer ainsi à son alliée de la veille. Il accepta aussi de ne plus défendre l'intégrité de la Prusse, il prenait même part au partage de ses dépouilles en récupérant la province de Byalistock, et il enlevait la Finlande à son allié et beau-frère Gustave IV. Pour finir, il participait à la reconstitution partielle de la Pologne, même si celle-ci ne relèverait pas de son autorité. Tout compte fait, le traité de Tilsit n'était pas pour la Russie une mauvaise affaire, alors qu'il avait été négocié au terme de lourdes défaites. En faisant la paix, la France avait cherché à se donner les moyens de triompher en Espagne, où elle allait s'épuiser, alors que le traité ouvrait à Alexandre des perspectives d'action en Orient et sur le Danube.

Certes, Alexandre avait dû, sur des questions qui lui tenaient particulièrement à cœur – les Balkans et l'Empire ottoman –, se contenter des engagements verbaux de Napoléon. Rentrant en Russie, il était convaincu d'être approuvé sans réserve. Il n'en sera rien. Au sommet de l'État, à la Cour, nombre de ses proches, à commencer par l'impératrice mère, s'indigneront des accords conclus, diront-ils, aux conditions de la France. De même, la francophobie latente dans la société la conduira à condamner l'alliance avec la France et la rupture avec l'Angleterre. De surcroît, la Russie devra constater en peu de temps combien lui seront coûteux le Blocus et l'abandon de l'amitié avec l'Angleterre.

La rupture russo-anglaise plongea le commerce russe dans un marasme qui affecta la société dans son ensemble. Le mécontentement qui en résulta était dirigé contre l'empereur, tenu pour responsable. Dès les lendemains du traité, des rumeurs vont circuler suggérant qu'un complot visant à écarter l'empereur du trône au profit de sa sœur Catherine est en préparation. Au mécontentement social s'ajoute la montée d'un vif sentiment antifrançais à la Cour, que l'impératrice encourage. Le général Savary que Napoléon a envoyé à Pétersbourg pour une mission temporaire, sans titre d'ambassadeur, en a fait une chronique minutieuse. Mais il est lui-même la cible de l'hostilité car on lui attribue une responsabilité dans l'assassinat du duc d'Enghien, la Cour lui tourne ostensiblement le dos, même si le souverain s'efforce par les amabilités qu'il lui prodigue d'atténuer l'effet de ces comportements. Peu après, Napoléon ayant compris que cette nomination était fâcheuse, lui substitua Caulaincourt, doté du titre d'ambassadeur. Dans un premier temps, comme Savary, Caulaincourt sera tenu à l'écart, soupçonné d'avoir lui aussi participé au crime des fossés de Vincennes. Puis, peu à peu, ses efforts, son élégance et le luxe avec lequel il accueille toute l'élite russe lui

gagnent la sympathie des Russes, convaincus qu'il souhaite servir leur pays. Un seul îlot d'hostilité à son encontre subsistera regroupé autour de l'impératrice douairière.

À Paris, le représentant d'Alexandre Ier, le comte Tolstoï, n'a pas la tâche plus aisée. Il est vrai qu'il n'aime pas la France, il est convaincu que la Russie et la Prusse doivent être unies, et il se méfie spontanément de Napoléon. Ses réticences sont si visibles, en dépit de sa volonté de respecter les instructions d'Alexandre Ier, que celui-ci décide rapidement de le rappeler et de le remplacer par le prince Alexandre Kourakine, signataire du traité de Tilsit. Kourakine est populaire chez les Français qui s'amusent de sa laideur, de ses étonnantes recherches vestimentaires et de son souci permanent de l'étiquette. Ses réceptions rencontrent un grand succès et ses assiduités auprès des ballerines de l'Opéra de Paris font jaser. Les relations diplomatiques sont donc apaisées, malgré les petits incidents qui marquent toujours les relations entre États. Mais trois sujets continuent à opposer Paris et Pétersbourg, la Pologne, la région de la Baltique et l'Empire ottoman.

En dépit de l'optimisme que lui a inspiré la rencontre de Tilsit, Napoléon est obsédé par la crainte de la puissance russe. Si à Tilsit il avait vaguement évoqué un partage de l'Empire ottoman, il y revient aussitôt qu'Alexandre Ier manifeste son intérêt pour ce sujet et lui propose tout simplement d'échanger la Silésie contre les principautés danubiennes. Quant à Constantinople, c'est, dit-il, « la clé de Toulon et du commerce méditerranéen, le centre de la domination universelle », tandis qu'Alexandre Ier rétorque : « Si la Turquie était à un autre, je ne serais plus maître chez moi. » La Baltique est une autre zone de conflit éventuel. Certes, Napoléon avait montré une grande compréhension des ambitions de la Russie en l'encourageant à déclarer la guerre à la Suède, à lui enlever la Finlande et à créer un État finlandais qui n'avait jamais existé. Mais le Blocus continental avait fermé la Baltique à toute activité et l'annexion des territoires hanséatiques avait poussé les limites de l'État jusqu'à la mer, ce qui était perçu par la Russie comme une menace permanente pour sa sécurité.

La Pologne enfin, éternelle pomme de discorde entre la Russie et la France, retrouve ce rôle après la rencontre de Tilsit. Chacun des deux pays considérait que la Pologne, reconstituée jusqu'à un certain point, devrait relever de sa seule influence. Ces deux exigences étaient inconciliables. Napoléon tenait la Pologne pour un poste avancé de sa puissance. Il arguait qu'elle lui devait sa résurrection et il avait profité de la victoire remportée sur l'Autriche pour l'agrandir de la Galicie. Alexandre Ier y répondait que « la question de la Pologne est la seule sur laquelle je ne transigerai jamais… je ne souffrirai pas qu'il y eût à ma frontière une province française ». En dépit de son éloignement, Czartoryski soutenait avec énergie la position d'Alexandre Ier.

Ces divergences jamais oubliées durant les années de la paix franco-russe avaient atteint un stade aigü lors de l'entrevue d'Erfurt. Les souverains qui se font face à Erfurt ne sont plus dans les mêmes dispositions qu'à Tilsit. Un an plus tôt Napoléon triomphait, en 1808 il est enlisé dans les affaires d'Espagne, et il doit envisager une guerre avec l'Autriche pour laquelle le soutien de l'allié russe lui est nécessaire. Alexandre Ier a lui aussi changé, mais dans un sens différent. Il n'est plus le vaincu de Friedland, celui qui a besoin de faire la paix, mais le souverain d'un pays dont l'autorité s'est affirmée, et dont la place et le rôle en Europe ne sont plus contestés. De plus, il est indigné par l'arrogance de Napoléon, qui, sans ménagement ni prétexte, a expulsé la maison de Bragance, détrôné les Bourbons d'Espagne et chassé le pape de Rome. Sa passion expansionniste ne semble connaître aucune limite, ce qui explique l'hostilité croissante de la Russie à son égard. Sans doute Alexandre Ier, dans son souci de s'entourer de collaborateurs attachés à la politique engagée à Tilsit, a-t-il promu deux francophiles notoires, Roumiantsev aux Affaires étrangères et Mikhaïl Speranski au Conseil d'État. Ce dernier est un admirateur inconditionnel du génie de Napoléon, du Code civil et des Lumières. Il entend étendre ces principes à la Russie. Ce sont ces deux hommes qui vont l'accompagner à Erfurt avec son frère, le grand-duc Constantin.

À Erfurt, Napoléon, qui voulait séduire son interlocuteur, déploya des fastes exceptionnels. Mais l'heure de la séduction était passée, Alexandre jeta sur les réjouissances et les propos aimables un regard méfiant. Aussitôt arrivé à Erfurt, il fut confronté à la question autrichienne, Napoléon lui proposant de demander en commun aux autorités de Vienne de désarmer. Alexandre refusa de s'associer à une démarche si autoritaire et plaida la nécessité de ménager l'Autriche, de préserver une relation prudente avec elle. Napoléon fut indigné de ce refus de le soutenir. Il ne comprenait pas la volonté d'Alexandre de préserver l'Autriche. Alexandre sait que l'Autriche, écrasée militairement, sera démantelée et privée de ses possessions polonaises qui iront grandir le grand-duché de Varsovie. Or, c'est ce qu'il redoute. L'hypothèse d'une Pologne agrandie, servant de bastion avancé à la puissance française, lui est insupportable. Napoléon s'efforce de le séduire en lui faisant miroiter la possibilité d'une expansion territoriale aux dépens de la Suède, mais Alexandre fait la sourde oreille. L'intérêt de la Russie n'est pas, il en est convaincu, dans une expansion inconsidérée, mais dans la protection de son espace d'influence.

La question d'Orient devait être le sujet principal de la rencontre d'Erfurt, ainsi l'avait-on pensé à Tilsit. À Erfurt, les participants devaient se partager les dépouilles de l'Empire ottoman. Mais confronté à ses difficultés en Espagne, à l'hostilité ouverte de l'Autriche, Napoléon préféra différer cette question et concéder seulement les principautés à Alexandre Ier. Celui-ci, loin de s'offusquer du changement de programme, accepta cette proposition. Si l'idée du partage avancée par Napoléon à Tilsit l'avait un temps enthousiasmé, c'est qu'il avait imaginé obtenir Constantinople. Mais le temps passant, sa confiance en Napoléon diminuant, il n'était plus guère enclin à Erfurt à débattre d'un partage où il pressentait que Napoléon offrirait à la Russie des miettes, se réservant la part du lion. Roumiantsev lui ayant écrit : « L'acquisition de la Moldavie et de la Valachie nous est beaucoup plus avantageuse », il reprend l'idée à son compte. De même il va résister aux pressions de Napoléon qui cherche à l'entraîner dans la guerre qu'il mène contre l'Angleterre. Alexandre confirme à son interlocuteur qu'il est fidèle au Blocus, en dépit de son coût pour l'économie russe et aussi de son coût politique, car l'hostilité populaire à son égard est en partie liée aux effets négatifs du blocus. Mais il refuse de s'engager davantage, tout juste propose-t-il d'inviter le roi d'Angleterre à des pourparlers de paix. Le congrès d'Erfurt aboutit à une convention écrite dans laquelle les deux signataires renouaient leur alliance, s'engageaient à faire en commun la paix ou la guerre, et tendaient un rameau d'olivier à l'Angleterre. La négociation avec ce pays devait se faire sur la base de l'*uti possidetis*[1]. La France s'engageait à ce que la paix assure à la Russie la possession de la Finlande, la Valachie et la Moldavie. Pour la Russie, la paix devait garantir à la France les possessions dont elle disposait lors de la signature de la convention, ainsi que la Couronne d'Espagne et des Indes à Joseph Bonaparte. La Russie pouvait revendiquer la possession des provinces danubiennes face à la Porte, mais en ménageant l'amitié franco-ottomane, ce que la liaison avec les plénipotentiaires français garantissait.

Napoléon avança alors, par l'intermédiaire de Talleyrand présent à Erfurt, l'idée d'une alliance matrimoniale avec la dynastie Romanov. Caulaincourt de son côté en parla au tsar. Napoléon s'apprêtait à se séparer de Joséphine, qui n'avait pu lui donner un héritier, et songeait à l'une des sœurs d'Alexandre, Catherine Pavlovna, une princesse de vingt ans. Cette perspective déplut fort au souverain russe peu soucieux de nouer des liens familiaux avec Napoléon. Il fut encouragé dans son hostilité par Talleyrand, et imagina une parade pour éviter de devoir répondre à une demande en mariage qui, au demeurant, n'avait pas encore été présentée. Il poussa la princesse à épouser en toute hâte un prince d'Oldenbourg. L'affaire revint sur le tapis au tournant de l'année 1810. Cette fois, Napoléon présenta une demande en bonne et due forme. La princesse Catherine s'étant mariée dans l'intervalle, c'est sa jeune sœur Anna Pavlovna, tout juste âgée de quatorze ans, qui fut l'objet de cette demande. Alexandre Ier va répondre que son âge interdit une décision immédiate. Mais dans le même temps, Napoléon annonce sa décision d'épouser Marie-Louise d'Autriche. Cet épisode est significatif à bien des égards de l'évolution des rapports entre la Russie et la France, et

surtout de la vision que chacun des souverains a de son pays par rapport à l'autre. Lors de son voyage en France en 1716, Pierre le Grand avait proposé une union entre sa fille, la future impératrice Élisabeth, et le jeune Louis XV. Le régent avait dédaigné l'offre, les origines d'Élisabeth, fille d'une servante livonienne, lui semblant indignes d'un Bourbon. De plus, la puissance, montante certes, de la Russie ne lui semblait pas justifier que ce pays accède au jeu des alliances matrimoniales cher aux souverains de l'époque, qui servaient à conforter leurs intérêts politiques. Près d'un siècle plus tard, c'est la Russie qui regarde de haut les origines et la légitimité de Napoléon, et ne considère pas que son déploiement de puissance compense ces tares. Quelle revanche pour Pierre le Grand ! Mais on peut aussi s'étonner de la manière cavalière dont Napoléon usa à l'égard d'Alexandre Ier. Une demande d'union hâtivement présentée, sans même lui laisser le temps de répondre, l'annonce d'un autre projet matrimonial. L'injure faite à la Russie était à la mesure du mépris dont Alexandre Ier avait témoigné devant les ouvertures matrimoniales françaises. Cet épisode atteste aussi, en ce début d'année 1810, de la dégradation des relations entre les deux pays. On est bien loin des embrassades échangées sur le Niémen.

Il n'est pas indifférent à ce point de prendre en considération le rôle joué par Talleyrand à Erfurt. Il y est venu dans la suite de Napoléon, même si, depuis Tilsit, il n'est plus son ministre. Napoléon le consulte toujours, se confie à lui et lui confie des missions comme celle de faire avancer son projet matrimonial russe. Albert Vandal a résumé ainsi le jeu de Talleyrand à Erfurt : « Désormais il est en insurrection sourde mais formelle, contre son maître, et loin de servir ses volontés, il vient conspirer contre ses desseins. Ce qu'il veut tout d'abord, c'est négocier sa paix particulière avec l'Europe, cimenter ses bons rapports avec Vienne, se ménager auprès du tsar un crédit destiné à l'assurer contre les risques de l'avenir. À Erfurt il inaugurera les relations qui lui permettront, six ans plus tard, de faire au monarque russe les honneurs de Paris conquis. » Talleyrand, qui est arrivé tôt à Erfurt, va se trouver dans une grande proximité avec Alexandre Ier, et aura avec lui de multiples entretiens. Il joue alors un jeu personnel dont l'empereur n'a pas soupçon. Il attise la méfiance d'Alexandre Ier à l'égard de Napoléon, de ses demandes et propositions. Il veut convaincre le souverain russe du manque de sincérité de l'empereur qui avance des propositions creuses qu'il ne pourra mettre en œuvre. Emmanuel de Waresquiel a montré dans sa biographie du *Diable boiteux* que Talleyrand a joué à Erfurt un rôle inattendu mais combien pernicieux pour son souverain. Il participait à toute la négociation, à la préparation des textes, mais il se situait du côté russe. Ses raisons d'agir dépassaient son simple intérêt personnel, elles tenaient d'abord à la vision nouvelle qu'il avait de l'intérêt de son pays. Albert Vandal souligne à juste titre que Talleyrand est alors convaincu que Napoléon a perdu le sens du réel, du possible, et qu'il lui incombe de prévenir le désastre à venir. Alexandre a pour cette raison trouvé à Erfurt un homme qui l'encourage à résister aux demandes de Napoléon et qui contribuera à l'érosion de l'alliance née à Tilsit. Cette alliance, qui sera bien confirmée à Erfurt, va imposer à la Russie de s'engager dans trois guerres, contre l'Angleterre, la Suède et l'Autriche. Et en même temps la Russie est en conflit avec la Turquie et peu après, elle va se lancer dans une confrontation avec la Perse, tandis que l'agitation croissante au Caucase aggrave ses difficultés en Orient. La paix conclue à Tilsit était lourde de conséquences, Alexandre en prend progressivement conscience, ce qui contribue à son durcissement face à Napoléon.

La guerre avec l'Autriche commença peu de mois après Erfurt, en avril 1809. La Russie s'était engagée à agir de concert avec la France en cas de conflit provoqué par ce pays. L'attaque autrichienne se déploya sur trois fronts, l'archiduc Charles envahit la Bavière, l'archiduc Jean l'Italie du Nord et l'archiduc Ferdinand le grand-duché de Varsovie. Napoléon réagit à sa manière, vite et fort, et un mois après le début du conflit ses armées occupaient Vienne. La Russie devait intervenir, cela lui était d'autant plus aisé qu'elle avait massé des troupes considérables sur sa frontière occidentale. Trois mois après le début des opérations, en juillet une partie de ces troupes franchit le Boug. Elles occupèrent la Galicie et plus de dix jours après la bataille de Wagram, elles s'installaient à Cracovie d'où elles ne bougeront plus. Ce fut la contribution russe à la guerre franco-autrichienne, elle n'alla pas au-delà, Napoléon le constatera amèrement. Comme Alexandre Ier, il était conscient de la dégradation rapide de ses relations avec Pétersbourg. Comme Alexandre, il constatait que l'alliance de Tilsit n'avait plus de raison d'être et il en concluait que l'intérêt commun célébré à Tilsit reposait sur une illusion. Duroc le lui avait longuement exposé dans un mémoire de 1809, qui tombera dans les mains d'Alexandre Ier. Duroc y rappelait que l'alliance avec la Russie était contraire à la politique traditionnelle de la France, que les agissements russes dans les Balkans mettaient en danger les positions françaises en Italie, que la Russie ne soutenait l'entreprise d'Espagne que parce qu'elle pensait que la France allait s'y enliser et s'y affaiblir, qu'en Pologne elle sabotait les intérêts français pour reprendre le contrôle du pays, éternelle pomme de discorde entre Paris et Pétersbourg. La conclusion de Duroc était que la France devait, par tous les moyens, repousser la Russie vers l'est. Des Bourbons à Napoléon, l'objectif restait le même, ne pas permettre à la Russie de jouer un rôle en Europe. La mollesse de la réaction russe en Autriche, que Napoléon constatait alors qu'il lisait la note de Duroc, lui confirmait la justesse de cette analyse. Le traité de Schönbrunn qui mit fin à la guerre fut tout à la fois la vengeance de Napoléon et la conclusion qu'il tirait de la réflexion de Duroc. Napoléon octroya une grande partie de la Galicie à la Pologne. Cet agrandissement de la Pologne, même si la Russie reçut en dédommagement une petite part de la Galicie, ne pouvait qu'inquiéter le souverain russe et envenimer plus encore sa relation avec la France.

Si faire la guerre à l'Autriche sans y consacrer trop de moyens, en en limitant les conséquences, fut aisé, il en alla tout autrement lorsqu'il s'agit de la Suède. La Russie avait conquis la Finlande en 1808, en prenant prétexte du traité de subsides que Gustave IV venait de signer avec l'Angleterre. Quand, en 1810, dans un climat politique très agité, Bernadotte fut élu roi de Suède, ce choix inquiéta Alexandre. Il crut que la Suède allait tout naturellement devenir un poste avancé de la France en Europe du Nord. C'était ignorer les rancœurs et les ambitions de Bernadotte, qui entendait être roi au plein sens du terme et non servir d'instrument à la politique de Napoléon. Et il comprit que la Russie pourrait être un précieux contrepoids à l'autorité de l'empereur. Il fut d'ailleurs entretenu dans cette idée par Tchernychev, un jeune aide de camp d'Alexandre Ier, que celui-ci avait nommé à Paris, et qui deviendra plus tard ministre de la Guerre. Tchernychev connaissait Bernadotte, il s'entretenait souvent avec lui et il servit de lien entre Alexandre Ier et le roi de Suède. Il comprit très tôt que celui-ci voulait s'émanciper de Napoléon, Bernadotte avait aussi conscience de la nécessité de ménager la Russie que Napoléon finirait par attaquer, qu'un rapprochement russo-anglais était souhaitable pour la Suède que le blocus décrété par la France ruinait. Du coup, il décida de faire une croix sur la Finlande et de s'attaquer à la Norvège, convaincu que Londres et Pétersbourg ne réagiraient pas. La victime de cet accord dissimulé était le Danemark, allié de la France, et, par contrecoup, Napoléon. En avril 1812, l'alliance russo-suédoise fut conclue, elle avait l'inconvénient que la Russie dût s'engager à soutenir la Suède contre le Danemark. Mais, en 1812, la Russie ne craint plus de provoquer une réaction de Napoléon, alors que ce projet présente un grand avantage en termes de sécurité, puisqu'il mettra sa capitale et la Finlande à l'abri de la menace suédoise. Cet épisode montre combien en peu de temps – cinq années seulement – l'alliance franco-russe s'est érodée. Dès 1811, la Russie sait qu'une guerre contre Napoléon est inévitable.

Alexandre Ier s'y prépare d'ailleurs sérieusement. Le remaniement de son entourage politique est dominé par cette éventualité. Alexandre Ier va remplacer le francophile Roumiantsev par Nesselrode, fils d'un aristocrate rhénan, qui avait servi un temps la France puis le Portugal et s'était ensuite installé en Russie. Nesselrode était un diplomate-né dont la vision géopolitique serait précieuse à Alexandre Ier. Il fut avec Tchernychev, dans les années où l'alliance franco-russe bat de l'aile, celui qui saurait le mieux informer le tsar de la situation politique et militaire de la France, l'aidant à prévoir et à décrypter les intentions de Napoléon. Nesselrode reçut des moyens considérables pour acheter les informations et des documents secrets ; et ses relations avec Fouché et Talleyrand lui ont été particulièrement utiles. Les sentiments ambigus de ces deux proches de Napoléon à l'égard de leur empereur, comme probablement une certaine propension à la corruption, les conduisirent à répondre aux demandes de Nesselrode. Celui-ci eut d'ailleurs la sagesse de ne jamais compromettre ses informateurs.

C'est ainsi qu'en 1810 Nesselrode remit à Alexandre Ier un document ultra-secret et d'un intérêt exceptionnel exposant la politique qui serait la plus propre à servir les intérêts de la France ; ce document élaboré par le ministre des Affaires étrangères Champagny pour Napoléon n'était destiné qu'à lui seul. Champagny y expliquait que la Russie et l'Angleterre étaient liées par des intérêts permanents, fondamentaux, auxquels la France était étrangère. C'est pourquoi elle devait revenir à sa politique traditionnelle dont les appuis étaient la Suède, la Pologne et l'Empire ottoman, pays que la France devait soutenir contre la Russie. L'Empire ottoman, en particulier, devait se préparer à une guerre contre elle. Pour la Pologne, il fallait dans un premier temps l'agrandir de la Silésie pour la renforcer. Champagny préconisait à terme la reconstitution de la Pologne en repoussant la frontière russe au-delà du Dniepr, en y intégrant les terres polonaises conquises par l'Autriche, et surtout en détruisant la Prusse. Dans ce plan de rassemblement des terres polonaises, Champagny entendait ménager l'Autriche en lui offrant des compensations territoriales, alors que seules la Russie et la Prusse – qui menaçaient la puissance française – en paieraient le prix. Le royaume de Pologne reconstitué redeviendrait ainsi une barrière française à l'est.

Dans le même temps que Nesselrode déposait sur son bureau ce programme si redoutable pour la Russie, Alexandre Ier recevait de nombreuses informations sur les préparatifs militaires de son puissant et éphémère allié-rival. Comment Alexandre Ier aurait-il pu douter que l'alliance fondée sur la volonté de gagner du temps était condamnée à brève échéance ? L'impopularité de cette alliance va croître en Russie dans les années 1810-1811.

Il était pourtant impossible d'envisager une guerre avec la France avant d'avoir mis fin à l'interminable conflit avec l'Empire ottoman. Mais les Turcs, pressentant eux aussi la rupture de l'alliance franco-russe, n'étaient guère pressés de faire la paix. Ils préféraient attendre que la guerre avec la France éclate et qu'Alexandre soit contraint de déplacer le gros des troupes engagées en Orient sur le nouveau front. Erreur de calcul ! Koutouzov réussit à arrêter les troupes ottomanes, contraignant ainsi la Porte à demander la paix, qui sera signée en juin 1812.

Ayant rétabli la paix sur le front ottoman, Alexandre devait s'assurer des intentions de l'Autriche et de la Prusse. L'Autriche était très vulnérable. Ne pouvant affronter Napoléon, elle avait signé en mars 1812 avec la France une convention militaire dirigée contre la Russie. Metternich, qui était conscient de l'inquiétude d'Alexandre Ier, aura à cœur de le rassurer. Il lui dit que son pays n'entrerait en conflit avec la Russie qu'après avoir laissé traîner les choses – comme l'avait fait la Russie en 1809 – et que ses armées n'entreraient pas en territoire russe. Avec la Prusse, les relations étaient à la fois simples – Frédéric-Guillaume III haïssait Napoléon et souhaitait s'allier à la Russie – et difficiles puisque la Prusse, étant encerclée par les armées françaises, ne pouvait se tourner vers la Russie que si Napoléon était en difficulté. On en était loin. Pour rassurer la Prusse, la Russie devait envoyer ses troupes dans le grand-duché de Varsovie et le gagner à sa cause. Or les Polonais n'étaient pas prêts à accepter l'idée d'un retour à la domination ou à l'influence russe. Finalement Alexandre Ier dut envisager d'engager la guerre avec Napoléon sans avoir pu s'assurer de la neutralité de Vienne et de Berlin. Napoléon, en revanche, disposait du concours de trente mille Autrichiens et vingt mille Prussiens.

La disproportion des forces à la veille de la guerre était criante. La Grande Armée comptait six cent cinquante mille hommes et, avec les réserves, elle pouvait disposer de plus d'un million de soldats. Certes, si plus de la moitié d'entre eux étaient français, un nombre presque équivalent était constitué d'étrangers – Belges, Hollandais, Hanovriens, Piémontais – que l'on confondait alors avec les Français. Il faut y ajouter l'armée italienne, l'armée napolitaine, des régiments espagnols, et d'autres encore issus de toute l'Allemagne. Il y avait aussi soixante mille Polonais et d'autres Slaves.

L'armée russe de 1812 avait été reconstruite et augmentée, ce n'était plus celle que Napoléon avait battue quelques années auparavant. Trois armées russes vont se trouver en face de Napoléon, la première, dirigée par Barclay de Tolly, forte de trente-six mille hommes, la deuxième, placée sous les ordres du général Bagration avec cinquante-sept mille et la troisième conduite par le général Tormassov en comptait quarante-huit mille. Cette armée avait été constituée en mai 1812 pour faire face à la menace autrichienne et elle comptait de nombreux bataillons de réserve. Les trois armées renforcées par des régiments de Cosaques représentaient une force de deux cent quarante-deux mille hommes environ, la moitié seulement des forces que Napoléon va jeter dans la guerre contre la Russie en juin 1812. Alexandre Ier espérait pouvoir mettre près de six cent mille hommes en face de Napoléon. Qu'il y en eût moins de la moitié avait deux explications. D'abord, un mauvais usage russe, la différence entre soldats inscrits et soldats présents dans les rangs n'était pas comptabilisée. Mais, surtout, les troupes russes étaient dispersées sur divers fronts au Caucase, en Finlande, en Crimée. La paix signée avec l'Empire ottoman à l'heure même où commence la guerre avec la France libère des troupes, mais il faut les transférer d'un front à l'autre, ce qui exige du temps. L'infériorité numérique des armées russes par rapport à celles de Napoléon s'explique aussi en partie par le désir d'Alexandre Ier, soucieux de gagner du temps, de ne pas provoquer Napoléon en développant de manière trop ostensible son armée. Enfin, il est une raison qui a joué son rôle dans l'infériorité numérique de l'armée russe, le manque de cadres pour former les troupes. À partir de 1806, un effort a été fait pour recruter les cadres de qualité qui lui manquaient cruellement, notamment des officiers subalternes. Cet effort finira par porter des fruits, mais cette pénurie freinera longtemps le recrutement de troupes plus nombreuses.

Autant de raisons pour qu'Alexandre ait voulu, comme Napoléon d'ailleurs, retarder le moment d'une confrontation inévitable. Celle-ci a lieu le 11 juin 1812, lorsque les armées de Napoléon – presque un demi-million d'hommes – franchissent le Niémen. Les ouvrages innombrables consacrés à la guerre de 1812 nous dispensent d'en faire le récit. Mais il importe ici de comprendre comment les deux adversaires ont conçu cette guerre.

Le 11 juin, Alexandre Ier est à Vilno, quartier général de l'armée, il apprend que les troupes françaises marchent sur le Dniepr avant même d'avoir eu connaissance de la déclaration de guerre de Napoléon. Dès les premiers jours de la guerre, il va, avec Barclay de Tolly, défendre une stratégie élaborée depuis des mois et qu'a étudiée avec un soin particulier l'historien anglais Dominic Lieven. Nous lui empruntons l'explication du choix stratégique russe. Dès 1810, Barclay de Tolly avait soumis au souverain un mémorandum sur « la défense des frontières occidentales de la Russie ». Le général partait d'un constat, l'extrême vulnérabilité de ces frontières, très longues et ne comportant pas de défenses naturelles. De plus, ces frontières n'ayant jamais été menacées depuis le temps de Pierre le Grand, elles n'ont pas été fortifiées. Les territoires enlevés à la Pologne en 1772 sont indéfendables, ils constituent même une invite à l'invasion. La solution proposée par Barclay de Tolly pour répondre à une situation si défavorable est le repli de l'armée vers la Biélorussie et la Lituanie, en pratiquant la politique de la terre brûlée, pour priver l'ennemi lors de sa progression de toutes ressources en vivres et en fourrage. La ligne de défense russe devrait être située le long de la Dvina et du Dniepr, qui étaient renforcés par la construction de forteresses. Barclay pensait que l'ennemi serait tenté d'aller dans la direction de Kiev, et la bonne réponse serait de le ralentir par un repli continu sans jamais chercher ou accepter d'engagement. Au fur et à mesure de ce repli, l'armée russe de réserve devrait attaquer l'ennemi sur ses arrières.

Barclay avait mis en lumière l'absence de fortifications sur la frontière occidentale, mais, dès 1810, un effort avait été fait pour y remédier : à Bobrouïsk pour défendre Kiev, à Riga, à Dünaburg sur la Dvina. Cette dernière forteresse n'était pas terminée en 1812, ce qui ouvrait à l'ennemi un accès vers Moscou et surtout vers Smolensk. En amont de la Dvina, on avait édifié un important ouvrage de défense, le camp de Drissa. Le

plan de Barclay fut repris et complété en 1812 par un conseiller d'Alexandre Ier, le général Pfuel, qui posa que Drissa serait la clé du système de défense de l'Empire. Quelques généraux avaient certes plaidé pour une stratégie offensive, mais Alexandre Ier avait opté pour la stratégie défensive de Barclay et Pfuel. Il s'était aussi nourri des travaux de ses collaborateurs qui avaient analysé les éléments principaux de la stratégie napoléonienne : grandes batailles et victoires rapides. Les stratèges russes en conclurent qu'il fallait opter pour une stratégie qui « planifie et livre une guerre totalement opposée à ce que désire l'ennemi ». Attirer les armées napoléoniennes jusqu'au cœur de la Russie, les y conduire par un repli russe ininterrompu, imposant à l'ennemi de courir sans fin derrière des troupes en retraite, sans avoir la chance d'un engagement qui lui eût assuré la victoire. Et il fallait que cette poursuite ait un caractère fatal parce qu'elle se déroulerait sur des terres abandonnées, sacrifiées, où l'ennemi ne trouverait aucune ressource pour assurer ses besoins en vivres et en fourrage.

Cette stratégie, qu'Alexandre Ier adoptera, présentait aussi des inconvénients. Tout d'abord, comment allait réagir le peuple russe devant un repli stratégique qu'il comprendrait comme une série de reculades, un signe de faiblesse et non comme une manœuvre savamment élaborée ? Ne pouvait-on craindre un mécontentement allant jusqu'à provoquer des insurrections locales ? Peu avant la guerre, le pouvoir russe s'était inquiété de rumeurs annonçant qu'un soulèvement du type de celui de « Pougatchev », pourrait être manipulé par Napoléon. Plus inquiétant encore que « l'hypothèse Pougatchev », que rien ne confirma, ou que la révolte de simples citoyens, était l'effet prévisible sur le moral des troupes des ordres de repli dont on ne pouvait leur expliquer la raison.

L'armée russe suivit donc les ordres qui lui étaient donnés, au désarroi de Napoléon surpris de ne pouvoir se confronter à l'adversaire. Le désarroi était aussi par moments celui des chefs militaires russes humiliés par une stratégie qui ressemblait à une fuite devant l'ennemi. Aussitôt que les troupes françaises franchirent le Niémen, elles marchèrent sur Vilnius que l'armée russe avait entre-temps évacuée pour se replier sur Drissa ou encore sur Minsk. Arrivé à Vilnius, Napoléon n'y trouva pas l'armée russe, seule la population polonaise était là pour l'accueillir en libérateur. Pendant qu'il méditait sur cette étrange conquête, l'armée russe était passée par Drissa, sans s'y arrêter. En dépit des travaux de fortification qui y avaient été accomplis, les chefs militaires et surtout le colonel Clausewitz, un Prussien, génie de la stratégie passé au service de la Russie, trouvait le camp difficile à défendre. Les troupes reçurent donc l'ordre de continuer jusqu'à Vitebsk. Napoléon se lança à la poursuite de cette armée qui refusait obstinément le combat, espérant la prendre à revers à Vitebsk. Son espoir fut déçu, il fallut courir jusqu'à Smolensk où il rencontra enfin les deux premières armées russes qui étaient décidées, elles aussi, à en découdre. Le combat fut violent mais inégal. Les forces françaises dominent l'adversaire par le nombre, mais la ville était dévastée, ne lui offrant aucune ressource pour survivre. La seule solution était d'aller prendre Moscou. L'empereur, qui sait ce que l'ancienne capitale de la Russie représente pour le cœur de chaque Russe, n'imagine pas qu'elle lui soit livrée sans combat. Il sait aussi qu'elle est située au cœur de la vie économique russe, des communications fluviales, enfin qu'elle est le symbole de la « Troisième Rome », le centre mythique pour les Russes du dernier Empire d'Orient. Pour Napoléon, la conquête de ce symbole est décisive. Il est convaincu que c'est là qu'il rencontrera les armées russes, pour y livrer une de ses grandes batailles et il est sûr de triompher. Il ignore encore qu'il a en face de lui un adversaire à sa mesure, Koutouzov. À l'heure où se décide le sort de Moscou, Alexandre a nommé à la tête de ses troupes un chef incomparable, un Russe de vieille souche, réputé à juste titre pour son patriotisme intransigeant, auréolé du souvenir des victoires qu'il a remportées et innocent du désastre d'Austerlitz. C'est le moment où montent dans la population russe humiliée par la retraite de son armée, et effrayée de voir l'ennemi s'avancer en terre russe, et non plus dans la lointaine Pologne, les critiques, voire les injures à l'égard de généraux « étrangers » peu soucieux, pensent les Russes, de défendre la Russie. Pour injustes que soient les critiques à l'égard d'un Barclay qui avait suivi une stratégie définie en commun avec l'empereur, ses origines allemandes, sa solidarité supposée avec les provinces baltiques, hantaient les esprits et inspiraient les insultes. À peine Koutouzov fut-il nommé, qu'on entendait monter partout un cri unanime : « Koutouzov est là pour battre les Français. » Koutouzov s'arrêta d'abord à Borodino, un village situé à cent vingt kilomètres de Moscou. Il disposait de cent trente mille hommes, fantassins, cavaliers, Cosaques et miliciens (*opoltchentsy*) de six cent quarante canons et mille quatre cents artilleurs pour les servir. En face de lui, Napoléon pouvait aligner des forces à peu près équivalentes. La bataille à laquelle les Russes ont donné le nom de Borodino et qui, pour les Français, est appelée bataille de la Moscova, fut un effroyable carnage. Les Russes y perdirent près de cinquante mille hommes, les Français trente-cinq mille. L'armée de Bagration était anéantie en totalité. Certes, Napoléon conservait des troupes plus nombreuses encore que celles de son adversaire, mais elles étaient loin de leurs bases, donc difficiles à renouveler. Il était victorieux, mais que faire ensuite ?

Koutouzov se retira avec ses troupes en bon ordre, annonçant à l'empereur qu'il le faisait pour protéger Moscou. Le conseil de guerre qu'il réunit après la bataille sur une colline dominant Moscou débattit de la question, fallait-il sauver Moscou ? Sacrifier la dernière armée russe ? Si les généraux Bennigsen, Eugen de Wurtemberg et Ermolov plaidaient que Moscou devait être défendue, Koutouzov finit par se ranger à l'avis d'un petit groupe conduit par Barclay : il fallait sacrifier Moscou pour achever d'épuiser la Grande Armée. Et surtout, Barclay ajouta que les pertes subies à Borodino, l'infériorité numérique des Russes, le terrain lui-même condamnaient l'armée russe à une confrontation défensive qu'elle perdrait. Restait à organiser la retraite. L'armée était épuisée, démoralisée par Borodino et par l'humiliation de l'abandon de Moscou. Son retrait de la ville fut compliqué par l'exode des civils qui la fuyaient. Sur une population de deux cent mille habitants, moins de dix mille décidèrent d'y rester.

Moscou, la ville où Napoléon allait faire son entrée – une fois encore sans combat –, était placée depuis mai 1812 sous les ordres du général Rostopchine. Celui-ci avait été un personnage populaire dans la bonne société de Pétersbourg, se piquant de représenter, comme le rapportera Ségur, une opposition au souverain modérée et frondeuse. L'empereur ne l'aimait guère, mais Rostopchine était soutenu par la grande-duchesse Catherine, qui avait insisté auprès de son frère pour qu'il lui confie le gouvernement général de Moscou. Nommé gouverneur général, Rostopchine oublia ses tendances frondeuses pour afficher une loyauté sans faille au souverain. Sa tâche était ardue, il lui fallait stimuler l'ardeur patriotique des Moscovites, les préparer aux épreuves qui les attendaient, dont l'hypothèse d'un très long siège. Il décida aussi d'expulser de la ville les étrangers qui y vivaient, notamment de très nombreux Français, ce qu'il fit une semaine avant l'entrée dans la ville de Napoléon. Le 1er septembre, lorsqu'il entre dans Moscou, l'empereur qui s'attendait à être accueilli par les autorités de la ville, puisque les combattants l'avaient désertée, ne trouva devant lui qu'une ville déserte, morte, ce qui lui fut confirmé par les quelques Français qui avaient échappé à l'expulsion et qui vinrent à sa rencontre. Désemparé, Napoléon vit presque au même moment la ville s'embraser. Moscou, abandonnée, était livrée aux flammes, un incendie gigantesque parti de tous les côtés qu'il contemple depuis le Kremlin où il s'est installé. Ce ne sera pas seulement Moscou que ce monstrueux incendie détruira, mais aussi les espérances de Napoléon et l'énergie de ses troupes. Rostopchine avait incité les habitants de Moscou qui allaient fuir à laisser leurs demeures grandes ouvertes au prétexte d'éviter de plus graves déprédations. Tout un peuple de pillards va fondre sur ces demeures bien pourvues, qui abritent des ressources alimentaires, des boissons, des vêtements. Ce sont les détenus que Rostopchine a lâchés en ville pour accroître la confusion, mais plus encore l'armée napoléonienne qu'étourdit cette profusion de victuailles, alors qu'elle n'a jamais trouvé à se nourrir durant sa course éperdue à la poursuite des troupes russes. Un gigantesque festin, une immense beuverie, qui durant des jours s'offre à des soldats affamés, assoiffés et démoralisés. Les délices de Capoue à Moscou, en somme… Et l'effet en sera le même qu'à Capoue, l'amollissement moral du vainqueur. Lorsque viendra l'heure de quitter la ville, en cendres, mais si accueillante en dépit de l'absence de ses habitants, il n'y aura pas assez de véhicules pour emporter tout ce que les soldats français auront enlevé des maisons. Après six semaines de repos, l'armée française laissa derrière elle une ville en ruine, l'incendie et les destructions dus à la main des hommes représentaient pour la ville et la province la somme astronomique de deux cent soixante-dix millions de roubles.

Qui fut responsable de l'incendie de Moscou ? La polémique ne s'est jamais éteinte. Ce qui est certain est que ni Napoléon ni Alexandre Ier ne l'ont ordonné. Le général Rostopchine s'était vanté, avant l'arrivée de Napoléon, que celui-ci trouverait, s'il la conquérait, une ville en cendres et il avait enjoint au corps des pompiers municipaux de la quitter avec ses équipements. Plus personne ne pouvait donc arrêter le feu. Les Cosaques de Koutouzov mirent le feu à un quartier de Moscou en application des consignes de terre brûlée et incendièrent des entrepôts militaires. De cette situation confuse, deux conclusions furent tirées par les Russes, que Napoléon était le responsable de tout ce désastre ; que le patriotisme russe, le sacrifice de tous leurs biens avaient été faits par les Russes pour le salut de la patrie et de l'Europe entière. L'Europe qui va ressurgir dans les projets d'Alexandre Ier.

Napoléon campa au Kremlin, ou plutôt s'y piégea durant six semaines. Ces six semaines, qui offrirent un repos bienvenu à ses troupes, avaient été voulues par Alexandre Ier, et Napoléon, inconscient du piège que dissimulait ce souhait, s'y jeta résolument. S'il le fit, c'est qu'il n'avait pas compris l'effet de la chute de Moscou sur Alexandre et sur les Russes. Il les crut brisés, en quête d'une paix que lui, Napoléon, débonnaire, allait leur accorder. Au demeurant, tous les souverains européens jetaient le même regard sur la Russie, que l'on imagine anéantie, l'ennemi campant au cœur de l'Empire après une série de défaites ou de fuites. C'est ainsi en effet que fut comprise la stratégie du repli continu, par Napoléon et tous ses semblables. Mais Alexandre Ier et ses sujets faisaient un constat très différent. Certes Vitebsk, Borodino résonnaient comme autant de défaites. Mais l'armée russe avait survécu au désastre, l'ennemi avait été emmené là où les stratèges russes l'avaient voulu, loin de ses bases, dans la Russie profonde sans rien comprendre de leurs intentions. Et le séjour de Moscou, qui pour Napoléon avait eu un goût de victoire, lui avait été un piège redoutable. L'hiver approchait, que Napoléon tarde à se retirer, et les conditions de son retrait seraient terribles.

Ces six semaines avaient été nécessaires aux deux camps pour reconstituer leurs forces. Napoléon avait reçu des renforts qui compensèrent les pertes de Borodino et portèrent son infanterie à cent mille hommes. Certaines de ces unités – la première division de la Garde notamment – n'avaient que peu combattu et étaient en excellent état. L'infanterie russe était plus faible que celle de Napoléon, numériquement et en qualité. Mais pour la cavalerie, il en allait tout autrement. Napoléon manquait de cavaliers, plus encore de chevaux et beaucoup de ses cavaliers en étaient démunis.

À l'inverse, l'armée russe avait bénéficié de la mobilisation en masse des Cosaques du Don. Quinze mille Cosaques, remarquables cavaliers, étaient venus s'ajouter à ceux dont elle disposait déjà. Les chevaux leur manquaient d'autant moins que la noblesse russe, répondant à l'appel qui lui avait été lancé, avait offert à l'armée un nombre considérable de chevaux de grande qualité et en parfaite condition. La cavalerie russe fut ainsi en état de barrer la route à la cavalerie française très affaiblie, elle put aussi la priver de fourrage, et nul ne peut s'étonner si la route du retour de Napoléon ressemblera à un cimetière de chevaux.

Koutouzov savait quelle épreuve l'armée française, quittant Moscou par un froid terrible, affamée et talonnée par ses fringants Cosaques, allait affronter. C'est pour cela qu'il avait souhaité que Napoléon diffère son départ le plus longtemps possible, aggravant encore les difficultés à venir.

Napoléon aurait pu quitter le Kremlin deux semaines après y avoir fait son entrée. Son armée était reposée, repue – il n'est pas de mot plus juste –, rhabillée, et sa retraite se serait effectuée par un temps plus clément, celui du début d'automne moscovite. Mais Napoléon était convaincu qu'Alexandre Ier voulait traiter, sortir d'une guerre dont la prise de Moscou illustrait l'issue désastreuse, et il lui prodigua maints signaux suggérant que la négociation pouvait s'engager. Le général Lauriston, qu'il envoya à l'empereur, fut dupé par les propos modérés de ses interlocuteurs. Koutouzov a bien résumé la situation : « Nous avons fait de notre mieux pour prolonger les entretiens. Quand quelqu'un vous offre un avantage, vous ne le refusez pas. »

Napoléon comprit finalement que le silence d'Alexandre Ier était une manœuvre pour le retenir le plus longtemps possible sur place. Mais avant même qu'il eût tiré les conséquences de ce constat, les Russes rompirent la trêve. Ils attaquèrent les troupes de Murat qui s'étaient installées aux abords du camp russe de Taroutino, quartier général de Koutouzov, pour le surveiller.

Du côté russe, même s'il y avait un accord sur la nécessité de retenir Napoléon à Moscou, l'impatience de le chasser, d'en découdre avec les Français, était aussi très forte. Alexandre Ier lui-même s'exaspérait de cette longue attente et ses généraux, Bennigsen surtout, poussaient à une action rapide. Il plaidait que des renforts français risquaient d'arriver. Cela explique l'attaque du 7 octobre contre les troupes de Murat, qui dut fuir le champ de bataille en y abandonnant trois mille morts et des canons. Les Russes étaient beaucoup plus nombreux que leurs adversaires, ils pouvaient les écraser, mais la déroute des Français fut limitée. Pour relative qu'elle fût, cette victoire était la première remportée par les Russes depuis fort longtemps. Le moral de leurs troupes en fut revigoré. Quant à Napoléon, il tira de l'événement la conclusion qu'il ne pouvait rester à Moscou, constat d'autant plus amer qu'il se retirait sur un revers.

Durant son long séjour à Moscou, il avait réfléchi à l'itinéraire de retour qu'il emprunterait. Le chemin le plus sûr paraissait être le même qu'à l'aller, il fallait suivre la route qui allait à Smolensk, Minsk et Vilno. C'était le trajet le plus direct, le plus court, donc, et la route était la meilleure du pays, détail important car Napoléon était suivi par un train de fourgons, de véhicules de toutes sortes qui nécessitait des voies sûres. Cet itinéraire avait aussi un inconvénient, il était au cœur d'une zone ravagée par la guerre, ce qui impliquait l'impossibilité de s'y approvisionner en vivres et en fourrage, et même d'y trouver des cantonnements, nécessité vitale car l'automne avançait.

Finalement, Napoléon choisit de prendre la direction de Kalouga, qui conduisait aussi à Smolensk, parce que Kalouga était le centre d'approvisionnement de Koutouzov, ce qui permettrait, pensait-il, de régler pour un temps le problème des approvisionnements et celui du logement des troupes. En suivant cette route, Napoléon espérait devancer Koutouzov.

Il quitta le Kremlin le 19 octobre en compagnie de Caulaincourt. L'organisation de la retraite était désastreuse, Caulaincourt écrit : « L'habitude de la victoire nous coûta encore plus cher que la retraite… Jamais retraite ne fut plus mal organisée. » Koutouzov fut aussitôt informé que les troupes qui avançaient sur la route de Kalouga n'étaient pas un simple détachement, mais le gros de l'armée de Napoléon, l'empereur en tête. L'espoir de devancer Koutouzov était perdu. C'est au contraire le chef russe qui coupa la route aux fuyards à Maloïaroslavets, une petite ville de mille six cents habitants. La bataille y fit rage toute la journée. Qui l'emporta ? Eugène de Beauharnais fut vainqueur, mais cette victoire était aussi une défaite stratégique. Koutouzov va imposer aux Français de reprendre le chemin suivi à l'aller où ils ne trouveront aucune subsistance. Le calvaire de l'armée napoléonienne commence alors. Tout avait été pillé ou détruit sur la route qu'emprunta la Grande Armée. Elle ne trouve aucune ressource pour nourrir hommes et chevaux. Elle doit poursuivre son chemin en étant épuisée, affamée, harcelée par les Cosaques et même par des villageois. Surtout, l'hiver est là, la neige tombe. À la douceur de l'automne, au mois d'octobre qui avait été très doux, succède un froid polaire dès la mi-novembre, alors que les troupes françaises doivent franchir la Berezina. Gelés, épuisés, les Français doivent construire deux ponts provisoires pour traverser la rivière, ils le font dans l'eau glacée, sous les coups de l'ennemi, mais ils y réussissent. La traversée dura deux jours, du 14 au 16 novembre, puis ils firent sauter les ponts pour retarder leurs poursuivants. Le bilan de cette épreuve était terrible,

Napoléon perdit près de vingt-cinq mille hommes, presque toute son artillerie et ses équipements. Il pouvait malgré tout se réjouir, ses ennemis n'avaient pas réussi à le capturer, ce qui était leur ambition. De plus, dans cette situation désespérée, une partie de son armée, vingt mille hommes, a réussi à échapper au désastre ; et près de deux mille cinq cents officiers, dont beaucoup de commandants et d'officiers d'état-major, furent sauvés, ce qui permettra à Napoléon de reformer une armée pour la campagne de 1813. Tandis qu'il regagne Paris, ses troupes poursuivent leur terrible retraite, repassant le Niémen le 1er décembre. La campagne de Russie est achevée, les deux parties ont vu leur armée fondre dans des proportions plus ou moins semblables, mais la Russie a chassé l'envahisseur. De retour à Pétersbourg, Alexandre Ier célèbre son triomphe dans la cathédrale Notre-Dame de Kazan, où se trouve l'icône miraculeuse de la Vierge vénérée par le peuple pour avoir, dit-on, inspiré et sauvé Ivan le Terrible lors de la prise de Kazan.

Alexandre Ier s'interroge, quelle suite donner à cette victoire ? Ses généraux, Koutouzov en tête, veulent donner aux troupes un temps de repos avant de poursuivre les opérations en territoire étranger. Ils craignent aussi les conséquences d'une défaite totale de Napoléon. Son éviction ne va-t-elle pas renforcer l'Angleterre en Europe ? Alexandre est à Vilno, il a repris le commandement de l'armée le 12 décembre, et le débat s'engage. Karl Nesselrode joue le rôle de ministre des Affaires étrangères, car un accident de santé tient Roumiantsev à l'écart. Cela convient à Alexandre Ier qui n'a guère confiance dans un ministre qui n'a cessé de répéter que faire la guerre à Napoléon était une erreur. Le général Alexeï Araktcheïev, ministre de la Guerre, fait aussi partie du proche entourage du souverain. Mais Alexandre Ier entend rester maître de la politique étrangère russe et il est sur ce chapitre en opposition avec la plupart de ses généraux et avec Roumiantsev, ce qui l'a poussé à faire appel à Nesselrode. La guerre en Russie étant gagnée, Alexandre considère qu'il doit supprimer à jamais la menace que représente Napoléon et organiser l'Europe. Il ne veut pas perdre de temps, convaincu que ce serait dangereux. Certes Napoléon est affaibli, mais Alexandre Ier connaît son énergie et son charisme, et il est convaincu qu'il peut effectuer un retour foudroyant.

C'est l'Empire napoléonien qu'Alexandre entend défaire pour le remplacer par une Europe de nations libres. La paix, répète-t-il, doit être signée à Paris, symbole de l'achèvement du temps napoléonien. Si l'année 1812 fut l'année de la guerre, 1813 doit être, pense Alexandre Ier, le temps de la diplomatie que servira, si besoin était, la guerre. Nesselrode est proche de l'empereur dont il comprend et approuve le projet. Il résume la situation dans un mémorandum qu'il lui remet en janvier 1813. « La manière la plus complète d'atteindre ce but – la paix en Europe – est que la France soit refoulée dans ses frontières naturelles, et que tout ce qui n'est pas situé entre le Rhin, l'Escaut, les Pyrénées et les Alpes cesse d'être partie intégrante de l'Empire français, voire même relevant de sa dépendance. » Mais pour réaliser cela, il faut le concours de la Prusse et de l'Autriche. Le mémorandum rejoint la vision d'Alexandre Ier, qui veut être le libérateur de l'Europe. L'avenir que dessine Nesselrode est celui que veut l'empereur, mais il manque pour le réaliser deux conditions. La Prusse est encore l'alliée de la France. Sans doute cette alliance a-t-elle perdu de sa séduction depuis que la Russie l'a emporté militairement. Il en va de même de l'Autriche, qui est liée à Napoléon par une union dynastique, son mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise.

Dans son mémorandum, Nesselrode, plus prudent qu'Alexandre Ier, n'évoque ni une paix signée à Paris, ni l'avenir du régime de Napoléon. Il craint, en annonçant des projets trop hardis et définitifs, d'aliéner à la Russie les Prussiens et les Autrichiens, alors qu'il faut les détacher de l'alliance française. Nesselrode sait aussi que ces monarchies ont peur de réveiller des mouvements populaires qui mettraient fin à leur existence. Le souvenir de la Révolution française et de ses suites si déstabilisantes pour l'ordre monarchique hante toujours les esprits, à Vienne comme à Potsdam.

En 1813, la chance d'Alexandre Ier est que ses troupes sont déjà en Europe centrale. Le 1er janvier 1813, l'armée russe qu'il commande avec Koutouzov a franchi le Niémen. Les troupes prussiennes n'ont pas réagi, car un officier prussien, le général Hans David von Yorck, a pris l'initiative, le 30 décembre, sans même avoir consulté le roi, de signer avec le général russe une convention qui déclare la neutralité des troupes prussiennes et leur enjoint de se déployer loin du théâtre d'opération russe. Après un temps d'hésitation – les armées russes sont encore loin et les armées françaises sont dispersées à travers la Prusse –, Frédéric-Guillaume a écouté les propositions pacifiques du souverain russe qui lui a promis de restaurer la souveraineté de la Prusse dans ses frontières, et il adhère à l'idée du renversement des alliances. Le traité d'amitié russo-prussien sera signé le 27 février 1813 à Kalisz, ce sera jusqu'à la fin du siècle un des éléments les plus stables de la diplomatie européenne. L'article VII du traité engageait les signataires à accorder une priorité à l'adhésion de l'Autriche à leur alliance. Les Autrichiens se firent d'abord désirer. La Prusse déclare la guerre à la France et l'Angleterre apporte à l'alliance une contribution de deux millions de livres. Au début, Napoléon put marquer sa supériorité à Lützen, puis à Bautzen, en Saxe orientale. Les alliés russo-prussiens souffrent de l'absence de l'Autriche dans ce conflit. Vienne est tentée de s'associer aux alliés. Ils soutiennent en effet ses revendications, la restitution des territoires enlevés à l'Autriche, mais aussi à la Prusse, la suppression du grand-duché de Varsovie et des territoires devenus français en Allemagne, à l'est du Rhin, et l'abolition ou la transformation de la Confédération du Rhin. Les déconvenues militaires et la nécessité de gagner du temps pour obtenir l'aide de l'Autriche vont conduire les alliés à demander par son entremise – l'Autriche est toujours l'alliée de la France – un armistice. L'armistice, dont Napoléon avait accepté le principe le 26 mai, fut signé à Pleiswitz le 13 juin. Les hostilités étaient suspendues jusqu'au 20 juillet, à la demande de l'Autriche, il fut prorogé jusqu'au 26. Le congrès de Prague s'ouvrira le 29 juillet 1813. L'armée russe profita de cette trêve pour se réorganiser, rééquiper ses troupes et incorporer dans l'armée des dizaines de milliers de recrues arrivées en renfort. En tout, six cent cinquante mille hommes auront été incorporés en trois étapes.

L'Autriche avait auparavant et dans le secret fait savoir aux alliés qu'elle se joindrait à eux si Napoléon n'accédait pas aux quatre conditions qu'elle avait posées comme préalable à la paix. Napoléon s'y refusa et l'Autriche déclara la guerre à la France, tandis que la diplomatie piétinait. La coalition ouvre aussitôt les hostilités et subit des échecs, même si ses forces étaient à peu près deux fois supérieures à celles de Napoléon. En dépit de cette infériorité numérique, Napoléon, qui a pourchassé d'abord les Prussiens de Blücher en Silésie, se retourne soudain contre les Russes et les Autrichiens qui assiègent Dresde et remporte une brillante victoire. Les alliés se retirent en bon ordre et prennent leur revanche à Kulm, le 18 août, portant un coup sérieux à Napoléon, qui devait enregistrer dans le même temps la déroute de Macdonald devant Blücher sur la Katzbach et celle d'Oudinot arrêté devant Berlin par Bernadotte, qui rejoint alors la coalition. Malgré son adhésion à l'alliance, Bernadotte n'inspirait pas une grande confiance aux Prussiens et aux Russes. Ils le soupçonnaient de poursuivre des objectifs personnels, de favoriser les intérêts suédois, ou encore de vouloir remplacer Napoléon sur le trône de France. Les alliés signent, malgré ces réserves, le traité de Töplitz qui fixe la contribution militaire de chacun d'entre eux à cent cinquante mille hommes. Le traité énumère les points sur lesquels ils sont d'accord, négocier sur le duché de Varsovie, restaurer des États allemands et dissoudre la Confédération du Rhin.

L'entrée de Bernadotte dans la coalition, son apport militaire, renforcèrent la position des alliés face à Napoléon. La bataille de Leipzig commence le 16 octobre, elle rassemblait des forces supérieures en nombre à celles de Napoléon. Leur victoire à Leipzig fut due à leur supériorité numérique, à l'énergie de Blücher, à la volonté sans faille d'Alexandre Ier, qui fit pression sur les Autrichiens et jeta toutes ses réserves dans la bataille. À Leipzig, Napoléon perdit toute l'Allemagne à l'est du Rhin et sa retraite rappelait la retraite de Moscou. Pour Alexandre Ier, c'était la revanche d'Austerlitz. La campagne de 1813 achevée, les alliés se divisèrent sur la suite à donner à la victoire. Comme quelques mois plus tôt après la libération du territoire russe, Alexandre Ier ne voulait à aucun prix s'arrêter sur ce succès et traiter avec Napoléon.

Il voulait aller jusqu'au bout, jusqu'à Paris, pour mettre fin au système napoléonien. Ses alliés sont réticents à avancer en territoire français et effrayés par l'ambition croissante de la Russie, à qui ils ne veulent pas abandonner la victoire. L'Angleterre soutient l'ambition d'Alexandre et lui fournit de nouveaux moyens financiers.

En décembre 1813, les troupes coalisées franchissent le Rhin. À leur grande surprise, elles se heurtent à la très forte résistance des armées françaises, que l'on savait affaiblies. Napoléon en a appelé à l'esprit de résistance du peuple français. Les Prussiens et les Autrichiens sont une fois encore tentés de négocier.

La conquête de Paris était un autre sujet divisant les alliés. Depuis le XVe siècle, personne n'en avait été capable. Lord Castlereagh, ministre des Affaires étrangères anglais, venu au quartier général allié pour conduire les négociations de paix, écrit au Premier ministre : « Je considère que le plus grand danger pour nous vient du style chevaleresque avec lequel Alexandre est disposé à pousser à la guerre. Il a envers Paris un sentiment personnel qui est bien loin des combinaisons politiques ou militaires. Il semble chercher l'occasion d'entrer dans la capitale ennemie avec ses magnifiques gardes, probablement pour accentuer à la vue de tous, par sa clémence et sa tolérance, le contraste avec la destruction de Moscou. »

Le désaccord entre alliés porte aussi sur les frontières dont sera dotée la France vaincue. Frontières naturelles ? Ou frontières de 1792 ? Pour Napoléon, seules les frontières naturelles de la France étaient acceptables. Un accord finit par se faire sous la pression de Castlereagh. Le 29 janvier, à Langres, les alliés sont unanimes à préférer les frontières de 1792. Le traité de Chaumont, signé le 29 mars, prolonge l'alliance pour une durée de vingt ans, les alliés s'engageant à ne pas négocier de paix séparée. La fin de l'histoire napoléonienne se dessine. Napoléon a enjoint à sa femme, à l'héritier et au gouvernement de quitter la capitale pour leur éviter d'être faits prisonniers. Talleyrand, à qui il a adressé les mêmes instructions, s'arrangera pour les ignorer. Et le 30 mars, les troupes russes sont sur les hauteurs dominant la ville. Le 31, elles défilent avec leurs alliés dans la capitale derrière Alexandre Ier, qui a revêtu l'uniforme des chevaliers de la Garde et est escorté des Cosaques de la cavalerie de la Garde. Stupéfaits, les Parisiens contemplent le défilé parfaitement ordonné de troupes impeccablement vêtues et disciplinées. Ils s'attendaient à l'invasion de la capitale par des « hordes barbares » à demi sauvages, prêtes à toutes les violences, comme le leur avait répété à satiété la propagande napoléonienne pour les inciter à résister. Au lieu de ces sombres prédictions, l'entrée si pacifique des troupes alliées créa d'emblée un climat de sérénité. Napoléon en fut presque oublié.

Pourtant, son sort se joue au même moment. Le gouvernement provisoire, nommé le 1er avril et présidé par Talleyrand, prononce le lendemain la déchéance de l'empereur qui abdique le 4 avril et signe le traité de Fontainebleau le 11 avril, confirmant sa renonciation au trône.

Alexandre Ier s'était longtemps interrogé sur les suites à donner à la chute de Napoléon. Ses alliés étaient réticents à l'idée d'évincer le vaincu, mais, pour l'empereur russe, cette éviction était indispensable. Elle consacrait d'abord une idée qui lui était chère, l'adversaire de la Russie et de l'Europe était Napoléon et non la France ni les Français. Et il dessine d'emblée la ligne de conduite qu'il va pratiquer. C'est la politique de la main tendue au peuple français.

Napoléon chassé du trône, quelle solution lui substituer ? Une régence ? Talleyrand avait plaidé pour un tel choix et gagné en partie Alexandre à cette idée. Pour Talleyrand, cela évitait le retour de la monarchie et lui permettrait de contrôler le pouvoir mis en place par les vainqueurs. Mais Alexandre était conscient des inconvénients de cette solution, Napoléon vivant – or il n'était pas question de le supprimer physiquement –, relégué dans un lieu d'exil même bien surveillé, on pouvait craindre qu'un jour il ne s'en échappe. Et la régence impliquait la survie du régime impérial, c'est-à-dire que les chances d'une restauration étaient préservées.

Pour autant le retour de la monarchie ne séduisait guère Alexandre Ier. Il n'aimait pas Louis XVIII, ni les Bourbons en général. Mais les Bourbons, après que l'empire eut été supprimé, conservaient une légitimité certaine. Les alliés avaient convié le Sénat à élire un gouvernement provisoire, à rédiger une nouvelle Constitution, il le fit et le rétablissement des Bourbons sur le trône fut annoncé.

Durant son séjour à Paris, Alexandre Ier va dominer une période d'occupation qui ne ressemblera en rien à celle que l'on appréhendait.

L'empereur s'est installé non dans un palais, comme on eût pu l'attendre, mais au domicile de Talleyrand. Il est triomphant. Il se considère comme le véritable vainqueur de la guerre qui a brisé Napoléon, et il entend imposer ses vues et étendre la présence russe en Europe et en Méditerranée. Il a obtenu de ses alliés que l'on offre une solution acceptable à Napoléon, sans souscrire à son souhait de se rendre en Angleterre. On lui proposa l'île d'Elbe. Choix qui se révélera très vite désastreux puisqu'il permettra à Napoléon de s'en évader et de revenir pour cent jours sur le trône.

Comment Alexandre Ier concevait-il l'occupation de la France ? Il avait, aussitôt à Paris, voulu rassurer les responsables français, leur affirmant que si Napoléon avait été l'ennemi, les Français ne l'étaient pas. Il s'engagea à ce que les troupes occupant Paris et la France se comportent avec ordre et respect des biens et des personnes. Et la suite confirma son propos. Tandis que Moscou avait été ravagée, soumise à un pillage effréné par les troupes françaises et polonaises, Paris fut respecté par les Russes, si bien que la population qui avait craint « les barbares » s'émerveilla vite de leur civilité.

Alexandre Ier put cependant s'étonner de ce que le roi de France, qui lui devait d'avoir récupéré son trône, ne lui manifestât pas sa gratitude et ne le traitât même pas avec les égards auxquels il pouvait prétendre. Louis XVIII le reçut au Louvre avec un protocole désuet, trônant sur un fauteuil alors qu'il n'offrit à son visiteur qu'une chaise. Lorsqu'il reçut le roi de Prusse, il précéda ses invités dans la salle où le repas était servi, s'installa à la place d'honneur et se fit servir en premier. Alexandre Ier ne releva pas cet étrange comportement. Mais lorsqu'il quitta Paris au bout de deux mois, il se rendit en Angleterre où il fut reçu avec les égards que l'on devait à un souverain. Puis il fit un bref passage au château de Pulawy, chez le prince Czartoryski, avant d'arriver à Vienne pour le Congrès de la paix. Partout il fut fêté, accueilli comme son rang le commandait et il put prendre la mesure du comportement étrange du roi de France. Ce qui n'améliora pas l'opinion qu'il avait de Louis XVIII.

À Vienne, le Congrès de la paix, qui eût dû commencer au mois d'août, fut repoussé jusqu'au 1er octobre pour tenir compte des disponibilités – ou de la bonne volonté – du tsar. Il arriva à Vienne entouré d'une délégation considérable – cinquante-trois personnes, c'est-à-dire que la Russie était le pays le plus représenté – alors que la France n'avait que quinze délégués. Alexandre Ier entendait conduire lui-même sa délégation, mais il était précédé par Nesselrode qui avait participé aux travaux préparatoires. Outre ses ministres et collaborateurs russes, il était accompagné par La Harpe, Czartoryski, Capo d'Istria et son ambassadeur à Paris, Pozzo di Borgo. Ce congrès fut un étonnant caravansérail, « une tour de Babel, une pétaudière », comme le qualifia Briantchaninov qui l'y accompagnait. Durant quatre mois – de novembre 1814 à mars 1815 –, deux empereurs, cinq rois, des centaines de princes, et des milliers de participants s'y côtoyèrent sérieusement dans les réunions où se débattait l'avenir de l'Europe, et joyeusement dans les innombrables bals. « Le Congrès danse », résumait le prince de Ligne. Alexandre Ier était fort assidu aux bals et autres mondanités. Et rarement l'Europe s'était autant amusée, les rapports de police en font foi.

Parmi les problèmes débattus au congrès, deux faillirent, après des discussions sans fin, mettre toute la réunion en échec : la Pologne et la Saxe. Alexandre Ier ne présentait qu'une demande, il voulait que la Pologne soit rassemblée sous son sceptre. Le roi de Prusse acceptait de lui remettre les provinces polonaises acquises par son pays en échange de la Saxe, l'Autriche était prête à un accord identique compensé par l'Italie du Nord.

Talleyrand, jusqu'alors si attentif à ménager Alexandre Ier, s'éleva contre ce projet et pour prévenir un agrandissement de la puissance russe, il s'appuya sur l'Autriche et l'Angleterre. « L'équilibre des puissances et le principe sacré de la légitimité n'admettent pas l'inféodation totale de la Pologne à la Russie, pas plus que la prédominance de la Prusse en Allemagne et de l'Autriche en Italie », déclare alors Talleyrand. Il ne se contente pas au demeurant d'une déclaration, mais prépare un projet d'alliance sous la forme d'une convention secrète signée le 3 janvier 1815 entre la France, l'Autriche et l'Angleterre, qui entraînait la décomposition de la coalition. Ce texte était dirigé contre la Russie et la Prusse. Les signataires s'engageaient à se prêter mutuellement assistance si l'un d'entre eux était attaqué. L'Autriche et la France mobiliseraient pour la cause commune cent cinquante mille hommes chacune et l'Angleterre verserait une contribution financière équivalente. En réalité, la France n'avait pas les moyens de lever cent cinquante mille hommes, l'Autriche n'en avait pas l'intention et le représentant anglais avait pris sur lui de s'engager sans consulter son parlement. Les désaccords entre les anciens coalisés sont donc difficiles à masquer. Mais Talleyrand a par là même obtenu un brillant résultat, puisque la France redevient partie au débat, et que le congrès paraît condamné à l'échec. Talleyrand s'en vantera à son roi. Alexandre Ier tenta cependant de renouer les fils d'une négociation proposant de renoncer à ses propositions d'agrandissement de la Pologne et la Prusse ne revendiquant plus qu'un tiers de la Saxe avec sept cent mille habitants.

Le coup de tonnerre du 1er mars 1815, Napoléon débarquant à Golfe-Juan, change totalement la donne. Le congrès n'existe plus, une mobilisation s'opère contre Napoléon, Alexandre Ier s'y engage « jusqu'à son dernier homme », écrit-il à sa mère. Napoléon, qui a eu connaissance du traité secret du 3 janvier, tente de briser la coalition ressuscitée en communiquant une copie à Alexandre Ier. En dépit de son emportement passager, Alexandre considère que la priorité est de briser Napoléon. Il adhéra, comme les autres puissances présentes au congrès de Vienne, à la déclaration du 13 mars selon laquelle Napoléon s'était mis hors la loi, ce qui entraînait une mobilisation des puissances contre lui et au renouvellement du traité de Chaumont le 25 mars. Le protocole qui le renouvelait était une véritable déclaration de guerre à l'empereur. La plupart des États y adhérèrent dans les jours suivants. Napoléon tenta désespérément de dissocier les alliés, Caulaincourt lui fut ici un précieux intermédiaire. Notamment en effectuant une démarche auprès de La Harpe, espérant que celui-ci saurait convaincre son ancien élève de s'ouvrir aux intérêts français. Démarches vaines. Le 15 mai 1815, une déclaration des huit puissances du congrès de Vienne prenait un ton encore plus menaçant à l'égard de Napoléon. Alexandre Ier et le roi de Prusse avaient quitté le congrès dès le 26 mai pour rejoindre leurs armées, les autres souverains les suivirent, même si l'acte final du congrès ne sera signé que le 8 juin. Mais la guerre avait déjà remplacé les débats.

Alexandre Ier mit cent soixante-sept mille hommes sous l'autorité de Barclay de Tolly dans le combat contre Napoléon. Ses troupes avançaient vers Nuremberg. Mais l'armée russe ne sera pas à Waterloo. Et quand, Napoléon vaincu, Alexandre arriva à Paris, il y trouva Blücher qui, à la différence des Russes l'année précédente, traitait la capitale en ville conquise, sans égard aucun pour la population, mais en exigeant une contribution de cent millions et se préparant à faire sauter le pont d'Iéna. Pour les Parisiens, terrifiés par la brutalité des Prussiens, Alexandre a le visage d'un libérateur. Et Wellington soutint cette fois la modération russe. La seconde occupation de Paris va souffrir de la faiblesse de la France, de celle des Bourbons – la fuite de Louis XVIII n'a pas renforcé leur prestige – qui ne peuvent protéger le pays. Louis XVIII se tourna alors vers Alexandre Ier pour lui demander de modérer ses alliés prussiens dont l'arrogance ne connaît plus de limites. Alexandre Ier était préparé à écouter cette demande, il est préoccupé de l'intérêt de la Russie et de l'équilibre européen qu'il faut créer. Alexandre Ier considère, comme Capo d'Istria, que la France doit être suffisamment forte pour empêcher que « d'autres puissances ne puissent disposer de toutes leurs forces contre la Russie ». La nomination du duc de Richelieu, le fondateur d'Odessa, au ministère des Affaires étrangères en remplacement de Talleyrand, son ancien allié, dont Alexandre Ier avait constaté avec amertume les volte-face, le rassura. Il avait d'ailleurs souhaité cette nomination et l'avait suggérée à Louis XVIII. Richelieu était confronté aux exigences considérables des coalisés, et la volonté d'Alexandre Ier de préserver la France lui fut précieuse. Alexandre Ier avait déclaré que le démembrement du territoire français, menace dont les ambitions prussiennes témoignaient, était incompatible avec l'équilibre européen. Le comte Molé a écrit dans ses Mémoires : « En 1815, la Russie défendait contre tous, je ne dirais pas les intérêts, mais l'existence même de notre infortunée patrie. Si la France est encore la France, elle le doit à trois hommes, Alexandre et ses deux ministres, Capo d'Istria et Pozzo di Borgo. L'Angleterre, la Prusse et l'Autriche ne songeaient qu'à nous affaiblir. La Russie au contraire avait tout intérêt à ce que nous restions une puissance… Elle nous considérait comme son alliée naturelle et son meilleur appui pour disputer à l'Angleterre la domination du monde. »

C'est grâce à Alexandre Ier qu'à la signature du traité de Paris, le 8 novembre 1815, la France sauva des territoires, obtint une réduction de l'indemnité qui lui était imposée ainsi que du temps d'occupation de sept à cinq ans, avec une révision possible au bout de trois ans. L'ennemi irréductible de Napoléon, et qui n'avait qu'une estime modérée pour Louis XVIII, Alexandre Ier, avait voulu démontrer qu'il était réellement l'ami de la France et du peuple français, comme il le clamait déjà en 1814.

Le sort de la Pologne a été réglé dès le 3 mai 1815 par les traités russo-autrichien et russo-prussien annexés à l'acte final du congrès de Vienne. La Russie conserve la plus grande partie du grand-duché moins les régions du Nord-Ouest qui reviennent à la Prusse et la Galicie occidentale, attribuée à l'Autriche. La Pologne est néanmoins rétablie. Alexandre Ier prend le titre de roi de Pologne, la nouvelle Constitution reproduit à peu de choses près celle du grand-duché. La Pologne jouit d'un système représentatif et de la liberté de la presse, ce que la Russie, dont l'empereur est aussi roi de Pologne, ne connaît pas, distorsion qui aura dix ans plus tard des conséquences tragiques. Un vice-roi fut nommé, qui n'était pas Czartoryski, ce dont il éprouva une grande amertume. Enfin, le 14 septembre 1815, la Russie, l'Autriche et la Prusse signent le traité de la *Sainte-Alliance*, destiné à fonder l'ordre européen sur des assises nouvelles. Ce traité établi au nom de la Sainte et Indivisible Trinité est l'œuvre personnelle d'Alexandre Ier, même si les notes préparatoires ont été l'œuvre de Capo d'Istria, qu'Alexandre a appelé alors auprès de lui et qu'il apprécie tout particulièrement. Nesselrode dira de lui qu'il « travaillait pour un monde composé d'êtres aussi parfaits que lui ». La Sainte-Alliance qui, dans ses principes initiaux, prétend rassembler des gouvernements qui « se considèrent tous comme membres d'une même nation chrétienne », est prête à accueillir tous ceux qui partagent les « principes sacrés » du traité. Ainsi vont y adhérer la France, la Suède, l'Espagne, les rois de Naples et de Sardaigne. Des historiens se sont interrogés sur les arrière-pensées d'Alexandre Ier. En faisant de la Sainte-Alliance une instance réunissant des États chrétiens, ne visait-il pas aussi à isoler l'Empire ottoman, l'allié que la France brandit perpétuellement contre la Russie ? Dès la création de la Sainte-Alliance, la Porte exprima cette inquiétude, même si le texte préparé par Capo d'Istria précisait que la Sainte-Alliance n'avait « aucune vue hostile à l'égard des peuples qui n'ont point le bonheur d'être chrétiens ».

Ce texte est aussi révélateur de l'évolution personnelle de celui qui l'inventa, Alexandre Ier. On y reviendra après avoir jeté un regard sur sa diplomatie européenne. Alexandre Ier joua en effet un rôle important dans le congrès où les États européens avaient à régler les affaires du

continent.

Dans les dernières années de son existence, Alexandre Ier, qui veut organiser l'ordre européen, chercha aussi à adapter ses vues aux transformations que connaissent alors plusieurs pays. Il jouit d'une autorité peu contestée parce que s'il n'est pas le seul vainqueur de Napoléon, et seul il n'eût pas pu le vaincre, il a été de manière continue son adversaire, il y a employé des forces considérables et il n'a cessé de mobiliser la coalition. La Russie a démontré sa puissance dans le combat contre Napoléon, et l'autorité morale qu'Alexandre Ier y a gagnée lui permet de prendre des initiatives en 1815-1816.

Il manifeste cette autorité après le congrès de Vienne, au congrès d'Aix-la-Chapelle en 1818. L'Europe doit alors définir ses rapports avec la France occupée. Alexandre Ier pèse une fois encore en faveur de ce pays dont il veut restaurer l'indépendance et réclame que l'occupation prenne fin. Ce qui rend à la France toute sa place dans l'ordre européen. Cet ordre va changer, on le constate dès le congrès de Carlsbad en 1819. Le climat politique agité en Allemagne mobilise les participants. L'opinion allemande est en ébullition, étudiants et professeurs s'agitent dans les universités, les publicistes réclament l'application des mesures libérales annoncées, le meurtre de Kotzebue par Maurice Sand achève d'enflammer les esprits. Metternich prône la fermeté, des mesures conservatoires, le contrôle de la presse, la mise sous surveillance des universités agitées et des étudiants. Alexandre Ier souscrit à ces mesures rigoureuses. Puis le mouvement s'étend à l'Espagne, où le roi doit rétablir la Constitution qui avait été suspendue, au Portugal, à Naples, au Piémont.

Lorsqu'il inventa la Sainte-Alliance, Alexandre Ier avait souhaité que les premiers signataires acceptent de se donner des garanties réciproques, territoriales mais aussi politiques et diplomatiques, pour maintenir l'ordre établi au congrès de Vienne. Un ordre, il faut le rappeler, qui fermait la porte à la restauration d'un projet napoléonien, condamnait les principes révolutionnaires portés par la France et mettait en avant la sécurité de l'Europe. Mais cet ordre européen reposait aussi sur la défense des petits États contre les plus puissants et devait garantir leurs systèmes politiques généralement fondés sur des Constitutions. Metternich s'était élevé contre cette conception qui ouvrait, selon lui, la porte à une sorte de gouvernement supranational. Il voyait en Alexandre Ier un utopiste, dangereux pour l'organisation des États européens. Mais lorsque des tendances révolutionnaires se manifesteront dans divers pays européens, Alexandre Ier, craignant qu'elles ne gagnent la Pologne, commencera à penser que l'ordre européen a aussi pour fonction de préserver l'ordre existant. Le sujet doit être débattu au congrès de Troppau, en 1820. Il est transporté à Laibach pour la commodité du roi de Naples qu'Alexandre Ier soutient contre ses insurgés, envisageant même de lui envoyer des troupes dirigées par le général Ermolov pour l'aider à rétablir l'ordre chez lui.

La Sainte-Alliance conçue dans un esprit libéral va-t-elle devenir le paravent de l'ingérence dans les pays en quête de liberté ? Seule la peur que le projet d'Alexandre inspire à l'Autriche, soucieuse d'éviter l'intervention russe, va dénouer la crise. L'Autriche encourage alors l'abandon des rêves constitutionnels à Naples et au Piémont. En 1822, le congrès de Vérone menace l'Espagne qui invoque la protection et l'autorité de la France. Cette réponse signale la fin d'une période. Après 1815, la Russie a été jusqu'à un certain point l'arbitre de l'Europe qui s'organisait alors que la France en était exclue. En 1822, l'autorité d'Alexandre Ier est affaiblie et celle de la France, qu'il a contribué à réintroduire dans le concert européen, grandit au détriment de la Russie.

En 1822, les revendications libérales se sont étendues à l'Orient et menacent l'Empire ottoman. Les Serbes, dont Alexandre Ier avait garanti l'indépendance, se soulèvent contre l'Empire ottoman. Leur révolte, dont Miloš Obrénovitch a pris la tête, s'étend et gagne la Grèce.

Héritier de Pierre le Grand et de Catherine II, qui ont toujours revendiqué le statut de défenseurs des chrétiens de l'Empire ottoman, Alexandre Ier devrait spontanément se porter à leur secours. Mais il va se contenter d'échanger des notes diplomatiques avec la Porte, de suivre Londres et Vienne, hostiles à toute intervention dans la crise orientale, et attendre que la situation atteigne l'insoutenable. Il y sera confronté le jour de Pâques, lorsque le patriarche grec sera pendu en habits épiscopaux à la porte de son église, trois métropolites et huit évêques seront égorgés et les chrétiens massacrés par centaines à Constantinople. Alors il adresse un ultimatum au sultan ! Le texte de l'ultimatum a été rédigé par Capo d'Istria, qui avait défendu l'idée d'une réaction qui ne fut pas seulement diplomatique. Mais Alexandre Ier refuse de s'engager seul contre la Porte. Poussé par Capo d'Istria, il a proposé à Paris une expédition commune sous le drapeau européen contre la Porte. Mais la France reste sourde à cet appel et Alexandre Ier va se contenter d'en débattre lors du congrès de Vérone en novembre-décembre 1822. On y traitera tout à la fois du sort des chrétiens de l'Empire ottoman et de l'Espagne, en déplorant les événements. Le congrès va conclure que les Grecs révoltés sont des révolutionnaires que l'on ne peut soutenir, tandis que le roi d'Espagne, qui a appelé le congrès à l'aide, se vit promettre l'assistance militaire de la France. Le congrès de Vérone a consacré une double évolution. Celle d'Alexandre Ier, promoteur en 1815 de la Constitution polonaise et reconverti en 1822 en gardien rigide de l'ordre établi. Et tout aussi étonnant, l'accord qui s'établit entre les positions de la Russie et de la France. La peur de développements révolutionnaires unit soudain les deux pays. Alexandre Ier s'en entretiendra avec Chateaubriand, devenu ministre des Affaires étrangères.

Sans doute dans un sursaut ultime, Alexandre Ier revient-il en 1824 sur la question grecque, pour proposer des solutions acceptables à tous les États européens. Mais ses propositions se heurtent à l'hostilité anglaise et autrichienne, l'Europe ne veut pas ébranler l'Empire ottoman. La Russie en tirera les leçons à l'avenir.

Alexandre Ier meurt en 1825 à Taganrog, c'est la fin d'un règne brillant, mais l'image qu'il laisse est quelque peu brouillée. La Russie lui doit d'avoir gagné une grande influence en Europe, même si elle s'est heurtée au fil des ans à des oppositions toujours plus déclarées – anglaises et autrichiennes avant tout. La France lui doit d'avoir retrouvé une existence incontestée dans le concert européen, les relations des deux pays en rendent compte, pour autant l'appui français à ses initiatives n'est pas dénué de réserves. Enfin, l'image du souverain libéral s'efface progressivement derrière celle d'un conservateur acharné à défendre une Europe de l'ordre établi.

L'évolution spirituelle d'Alexandre Ier qui le conduisit, dans les dernières années de sa vie, d'un christianisme tempéré au mysticisme doit être ici considérée, car elle contribue à expliquer l'image changée que l'histoire a retenue de lui. Les débats sur les origines de cette évolution spirituelle n'ont pas manqué. Nombre d'historiens en situent l'origine en 1801, au meurtre de Paul Ier et évoquent à l'appui de cette datation la confidence du souverain à Czartoryski souvent citée : « Je dois souffrir, car nul ne peut guérir mes souffrances morales. » Mais à le suivre dans le cours de sa vie, même si parfois le souvenir de ce meurtre lui revient, on constate qu'il fut durablement indifférent à la religion et plutôt curieux de la franc-maçonnerie. Il subit aussi l'influence du prince Alexandre Golitsyne, un homme d'une religiosité profonde et affichée, devenu procureur du Saint-Synode qui l'incitera à lire la Bible. Cette lecture prendra avec le temps une importance croissante dans la vie du souverain.

Marie-Pierre Rey, dans sa belle biographie du tsar, a situé la révolution spirituelle qui s'opère en lui à un moment très précis, l'incendie de Moscou, dont il sortira, écrit-elle, transformé. Maints témoignages soutiennent cette hypothèse et surtout le fait qu'il donne l'année suivante son appui à la fondation de la Société biblique russe fondée par Golitsyne et Rodion Kochelev. Par la suite, le souverain noua des relations avec la

baronne de Krüdener qui, dans son brillant salon parisien où se côtoyaient Chateaubriand, Benjamin Constant, Mme Récamier, la duchesse de Duras, propageait avec enthousiasme les notions de justice absolue, de pardon et de fraternité universelle. À cette influence mystique qui le marqua durant plusieurs années, va s'ajouter celle d'une autre passionnée de la Bible, Catherine Tatarinov, qui consacrait son temps à la commenter en compagnie de fervents auditeurs. Pendant un temps l'empereur l'écouta, sembla subir son influence, lui accordant même une pension. Puis comme cela avait été le cas avec Mme de Krüdener, il se lassa de ces manifestations piétistes par trop exaltées. Ces contacts recherchés avec des personnalités qui manifestaient une piété ostentatoire ou prônaient des doctrines sectaires témoignent de la quête spirituelle d'Alexandre Ier. Mais il était aussi à l'unisson d'une partie de l'élite russe qui, après avoir prôné les Lumières, adhéré ou non à la franc-maçonnerie, s'en était détournée pour se livrer à une réflexion plus approfondie sur les fondements de la religion orthodoxe, voire du protestantisme. Cette vague de spiritualité allant dans des directions variées finit par effrayer Alexandre Ier qui décréta par rescrit d'août 1822 la dissolution de toutes les sectes. La franc-maçonnerie en fut la grande victime.

La crise spirituelle qui se manifesta dès la guerre de 1812 est peut-être à l'origine de l'attitude compassionnelle d'Alexandre Ier à l'égard de la France, à l'heure où l'esprit de vengeance eût pu l'emporter. Il sera prodigue alors d'appels à la bonté, à la fraternité envers les vaincus, propos peu courants en un temps où les violences et les exactions subies forgeaient des haines. La fin d'Alexandre Ier, entourée de mystère succédant à des déclarations, marquée par la lassitude du pouvoir, le désir de s'en retirer, releva sans aucun doute de cette transformation morale.

On doit aussi à cette évolution spirituelle un autre mystère que les archives n'ont pas tranché, la relation d'Alexandre Ier et de Rome. Son souhait de réconcilier les Églises d'Orient et d'Occident n'est pas un secret. Des historiens ont affirmé que des pourparlers secrets ont été menés en son nom avec le Vatican. Le général aide de camp Alexandre Michaud de Beauretour, un officier niçois passé au service de l'empereur qui servit aux côtés de Barclay de Tolly en 1812, fut envoyé en effet au Vatican en 1825. De là découle l'hypothèse de la conversion secrète d'Alexandre Ier et de son projet de réunir les Églises. Rappelons cependant en sens inverse qu'en 1820, Alexandre Ier régnant, les jésuites avaient été expulsés de Russie et qu'il manifesta à maintes reprises son irritation devant la propagande à laquelle se livraient les Grecs uniates dans les provinces occidentales de l'Empire.

Comment aussi ignorer que les années qui suivent les guerres napoléoniennes sont marquées en Russie par une prise de conscience nationale dont témoigne l'évolution du grand historien Karamzine. Grand admirateur des Lumières, il fut le témoin épouvanté de la Terreur, écrivant trois ans plus tard : « Siècle des Lumières, je ne te reconnais plus dans le sang et les flammes. » Et il en vint à critiquer l'imitation de l'Occident par Pierre le Grand, et son œuvre, lui opposant les traditions nationales, thème que Joseph de Maistre développe aussi à la même époque dans *Quatre chapitres sur la Russie*. Karamzine critiqua l'abolition du patriarcat par Pierre le Grand. Autant de thèmes qui agitent la Russie au milieu des années vingt du XIXe siècle, et que l'on retrouve dans l'orientation conservatrice de la politique extérieure du souverain. Rien n'interdit de penser qu'il a été tenté par le catholicisme, mais les preuves en manquent et son attachement profond à la tradition russe doit être retenu dans le débat.

La France a occupé la plus grande partie de l'énergie d'Alexandre Ier, depuis la rencontre de Tilsit. Il avait cru pouvoir fonder une alliance avec la France sur la reconnaissance du statut de puissance de son pays, et il s'adonna au début sans réserve à cette alliance qu'il avait souhaitée. Puis vinrent les années de désillusion, de guerres et il fut à l'avant-garde de l'opposition à Napoléon. Enfin, en dépit du prix payé par son pays aux ambitions napoléoniennes, il s'efforça d'alléger les conséquences pour la France de l'entreprise impériale. L'attitude d'Alexandre Ier si marquée par la mansuétude envers le pays longtemps combattu ne s'explique pas seulement par le sentiment de spiritualité qui l'habite. Elle traduit aussi une attraction pour la France, héritée de son éducation, des lectures proposées par Catherine II, de l'influence de La Harpe. Alexandre Ier a grandi alors que l'esprit des Lumières soufflait jusqu'aux confins du vaste empire qu'il sera appelé à diriger. Ce « tropisme » français survivra dans son esprit à toutes les violences, à la guerre, à l'incendie de Moscou. Alexandre Ier, dont on a dit qu'il était dissimulé et versatile, fut, sa vie durant, fidèle à la francophilie intellectuelle dans laquelle il avait été formé.

Notes

1. Cette locution vient d'une phrase latine qui signifie « vous posséderez ce que vous possédez déjà ». Ce principe garantit la stabilité des frontières.

Chapitre VIII

Nicolas Ier. L'Europe sous surveillance

Le 19 novembre 1825, date cruciale de l'histoire russe. Alexandre Ier, celui qui triompha de Napoléon, s'éteint à Taganrog. L'oraison funèbre de Metternich est saisissante : « Le roman est fini, l'histoire commence. » Metternich a raison, les élans romantiques, les rêveries généreuses, tout ce qui caractérisa le règne d'Alexandre Ier avant le raidissement final ne fera plus partie de l'action russe. Mais en prononçant ce jugement, il n'avait pas imaginé ce qui allait ouvrir cette nouvelle époque, une confusion initiale et le rêve révolutionnaire. La confusion qui va s'installer en Russie renvoie à un lointain passé russe, lorsque l'ouverture d'une succession provoquait l'incertitude et le désordre. La succession d'Alexandre Ier répondait aux règles établies depuis la mort de Catherine II, mais un secret pesait sur elle. Après la mort d'Alexandre qui n'avait pas d'héritier, son successeur devait être son frère, Constantin, second des petits-fils préférés de Catherine II, nommé ainsi en témoignage du grandiose « projet grec ». Mais le grand-duc Constantin, ayant choisi en 1822 de faire un mariage selon son cœur, qui ne répondait pas aux règles dynastiques, décida de renoncer au trône. Alexandre Ier engagea le processus qui devait officialiser la situation. Il confia au métropolite Philarète le soin de rédiger un manifeste qui prenait acte de la renonciation au trône du grand-duc Constantin et désignait à sa place son jeune frère, le grand-duc Nicolas Pavlovitch. Le contenu du manifeste était un secret bien gardé, le grand-duc Nicolas lui-même, certainement informé du fond de l'affaire, n'eut jamais connaissance de ses détails, ni du texte du manifeste, ce qui explique la confusion qui régna au lendemain de la mort d'Alexandre Ier.

Le futur Nicolas Ier avait eu la malchance de naître l'année même où disparaissait la grande Catherine. Pour lui, point d'éducation inspirée par une impératrice attachée aux Lumières, nul La Harpe pour le guider, mais le fantasque Paul Ier qui décide de la manière de former son esprit. Paul Ier avait, on le sait, la passion de l'armée, des exercices militaires, et il confia l'enfant à un gouverneur honnête mais pédant et peu intelligent, un vieux militaire guère attiré par les idées. En revanche, Nicolas reçut à trois ans un uniforme et un fusil ; le grade de général viendra quelques années plus tard. S'étonnera-t-on s'il se complaisait avant tout aux exercices militaires ? Inquiet de cette éducation si différente de celle qu'il avait reçue, Alexandre Ier imagina alors de fonder le lycée impérial à Tsarskoïe Selo, où sera formée l'élite de la jeunesse russe. Si la première promotion accueillit un élève nommé Alexandre Pouchkine, l'impératrice mère refusa d'y envoyer Nicolas, qui dut se contenter, avec son frère Michel, d'un enseignement organisé au palais. Il dira plus tard que ce lui fut une vraie prison.

Dans les années de son adolescence, le palais où il grandit et étudie est un centre d'opposition à la politique de Tilsit. L'hostilité à la France, vue comme le pays de la Révolution puis de Napoléon, y domine en dépit de la politique de réconciliation d'Alexandre Ier. Rien d'étonnant si, lorsque cette politique échoue, que commence la guerre, le grand-duc trépigne et exige d'aller se battre. Il ne pourra rejoindre les armées qu'en 1814, il est confiné à Vesoul où il entend le son du canon, mais il ne participe pas au combat. Et il n'arrivera à Paris que lorsque tout sera achevé.

L'homme qui va monter sur le trône en 1825 est un étonnant mélange de séduction et de raideur. Séduction physique d'abord. Il est fort beau, très grand, mince, un visage parfaitement dessiné, un camée antique dira-t-on de lui plus tard. « Il est diablement beau. Ce sera le plus bel homme de toute l'Europe » ajoutera Mrs. Campbell, dame d'atours de la princesse Charlotte.

C'est aussi un homme heureux. Il a fait un mariage d'amour, mariage dynastique aussi qui unit les Romanov et les Hohenzollern et consacre la fraternité d'armes russo-prussienne des guerres napoléoniennes. La princesse Charlotte de Prusse, devenue orthodoxe comme le veut l'usage et nommée Alexandra Feodorovna, séduit aussi bien les membres de la famille Romanov que la société russe, et donna à Nicolas un air détendu et la réputation d'un prince charmant.

Mais à côté du charmeur, beau et heureux de vivre, il est un autre Nicolas, le militaire brutal, exigeant, qui se comporte comme un adjudant avec ses subordonnés et s'en fait haïr. La comtesse Nesselrode écrit à son propos : « Il est triste pour Nicolas d'avoir si peu de raison dans sa conduite, de s'être fait détester, exécrer par les troupes. On le dit emporté, sévère, vindicatif, avare. » Et le prince Troubetskoï note dans ses Mémoires : « Nicolas était connu pour ses façons grossières avec les officiers, et pour sa dureté avec les soldats de la division qu'il commandait. »

En ce fatal mois de novembre 1825 où Alexandre Ier avait décidé de partir pour le midi, Golitsyne avait évoqué avec lui le problème de la succession et le tsar lui avait répondu : « Remettons-nous-en à Dieu. Il saura mieux ordonner les choses que nous autres, simples mortels. »

Lorsque la nouvelle de sa grave maladie, puis de sa mort arriva dans la capitale, nul n'y connaissait les instructions qu'il avait laissées, pas plus Nicolas Pavlovitch que les autres « simples mortels ». Si le grand-duc Nicolas savait plus ou moins que la couronne allait lui revenir, le secret entourant le manifeste de 1822 ne lui indique ni les moyens de l'atteindre, ni le comportement à adopter à l'égard du successeur naturel, le grand-duc Constantin absent de Russie depuis dix ans, mais dont la renonciation n'avait pas été rendue publique. Les hésitations du grand-duc Nicolas sur la conduite à tenir furent confortées par le gouverneur de Saint-Pétersbourg, le comte Miloradovitch, et le commandant de la Garde, le général Voïnov, qui lui firent observer qu'éliminer Constantin – qui avait conservé malgré sa longue absence de Russie une grande popularité chez les militaires due à son courage, alors que Nicolas Pavlovitch en était, on l'a dit, peu aimé – risquait de troubler l'armée. Sans doute l'impératrice douairière, témoin des décisions de son fils aîné, eût-elle pu éclairer l'héritier, mais à la nouvelle de sa maladie elle avait perdu connaissance et il fut décidé de la laisser à l'écart des problèmes. C'est pourquoi attentif à respecter les règles de succession, Nicolas Ier décida de prêter solennellement serment à son frère Constantin et donna l'ordre que dans tout l'Empire on jure obéissance à « l'empereur Constantin ». Le testament impérial décacheté, il maintint ces consignes et adressa en même temps un message à son frère pour lui confirmer son serment. La réponse du grand-duc Constantin ajouta à l'imbroglio. Il se refusa à toute déclaration, considérant que la succession était organisée depuis 1822 : « Je ne puis abdiquer, écrit-il, car je n'ai jamais été empereur et je ne le serai jamais. Si je venais maintenant à Saint-Pétersbourg, j'aurais l'air d'introniser mon frère et je n'y ai aucun droit. »

Pendant trois semaines, les courriers vont se succéder entre Pétersbourg et Varsovie pour convaincre le grand-duc Constantin d'accomplir un geste, de se manifester, de déclarer sa position. Il s'y refusa obstinément, renvoyant les courriers à l'expéditeur et répétant que son frère devait se conformer à la volonté du tsar défunt, nul ne pouvant disposer de la couronne impériale à sa guise. Ainsi, durant plus de trois semaines, l'Empire russe n'eut-il pas de souverain. Est-ce surprenant que, dans un pays ainsi plongé dans la confusion et paralysé, éclate une révolution ?

Le 14 décembre, Nicolas se décide enfin à agir. Aux rumeurs de toutes sortes se sont ajoutés des messages l'informant qu'une conspiration se

prépare dans l'armée. Un officier confirme que le complot existe bel et bien, et met en garde Nicolas contre toute initiative en l'absence de Constantin. Or celui-ci a réitéré son refus de venir dans la capitale.

Le 14 décembre, Nicolas Ier publie le manifeste qui annonce son avènement. Le Sénat et le Saint-Synode doivent lui prêter serment et l'empereur doit assister au *Te Deum* célébré pour marquer l'événement. Informé de l'arrivée de très nombreux émeutiers sur la place du Palais, il décide d'aller à leur rencontre. Ils acclament Constantin, convaincus qu'il est dépossédé de la couronne, peut-être retenu de force ailleurs, puis voyant Nicolas Ier, ils l'accueillent aux cris de « Vive la Constitution ! ». Deux manifestations se déploient, révélatrices de la confusion qui règne ce jour-là. Une foule rassemblée devant le palais d'Hiver, attachée aux principes de la légitimité, est accourue pour défendre le souverain légitime qu'elle croit être Constantin, et qui se dispersera dès lors que lui sera lu le manifeste d'Alexandre Ier. Mais sur la place même, il en va autrement, les troupes rassemblées croient à un coup d'État dépossédant Constantin de son trône. Ce sont elles qui acclament la Constitution, convaincues souvent que *Constitution* désigne l'épouse de Constantin.

Toutefois, la conspiration existe bien. Les conjurés distribuent des cartouches et tirent sur les officiers qui cherchent à contrôler le mouvement. Le général Miloradovitch tente de convaincre les émeutiers de se rendre, en vain. Il est tué d'un coup de pistolet tandis que le métropolite, revêtu de ses ornements, reçoit des balles dans sa mitre. Nicolas Ier, imperturbable sur son cheval, ne bouge pas, hésitant à donner l'ordre de tirer. « Quel début de règne », dira-t-il d'un air égaré. Il donnera enfin cet ordre, la révolte sera matée, l'armée fit cinq cents prisonniers. La nuit s'acheva sur le retour au calme. Le prince Troubetskoï désigné par les rebelles pour être leur *dictateur*, mais qui n'avait cessé de tergiverser, aggravant ainsi la confusion, vint chercher le pardon de l'empereur. Nicolas Ier avait opté pour la clémence, cent vingt et un conjurés seulement furent traduits devant le Tribunal suprême, constitué par un décret impérial du 13 juin 1826. Il fallut démêler les fils du complot et désigner les vrais coupables. Les meneurs arrêtés, Pestel, Ryleev, Mouraviev-Apostol, Bestoujev-Rioumine et Kakhovski, qui avait tué Miloradovitch, furent condamnés à mort et pendus. À l'annonce des exécutions, un véritable sentiment d'épouvante s'empara de la Russie. Depuis le règne de l'impératrice Élisabeth, la peine de mort n'était plus appliquée en Russie, à la seule exception de la révolte de Pougatchev où Catherine II avait d'ailleurs exigé qu'il n'y eût pas plus de quatre condamnations à mort. Elle avait été suivie. La partie éclairée de la noblesse ne pardonnera pas ce verdict à Nicolas Ier et on peut dater de ce jour une certaine rupture entre elle et la dynastie Romanov. La rancœur marqua surtout l'opposition, qui depuis dix ans s'était organisée sous le nom d'Union du Salut public, puis Union du Bien public, divisée en organisations du *Nord*, dirigée d'abord par le prince Troubetskoï, puis par Ryleev, et celle du *Midi* dominée par Pestel. À l'origine, ces groupes voulaient réformer la Russie, espérant que l'empereur accepterait de suivre leur programme et de doter le pays d'une Constitution. Par la suite, le mouvement se radicalisa, mêlant à la demande de réformes politiques – indépendance de la Pologne, fédération des peuples slaves – un appel à l'insurrection voire au régicide. Ce mouvement attira les francs-maçons, parmi lesquels figuraient les plus grands noms de Russie et des officiers que les campagnes de France avaient familiarisés avec les idées révolutionnaires. Après l'interdiction de toutes les sectes et surtout de la franc-maçonnerie en 1822, tous ceux que ce texte privait de leurs moyens de se rassembler se joignirent au mouvement. Deux éléments catalyseurs vont s'y ajouter. La Constitution accordée à la Pologne par Alexandre Ier d'abord. Comment accepter qu'un même progrès fût refusé à la Russie ? C'était inconcevable aux esprits éclairés. Et aussi qu'à la France vaincue – par la Russie en premier – Alexandre Ier ait imposé, la monarchie étant restaurée, une Constitution, encore une fois ce qu'il refusait à son pays. C'est cette France qui inspira les officiers rebellés en 1825, c'est son exemple qui les poussa à hurler « Vive la Constitution ». Dans l'esprit de Nicolas Ier, la France que dans son enfance on lui avait appris à craindre, puis à détester dans le projet de réconciliation de Tilsit, cette France était synonyme de désordre, de danger pour la Russie. Le mouvement décembriste ajoutera à sa méfiance innée pour ce pays, dont pourtant il pratiquait très correctement la langue et avait toujours entendu répéter que le destin était inséparable de celui de sa patrie.

Le couronnement eut lieu le 3 septembre dans la cathédrale de l'Assomption du Kremlin. La France y était représentée par le maréchal de Marmont, duc de Raguse, celui qui avait manqué à Napoléon à l'heure décisive, un symbole qui n'échappa pas aux observateurs. Le bal qu'il offrit à cette occasion fut l'un des plus brillants que la Russie ait connu. La France marquait ainsi le retour à une relation apaisée avec la Russie.

Les fêtes du couronnement permirent à Nicolas Ier de retrouver une certaine popularité. Un événement remarquable sembla alors annoncer l'orientation du nouveau règne. Durant ces festivités, l'empereur rappela Pouchkine d'exil, se réconciliant avec celui qu'il nommait alors « l'homme le plus remarquable de Russie ». Il paraît ainsi vouloir effacer le souvenir du drame du 14 décembre 1825.

Mais depuis un siècle, la Russie est une grande puissance, et la politique étrangère ne se laisse jamais oublier. Elle va ressurgir, en Perse d'abord. Le souverain n'est pas pris au dépourvu car il a, à ses côtés, et il le gardera trente ans, l'homme qui va penser, incarner et diriger la politique étrangère de l'Empire russe : Charles, ou Karl, Nesselrode. Contemporain de Talleyrand, il n'en possède pas l'aura, mais les souverains qu'il a servis bénéficieront de cette gloire.

L'homme mérite d'être décrit. Quand Nicolas Ier monte sur le trône, Nesselrode n'est plus très jeune, il a quarante-cinq ans. Issu d'une vieille famille de la noblesse rhénane, il est, comme tous les siens, habitué à se mettre au service de souverains étrangers. Il a servi Frédéric II, puis Catherine II, qui en fit son ambassadeur au Portugal. Il s'est consacré à la diplomatie sous Alexandre Ier qui le remarqua, pour lequel il recopia les textes du traité de Tilsit ; il attira l'attention de Napoléon qui déclara : « Ce petit homme sera un jour un grand homme. » Petit, Nesselrode l'était en effet, au point que l'on notait sa petite taille compensée par son aspect juvénile. Parfois, on lui demandait s'il n'était pas « le fils du célèbre diplomate ». Plus offensant, Metternich le nommait « le petit ministre ». Mais l'amabilité du personnage, son sourire malicieux et son humour lui assuraient la sympathie générale, sinon la popularité. Durant quelques années, il partagea avec Capo d'Istria la direction de la politique étrangère russe, le Corfiote étant le spécialiste de l'Orient alors que Nesselrode était occupé de l'Europe. Il signa pour l'empereur les traités des années 1813-1815 : traités d'alliance avec la Prusse et l'Autriche, les traités de Chaumont, de Paris, et l'acte final du congrès de Vienne.

En 1822, Alexandre Ier se séparant de Capo d'Istria, Nesselrode resta seul à diriger les Affaires étrangères de l'Empire. Avec Nicolas Ier, Nesselrode put enfin montrer l'ampleur de ses capacités. Nicolas Ier l'avait observé, apprécié, et tout naturellement il va se reposer sur lui. Une collaboration intime, confiante s'établira entre les deux hommes.

Depuis le milieu du XVIIe siècle, la Russie avait toujours été confrontée à trois problèmes : l'accès à la mer Baltique, les relations avec la Pologne, la présence en mer Noire. L'accès à la Baltique fut gagné par les conquêtes de Pierre le Grand, suivies de celles de Catherine II et d'Alexandre Ier. Les relations avec la Pologne parurent réglées au congrès de Vienne, mais cela ne put satisfaire les Polonais et les Russes.

En 1812 déjà, Nesselrode écrivait au souverain : « On ne peut être roi constitutionnel en Pologne et autocrate en Russie », et à propos du rétablissement de la Pologne, Nesselrode ajoutait : « Comment peut-on croire que dans le cœur d'un Polonais puisse jamais entrer le désir d'une Pologne russe ? » L'insurrection de 1830 ne le surprit pas.

La question d'Orient se posa dès 1828, peu après la mort d'Alexandre Ier, là où Nesselrode ne l'attendait pas. Le shah de Perse la déclencha en menaçant le Caucase. L'Angleterre se porta au secours de la Perse lorsque les armées du shah furent en difficulté, mais Paskievitch, qui conduisait les armées russes, l'emporta, commença à marcher sur Téhéran, et le shah effrayé traita avec l'Empire russe. Le traité de Turkmantchaï, signé le 10 février 1828, apporta à la Russie des avantages territoriaux – Erivan et Nakhitchevan –, commerciaux et une influence en Perse, au grand dépit de l'Angleterre.

Mais l'Empire ottoman restait pour Nesselrode une préoccupation plus considérable que la Perse. Il avait écrit au comte de Ribeaupierre, nommé ambassadeur à Constantinople : « La situation géographique d'un État définit ses besoins et détermine ses intérêts. Il suffit de jeter les yeux sur la carte pour se convaincre que du jour où les possessions russes approchèrent des rives de la mer Noire, la libre communication entre cette mer et la Méditerranée, et une forte influence à Constantinople passèrent au premier plan des priorités de la Russie. »

Nicolas Ier, qui appellera l'Empire ottoman « l'homme malade de l'Europe », était en total accord avec son ministre et plus décidé à régler la question ottomane que ne l'avait été son frère à la fin de son règne. Parce qu'il voulait ménager ses partenaires européens, Alexandre Ier s'était abstenu de soutenir la cause des Grecs. Nicolas Ier et Nesselrode prirent le parti opposé et exigèrent de la Porte qu'elle cesse de persécuter les Grecs. Et ils insistèrent pour obtenir des excuses et des réparations pour le tort fait aux orthodoxes lors des massacres de Constantinople, et pour les insultes adressées à son ambassadeur. Nicolas Ier en appelle aux traités de Kutchuk-Kaïnardji et de Bucarest, mais aussi aux engagements pris par les pays d'Europe, pour se poser en protecteur des chrétiens.

En mars 1826, Nesselrode présenta un ultimatum à la Porte avec une série de revendications : évacuation des principautés danubiennes occupées par les Turcs depuis l'insurrection de 1821 ; exécution du traité de Bucarest s'agissant de l'autonomie de la Serbie et libération des prisonniers serbes détenus à Constantinople ; envoi d'un plénipotentiaire ottoman pour régler tous les litiges. La Porte renâclait, mais sous la pression des Européens, de la France notamment, elle signa le 26 septembre 1826 la convention d'Ackerman confirmant le traité de Bucarest, qui impliquait l'autonomie de la Moldavie et de la Valachie sous l'autorité d'un hospodar élu pour sept ans et qui ne pouvait être destitué sans accord de la Russie ; la cession définitive à la Russie des territoires contestés sur la frontière d'Asie ; le libre passage des vaisseaux russes de mer Noire en Méditerranée. La question grecque, gelée par Alexandre Ier, fut aussi traitée par Nesselrode. Comme Wellington se trouvait à Pétersbourg, Nesselrode avait préparé avec lui un protocole d'accord, soutenu par la France, qui fut présenté à la Porte par les trois puissances. Cet accord reconnaissait l'autonomie de la Grèce, tout en sauvegardant la souveraineté de la Porte. La Grèce devrait payer un tribut à l'Empire ottoman, mais elle serait gouvernée par les autorités qu'elle aurait choisies. Les droits des Turcs établis en Grèce étaient préservés, ils pouvaient émigrer et recevoir une indemnité pour leurs possessions immobilières. Ces dispositions étaient inacceptables à la Porte. Les trois puissances européennes conclurent alors le traité de Londres qui imposait leur médiation aux belligérants, Turquie et Grèce. Pour Constantinople, c'était une vraie déclaration de guerre et en réponse une armée turco-égyptienne fut débarquée en Morée. Elle se trouva en face de trois escadres occidentales chargées d'empêcher que les hostilités ne gagnent le Péloponnèse. La flotte turque fut anéantie dans la baie de Navarin le 20 octobre 1827, les coups de canon saluant la victoire des trois alliés annonçaient aussi la naissance d'une Grèce indépendante.

Le sultan, loin de s'incliner, exigea des excuses et une indemnité pour les dommages qu'il avait subis. L'appel à la guerre sainte retentit aussitôt dans toutes les mosquées.

Mais alors les alliés de Navarin se trouvèrent en désaccord ; l'Angleterre regretta la destruction de la flotte turque, s'inquiétant de la puissance russe et imagina une nouvelle stratégie. La France, au contraire, persista et envoya un corps d'armée commandé par le général Maison. Ce corps débarqua en Morée, mit en déroute les forces turco-égyptiennes, qui furent éliminées par là même de la péninsule. Nicolas Ier pour sa part déclara la guerre à la Turquie. Tandis que les forces du feld-maréchal Wittgenstein franchirent le Prut, celles de Paskievitch pénétrèrent en Asie Mineure, les Russes occupèrent la Moldavie et la Valachie, franchirent le Danube, conquirent Varna et, en Asie, elles prirent d'assaut les forteresses de Kars et d'Akhaltsikhe.

L'importance des succès russes inquiéta les puissances européennes, et d'abord l'Angleterre et l'Autriche, provoquant leur rapprochement. Charles X, qui observe attentivement le cours des événements, en tire la conclusion : « Si l'Autriche est attaquée, je réfléchirai aux dispositions à prendre, si elle attaque la Russie, je me porterai aussitôt à son secours. » Son raisonnement est aisé à comprendre ; Charles X a dans l'esprit les traités de 1815 et espère pouvoir profiter du conflit en Orient pour rétablir la situation de son pays. En soutenant la Russie sur le Danube, il comptait obtenir en échange le soutien russe à l'avancée de la France vers la rive gauche du Rhin. Nesselrode résuma ce qui sous-tendait l'accord des deux pays : « La France est contre le statu quo européen, la Russie est contre le statu quo oriental. » Le rapprochement avec la France encouragea la Russie à agir rapidement. Paskievitch s'empare d'Erzurum, après avoir défait deux armées turques, tandis qu'en Europe le général Diebitch bat les forces du grand vizir, qui perdit cinq mille hommes et un matériel militaire considérable. Ayant bloqué ensuite les Turcs à Choumla, il conquit Andrinople, la deuxième ville de l'Empire ottoman. la Porte brisée, à bout de forces, dut conclure deux traités à Andrinople. Le premier, avec les puissances européennes, consacra l'adhésion de la Porte au traité de juillet 1827 et la reconnaissance de l'indépendance de la Grèce. Le second, signé avec la Russie, comportait des dispositions concernant les territoires turcs cédés à la Russie et les garanties données à la Moldavie, la Valachie et la Serbie et déclarait le Bosphore et les Dardanelles libres et ouverts à toutes les puissances en paix avec la Porte ; enfin, le traité accordait au commerce russe une liberté complète de navigation dans la mer Noire. C'est à l'alliance avec la France que la Russie dut de renforcer ainsi ses positions dans les Balkans et dans la mer Noire. La Russie, si puissante alors, aurait pu aussi porter un coup décisif à l'Empire ottoman en Europe, obtenir la cession des principautés et de l'Arménie sans s'inquiéter des réactions hostiles des grands États européens. Mais Nicolas Ier fut attentif aux conseils de Nesselrode lui disant que l'Empire turc devait être conservé, que son maintien était favorable à l'intérêt de la Russie. L'affaiblir était nécessaire. Mais sa désintégration ne l'était pas. Elle aurait suscité l'ambition des puissances européennes à participer au partage des dépouilles. Cette conception explique qu'à peine l'encre du traité d'Andrinople était-elle sèche le tsar ait accordé aux Turcs une diminution de l'indemnité fixée par le traité et décidé d'évacuer la Moldavie et la Valachie cinq ans avant la date prévue. Ce faisant, il prenait exemple sur ses prédécesseurs, Catherine II et Alexandre Ier. Tous deux avaient déjà occupé les principautés, en 1769 pour Catherine, et 1810 pour Alexandre. Mais la première les avait évacuées en 1791, aux termes de la paix de Jassy afin de satisfaire les demandes des Autrichiens, le second avait agi de même en 1812, se conformant aux clauses de la paix de Bucarest pour se préparer à lutter dans de meilleures conditions contre Napoléon. Nicolas Ier fit de même en décidant de donner la liberté aux provinces ; un statut organique sera élaboré pour elles en 1834, approuvé par les Turcs. Ce sera la base du futur royaume de Roumanie.

Rassuré par la modération de Nicolas Ier, le sultan n'hésitera pas, lorsqu'en 1832 il verra se lever contre lui Mehmet Ali, pacha d'Égypte, à appeler la Russie à l'aide. La réponse russe fut immédiate. Une escadre et un corps expéditionnaire furent expédiés à Constantinople. Le calme revenu, la Russie recueillit les fruits de cette amitié russo-turque naissante en signant la paix d'Unkiar-Skelessi le 8 juin 1833. Ce traité était offensif et défensif. Le point le plus important pour la Russie faisait l'objet d'une clause secrète stipulant que si la Russie était attaquée, la mer Noire serait fermée à tous les navires de guerre étrangers. S'il n'était pas précisé que cette clause pouvait s'appliquer aussi à la Russie, son statut de protectrice de la Turquie l'en exemptait tacitement. La durée de ce traité était de huit ans, mais la Russie, on le verra, décidera d'elle-

même d'y renoncer. En attendant ce moment, le traité transformait le sultan en « portier des Détroits » au bénéfice de la Russie, et la mer Noire en domaine russe comme l'exprima le maréchal de Broglie. La France et l'Angleterre protestèrent, vainement.

Depuis que Nicolas Ier était monté sur le trône, les relations franco-russes étaient paisibles. La coopération des deux pays en Orient témoignait d'une réelle volonté d'oublier les conflits passés et la France avait repris, grâce à cela, sa place dans le concert européen. En 1829, l'arrivée aux affaires du ministère Polignac réveilla chez Nicolas Ier une certaine inquiétude. La France n'allait-elle pas s'engager dans une politique étrangère plus militante, fondée sur un souci de revanche et de révisions de l'organisation territoriale de l'Europe ? Mais ses craintes furent vite apaisées. Chateaubriand résumait ainsi la position de son gouvernement : se reposer sur l'accord entre les deux pays pour tenter de repousser la frontière jusqu'au Rhin. En 1830, les succès français en Algérie impressionnent Nicolas Ier qui exprime son sentiment d'admiration pour le courage remarquable des troupes françaises et dépêche à leurs côtés un officier pour leur prêter le concours qui pourrait être utile à l'expédition française.

Mais vient alors la révolution de 1830, la chute des Bourbons et l'installation sur le trône de Philippe d'Orléans. L'ambassadeur d'Autriche à Pétersbourg, Ficquelmont, écrira dans une dépêche à Metternich, que la révolution de juillet était pour Nicolas Ier une catastrophe politique. Il tenait le nouveau souverain français pour un usurpateur et l'intervention populaire dans la décision politique avait à ses yeux un caractère révolutionnaire qui ébranlait l'ordre européen et violait les principes du congrès de Vienne. Nicolas Ier se refusa à reconnaître Louis-Philippe comme souverain légitime de la France. Et il ordonna à son ambassadeur, Pozzo di Borgo, de quitter Paris sans délai avec toute son ambassade. Pozzo di Borgo n'en fit rien, il resta à Paris sans statut diplomatique mais il était accueilli à la Cour sans réserve. La décision impériale provoqua cependant une mesure française de rétorsion, les ports français furent interdits à la marine russe.

Nicolas Ier voulut aller plus loin et, se réclamant de la Sainte-Alliance, il imagina de la mobiliser contre l'« usurpateur ». Il dépêcha des émissaires à Vienne (le comte Orlov) et à Berlin (le feld-maréchal Diebitch) pour organiser une opposition à Louis-Philippe. Ses émissaires devaient persuader les souverains de ne pas reconnaître le roi des Français, mais aussi d'envisager des dispositions militaires « dans l'hypothèse » où la Sainte-Alliance déciderait d'intervenir contre la France. Dans les deux capitales, les envoyés russes essuyèrent un refus. Et Nicolas Ier se retrouva seul à condamner l'« usurpateur ». Il dut de surcroît céder à ses collaborateurs, Nesselrode et Pozzo di Borgo, qui voulaient le convaincre de reconnaître Louis-Philippe. Nicolas Ier s'y résolut à son corps défendant. Pouvait-il, seul contre toute l'Europe, jeter l'anathème sur le roi des Français ? L'Angleterre avait été la première à lui apporter sa caution, et Talleyrand fut nommé ambassadeur à Londres. Durant quatre ans, il s'emploiera à forger l'alliance franco-anglaise.

Contraint de reconnaître l'« usurpateur », Nicolas Ier adopta à son égard un comportement arrogant. C'est ainsi qu'au lieu de s'adresser à lui dans leurs échanges épistolaires dans les termes qu'il utilisait avec tous les autres monarques, *Monsieur, mon Frère*, il le lui refusa et s'adressa à lui en l'appelant *Sire*, ce qui, au regard des usages, était insultant. Louis-Philippe, de son côté, s'efforçait d'apaiser les relations avec la Russie. Guizot l'avait convaincu que « Nicolas Ier avait été bienveillant à l'égard des Français avant et après 1830, hostile seulement au souverain ». Louis-Philippe écrivit à Nicolas Ier « qu'il n'avait pas usurpé le trône, mais que voyant que les lois ne s'appliquaient plus, les actes du pouvoir n'étaient plus adaptés ; j'ai cru de mon devoir de me soumettre à la volonté de toute la nation et d'accepter la couronne ». Plus loin, il ajoute : « Avant tout, je voudrais assurer l'empereur que j'ai la ferme intention d'affermir l'amitié qui existe entre la Russie et la France. » Malgré l'hostilité de Nicolas Ier à l'égard de Louis-Philippe et grâce aux efforts d'apaisement de Nesselrode et Pozzo di Borgo, la rupture entre Paris et Pétersbourg fut d'abord évitée. Mais l'insurrection polonaise va bouleverser cette relation.

Dans le même temps, Nicolas Ier voyait se développer en Europe une agitation dont la révolution de Juillet lui semblait avoir donné l'exemple. À Dresde, dans les Provinces belges, aux Pays-Bas où son beau-frère, le roi, l'appelait à l'aide contre ses sujets révoltés. « Ce n'est pas en Belgique qu'il nous faut combattre, disait le tsar à Nesselrode, mais la révolution générale nous menace nous aussi et gagne de proche en proche, et plus vite qu'on ne pense. » Le seul pays pour lequel il ne concevait pas encore d'inquiétude était la Pologne, et quand l'Autriche lui demanda d'envoyer des troupes à la frontière de Galicie pour y apaiser les esprits, il refusa, convaincu, il l'écrira, que les Autrichiens étaient responsables de l'ordre dans leurs possessions.

Quelques jours après cet appel angoissé, Nicolas Ier put vérifier la justesse des inquiétudes autrichiennes. Le 29 novembre 1830, à Varsovie, de jeunes élèves officiers polonais prennent d'assaut le Belvédère, résidence du grand-duc Constantin. Le préfet de police est tué, tandis que le grand-duc réussit à s'enfuir. La nouvelle du soulèvement de Varsovie parvient à Nicolas Ier qui ne sait d'abord comment réagir, privé de nouvelles, ignorant durant quelques jours où se trouvait son frère, le grand-duc Constantin. Et il hésita d'abord à réprimer. Finalement la certitude que l'ordre devait prévaloir l'emporta. La résistance polonaise fut héroïque, elle mit la Russie en difficulté, mais les Polonais étaient seuls face à elle. Aucune puissance européenne n'allait les secourir. La Diète polonaise avait proclamé la déchéance des Romanov, espérant provoquer en Europe un sursaut favorable à la Pologne. Mais cette décision la mit en contradiction avec les traités de 1815, les seuls que la diplomatie européenne pouvait invoquer pour aller au secours des Polonais. De surcroît, les puissances germaniques ne pouvaient qu'être défavorables à une intervention armée qui eût pu conduire à une mise en cause de leurs possessions polonaises ; la France et l'Angleterre étaient paralysées par leur passivité.

En France pourtant, les manifestations propolonaises se multipliaient et la Chambre votait des textes belliqueux. Le Gouvernement provisoire polonais, présidé par le prince Czartoryski, n'avait pas les moyens de se défendre contre la Russie, il ne put non plus empêcher les divisions d'affaiblir les Polonais. La résistance de la Pologne fut héroïque, mais, face à la Russie, elle dut capituler : « Varsovie est à vos pieds », écrivit Paskievitch à Nicolas Ier, et l'Europe constata : « L'ordre règne à Varsovie. »

La tragédie polonaise fit un nombre impressionnant de victimes. Du côté russe, le choléra, qui avait décimé les campagnes, avait suivi les armées russes et y fit des ravages. Le grand-duc Constantin et le général Diebitch, l'un des « pacificateurs » de l'insurrection, furent emportés par ce fléau. Le Gouvernement provisoire polonais avait démissionné avant la fin du soulèvement, et le prince Czartoryski s'était enfui sous un déguisement, espérant continuer la lutte hors de Pologne.

Le prix payé par la Pologne à l'insurrection était terrible. Nicolas Ier entendait faire un exemple et montrer que les révolutions détruisaient les nations. La Constitution d'Alexandre Ier fut supprimée, les ministères polonais firent place à des commissions rattachées aux ministères russes. Les directeurs de ces commissions formèrent un conseil de gouvernement sous l'autorité d'un *namestnik*. La Pologne fut administrée par des fonctionnaires russes. Séquestres, confiscations de biens, emprisonnements, déportations en Sibérie, tel fut le sort des Polonais.

Mais la tragédie de la Pologne bouleversa l'opinion française et pesa sur les relations entre la France et la Russie. Nicolas Ier était convaincu que la France, toujours agitée de rêves révolutionnaires, était responsable des désordres européens, notamment de ceux de Pologne. La

presse française avait violemment pris parti pour la Pologne. La Fayette réclamait à la Chambre des mesures, militaires même, pour « réparer la honte du partage de la Pologne ». Une messe célébrée à la mémoire de Kosciuszko, en février 1831, provoqua des manifestations dans Paris et la foule s'attaqua à l'ambassade de Russie.

Louis-Philippe avait pourtant observé durant la tragédie polonaise une attitude prudente, manifestant sa volonté de préserver la paix en Europe, et il sera soutenu par Thiers et Guizot. Faute de voler au secours de la Pologne, la France aurait pu être un paradis pour l'émigration polonaise. La Fayette proposa que soit accordée à tous les Polonais qui chercheraient refuge en France la citoyenneté française. La Chambre des députés refusa de le suivre. Des organisations polonaises – notamment un *comité provisoire de l'émigration* – naquirent, dont les bruyantes activités antirusses alarmèrent les autorités françaises. Les organisations les plus actives furent la Société littéraire polonaise et le Parti du 3-mai. L'inspirateur et organisateur de ces rassemblements d'émigrés était Czartoryski, réfugié en France. Nesselrode se plaignit au gouvernement français de l'accueil qui lui était donné et de ses activités, mais on ne prêta pas attention à ses démarches.

En décembre 1834, Pozzo di Borgo fut nommé ambassadeur à Londres. Ce grand francophile était en désaccord avec l'hostilité que la Russie manifestait à l'égard de la France et il avait tenté, jusqu'au terme de sa mission, de préserver les relations entre les deux pays ; découragé par son échec, il préféra Londres.

Nicolas Ier lui donna pour successeur un de ses proches collaborateurs, le comte Pahlen, qui partit pour Paris nanti d'une instruction peu engageante de Nesselrode : « En raison des divergences de principes entre les deux pays, leurs relations ne peuvent être ni proches, ni empreintes de confiance. »

Pourtant, peu de mois plus tard, l'occasion d'un rapprochement entre les deux pays se dessine. Une fois encore dans l'histoire tourmentée des relations franco-russes, c'est l'éventualité d'une union dynastique qui suscite cet espoir. Louis-Philippe avait un fils en âge de se marier. Certains membres du gouvernement imaginèrent qu'une fille de Nicolas Ier pourrait répondre à ce vœu, ce qui permettrait de rétablir des relations apaisées entre les deux pays. Le roi s'opposa très vite à ce projet, disant à celui qu'il envoyait comme ambassadeur en Russie, Prosper de Barante, qu'il préférait une tout autre union et qu'il avait jeté son dévolu sur une princesse autrichienne.

Dans ses Mémoires, Guizot, tout en reconnaissant qu'il ignorait tout des sentiments de Nicolas Ier à l'égard d'une union dynastique russo-française, laisse paraître une certaine déception. La perspective d'un réchauffement des relations entre les deux pays grâce à une telle alliance lui semblait possible, voire souhaitable. Et il suggérait qu'il eût fallu donner à la grande-duchesse l'occasion de rencontrer le jeune duc d'Orléans. Une telle rencontre aurait pu et dû avoir lieu. En effet, à la même période, deux fils du roi de France, le duc de Nemours et le duc d'Orléans, entreprirent un tour des cours d'Europe. Ils furent fêtés à Vienne et à Berlin. À Pétersbourg, on scrutait l'horizon et on s'interrogeait : « Viendront-ils dans la capitale de Pierre le Grand ? » Ils n'y vinrent pas. La responsabilité n'en incombe certainement pas à Nicolas Ier qui se dit surpris de n'avoir pu les accueillir, ajoutant : « Ils auraient reçu un accueil digne d'eux. » Cet épisode – rumeurs de mariage, voyages princiers – témoigne une fois encore de la difficulté des rapports franco-russes, particulièrement après l'écrasement de l'insurrection polonaise. Louis-Philippe doit faire face à une opinion publique violemment antirusse qui eût probablement manifesté ces sentiments si les jeunes princes s'étaient rendus en Russie et plus encore devant un projet d'union avec une princesse russe.

Mais en replaçant cet épisode dans une perspective longue, on retrouve l'éternelle question d'une union entre les deux monarchies qui surgit de temps à autre depuis que Pierre le Grand en fit, pour la première fois, la proposition. Au début du XIXe siècle, la dynastie Romanov s'est imposée dans le paysage des familles royales d'Europe et les remarques de Guizot témoignent que l'ostracisme ou le mépris dont elle fut longtemps victime n'existe plus. À cette époque, c'est plutôt sur les Orléans que pèse un préjugé défavorable. Pour autant, le rêve d'union dynastique franco-russe de Pierre le Grand ne sera jamais réalisé.

En ce milieu des années 1830, Nicolas Ier n'est plus aussi hostile à la Cour de France. Il tient sur le gouvernement Broglie, dont il observe les premiers pas, des propos plus modérés qu'il n'en avait l'habitude, dès lors qu'il évoquait la monarchie de Juillet. Sans qualifier cette courte période du milieu de la décennie de temps de réchauffement, on peut considérer qu'après la crise polonaise une certaine pause, un calme s'établit entre les Tuileries et Pétersbourg. Mais pause combien éphémère. Des événements bouleversant des pays que la France inscrit dans son espace d'influence ou de protection, vont une fois encore empoisonner la relation franco-russe. Après la Pologne au début de la décennie, c'est l'Empire ottoman qui revient la brouiller.

Le traité d'Unkiar-Skelessi, qui accordait à la Russie des avantages considérables en Orient, avait été mal accueilli à Paris et à Londres, ce qui avait uni les deux capitales, jusqu'alors en termes difficiles, contre la Russie accusée de détruire les équilibres existants. Dès lors, la politique russe va s'employer à dissocier ces deux adversaires de sa position privilégiée en Orient en cherchant à renouer le dialogue avec l'Angleterre et en ignorant la France. L'expiration du traité d'Unkiar-Skelessi, en 1841, offrit à la diplomatie russe une possibilité de modifier les relations avec les puissances européennes que ce texte indignait. Au lieu de chercher à reconduire le traité pour une nouvelle période, ce qui était possible, la Russie choisit de jouer la carte anglaise en renonçant à prolonger les avantages acquis huit ans plus tôt, qui exaspéraient Londres. Les circonstances se prêtaient à ce « tournant anglais », car entre-temps l'affaire ottomane avait connu un nouveau rebondissement. La France et l'Angleterre étaient en désaccord sur la question du rattachement de la Syrie à l'Égypte, et Thiers, porté à la tête du gouvernement en mars 1840, décida d'organiser une médiation entre le sultan et Mohammed Ali sans en avertir Londres. Il fut encouragé par les propos tenus à la Chambre lors de débats consacrés à la question ottomane, où les partisans d'un rapprochement avec la Russie s'étaient imposés. Ceux-ci affirmaient avec force que les intérêts de la France et de l'Angleterre en Orient n'étaient pas liés, que c'est plutôt de la Russie que la France pourrait, en reconnaissant ses intérêts en Orient, obtenir un soutien réel à ses revendications en Europe. La réaction de Londres ne se fit pas attendre. Tournant le dos à la France, l'Angleterre négocia avec la Russie, mais aussi avec l'Autriche et la Prusse, une convention quadripartite signée le 15 juillet 1840, qui garantissait l'intégrité de l'Empire ottoman. Un article de la convention interdisait aux navires de guerre l'accès au Bosphore et aux Dardanelles, ce qui apaisait la Russie, toujours soucieuse de la sécurité de ses côtes orientales. Mais surtout, la Russie avait enfin réussi à construire une relation apaisée avec l'Angleterre. À Paris, ce fut un tollé, on cria à la trahison. L'Angleterre était certes la principale accusée, mais on avait compris que le but poursuivi par la Russie avait été de briser l'*Entente cordiale* qui s'était nouée entre l'Angleterre et la France. La Russie voulait isoler la France sur la scène européenne. Et, une fois de plus, la relation franco-russe se tendit dangereusement.

Un changement de gouvernement survint alors à Paris, le maréchal Soult succéda à Thiers et modifia quelque peu la situation. Guizot, nommé au ministère des Affaires étrangères, voulait avant tout sortir la France de son isolement, ce qui impliquait de traiter avec la Russie. Mais Nicolas Ier campe alors sur une position d'hostilité sans nuances. Il a donné à son ambassadeur Pahlen instruction de ne rien faire pour associer la France à la convention quadripartite de juillet, ce que Guizot ne demandait pas. Le ministre voulait que son pays sorte de l'isolement et il y réussit. Le 13 juillet 1841 – un an après la signature de la convention quadripartite si dommageable à la France –, l'Empire ottoman traite non seulement avec les quatre signataires de l'année précédente, mais aussi avec la France, la *Convention sur les Détroits*, qui complète la convention de 1840. Cet accord met fin – provisoirement certes – à la crise turco-égyptienne et apporte une solution internationale au régime des Détroits.

La fermeture des Détroits est alors reconnue comme un principe du droit public européen, la flotte de l'Angleterre peut pénétrer à titre exceptionnel dans les Détroits si la défense de Constantinople l'exige. Pour la Russie, qui y gagna en sécurité, tout repose sur la certitude que le sacrifice du traité d'Unkiar-Skelessi lui a apporté l'amitié durable de l'Angleterre. Ce fut une erreur de calcul de Nesselrode.

La Russie n'a en effet jamais semblé être aussi puissante en Europe. Mais l'ordre européen, que Nasselrode avait cru stable, va basculer très vite. Et auparavant, les relations franco-russes, apparemment apaisées, vont connaître des turbulences protocolaires d'importance mineure mais dont chaque épisode suggère que l'apaisement reste précaire. À l'origine, il y eut les fréquentes absences de France de l'ambassadeur Pahlen, qui tantôt se rendait aux eaux en Allemagne, tantôt invoquait des raisons personnelles. Ces absences faisaient scandale. Il en alla ainsi à la fin de l'année 1841, où l'absence de l'ambassadeur fut d'autant plus remarquée qu'il devait, lors des vœux au souverain, remplacer le doyen du corps diplomatique et s'adresser au roi. Choqué par l'absence du diplomate, annoncée certes à l'avance, Louis-Philippe ordonna à Casimir-Perier, alors chargé d'affaires à Pétersbourg, de ne se rendre à aucune cérémonie officielle, ce qui exaspéra Nicolas Ier. Kisselev, le chargé d'affaires qui remplaçait provisoirement Pahlen à Paris, reçut les mêmes consignes. Ces vexations diplomatiques réciproques auraient pu ouvrir une crise, mais Nesselrode et Casimir Perier s'efforcèrent de limiter la portée de ces incidents en multipliant les occasions de rencontres et d'entretiens. Nicolas Ier fut satisfait par le retour à leurs postes des chefs de mission. Et la tragédie de la mort du fils de Louis-Philippe, bien plus que le protocole, acheva de calmer les esprits. Les souverains russes en furent affectés et le firent savoir à Louis-Philippe. Pourtant les motifs de mécontentement du côté français restaient vifs. Guizot consacra toute une correspondance à énumérer les motifs de discorde : refus russes de nommer un ambassadeur au lieu d'un simple chargé d'affaires ; constat que les Russes venant en France de manière officielle négligeaient les rapports protocolaires conformes aux règles européennes, ainsi de demander audience à la Cour… Guizot y ajouta la grande offense protocolaire, maintenue depuis 1830, le souverain russe refusant de s'adresser au roi dans les termes usités à l'égard des autres têtes couronnées, *Monsieur, mon Frère*. Et il rappela que la Cour de Russie n'informait pas les Tuileries des événements qui la touchaient personnellement, alors qu'elle respectait ce rituel avec les autres Cours. Il est remarquable que, comme pour les unions dynastiques, la question de l'adresse au souverain ressurgissait sans cesse, mais dans un ordre inversé. Comme si l'offense faite par Versailles à tous les souverains russes en leur refusant le titre impérial revenait en boomerang au locataire des Tuileries. En dépit de ses efforts, Guizot, avocat inlassable de l'amélioration des relations avec la Russie, n'obtint aucune réponse apaisante de ses interlocuteurs. Nesselrode, porte-parole de Nicolas Ier, manifestait un ressentiment implacable non à l'égard de la France, mais de son souverain.

Le climat se dégrada encore en juin 1844, lors du voyage de Nicolas Ier en Angleterre. Ce voyage n'était pas une surprise, les modalités en avaient été rendues publiques à l'avance. L'empereur s'était entretenu avec les responsables anglais, le Premier ministre sir Robert Peel et Lord Aberdeen avant de rendre visite au château de Windsor à la reine Victoria. Rien de plus normal que cette rencontre entre souverains. Mais la France s'en alarma, craignant tout à la fois que l'on y débattît d'un partage de l'Empire ottoman entre Russes et Anglais et que la rencontre des deux souverains qui dominaient alors le paysage européen par leur prestige ne portât préjudice à l'*Entente cordiale*. L'ambassadeur de France à Londres, Sainte-Aulaire, fut pour Guizot un informateur précieux sur ce voyage triomphal d'une semaine, durée qui contribua aussi à impressionner les chancelleries. Lord Aberdeen apaisa Sainte-Aulaire, l'assurant qu'aucun projet de démantèlement de l'Empire ottoman ou d'expédition en Orient n'avait été avancé par Nicolas Ier, qui n'avait non plus envisagé d'exclure la France de quelques autres projets. La seule certitude que Sainte-Aulaire en retira est qu'à aucun moment, dans son entretien avec la reine, l'empereur ne prononça le nom du roi des Français.

Cette distance, ou hostilité, à l'égard de Louis-Philippe se manifestait non seulement par les titres, les écarts protocolaires, les remarques malveillantes rapportées par des tiers, mais aussi et souvent par des gestes spectaculaires. C'est ainsi que la mort de Charles X fut marquée à la Cour de Russie par un deuil de vingt-quatre jours.

L'agitation qui grandit en Europe dès 1846 va non seulement aigrir encore le contentieux franco-russe, mais elle va marquer le comportement et la personnalité de Nicolas Ier. En 1846, des troubles secouent la Galicie autrichienne. La ville libre de Cracovie avait choisi d'accueillir les rebelles et permis la création d'un Gouvernement provisoire polonais qui, pour réconcilier seigneurs et paysans révoltés, leur promit le partage des biens nationaux. Nicolas Ier réagit sans tarder, expédia des troupes à Cracovie, appelant les Prussiens et les Autrichiens à suivre son exemple. La révolte matée, les souverains des trois pays qui avaient rétabli l'ordre proclamèrent la fin du statut de Cracovie et son annexion à l'Autriche. Ils violaient ainsi les traités de 1815, ce qui fut dénoncé par les Français et les Anglais, dont les protestations furent sans effet.

Puis vint l'année 1848 et un ébranlement de l'Europe sans précédent. Tout commence en Italie et en Allemagne, puis l'incendie révolutionnaire gagne des pays qui jusqu'alors s'étaient montrés attachés à l'ordre monarchique. À Francfort, à Prague, en Hongrie, d'immenses rassemblements témoignent de la volonté de changement. En Valachie et en Moldavie, les hospodars sont chassés par une foule furieuse. L'empereur Ferdinand doit fuir Vienne, tandis qu'à Berlin Frédéric-Guillaume IV est contraint de s'incliner devant les cadavres que lui présentaient les émeutiers. La Russie s'alarmait des désordres à ses frontières, les étudiants polonais brandissaient leur drapeau national et l'on évoquait à Pétersbourg un complot contre la monarchie. C'est alors que Nicolas Ier, jusqu'alors incertain de la posture à tenir, décida qu'il lui incombait de restaurer et maintenir l'ordre en Europe. Le *gendarme de l'Europe*, le personnage qui allait entrer dans l'Histoire, est né à ce moment-là. Il intervint partout, sans fléchir. À proximité de la Russie d'abord, envoyant une armée dans les Principautés, volant au secours de François-Joseph au moment où l'insurrection hongroise était contestée par le mouvement contre-insurrectionnel des Croates. En Hongrie encore, où les légions polonaises étaient venues soutenir le mouvement insurrectionnel et où Paskievitch, leur vieil adversaire, réussit à les vaincre. François-Joseph, qui devait à Nicolas Ier d'avoir pu reprendre le contrôle de la Hongrie, la traita plus durement encore que la Russie ne l'avait fait de la Pologne deux décennies plus tôt. Au Danemark, l'intervention russe fut plus paisible. Les Holsteinais révoltés contre le Danemark avaient reçu le soutien des Prussiens. Nicolas Ier contraignit ces derniers à retirer leurs troupes des duchés et patronna le traité de Londres – 8 mai 1852 – qui consacrait l'intégrité du Danemark. Quand la révolution éclata en France, Nicolas Ier triompha : « On m'a traité de fou parce que depuis dix-huit ans je prédis ce qui vient d'arriver. La comédie est terminée, l'escroc s'est écroulé. » Pourtant, durant les dernières années du règne des Orléans, les relations avec la Russie s'étaient développées, on traita alors de problèmes concrets importants pour les deux pays, c'est-à-dire du commerce. La Russie se plaignait d'être perdante dans les échanges, elle importait plus qu'elle ne vendait, même si ses exportations vers la France avaient nettement progressé dans les années 1840-1845. Mais le commerce franco-russe était obéré par les conditions de transport des marchandises. Les échanges passaient par la voie maritime pour l'essentiel, or les Russes, dans les ports français, étaient soumis à des droits beaucoup plus élevés que ceux que payaient les navires français. Convaincue de ne pouvoir obtenir de la France un traitement plus équitable, la Russie imposa des dispositions protectionnistes dans les ports de la Baltique et de la mer du Nord, et la France y répondit en adoptant des mesures parallèles en Méditerranée. Pour sortir de cette impasse, Guizot proposa de débattre d'un traité de commerce. Les principes furent définis en septembre 1846, traitant à la fois du commerce et du transport maritime. Cet accord, certes insuffisant, ouvrit la voie à une négociation sérieuse où les deux parties manifestèrent leur bonne volonté et beaucoup de compréhension. En 1846, peu avant que le traité n'ait été signé, le grand-duc Constantin Nikolaïevitch, qui voyageait en France sous un nom d'emprunt, arriva à Toulon, son incognito fut découvert et les autorités lui firent un accueil particulièrement chaleureux. Cet accueil montra que les efforts accomplis

pour faciliter les échanges économiques avaient pour effet d'améliorer aussi le climat général des relations. La même année encore, la France ayant souffert d'une désastreuse récolte de blé, la Russie exprima son désir de l'aider. La France traversait alors une mauvaise passe financière due à des spéculations malheureuses, la dette de l'État était élevée et les ressources disponibles pour l'achat de blé manquaient. Nicolas Ier, en dépit de son antipathie pour le souverain, mais apitoyé par le sort des Français, il le dira maintes fois, résolut d'acheter des fonds d'État à un cours particulièrement avantageux pour le vendeur. Cette démarche fut diversement appréciée en France, ce qui témoigne de la piètre image qu'on s'y faisait de la Russie. Pour l'opinion publique, l'empereur, en acquérant des titres d'État, avait voulu impressionner la population française, ou pire encore se procurer des moyens de pression sur la France. Il faut ajouter à cela que, dans le même temps, la répression russe à Cracovie soulevait en France une profonde indignation. La cause polonaise n'avait jamais perdu sa popularité en France, et les coups portés aux traités de 1815 y étaient ressentis comme s'ils avaient été dirigés contre la France.

Mais alors que l'opinion publique manifestait son hostilité à la politique russe, le gouvernement français faisait montre d'une grande modération dans ses réactions à la crise de Cracovie. Modération qu'expliquent une certaine tension franco-anglaise et surtout une prise de conscience du danger prussien. On comprend alors à Paris que la Russie pourrait être un contrepoids à cette puissance grandissante.

Mais rien n'était simple dans cette relation, et un incident diplomatique la mit en péril en 1847. À Constantinople, l'ambassadeur français avait accueilli avec faste un neveu de Czartoryski, Vladislav Zamoiski. Les autorités russes se plaignirent de cet accueil, et plus encore du fait que l'ambassadeur ait paru se poser en protecteur du Polonais, le patronnant dans les milieux politiques ottomans. Ce soutien officiel à un membre de l'émigration polonaise fut dénoncé par Pétersbourg. Signe des temps, l'ambassadeur français reçut consigne de son gouvernement d'arrêter ce jeu. Un autre indice de la modération qui s'installe alors est lié à l'intervention française dans le conflit opposant des cantons suisses. Nicolas Ier déclara que l'urgence était de prévenir les désordres et il se garda de critiquer l'action française. Lorsque Louis-Philippe fut balayé par la révolution de 1848, Nicolas Ier salua l'événement, même si les révolutions n'avaient pas son agrément, et si celle qui éclata en France contribua à son inquiétude et à sa volonté d'imposer le retour à l'ordre partout en Europe.

Si l'on considère les relations franco-russes durant les dix-huit années du règne du *roi usurpateur*, on constate qu'elles furent marquées de hauts et de bas, la Russie et la France étant tantôt attirées l'une vers l'autre, tantôt elles se tournaient vers d'autres partenaires et s'opposaient avec force. Si la dernière période de cette politique où alternaient attirance et répulsion fut relativement modérée, c'est surtout à la sagesse de Guizot que cela doit être attribué. En Russie, Nesselrode, qui avait si longtemps dominé la politique étrangère, vieillissait et regardait les ébranlements européens avec étonnement, sans pour autant renoncer à ses préjugés, tandis que son souverain se voulait toujours davantage responsable d'une Europe qu'il fallait ramener à la raison. Et lorsqu'une Europe nouvelle surgira du bouleversement de 1848, la Russie va, sans que son souverain l'ait prévu, ni toujours compris, être entraînée dans un terrible conflit qui brisera la puissance russe.

Mais on ne peut passer sous silence l'apparition dans le paysage politique européen d'un homme qui, à l'autre extrémité du continent, paraît d'abord être l'alter ego de Nicolas Ier, cherchant comme lui à rétablir l'ordre ébranlé en 1848, Louis Napoléon Bonaparte. Nicolas Ier haïssait le nom même de Bonaparte. Pourtant il sembla se réconcilier avec ce nom abhorré en voyant celui qui le portait anéantir la République italienne avec l'expédition de Rome, puis agir de même avec la République française par le coup d'État de décembre.

Sans doute Nicolas Ier, comme il l'a dit en 1848, avait toujours attendu ou espéré la chute de Louis-Philippe. Mais en faveur de qui ? Les Bourbons, il le savait, n'avaient ni les moyens ni les troupes pour s'imposer. La République n'était pas pour lui un régime politique souhaitable, mais il lui fallut composer avec la réalité. Louis-Philippe chassé du trône, la République proclamée, l'essentiel était, du moins dans un premier temps, de s'assurer qu'elle ne serait pas hostile à la Russie et à ses intérêts.

Les débuts furent compliqués, les relations officielles entre les deux pays n'étaient pas clarifiées et les premiers pas du gouvernement Cavaignac furent marqués par un geste peu favorable à la Russie. La France s'était en effet jointe à la protestation anglaise contre l'entrée des troupes russes dans les Principautés au nom des traités de 1815. Même si la démarche française n'était que verbale, elle fut remarquée à Pétersbourg et contribua à éveiller la méfiance de Nicolas Ier, peu porté à l'indulgence à l'égard d'un régime républicain. Mais Cavaignac décida d'envoyer à Pétersbourg un de ses proches, le général Le Flô, chargé d'obtenir de l'empereur une reconnaissance du régime républicain. Nesselrode soutint cette initiative et obtint du souverain qu'il donne audience à l'envoyé français. Cavaignac avait fait un choix adroit en désignant un militaire. Nicolas Ier, qui était un homme direct, plutôt brutal dans ses rapports à autrui, s'entendait mieux avec les militaires qu'avec les diplomates aux discours cérémonieux et souvent convenus. Et il s'entendit à merveille avec le général Le Flô qui avait un discours direct et une allure militaire.

Le long entretien du souverain et du général, s'il eût pour toile de fond la question de la reconnaissance du régime, porta surtout sur la proposition d'un traité d'alliance avec la France proposé par Cavaignac. Nicolas Ier chercha à prendre la mesure des propos de son interlocuteur, de la solidité de la République française et de Cavaignac lui-même. Pour traiter avec la France, il voulait être sûr que son interlocuteur à Paris disposait d'un pouvoir consolidé. Le général Le Flô conclut des questions de Nicolas Ier qu'implicitement il reconnaissait la IIe République ou était disposé à le faire.

Les questions de Nicolas Ier n'étaient pourtant pas superflues, car dans le moment même où le brave général Le Flô l'assurait de la pérennité du gouvernement Cavaignac, celui-ci était soumis à des pressions multiples. Kisselev en faisait à Paris l'analyse et s'intéressait tout particulièrement à un certain Louis Napoléon Bonaparte qui avait quitté Londres pour Paris et entrait au Parlement. Kisselev comprit l'importance de ce retour, le poids du personnage et s'empressa d'en informer son souverain. Cavaignac, écrit-il, a un concurrent de poids dans la course à la présidence. La nouvelle ne pouvait plaire aux Russes pour qui le nom de Bonaparte était synonyme de guerre et d'ambition démesurée. Nicolas Ier était donc confronté à des informations contradictoires. Le général Le Flô jurait que la présidence était déjà acquise à son protecteur. Kisselev, en revanche, montrait, de dépêche en dépêche, la progression du prince vers le pouvoir. La position russe évolua. Pour Nicolas Ier, il ne s'agissait plus tant de reconnaître la République – même si ce régime ne lui convenait pas – que de savoir qui allait présider à ses destinées. Il fallait à la France un président qui respecte l'ordre européen établi par le congrès de Vienne et ne cherche pas à le déstabiliser par de folles équipées. À cet égard, le nom de Bonaparte était peu rassurant. Nicolas Ier pouvait d'autant plus craindre que le prince Louis Napoléon ait hérité du tempérament ambitieux et agressif de son oncle que son passé avait été agité. Il n'était question dans ce passé que de fuites, de relations politiques douteuses, de participations à des complots. Certes le personnage était romantique et séduisant mais d'autant plus inquiétant. Qui pouvait jurer qu'il ne rêvait pas de refonder l'Empire de si funeste mémoire ?

Lorsque, le 4 novembre 1848, la Constitution de la IIe République fut adoptée, le gouvernement français espéra que Nicolas Ier allait enfin la reconnaître. Mais l'empereur voulut attendre pour se prononcer qu'un président soit élu, même si la Russie était le seul pays d'Europe à n'avoir pas encore reconnu la République. Le 10 novembre, Louis Napoléon Bonaparte remportait l'élection présidentielle et l'empereur n'en fut pas

surpris.

L'élection gagnée par le prince-président, la reconnaissance tardait toujours. Interrogé par le représentant français le 21 janvier 1849 sur les causes de ce délai, Nesselrode répondit froidement que la Russie n'avait eu connaissance de l'élection du président français que par la presse. Mais, le rassura Nesselrode, elle avait pour la France des sentiments d'amitié. Quelques semaines plus tard, recevant le général Le Flô avant son départ de Russie, l'empereur lui dit qu'il n'aurait aucune réserve à l'égard de la République si son président lui donnait l'assurance qu'il respecterait les traités de 1815. Nicolas Ier voulait surtout, avant toute reconnaissance, observer les premiers pas du président. Kisselev, toujours chargé d'affaires, lui envoyait de nombreuses informations sur les difficultés intérieures que le président devait affronter. Il se risqua même à suggérer que l'instauration d'un régime impérial en France pourrait être plus rassurant pour l'Europe et plus conforme aux intérêts de la Russie. Ce propos mit Nicolas Ier en fureur, car tout ennemi qu'il fût d'un régime républicain, il ne voulait en aucun cas envisager que l'Empire soit restauré. Nesselrode ordonna donc à Kisselev d'oublier ce genre d'hypothèses. Dans le même temps, les actes du prince-président allaient convaincre Nicolas Ier de ses qualités de chef d'État. L'expédition italienne du général Oudinot, l'occupation de Rome et la liquidation de l'insurrection républicaine avaient donné l'image d'un homme attaché à conserver l'ordre républicain.

Le souverain russe décida de reconnaître le gouvernement de Louis Napoléon, il le fit le 25 avril. La nomination de Tocqueville comme ministre des Affaires étrangères en France allait aussi contribuer à la transformation du climat entre les deux pays. L'auteur de *De la démocratie en Amérique* était connu et admiré en Russie. On avait vu en lui un avocat des relations franco-russes et il l'avait prouvé en défendant devant l'Assemblée l'opération de Hongrie. Pour saluer sa nomination au ministère, Kisselev fut chargé de l'informer – avant que quiconque ne le soit – du départ des troupes russes de Hongrie. La nomination comme ambassadeur à Pétersbourg du général de Lamoricière, respecté en Russie pour ses succès en Algérie, nomination qui tenait compte de la confiance particulière que Nicolas Ier portait aux militaires, vint confirmer le tournant prorusse de la politique française. La réponse fut la nomination de Kisselev à Paris, ce qui rétablit des relations diplomatiques normales. Mais Nicolas Ier restait sur ses gardes. Et à l'automne 1849 il prit ombrage de manœuvres conjointes des escadres franco-anglaises aux abords de la Turquie. Tocqueville calma ses alarmes, mais Nicolas Ier en conclut que l'Angleterre voulait peser sur la politique française. En octobre, après de la chute du gouvernement d'Odilon Barrot, Tocqueville quitta le ministère, ce qui inquiéta la Russie. On y savait aussi que le président aurait à résoudre une question cruciale. Son mandat – non renouvelable – allait expirer à la fin de l'année 1851. Quelle réponse allait-il apporter à ce défi ? Une réponse institutionnelle ? Un coup de force ? Les ambassadeurs russes en poste à Paris, mais aussi à Berlin, rapportaient à qui mieux mieux les rumeurs de projet de coup d'État qui permettrait au président de sortir de l'impasse et Nicolas Ier les commentait avec tous ses interlocuteurs. En même temps, il répétait qu'il regardait la France avec bienveillance. Et le prince-président de son côté, nullement indifférent aux propos de l'empereur, cherchait tout à la fois à se faire une idée précise de sa pensée et à le convaincre qu'il n'avait aucune raison d'être alarmé. Lamoricière rappelé, le prince-président nomma à sa place le marquis de Castelbajac qui arriva dans la capitale russe en février 1850. Le choix du nouvel ambassadeur était judicieux, le marquis avait tous les titres propres à rassurer Nicolas Ier et à plaire à la Cour de Russie. Issu de la vieille aristocratie française, marié à une La Rochefoucauld dont le père avait servi à l'ambassade de France à Pétersbourg, le nouvel ambassadeur fut accueilli chaleureusement par l'empereur. Mais leurs entretiens, comme les rapports envoyés par Kisselev de Paris, portaient essentiellement sur l'avenir encore imprécis du prince-président. On savait depuis l'été 1851 qu'il ne pouvait compter sur une révision constitutionnelle qui l'eût autorisé à solliciter un second mandat. Restait, puisqu'il n'entendait pas se retirer, l'hypothèse du coup d'État. Le souverain russe était informé de préparatifs visant un tel objectif. Le prince-président avait truffé l'armée de ses fidèles et nommé son demi-frère, Morny, ministre de l'Intérieur. À la fin de l'année 1851, toutes les hypothèses avaient été examinées à Pétersbourg : restauration du régime impérial, coup de force napoléonien pour rester au pouvoir sans modification du régime ou désordres balayant le pouvoir en place. Kisselev avait reçu des instructions précises quant à la réaction à adopter dans chacun de ces trois cas. Et l'on attendait. La succession rapide des événements qui allaient conduire à la restauration de l'Empire parut d'abord rassurante à Nicolas Ier. Le coup de force du 2 décembre, en dépit d'une tonalité bonapartiste dans la forme, rappelant le 18 Brumaire, et la date anniversaire de la victoire remportée par Napoléon à Austerlitz, fut accueilli comme un nécessaire retour à l'ordre.

Le plébiscite du 2 décembre, puis la nouvelle Constitution du 14 janvier 1852 qui donnait un mandat de dix ans à Louis Napoléon et des pouvoirs élargis, ne touchaient pas en apparence à la nature du régime. En avril 1852, l'empereur, s'entretenant avec l'ambassadeur de Castelbajac, lui confiait son admiration pour la sagesse politique du prince-président et concluait : « Que Dieu le protège. »

Mais Louis Napoléon n'entendait pas s'arrêter là, et fort du calme qui régnait autour de lui – dans son pays et en Europe –, il frappa finalement deux grands coups, rétablissement de l'Empire, décidé par la majorité du peuple consulté à cet effet le 21 novembre et adoption du titre impérial et du nom de Napoléon III le 2 décembre 1852. La IIe République était morte, elle cédait la place au second Empire, et fort curieusement, au troisième empereur alors qu'aucun État européen n'avait jamais reconnu au duc de Reichstadt le titre de Napoléon II. Mais en confirmant l'existence d'un deuxième Napoléon, c'est une dynastie Bonaparte que revendiquait le nouvel empereur. Il marquait aussi, par cette décision, son rejet des traités de 1815. Tous les États signataires des traités le comprirent mais ils préférèrent accepter le fait accompli et reconnaître le nouvel empereur et l'Empire dont il se réclamait. La reine Victoria fut la première à franchir ce pas en adressant deux jours après le coup d'État ses félicitations à « son frère l'Empereur ». Elle sera suivie par les souverains d'Autriche, François-Joseph, et de Prusse, Frédéric-Guillaume Ier.

Placé devant ces réactions indulgentes à Napoléon III, Nicolas Ier se posa d'abord en garant de l'ordre monarchique et des traités. Quoi que puisse décider le prince Napoléon, il lui manquera toujours, disait-il, le fondement de son statut, l'origine de droit divin. Au lendemain du 2 décembre, il le comparait au déplorable « gredin » Louis-Philippe, usurpateur comme lui.

Cette position n'était guère tenable, compte tenu de l'empressement mis par les monarques européens à tendre la main au nouvel empereur. Au bout d'un mois, Nicolas Ier se résolut à suivre leur exemple, à sa manière peu franche et en accompagnant sa reddition de constantes vexations. Kisselev, remettant ses lettres de créances à l'empereur comme il convenait avec un nouveau régime, lui tendit un texte où manquait la formule traditionnelle par laquelle un souverain s'adressait à un autre : « Mon Frère ». Elle était remplacée par « Sire et excellent ami ». Cette formulation avait été voulue par Nicolas Ier, indifférent aux conseils de Nesselrode qui l'incitait à la prudence, craignant qu'ainsi offensé Napoléon III ne refuse les lettres de créances. Comment éviter la rupture ? Morny, sage conseil de son auguste demi-frère, que Kisselev appela à l'aide, s'engagea à calmer l'ire de l'empereur. Mais ce ne fut pas nécessaire. Napoléon III considéra l'affaire avec l'intelligence que lui avait peu auparavant reconnue l'intraitable Nicolas Ier et réagit avec humour, même, constatant que l'on peut choisir ses amis, alors que « *les frères* relèvent du droit divin ».

Kisselev, fort embarrassé, multiplia les compliments, assurant l'empereur de la considération que lui portait « son ami » russe et annonça pour illustrer cette considération qu'il devenait non seulement ambassadeur plénipotentiaire et extraordinaire auprès de la Cour impériale, mais que de surcroît son souverain avait à cette occasion élevé son statut, et l'avait nommé conseiller privé (*tainyi sovetnik*). Une cérémonie identique se déroula quelques jours plus tard à Pétersbourg. Le marquis de Castelbajac remit à son tour ses lettres de créances à Nicolas Ier, qui lui accorda

à l'issue de cette remise un long entretien où il l'assura de ses sentiments ouverts à l'égard de Napoléon. Un échange de correspondance entre les deux empereurs suivit, Napoléon y justifiait la restauration de l'Empire et Nicolas Ier l'assurait de son accord. Tout aurait donc pu et tout semblait aller au mieux. Mais en son for, Nicolas Ier resta sur ses gardes, résolu à ne jamais abandonner la distance protocolaire établie avec l'empereur Napoléon qui resta le « cher ami ». L'*usurpateur*. Napoléon se gardera de réagir de manière visible, mais on peut admettre qu'il n'oublia pas cette humiliation, et que la franchise des relations entre la Russie et la France s'en ressentit. De plus, les motifs de discorde traditionnels entre les deux pays n'avaient pas disparu. Si la Pologne était réduite au silence, la question d'Orient était toujours prête à ressurgir. Parfois de manière feutrée, parfois plus violemment. En 1853, elle ressurgit sous forme de tragédie, et ce sera la guerre de Crimée.

Chapitre IX

La guerre de Crimée

Cette guerre, qui opposa pour la deuxième fois en un siècle, de manière effroyable, les armées russes et françaises, partit d'une querelle sur les Lieux saints. La France avait obtenu en 1840 la confirmation d'accords antérieurs, en premier celui qu'avaient conclu Francois Ier et Soliman le Magnifique, lui conférant un droit de protection sur les Lieux saints. La Russie, devenue grande puissance sous le règne de Catherine II, obtint à son tour une sorte de protectorat sur les orthodoxes de l'Empire ottoman et le traité de Kutchuk-Kaïnardji consacra son statut de protectrice des chrétiens. La France, intéressée en priorité au sort des catholiques, abandonna plus ou moins à la Russie les autres confessions ; la présence religieuse russe en Orient s'accrut ainsi au détriment de la France et de la Porte car l'Empire ottoman comptait entre onze à douze millions de sujets orthodoxes sur qui la Russie prétendait exercer une certaine souveraineté. Une querelle éclate au début de 1853, de peu d'importance apparemment. Elle eut pour cause l'accès à l'église de Bethléem dont la Russie était responsable. La Russie protesta contre « un empiétement sur les droits des orthodoxes », le ton monta et l'opinion publique russe s'excita. On avança l'idée d'un entretien entre les deux empereurs pour apaiser une querelle religieuse menaçant de tourner au conflit international. Malgré des échanges épistolaires, la question des Lieux saints ne sera pas réglée. Nicolas Ier s'exaspère de ce qu'il tient pour une violation des engagements pris par le sultan et exige réparation. Au début de février, il lui envoie un ambassadeur chargé de régler une fois pour toutes l'affaire des Lieux saints. Cet ambassadeur est le prince Alexandre Menchikov, arrière-petit-fils du favori de Pierre le Grand, qui a combattu les Turcs en 1828. Il est généralissime, ministre de la Marine et gouverneur général de Finlande, ses titres sont clairement destinés à impressionner les Turcs, comme l'est le déploiement de troupes russes à la frontière moldave au même moment. Le prince généralissime, qui est escorté d'une imposante suite militaire, s'est d'abord arrêté à Odessa où il passe les troupes en revue, puis à Sébastopol ; autant de signaux destinés à rappeler à l'interlocuteur ottoman la puissance russe et ses ambitions dans la région. Pendant un mois, les observateurs s'interrogent sur la mission de Menchikov ; ses propos sont en effet vagues. Mais le 19 avril, il adresse au ministre des Affaires étrangères de la Porte, Rifaat Pacha, une note fort arrogante où il reprend toutes les exigences qu'il lui avait présentées au cours de leurs précédents entretiens, la Russie veut qu'une convention diplomatique confirme le protectorat russe sur les chrétiens d'Orient et la Porte doit s'engager à le respecter. Le 5 mai, Menchikov présenta un ultimatum donnant cinq jours à la Porte pour signer un traité avec la Russie, sur la base des demandes formulées dans la note d'avril. Cinq jours plus tard, la réponse ottomane arrive. La Porte assure la Russie qu'elle est disposée à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les chrétiens orthodoxes, mais elle se refuse à aliéner sa souveraineté. L'échec de Menchikov est patent, il rompt la négociation et quitte Constantinople avec éclat. Si la Turquie a agi ainsi, c'est qu'elle se savait soutenue. Par la France d'abord qui, dès la fin mars, avait envoyé une flotte dans les eaux grecques. Et plus discrètement par l'Angleterre. Depuis janvier, les projets belliqueux de Nicolas Ier ne sont plus un secret. Le 9 et le 14 janvier en effet, l'empereur, au cours de deux entretiens avec Sir Hamilton Seymour, ambassadeur d'Angleterre en Russie, lui avait expliqué que *l'homme malade* était au bout de son parcours et que l'heure était venue d'organiser sa succession. La Serbie, les Principautés, la Bulgarie deviendraient des États indépendants placés sous la protection de la Russie. Quant à Constantinople, Nicolas Ier entendait en être non le propriétaire mais le *dépositaire*. L'Angleterre pourrait disposer à sa convenance des territoires turcs à l'exception de Constantinople. Et Nicolas Ier ajouta : « C'est en *gentleman* et ami que je vous parle, quant aux *autres*, leur opinion ne m'importe pas si nous sommes d'accord. » Les *autres* étaient avant tout la France et accessoirement l'Autriche. En 1853, Nicolas Ier n'imagine pas que la France revenue à la tradition napoléonienne puisse se tourner vers l'Angleterre, il la pense prisonnière des contentieux passés. Mais son cynisme, l'impudence des propos qu'il tient à Lord Seymour ont tant impressionné le gouvernement anglais que ce dernier décida alors de tenter un rapprochement avec la France.

L'Angleterre rendit publics ces entretiens, violant ainsi la confidentialité demandée par Nicolas Ier qui disait parler « de gentleman à gentleman ». Le résultat en fut double. La Russie en voulut à l'Angleterre de cette indiscrétion calculée. La France, la Prusse et l'Autriche purent constater en quel mépris les tenait Nicolas Ier, et comme il s'apprêtait à sacrifier leurs intérêts. Son arrogance eut pour effet de mobiliser ces *autres* qui décidèrent de faire front avec l'Angleterre. À ces révélations ravageuses s'ajouta que la Russie décida d'engager les opérations. Le 3 juillet, des troupes russes commandées par le général Gortchakov franchirent le Prut, entrèrent en Moldavie et le général Gortchakov installa son état-major à Bucarest. Ce n'est pas la guerre, déclara Nicolas Ier, mais un simple gage que prend la Russie pour s'assurer que les traités signés par la Porte seront respectés. En réaction, les flottes française et anglaise prirent position dans la baie de Besika, aux abords des Détroits, sans les franchir puisque les traités les fermaient aux navires de guerre. L'Autriche proposa la tenue d'une conférence à Vienne réunissant les délégués des cinq puissances. La Russie parut prête à discuter et l'on put croire que la guerre allait être évitée. L'initiative de la conférence était autrichienne, mais l'idée venait de Paris. Napoléon III avait préparé un projet destiné à accorder les positions russes – ultimatum Menchikov – et turques – rejet de l'ultimatum. Son texte parut satisfaire Nicolas Ier et l'empereur d'Autriche, et l'on pensa qu'il servirait de base à la conférence de Vienne. Mais dans l'excitation du débat, on avait oublié que la Turquie était la première concernée, et que si l'empereur de Russie était prêt à se satisfaire du projet élaboré par Napoléon III, le sultan qui n'avait pas été consulté était réticent à donner son accord, particulièrement après que Nicolas Ier l'eut fait. S'aligner sur la Russie ne lui convenait pas. De surcroît, le texte fut amendé à plusieurs reprises pour satisfaire Pétersbourg et il finit par ressembler plus ou moins à la note présentée par Menchikov. Le sultan ne s'y était pas trompé, il refusa de signer. La conférence de Vienne ne servit à rien et la Porte en tira les conclusions.

Le 10 septembre, les plus hautes autorités de l'islam en Turquie entrent en scène. Les docteurs de la Foi exigent du sultan, au nom de l'islam, qu'il attaque les infidèles. Les infidèles, ce sont les Russes qui dans les Principautés se comportent comme s'ils étaient en territoire conquis, confisquent l'autorité des hospodars, les empêchent de communiquer avec Constantinople et mettent la main sur le tribut qui lui est dû. Le Grand Conseil se prononce pour la guerre, et le chef des armées turques, Omer Pacha, met en demeure le prince Gortchakov d'évacuer les Principautés dans les quinze jours. S'il ne s'incline pas devant l'ultimatum, ce sera la guerre. Puisqu'on est en guerre, le sultan ouvre les Détroits, la flotte anglaise prend position dans le Bosphore, non loin de Constantinople. Cette guerre est l'affaire des Turcs. Les puissances européennes ont tenté à Vienne d'écarter la guerre par le jeu de la diplomatie, y ayant échoué elles n'entendent pas s'en mêler. Napoléon III, avant même d'accéder au trône, avait annoncé que la France ne s'engagerait dans un conflit que si des raisons majeures – l'équilibre de l'Europe – le lui imposaient. Nicolas Ier continuait d'affirmer qu'il ne souhaitait pas la guerre, et qu'il attendait le moment où la Turquie voudrait ouvrir les négociations. L'Europe, habituée aux guerres russo-turques, interminables, souvent achevées sans aucun résultat, s'installa dans une situation d'attente, espérant que le moment de revenir à la table des négociations viendrait. Cette position d'attente était d'autant plus aisée à tenir que la Turquie agissait de son propre chef et ne demandait aucun soutien ni approbation. De surcroît, les puissances européennes sont convaincues que la supériorité militaire russe suffira à intimider les troupes ottomanes. Leur surprise fut immense lorsque les Turcs coulèrent un vaisseau russe avant de détruire une garnison, et que l'on vit les troupes turques faire face vaillamment à leurs ennemis. Mais passé ce moment d'étonnement, vint l'épreuve décisive. Le 30 novembre, la flotte turque, qui avait cherché à s'abriter dans la baie de Sinope, fut anéantie par les

vaisseaux russes que commandait l'amiral Nakhimov, avec des renforts arrivés de Sébastopol. À la destruction de la flotte turque s'ajoutera un véritable carnage, auquel se livrent les Russes qui bombardèrent le port et la ville au point de les réduire à néant. La violence russe, l'ampleur des moyens mis en œuvre contre quelques vaisseaux turcs bouleversent le monde. La justification donnée par la Russie à ce déchaînement de violence était que la flotte turque s'apprêtait à aller au secours des montagnards de Chamyl, soulevés contre la Russie au Caucase, dont les troupes russes ne pouvaient venir à bout. Alain Gouttman, analyste minutieux de la guerre de Crimée, a démontré de façon fort convaincante que l'opération n'avait pas été le fruit du hasard ou d'un enchaînement de violence, mais qu'elle avait été soigneusement planifiée. Nicolas Ier souhaitait montrer sa force et il était convaincu que les Européens ne réagiraient pas. Napoléon III, voyant l'indignation générale, voulut arrêter les hostilités. Il décida de l'occupation maritime de la mer Noire et proposa à l'Angleterre de s'y joindre. Il ne s'agissait pas de lancer une opération militaire en règle, mais seulement d'empêcher les bâtiments russes d'entrer en mer Noire ou d'attaquer des bâtiments turcs. La première réaction anglaise fut hésitante, mais Palmerston va imposer la décision. Ce lui fut d'autant plus aisé que, comme toujours, l'Angleterre appréhendait que la France ne se livre à un jeu solitaire en Orient. Français et Anglais informèrent donc Nesselrode de leur décision. Nesselrode s'indigna, insista sur les liens entre les Turcs et les insurgés du Caucase, donc sur le droit de la Russie à assurer sa sécurité. Napoléon III tenait des propos d'une grande fermeté : « La Russie chasse les Turcs des Principautés. Nous chassons la Russie de la mer Noire. » Les Russes demandaient que la flotte turque ne puisse naviguer le long des côtes pour transporter des troupes, il leur fut répondu qu'ils pourraient continuer à le faire alors que les vaisseaux russes ne pouvaient quitter leurs ports. Ce traitement inégal dont Nesselrode se plaint bruyamment fut justifié par le déséquilibre des forces entre les deux pays.

L'empereur Nicolas Ier reçut une lettre manuscrite de Napoléon III, ultime tentative pour dénouer la crise. L'empereur lui dit qu'il avait entendu le propos de son « ami » : « Qu'il s'adresse à moi, nous saurons toujours nous entendre. » Cette lettre était d'abord un exposé – paisible – de la situation. Pour le souverain français, la Russie faisait porter à Paris et à Londres la responsabilité d'avoir « envenimé la question » alors que la France n'a eu d'autre préoccupation que de chercher la paix. « Quand les troupes de Votre Majesté sont entrées en Valachie, nous avons engagé la Porte à ne pas voir dans cette occupation un état de guerre, témoignant ainsi de notre désir de conciliation.

« Notre attitude vis-à-vis du sultan était protectrice mais passive. Nous ne l'encouragions pas à la guerre. Nous faisions sans cesse parvenir aux oreilles du sultan des conseils de paix et de modération… Votre Majesté de son côté, montrant le calme qui naît de la conscience de sa force, s'est bornée à repousser sur la rive gauche du Danube, comme en Asie, les attaques des Turcs et avec la modération digne du chef d'un grand Empire, elle avait déclaré qu'elle se tiendrait sur la défensive. Jusque-là donc, nous étions, je dois le dire, spectateurs intéressés, mais simples spectateurs de la lutte, lorsque l'affaire de Sinope vint nous forcer à prendre une position plus claire. »

Ayant exposé les conditions de l'intervention franco-anglaise après Sinope, l'empereur poursuit : « Si Votre Majesté désire autant que moi une conclusion pacifique, quoi de plus simple que de déclarer qu'un armistice sera signé aujourd'hui, que les choses reprendront le cours diplomatique, que toute hostilité cessera, que les forces belligérantes se retireront des lieux où des motifs de guerre les auront appelées. Les troupes russes se retireraient des Principautés et nos escadres de la mer Noire. Votre Majesté préférant traiter directement avec la Turquie, elle nommerait un ambassadeur, puis négocierait avec le plénipotentiaire du sultan une convention qui serait soumise à la conférence des quatre puissances. »

Et l'empereur terminait en rappelant le programme commun d'action que lui proposait Nicolas Ier dans sa lettre du 17 janvier 1853 : « maintien de l'ordre, amour de la paix, respect des traités, bienveillance réciproque ».

Cette lettre est remarquable par la volonté d'apaisement dont elle témoigne. Elle est remarquable aussi parce que Napoléon III fait de la paix, de l'avenir européen, une affaire franco-russe et l'affaire personnelle de leurs souverains. Les relations franco-russes souvent si difficiles, paralysées par des contentieux nationaux, mais aussi par des susceptibilités protocolaires, tout cela l'empereur Napoléon III l'écarte au profit de la coopération personnelle à laquelle il appelle son « cher ami ». Et il met, dans cette démarche, une confiance profonde, se disant convaincu que le dialogue entre chefs d'État est mieux à même que les arguties des diplomates de dissiper les malentendus et les préjugés. Cette lettre constitue dans la relation toujours difficile entre les deux pays un moment privilégié, annonciateur des sommets de chefs d'État qui, au XXe siècle, tenteront d'inventer un nouveau mode de diplomatie. Cette lettre, même si elle était personnelle, fut reproduite par *Le Moniteur*, ce qui est un appel au soutien de l'opinion publique, autre anticipation des usages à venir, et que n'approuvent guère alors les diplomates traditionnels.

Mais Napoléon III fait preuve d'un optimisme que les faits vont démentir. Nicolas Ier restera sourd à son appel, campant sur une position intransigeante, ne tenant compte d'aucun des arguments avancés par le *cher ami*. Et il commence la lettre datée du 8 février, qu'il lui adresse en retour, en reprenant le message final de Napoléon III, le programme que s'étaient proposé les deux souverains, mais en le retournant contre son interlocuteur : « Je n'ai demandé autre chose que ce qui découlait des traités. Si la Porte avait été laissée à elle-même, le différend qui tient en suspens l'Europe eût depuis longtemps été aplani. Une influence fatale est venue se jeter à la traverse. En provoquant des soupçons gratuits, en exaltant le fanatisme des Turcs, en égarant le gouvernement et la vraie portée de mes demandes, elle a fait que la guerre a dû en sortir… Si les coups de canon de Sinope ont retenti douloureusement dans le cœur de tous ceux qui en France et en Angleterre ont le sentiment de la dignité nationale, Votre Majesté pense-t-elle que la présence menaçante à l'entrée du Bosphore de trois mille bouches à feu dont elle parle, et le bruit de leur entrée dans la mer Noire soient des faits restés sans écho dans le cœur de la nation dont j'ai à défendre l'honneur ? Quoi que Votre Majesté décide, ce n'est pas devant la menace qu'on me verra reculer. Ma confiance est en Dieu et en mon droit, et la Russie, j'en suis garant, saura se montrer en 1854 ce qu'elle fut en 1812. »

Si Nicolas Ier termine, comme son correspondant l'avait fait, en confirmant ses intentions pacifiques, cette lettre laisse une impression de rancœur et de violence étonnantes. Évoquer la guerre de 1812 n'est pas innocent, la menace est à peine déguisée, le souverain russe est prêt à affronter la guerre.

Il va se trouver bien seul dans une telle aventure. Ses alliés traditionnels, Autriche et Prusse, ne sont pas disposés à le suivre, en dépit de ses efforts pour les convaincre que la guerre qui menace va les concerner. Il a envoyé le comte Orlov à Vienne dès le 27 janvier pour obtenir de l'empereur François-Joseph Ier, qu'il a soutenu contre les Hongrois, appel à la gratitude autrichienne, qu'il opte au minimum pour la neutralité dans la guerre qui s'annonce. Mais François-Joseph n'y est pas disposé car son pays est directement touché par les problèmes de l'Empire ottoman. Quels engagements la Russie est-elle prête à prendre pour rassurer Vienne ? Garantit-elle qu'elle respectera l'intégrité de l'Empire ottoman et ses propres promesses, notamment l'évacuation des Principautés à la fin de la guerre ? Orlov quittera Vienne sur un échec.

À Berlin, l'envoyé de Nicolas Ier, le baron Budberg, rencontra la même opposition à son appel à la neutralité prussienne. Frédéric-Guillaume IV, comme François-Joseph Ier, renvoie le porte-parole de Nicolas Ier aux décisions de la conférence de Vienne. Les États allemands ne sont pas près d'oublier les termes des entretiens de Nicolas Ier et Lord Seymour. Les *autres*, c'est-à-dire eux, ont pris conscience du mépris où Nicolas Ier les tenait, et à l'heure où la Russie a besoin du soutien de ces *autres*, il va de soi qu'il lui est refusé. L'arrogance du souverain russe lui est

renvoyée en boomerang.

Nicolas Ier n'est pas au bout de ses peines car, trois mois plus tard, ses anciens alliés vont opter pour une posture nettement plus offensive, signant à Berlin une convention qui garantit mutuellement leurs territoires et s'engageant à entrer en guerre si la Russie refuse d'évacuer les Principautés ou menace Constantinople. Décidément, le cours de l'histoire s'inverse. En 1821, la Russie avait su mobiliser l'Europe contre la France. Trois décennies plus tard, un autre Napoléon rassemble les puissances d'Europe contre la Russie qui retrouve alors, aux yeux des opinions publiques, sa réputation d'État barbare.

Le 21 février, Nicolas Ier publie un *manifeste* proclamant : « Face à la guerre que les puissances coalisées veulent provoquer, ne sommes-nous pas aujourd'hui le même peuple russe dont la vaillance est attestée par les fastes mémorables de 1812… Combattant pour nos frères opprimés qui confessent la foi du Christ, la Russie n'aura qu'un cœur et une voix pour s'écrier : "Dieu, notre sauveur" ».

C'est bien à une guerre nationale et religieuse que le souverain appelle, et de ses protestations de paix il ne reste plus rien. L'Europe est au bord du conflit et la Russie y voit une répétition de 1812. Nicolas Ier ne veut pas entendre l'appel que lui adressent les puissances européennes le 27 février, le sommant, sous peine d'être confronté à la guerre, de retirer ses troupes des Principautés. Napoléon III répondra à sa manière à la lettre et au manifeste russe. Il le fait dans un discours prononcé devant l'Assemblée législative le 2 mars en commençant par rappeler que « le temps des conquêtes est passé » et assurant que la France « n'a aucune idée d'agrandissement mais, continue-t-il, la Russie est mue par la volonté d'arracher des avantages aux États faibles, là où elle le peut, et c'est la clé de la situation en Orient. Si la France s'y oppose c'est par principe, mais aussi pour défendre la liberté des mers et son influence en Méditerranée ».

Après avoir prêché l'apaisement, l'empereur reconnaît que la France est prête à entrer en guerre pour défendre la Turquie, mais aussi pour défendre ses intérêts propres et mettre un frein à l'expansionnisme russe. Nul ne peut douter que le conflit va éclater et l'opinion française comme l'opinion russe sont échauffées, bellicistes. En France, la guerre qui s'annonce est populaire, pour des raisons multiples. L'humiliation de 1815, même si elle s'éloigne, n'est pas oubliée. La France n'a plus connu depuis lors d'occasions de se rassembler autour d'une cause qui grandit la nation. La lutte contre Abd el-Kader est déjà un lointain souvenir. Et les ébranlements intérieurs – changement de régimes, valse des souverains – ont favorisé la montée des divisions. Et voilà qu'une cause dite *juste* rassemblant toute l'Europe, à l'exception de la Russie renvoyée à son statut d'État marginal, vient unir le pays. Même Victor Hugo, l'exilé, si hostile à l'homme du 2 décembre, appelle à cette guerre. Pour le peuple français, la Russie est l'ennemi traditionnel, celui qui a écrasé les Polonais, qui veut conquérir Constantinople, dominer les mers et qui a infligé à la France la défaite et l'isolement.

Comment ignorer aussi que la France, en ces années 1840, se nourrit du livre d'Astolphe de Custine *La Russie en 1839*[1] ? Cet ouvrage, supposé décrire la Russie de Nicolas Ier – mais avec quelles lacunes et quel parti pris ! –, a connu un immense succès. Il est lu et discuté avec passion. Comment les Français encore humiliés par la perte de puissance de leur pays ne seraient-ils pas séduits par ce tableau d'un pays barbare, attardé, incapable d'emprunter les voies du progrès et qui eut l'arrogance de les avoir vaincus ?

En Russie, c'est une guerre de religion. Si jusqu'en 1840 à peu près, les grands penseurs russes étaient peu préoccupés de ces questions, depuis lors ils s'attachent à définir la spécificité russe, son rapport avec l'Occident et l'importance de l'orthodoxie. Depuis Pierre le Grand, peu de Russes avaient osé mettre en question la nécessité de suivre la *voie occidentale*. Dans les années qui précèdent la guerre de Crimée, cette réserve perd du terrain. Herzen, pourtant *occidentaliste*, écrit en 1849 : « Les destins de l'humanité ne sont pas cloués à l'Europe occidentale », et peu avant lui, un autre occidentaliste, Tchaadev, avait écrit : « Si nous sommes venus après les autres, c'est pour faire mieux que les autres. » Le grand historien Pogodine avait constaté dès 1846 que « le temps du culte inconditionnel de l'Occident est passé ». En 1854, à l'heure où la tragique confrontation franco-russe va commencer, il insiste : « Nous n'avons pas pris part aux croisades de l'Europe : nous devons maintenant accomplir notre croisade, abolir la domination des Turcs en Europe – chose qui s'est avérée impossible pour elle – et libérer les Lieux saints du pouvoir des infidèles. Ainsi le veut Dieu, c'est l'obligation de la Russie en tant qu'État, pas seulement russe et slave, mais aussi européen. » Le même Pogodine interroge l'Europe sur les raisons de son soutien « aux Turcs barbares qui tiennent en esclavage les slaves orthodoxes des Balkans ». « Que nous avons-vous fait ? Qui avons-nous offensé ? Les Français ? Pour Moscou incendiée, nous leur avons conservé Paris intact. Les Anglais ? Pendant trois cents ans, nous leur avons assuré un commerce avantageux. »

Le poète Tioutchev, qui a si bien constaté le caractère incompréhensible, incommunicable de la Russie et des Russes, écrit dans une lettre adressée à sa femme : « Ce qui se passe actuellement est la reprise de 1812, c'est la seconde guerre punique, l'Occident contre la Russie… C'est bien l'Occident lui-même qui en son propre nom veut échapper aux conséquences de la dissolution incurable qui le travaillent, en réunissant des efforts suprêmes pour faire avorter l'avenir de l'Europe orientale. »

On voit ici comment les opinions publiques des deux principaux acteurs du conflit qui va s'ouvrir sont nourries d'idées plus antagonistes qu'elles n'en connurent jamais. De la russophobie déclarée de Custine brandissant le *barbare* russe soumis au knout, et donc à un régime de violence, à la vision à la fois religieuse et humiliée de la Russie dont la mission est de sauver les chrétiens, mais aussi l'Occident de sa déchéance spirituelle, ces thèmes légitiment en 1854, pour les Français et les Russes, l'effroyable tuerie dans laquelle les uns et les autres vont se précipiter avec entrain.

Les événements s'accélèrent dès lors que les appels à la conciliation de Napoléon III ont échoué à convaincre Nicolas Ier de tenir le même langage. Et la mise en demeure franco-anglaise du 27 février va se heurter à un même mur d'hostilité russe. Les représentants des deux pays en ont remis le texte à Nesselrode le 14 mars, l'ultimatum court jusqu'au 30 avril, mais Pétersbourg ne juge pas utile de traîner. Dès le 18 mars, Nesselrode informe les envoyés franco-anglais que l'empereur ne répondra pas à l'ultimatum. Il ajoute à ce refus la phrase classique « mais nous ne déclarons pas la guerre ». Certes personne ne veut la déclarer, mais les faits la rendent inévitable. Le 12 mars, presque en même temps que l'ultimatum était remis au chancelier russe, la France et l'Angleterre assuraient la Turquie de leur soutien. Le 10 avril, les deux puissances concluaient un traité d'alliance offensive et défensive. Le 20, l'Autriche signait avec la Prusse un traité de garantie et d'alliance pour parer à une attaque du tsar contre l'Autriche, ou à une percée russe dans les Balkans. Tout un système d'alliances réciproques était ainsi mis en place. Durant trois mois, l'Europe vit entre paix et guerre ou plutôt dans l'incertitude de la guerre.

Les opérations militaires des alliés commencent dès le 22 avril par le bombardement d'Odessa, mais le port militaire est seul visé car les alliés sont soucieux d'épargner la ville et le port de commerce. La supériorité navale des alliés les conduit à agir sur toutes les mers. Après la mer Noire, ce sera – mais la guerre est alors déclarée – la Baltique, les ports de la mer Blanche et les positions russes en Asie.

Menacés en mer Noire, les Russes incendient, pour qu'ils échappent à la marine alliée, leurs établissements sur la côte du Caucase : Anapa, Redont Kali, Torkoum Kali. Mais ils sont menacés sur terre par les troupes autrichiennes en Transylvanie, et par les débarquements français et anglais à Gallipoli et Varna. Enfin, ils mènent un combat désespéré pour sauver la ville de Silistra assiégée durant trois mois, en dépit d'un effort

immense et de pertes humaines considérables, ils échoueront à la reprendre. En juillet, la décision s'impose d'évacuer les Principautés où les Autrichiens vont s'installer. La guerre contre les Turcs, ou *guerre du Danube* est achevée. Et c'est le début d'une autre guerre bien plus terrible, la guerre de Crimée. Commencée en juillet 1854, elle va durer plus d'un an et demi.

La guerre avait été déclarée à la Russie par la France et l'Angleterre. Dès le 27 mars 1854, il fallut décider de la manière de mener une guerre si loin du sol national et sans l'avoir minutieusement préparée. Sans doute le gouvernement français n'a-t-il pas ignoré la question, et, dès le début de l'année, il avait augmenté les effectifs militaires en faisant appel aux réservistes et en mettant en route un programme conséquent de constructions navales.

À partir de là, une question surgit : quelle guerre faire ? Au vrai, la réponse dépend aussi des Russes, dont on sait peu de choses. Le 9 mai, Napoléon III résume ainsi le débat stratégique : « Plus je réfléchis à la situation de l'armée, plus je pense qu'il n'y a que deux choses à faire : si les Russes avancent, les laisser s'avancer jusqu'à ce qu'on trouve le lieu avantageux pour livrer bataille ; s'ils n'avancent pas, prendre la Crimée. »

Dès le mois d'avril, un corps expéditionnaire français et anglais est acheminé vers le champ d'opérations supposé et débarqué à Gallipoli. On y concentre des troupes qui attendent que leur véritable destination leur soit enfin assignée. Mais pour le commandement installé à Gallipoli, un problème imprévu vient compliquer un programme encore imprécis, la politique personnelle des Grecs. Ceux-ci sont prorusses, unis aux Russes par la communauté d'appartenance à l'Église d'Orient et l'hostilité aux Turcs. Du coup, le roi Othon appelle ses coreligionnaires de Macédoine, d'Épire et de Thessalie à se soulever contre l'autorité ottomane. Des volontaires grecs volent à leur secours et les alliés ne veulent pas abandonner la Turquie à cette insurrection qui regroupe plus de quarante mille hommes, une véritable armée. Pour répondre à ce défi, il fallut enlever une division aux troupes regroupées à Gallipoli, elle manquera cruellement à la bataille de Silistra. Silistra, en effet tenue par les Turcs, était considérée par les alliés comme la clé des batailles à venir. Afin d'y faire face, il fut décidé d'utiliser Varna comme base d'opérations de l'armée d'Orient. La marine française dut alors rembarquer les troupes si difficilement acheminées et débarquées à Gallipoli pour les diriger vers Varna. Le 30 juin, grâce à un effort gigantesque, trente mille Français et vingt mille Anglais y sont enfin rassemblés. Si l'on y ajoute les Turcs, ce sont trois armées alliées qui sont prêtes à aller aux secours des assiégés de Silistra. Mais l'effort franco-anglais va tomber dans le vide. La victoire de Silistra, ardemment attendue parce qu'elle devait signaler le tournant de la guerre, n'aura pas lieu faute d'adversaire, les Russes ayant décidé de lever le siège et de repasser le Danube.

La défection russe au combat si attendu laissa les alliés désemparés. Le Danube libéré, Constantinople apparemment débarrassée d'une menace immédiate, que faire ? L'Angleterre et la France souhaitent toutes deux la fin des combats, mais leur vision de l'avenir diffère. L'Angleterre veut briser la Russie, arrêter ses ambitions afin de protéger la route des Indes. Alors que pour Napoléon III, il importe de rendre à la France une place centrale dans une Europe dont la carte aura été revue en fonction des aspirations des États. Après la levée du siège de Silistra, l'empereur souhaite une pause, il veut réfléchir à ce qui est possible et souhaitable pour la France. Cette pause, l'Angleterre n'en veut pas, la route des Indes doit impérativement être préservée et, pour cela, il faut vaincre la Russie et détruire la redoutable base d'opérations qu'est Sébastopol.

Napoléon III mise à cette époque sur l'Autriche qui lui a suggéré une action commune sur le Danube. Si elle se joint à la coalition, c'en sera fini de la Russie. L'empereur s'efforce d'en convaincre l'Angleterre. Mais, comme toujours, les propositions autrichiennes sont suivies de reculs. Certes les troupes autrichiennes vont entrer dans les Principautés abandonnées par les Russes le 22 août, mais c'est pour s'y installer et non pour ajouter leurs forces à celles qui combattent les armées du tsar. Ne pouvant compter sur le concours de l'Autriche, Napoléon III doit se rallier à la volonté anglaise de détruire Sébastopol, donc porter la guerre en Crimée. L'empereur français, par nature enclin à peser la question, à ne pas agir dans la précipitation, est ici l'otage de l'impatience anglaise. Les Autrichiens, comblés par le retrait russe, considèrent qu'ils ne devront se battre que si les Russes veulent reprendre les Principautés, ce qu'ils n'entendent pas faire. Le 18 juillet, un conseil de guerre franco-anglais se réunit à Varna. Il reprend les propositions que le duc de Newcastle, secrétaire d'État à la Guerre, avait soumises à la reine le 29 juin, conquérir la Crimée et Sébastopol. Une mission exploratoire doit se rendre aussitôt aux environs du grand port russe.

Or, au moment où la décision de lancer une opération en Crimée est prise – il s'agit cette fois d'une guerre offensive et non plus défensive comme auparavant –, une nouvelle consternante vient la contrarier. Le choléra, qui avait frappé les troupes russes, s'est étendu à Varna et gagne le corps expéditionnaire. L'épidémie s'est répandue dans l'armée d'Orient alors même que celle-ci embarquait pour conquérir la Crimée. Les morts se comptent par dizaines de milliers et les survivants doivent faire face à une nouvelle catastrophe, le feu ravage la ville le 10 août. Ce feu est favorisé par les traditionnelles constructions en bois, par les stocks de poudre de l'armée française qui alimentent l'immense brasier et s'y ajoute un vent puissant qui souffle de la mer, contribuant à entretenir l'incendie durant des heures. Quand le vent aura tourné, le feu ayant tout dévoré s'éteindra progressivement, on pourra prendre la mesure du désastre. Tout a disparu dans cet immense brasier, les munitions, les approvisionnements, les fourrages. Qui en est responsable ? Le feu était-il accidentel ? Dû à la malveillance ? La seconde hypothèse s'imposera d'abord, on en accusera les Grecs prorusses et viscéralement antiturcs. Mais après examen, on constatera que cette accusation était sans fondement, et que, comme très souvent en Orient, un simple incident aura suffi à faire naître le feu et réduire une ville en cendres. Dans Varna détruite, la vie reprendra cependant vite, la priorité sera donnée à la remise en état des équipements, car il faut songer à cette guerre qui n'en finit pas de commencer.

Cependant, tout n'est pas au point mort. Pendant qu'au Sud on s'enlise, dans la Baltique, les flottes française et anglaise sont parties à la conquête des possessions russes. Elles bloquent Cronstadt, poste avancé de la capitale de Pierre le Grand, si vulnérable, débarquent aux îles Åland et prennent le 16 août la forteresse de Bomarsund. La flotte russe n'a pu leur résister. Mais leur exemple ne suffit pas encore à convaincre les états-majors rassemblés à Varna de lancer l'offensive sur la Crimée. Les conseils de guerre se succèdent, les chefs se querellent. Ce n'est qu'à la fin du mois d'août que Napoléon III s'adresse à eux : « Soldats, suivez l'exemple de l'armée d'Égypte. Les vainqueurs des Pyramides et du mont Thabor avaient comme vous à combattre des soldats aguerris et la maladie. Mais malgré la peste et l'effort de trois armées, ils revinrent honorés dans leur patrie. »

La décision est prise, les flottes quitteront Varna le 2 septembre. Une immense armée regroupant trente mille Français, vingt-cinq mille Anglais et six mille Turcs se dirige vers Sébastopol ; un port remarquablement fortifié. Lorsque les Turcs s'y étaient attaqués en 1852, seule une partie des fortifications était achevée, nombre de postes étaient encore privés de toute protection. L'année suivante, le prince Menchikov avait lancé des travaux pour protéger la ville, et après la déclaration de guerre, ces travaux s'accélérèrent. En dépit de ces progrès, Sébastopol restait vulnérable. Les Russes en étaient conscients, ils espéraient que les alliés attendraient le printemps pour attaquer. Espoir déçu. Le débarquement en Crimée fut une opération parfaitement conduite, même si les troupes françaises prirent de l'avance sur les Anglais qui s'installèrent au nord de Sébastopol, tandis que les Français étaient au sud-ouest. Leur objectif, Sébastopol, semblait aisé à conquérir compte tenu du caractère désordonné et inachevé des fortifications. Ce que nul n'imagine en ce milieu de septembre 1854, c'est que le siège de Sébastopol va durer onze mois terribles où les assiégeants devront dans les pires conditions affronter un adversaire qui reçoit sans cesse des renforts et se situe sur son terrain. Le projet des alliés était d'attaquer Sébastopol par mer, mais le 23 septembre la flotte russe coule des

vaisseaux dans la baie de Sébastopol qui, du coup, n'est plus accessible.

Le 14 septembre, le corps expéditionnaire est débarqué à Eupatoria. Le 20, ce sera la bataille de l'Alma. Les Russes avaient espéré que la rivière Alma arrêterait leurs adversaires. Il n'en fut rien, la bataille mobilisa toutes les forces des deux côtés, les Russes durent battre en retraite et la route de Sébastopol était ouverte. Pour la France, c'est la revanche de Waterloo, mais la victoire n'est pas encore acquise. Les Français veulent aller vite, les Anglais temporisent.

Depuis 1812, les Russes ne se sont plus battus sur leur sol. Ils croyaient la Crimée imprenable, protégée par ses forteresses et une armée nombreuse. Or cette armée vient d'être battue et la flotte russe ne peut agir puisqu'elle a coulé des navires à l'entrée de la rade de Sébastopol pour en interdire l'accès. Et Sébastopol est insuffisamment protégé et armé, au moins du côté maritime.

Conscients de la faiblesse des défenses de Sébastopol, les Russes avaient pourtant travaillé à les renforcer ; les bastions et les redoutes ont été remis en état par des ouvriers habiles. Et les amiraux Kornilov, Istomine et Nakhimov sont venus prendre la tête des opérations.

Les alliés vont tenter une première fois de s'emparer de Sébastopol à la fin du mois d'octobre. Leur chef, le général de Canrobert pour la France, qui a remplacé le général de Saint-Arnaud, mort d'épuisement à bord de son bateau, le 29 septembre, et lord Raglan, pour l'Angleterre, ont d'abord décidé de bombarder Sébastopol pour ouvrir la voie aux troupes d'assaut le 17 octobre.

Mais au feu des Anglais et des Français répond celui des Russes. Plus nombreux que les Français, les Russes vont plus souffrir de l'assaut des Anglais qui ont sur eux l'avantage du nombre et celui de leur position, car ils les dominent géographiquement. On croit les Russes vaincus. Mais les Anglais arrêtent leurs tirs au soir de ce 17 octobre. À l'issue de cette bataille, il n'y a ni vainqueur, ni vaincu. Les pertes russes en hommes sont plus élevées que celles des alliés et les dommages matériels subis par Sébastopol sont considérables. Mais dans la nuit qui suit les bombardements, l'armée russe se met au travail sans désemparer pour relever les fortifications. La France, décidée à la prise de Sébastopol, ne perd pourtant pas de vue la guerre diplomatique et elle obtient que la conférence de Vienne reprenne ses travaux le 21 octobre, quelques jours avant la bataille de Balaklava.

La bataille de Balaklava, qui a lieu le 25 octobre, s'achèvera sur un résultat incertain. Les pertes des deux côtés ont été faibles, mais les Russes n'ont pas su profiter de leur supériorité numérique. Ce combat relativement neutre les a préparés pour l'assaut décisif, celui qui doit viser l'objectif véritable des alliés, Sébastopol. Il a été planifié par les alliés pour le 6 novembre. Ceux-ci veulent aller vite car ils savent l'hiver proche et ils voient aussi croître les forces de l'adversaire. Des renforts ne cessent en effet d'arriver, notamment ceux des troupes russes du Danube, composées d'hommes aguerris et reposés. Nicolas Ier a pu les envoyer sur le front de Crimée, car les Autrichiens, installés dans les Principautés, ne manifestent aucune intention de se joindre aux combats.

Les Russes sont impatients d'en découdre. Un signe de cette impatience est que les deux fils de l'empereur, les grands-ducs Michel et Nicolas, sont venus rejoindre les troupes. Balaklava, qui n'était certes pas un succès, a rendu courage aux Russes. Ils savent qu'ils disposent d'une supériorité numérique sur la coalition – cent mille Russes contre soixante-dix mille combattants alliés. C'est pourquoi Menchikov décida de prendre l'initiative le 5 novembre en lançant ses troupes à l'assaut des Anglais. La bataille d'Inkerman ne répondit pas à ses espoirs. Les alliés, pris par surprise, n'ont pas fléchi, et, pour les Russes, ce sera un désastre. Surtout parce que cette bataille se solda par un véritable carnage, semblable à ceux que l'on avait vus durant la campagne de Russie. Cependant, l'hiver est arrivé. Les Russes, à l'abri dans Sébastopol, comptent sur le froid alors que les alliés, qui devront se battre à découvert, manquent de vivres et sont menacés par la maladie.

Les combats se poursuivent pendant trois mois sur le terrain, sans moments décisifs. L'attention se tourne alors vers Vienne où les diplomates se sont remis à l'ouvrage. Les pourparlers réunissent d'abord les alliés et l'Autriche, qui se décide enfin à s'intéresser à la coalition. Le 2 décembre, la France et l'Angleterre signent un traité d'alliance offensif et défensif avec l'Autriche. L'article 5 du traité stipule que si le 31 décembre la paix n'est pas acquise, les signataires en tireront les conséquences. Cet article a beau ne pas compromettre l'Autriche, celle-ci ne pouvait rester complètement indifférente à une situation diplomatique qui évoluait. Les Anglais veulent poursuivre la guerre, tandis que le tsar a donné son accord aux quatre points élaborés à Vienne. Ces quatre points prévoyaient une garantie commune des cinq puissances aux droits religieux des chrétiens sujets de la Turquie, sans distinction d'origine ; un protectorat sur les Principautés exercé par les mêmes puissances aux conditions stipulées en leur faveur par la Russie ; une révision du traité de 1841 sur le régime des Détroits et, enfin, la liberté de navigation sur le Danube.

En acceptant ces conditions, la Russie perdait son rôle prépondérant dans les affaires d'Orient et les bénéfices de quatre guerres. Nesselrode expliqua, dans une lettre au ministre russe, à Vienne, le prince Gortchakov, pourquoi la Russie consentait à cette humiliation : « Nous sommes placés entre l'acceptation de ces quatre articles et une guerre avec l'Autriche. » Les Anglais, qui n'étaient guère enclins à participer à la conférence de Vienne, le feront sous la pression de l'ambassadeur français à Londres, Alexandre Walewski.

Pour autant, vue de Crimée la paix paraît encore loin. Le Piémont s'est joint à la coalition et ses troupes renforcent les assiégeants. Au printemps 1855, alors que les diplomates continuent leurs discussions, Napoléon III veut accélérer le cours des événements. Il trouve les généraux très attentistes. Après avoir envoyé le général Niel en Crimée, il annonce en février 1855 qu'il va lui-même se rendre sur le champ de bataille pour y prendre la tête des opérations. Son projet est mal accueilli par les alliés – à Londres d'abord – mais aussi dans les milieux politiques français où l'on s'inquiète de ce qu'il adviendrait de la France si l'empereur venait à disparaître en Crimée – victime du feu ou du choléra –, laissant le trône sans successeur direct. Avant de réaliser ce projet contesté, Napoléon III dut répondre à l'invitation de la reine Victoria et effectuer une visite triomphale en Angleterre. Quelle ironie de l'histoire que ce triomphe d'un Bonaparte après la captivité imposée à Napoléon Ier à Sainte-Hélène ! Au cours du voyage, la reine Victoria s'employa à le dissuader de se rendre en Crimée. À son retour, il y renonça. C'est qu'aux arguments développés par les adversaires français et anglais d'une telle équipée s'est ajouté un attentat dirigé contre lui le 28 mars 1855. L'empereur a pu mesurer alors l'instabilité politique qui règne dans son pays et la nécessité pour lui de rester en France pour y incarner le pouvoir légitime.

Le 1er mars, la Russie est confrontée à un événement capital, la mort de Nicolas Ier, qui ouvre une nouvelle époque. Nul n'ignore que Nicolas Ier, conscient de l'impasse où il se trouvait, a pratiquement fait le choix de la mort. Souffrant, il s'est délibérément exposé aux intempéries – le froid russe de février interdit ce genre de comportement – pour s'effondrer et laisser pour testament à son successeur, Alexandre II, deux messages désespérés : « Ta tâche sera lourde » et « Ne lâche rien ». À l'annonce de sa mort, l'Europe se met à espérer. Toutes les places financières enregistrent la montée des fonds publics. On crut que la disparition du gendarme de l'Europe allait ouvrir la voie à la paix. Mais Alexandre II commença son règne en publiant un manifeste peu propre à encourager cet espoir. Il y dit qu'il entend « accomplir les vues et les projets de nos illustres prédécesseurs, Pierre, Catherine, Alexandre le Bien-Aimé et notre père d'impérissable mémoire », références qui n'ont rien de pacifique.

Tandis qu'à Vienne les diplomates siègent, les combats se poursuivent autour de Sébastopol, plus sauvages qu'ils ne le furent jamais. La

Sardaigne a envoyé vingt mille hommes pour participer aux combats. Les alliés progressent vite en ce printemps 1855, détruisant les établissements russes de Kertch, investissant la mer d'Azov, bombardant Taganrog. Les Turcs occupent Anapa et appellent les Circassiens à l'insurrection. Le général Pélissier, qui a succédé au général Canrobert, annonce au début du mois de juin qu'il va prendre Sébastopol et lance les Français à l'assaut de Malakoff, tandis que les Anglais s'acharnent sur le Grand Redan. Les Italiens se battent vaillamment à Traktir. La fin de Sébastopol est proche. Le 8 septembre, les Français s'emparent de Malakoff. Les troupes russes se retirent vers le nord, incendiant et faisant sauter toutes les installations derrière eux. Enfin, les alliés entrent dans Sébastopol. Tout n'est pas fini cependant. La marine alliée continue de tirer sur les côtes et s'empare du fort de Kinburn situé à l'embouchure du Bug et du Dniepr. Du coup, les Russes font sauter le fort d'Otchakov pour éviter une seconde humiliation.

Alexandre II, venu inspecter les côtes de la mer Noire au même moment, ne paraît pas comprendre la gravité de la situation. « La Crimée n'est pas la Russie, Sébastopol n'est pas Moscou », écrit-il. Gortchakov, qui a succédé à Nesselrode, et Alexandre II lui-même répètent que la Russie n'est pas vaincue et que Sébastopol sera reconstruit. Mais ces proclamations dissimulent mal la réalité. La Russie est épuisée. Elle a laissé dans les combats deux cent cinquante mille hommes, et le rouble a perdu toute valeur. La prise de la forteresse turque de Kars, au Caucase, le 25 novembre, apporte pourtant une grande satisfaction à la fierté russe et aide le gouvernement à admettre qu'il veut négocier en Crimée. L'Angleterre est acharnée à vouloir poursuivre la guerre, mais la Russie est décidée à la négociation. L'Autriche va servir d'intermédiaire, elle y a intérêt car elle craint qu'à laisser Russes et Français s'entendre directement ses revendications soient oubliées. Elle a obtenu dans le passé que la Russie accepte les quatre points, elle tente, alors que la Russie est sur le point de céder, d'aller au-delà. Pour prix de la médiation de l'Autriche, le comte Esterhazy présente de nouvelles exigences : que la Russie cède à la Moldavie quatre districts de Bessarabie et accepte la neutralisation de la mer Noire, où ne pourraient plus être entretenus des forces navales et des arsenaux maritimes. Le projet est défendu par la France, qui veut y associer l'Angleterre. Cette dernière finit par accepter de négocier à condition que l'on ajoute : « Les alliés pourront produire au cours de la conférence des conditions particulières. »

Le texte d'Esterhazy, nommé *Protocole du 14 novembre*, parce qu'il a reçu ce jour-là l'accord de l'empereur, est remis à Nesselrode le 27 décembre 1855. C'est en réalité un ultimatum qui exige une réponse dans les dix jours ; faute d'accord sur toutes les exigences présentées, Esterhazy quittera Pétersbourg et ce sera la rupture. Nesselrode répondit le 5 janvier, non au comte Esterhazy mais à la conférence de Vienne. Ce n'est pas en effet à l'ultimatum qu'il réagit, ce sont des contrepropositions qu'il adresse aux alliés. En pratique, il en revient aux quatre points et il passe sous silence les « ajouts » autrichiens. L'Autriche rejette ces contrepropositions. La balle est à nouveau dans le camp russe.

Le 15 janvier 1856, un Conseil est convoqué au palais d'Hiver par le souverain qui le préside. Comment accepter de telles exigences ? Cependant, Alexandre II n'est pas isolé. Depuis novembre, il sait qu'il dispose d'un appui français, celui du duc de Morny. Celui-ci a toujours défendu l'idée d'une alliance franco-russe contre l'alliance franco-anglaise. Et en ces heures décisives pour la Russie, il discute avec le prince Gortchakov, alors ministre de Russie à Vienne. Le duc de Morny laisse entendre à son interlocuteur que la France veut aider la Russie à traiter aux meilleures conditions, et surtout qu'une fois la guerre achevée elle demandera que les conditions inacceptables à la Russie soient rapidement abandonnées. Autre signal français envoyé à la Russie, les échanges entre Napoléon III et l'empereur, qui ont pour intermédiaire le ministre de Saxe à Paris, ce dernier étant aussi le gendre de Nesselrode. C'est lui qui a porté à Alexandre II les condoléances de Napoléon III lors de la mort de Nicolas Ier. C'est également lui qui suggère à Nesselrode de prendre contact avec le ministre français à Londres, Alexandre Walewski.

En dépit de la difficulté qu'il éprouvait à accepter le protocole du 14 novembre, symbole de la défaite russe et des abandons qu'elle entraîne, Alexandre II décida de traiter sur cette base. Dès lors, les alliés et la Russie peuvent signer à Vienne un protocole qui prend acte de l'accord des deux parties sur ce texte et annonce l'ouverture de la Conférence de la paix pour le 20 février à Paris.

Le congrès de Paris s'ouvre le 25 février 1856 et prend fin le 30 mars. Le cadre en est somptueux, c'est le palais d'Orsay inauguré à cette occasion et qui deviendra ensuite le ministère des Affaires étrangères. L'hôte du congrès est Alexandre Walewski. Le ministre incarne un souvenir illustre, n'est-il pas le fils polonais de Napoléon Ier[2] ? Il a été ambassadeur à Londres et il a été un ardent défenseur de l'alliance anglaise. Placé à la tête de la politique étrangère française, il modère ses positions proanglaises. Il présidera avec talent et autorité les travaux du congrès.

La partie la plus difficile à tenir est celle de la puissance vaincue. La Russie a eu la chance de désigner un représentant remarquable, le comte Alexis Orlov, qui était venu à Paris en 1814 avec les troupes victorieuses d'un autre Alexandre. Cet élégant aristocrate, qui fut militaire, avant de diriger la IIIe section, ou police secrète du souverain, réussit un prodige à l'image de toute sa carrière. Venu au congrès défendre la cause de son pays vaincu et isolé, donc en position fort délicate, il devient en quelques jours l'homme le plus populaire, le plus recherché du Tout-Paris. Aucune réception ne peut briller s'il n'y est présent, aucun salon n'imagine qu'il n'en soit l'hôte le plus aimé. Grâce à lui, l'image de la Russie abattue, misérable reprend des couleurs. On cite toujours et fort à propos le mot de Stéphanie Tascher de la Pagerie : « Vue, revue et corrigée, je trouve que la Russie est encore superbe dans son comte Orlov. » Il est secondé par le baron de Brunnow, qui, ayant pendant quinze ans représenté la Russie à Londres, est en excellents termes avec Lord Clarendon et peut ainsi utilement l'aider. Au demeurant, c'est Lord Clarendon qui conduit la délégation anglaise, accompagné de l'ambassadeur de son pays en France, Lord Cowley. L'Autriche est représentée par le comte Buol qui a préparé toutes les réunions de Vienne, accompagné de son ambassadeur, le comte Hübner. Le comte Cavour représente le Piémont, la Turquie a délégué le grand vizir Ali Pacha et l'ambassadeur Djemil Bey. Enfin, à partir du 15 mars, arrivent le Premier ministre prussien, Manteuffel, et son ambassadeur, Hatzfeldt. Les Prussiens se joignent au congrès en dépit du fait qu'ils n'ont pas participé aux combats ; mais signataires de la convention de 1841 sur les Détroits, ils sont concernés par la question de la neutralisation de la mer Noire.

Le traité de Paris sera signé le 30 mars et comportera quatre points. La renonciation par la Russie à son droit exclusif de protection des Principautés du Danube et à toute immixtion dans leurs affaires intérieures. En discutant ce point qui avait de longue date reçu l'agrément russe, les diplomates tombèrent sur une difficulté imprévue, celle du statut des Principautés. Y aurait-il un ou deux États qui resteraient d'ailleurs sous la dépendance du sultan ? Walewski soutint la thèse de l'unité au nom de la politique des nationalités défendue par Napoléon III, car l'union serait consacrée par un référendum et serait un premier pas vers l'indépendance. La préférence russe allait à deux États plutôt qu'à un État puissant à ses frontières, mais Orlov décida d'adopter la thèse française, car il voulait montrer à Napoléon III que la Russie pouvait lui être un partenaire utile. Cette thèse l'emporta.

Le deuxième point concernait la liberté de navigation sur le Danube. Elle serait assurée par une commission dans laquelle chacune des parties contractantes serait représentée. Chacune d'elles aurait le droit de faire stationner deux navires de guerre à l'embouchure du fleuve. La Russie accepta à ce chapitre une rectification de frontière qui laissait à la Turquie et aux Principautés le delta danubien. Ce point fit l'objet d'un accord général, mais des difficultés surgiront par la suite, lorsque la Russie voudra maintenir une petite garnison sur l'île des Serpents, située en face des bouches du Danube.

Le troisième point portait sur la neutralisation de la mer Noire. Ses eaux ouvertes aux vaisseaux marchands de toutes les nations devaient être interdites aux navires de guerre des puissances, y compris des puissances riveraines. Il ne pouvait y avoir là d'arsenaux. La Russie et la Turquie ne pourraient y maintenir que des bâtiments légers chargés de la surveillance des côtes. La discussion sur ce point fut très tendue compte tenu des exigences anglaises. Londres entendait que le régime s'applique aussi à la mer d'Azov et au débouché du Bug et du Dniepr. Les délégués russes plaidèrent que cette prétention du Protocole du 14 novembre était exorbitante. Ils furent soutenus dans leur opposition par la France et l'Autriche d'autant plus qu'ils proposaient en échange qu'à Nikolaïev, sur le Bug, la Russie renonce à toute construction autre que celles autorisées par le traité.

Le quatrième point touchait au *Hatti-Chérif*[3] par lequel le sultan renouvelait les privilèges religieux de ses sujets non musulmans et qui était inscrit dans le traité. Une clause y fut ajoutée. Les puissances ne pouvaient s'autoriser de cette insertion pour réclamer un droit d'immixtion dans les rapports du sultan et de ses sujets. Le traité impliquait pour la Russie la perte de la domination de la mer Noire et des fruits de la politique conduite par Pierre le Grand, Catherine II et Alexandre Ier. Les traités de Kutchuk-Kaïnardji, Bucarest et Andrinople étaient vidés de leur sens. Surtout, en renonçant au protectorat des chrétiens d'Orient, la Russie oubliait les raisons mêmes qui l'avaient engagée dans l'effroyable aventure de Crimée.

Pour faciliter l'acceptation de ce dernier point, le sultan avait publié le 18 février un Hatti-Chérif proclamant l'égalité devant la loi des musulmans et des chrétiens de l'Empire ottoman. Cela ne pouvait suffire à la partie russe pour garantir la mission historique qu'elle tenait pour sienne depuis Pierre le Grand. Orlov en appela à Napoléon III qui, ayant largement contribué à apaiser les conflits nés de la discussion des autres points et soutenu la position russe, se récusa. Orlov tenta de préserver les droits russes d'une autre manière, en s'adressant cette fois à Walewski. Il lui soumit un projet de convention franco-russe, qui reprenait des dispositions adoptées en 1852-1853 sur les chrétiens d'Orient, et avaient d'ailleurs conduit au conflit de 1854. Walewski repoussa ce projet.

Les alliés, surtout les Anglais, s'inquiétaient de ce qu'ils tenaient pour complaisance de Napoléon III à l'égard de la Russie. L'empereur ménageait en effet la Russie, même s'il ne s'agissait pas d'un éventuel renversement d'alliances. Napoléon III avait aussi imposé la présence de la Prusse au congrès et sa signature au bas du traité de paix. Mais pour l'heure, c'était l'Italie et son unité qui le préoccupaient. C'est pour cela qu'il avait encouragé le Piémont à s'engager dans le conflit et à imposer, comme il l'avait fait pour la Prusse, sa participation au congrès et au groupe des signataires du traité le 30 mars.

Le traité signé, l'armistice prolongé d'un mois encore pour qu'il soit ratifié dans tous les pays signataires, l'évacuation de la Crimée commença.

Même si la France a perdu beaucoup de ses forces – elle pleure soixante-quinze mille morts –, elle est, à l'issue de la guerre, la puissance victorieuse et l'arbitre de l'Europe. Le congrès de Paris abolit l'ordre européen de 1815, et Napoléon III promeut un nouvel équilibre de l'Europe.

Pour sa part, la Russie, qui a dû assumer la guerre et la défaite, entre dans une nouvelle époque, celle des leçons qu'Alexandre II va tirer des désastres subis et d'une réévaluation générale des objectifs que son pays doit se fixer.

À ses yeux, le bilan de la guerre de Crimée n'est pas aussi désastreux qu'il y paraît de prime abord. Du point de vue militaire, la Russie a certes perdu la bataille de Sébastopol, mais en se fixant sur ce combat, elle y a aussi fixé l'ennemi et lui a barré la route de l'intérieur du pays. Ce qui a été véritablement perdu, c'est la bataille diplomatique, celle de la réputation et du prestige. Depuis Pierre le Grand, la Russie s'est battue pour s'imposer à l'Europe, s'ancrer dans la civilisation européenne, repousser les limites que la nature et l'histoire lui avaient durablement imposées, s'écarter du destin asiatique où l'Europe cherchait à le cantonner.

Nesselrode a longtemps inspiré la politique étrangère russe, mais à l'heure du congrès de Paris, son heure est passée. En février 1856, peu avant de quitter ses fonctions, il expose ses vues au nouveau souverain : « Notre politique doit, dans le véritable intérêt de la Russie et de la dynastie, rester comme par le passé, monarchique et antipolonaise. Depuis le partage de la Pologne, il existe entre la Russie, l'Autriche et la Prusse une solidarité d'intérêt ; nous sommes des trois puissances celle à laquelle la conservation de cette solidarité est la plus nécessaire. » Le raisonnement était irréfutable, il résumait l'orientation de la politique étrangère de l'Empire Romanov telle qu'elle s'était imposée avant même Pierre le Grand. Mais l'entente avec l'Autriche avait été ébranlée dans les dernières années du règne de Nicolas Ier et surtout entre 1854 et 1856, quand l'Autriche s'est rangée du côté des ennemis de la Russie. La relation austro-russe ne s'en est jamais complètement relevée. Après la guerre de Crimée, en dépit des objurgations de Nesselrode, la diplomatie russe commence à regarder vers d'autres directions, même si les Hohenzollern sont toujours là comme parents et frères d'armes et si la tradition de solidarité avec Vienne et Berlin pèse encore sur la diplomatie russe.

Notes

1. Custine, issu d'une famille aristocratique persécutée à la Révolution – grand-père et père guillotinés, mère emprisonnée – lui-même, mis à l'écart de la société après un scandale qui a révélé son homosexualité, est parti en Russie espérant trouver un univers de liberté et de tolérance. Son livre est le fruit d'une grande déception.

2. Alexandre Walewski – 1810-1868 – était le fils naturel de Napoléon et de Marie Walewska. Il fuit la Pologne après la révolution de 1830, devient français et sera ambassadeur en Italie, en Espagne, en Angleterre avant d'être nommé ministre des Affaires étrangères.

3. Le Hatti-Chérif est un édit, un décret, voire une charte que publie le sultan ottoman.

Chapitre X

Alexandre II-Napoléon III

La Russie et la France réconciliées ?

En 1856, l'arrivée au ministère des Affaires étrangères du prince Gortchakov annonce une réflexion approfondie sur la politique russe ; il sera l'homme d'une transition en ce domaine. Le prince Gortchakov a défini, au lendemain du désastre, la ligne de conduite que s'assigne la Russie par une formule lapidaire : « La Russie se recueille. » Il est l'homme du recueillement. Il a été nommé ministre après avoir occupé des postes dans toutes les grandes capitales européennes, mais ce ne fut pas la seule raison de sa promotion. À l'heure où la Russie était si profondément humiliée, l'opinion exigeait qu'un Russe prenne la responsabilité de la politique étrangère du pays. Un ministre *russe* et un programme *russe*, voilà ce que veut le pays alors que les noms à consonance étrangère sont si nombreux dans les postes les plus élevés. Russe, Gortchakov l'est, et de la plus ancienne noblesse puisque sa famille remonte à Rurik[1] et aux princes régnants de Smolensk. Russe, il l'est de formation, puisqu'il a été éduqué au lycée impérial de Tsarskoïe Selo, comme Pouchkine qui l'a d'ailleurs salué dans un poème, le nommant « favori du destin ».

Sa carrière avait d'abord été freinée par Nesselrode pour qui il était un protégé de Capo d'Istria et il n'échappa à son hostilité qu'à cinquante-sept ans, lorsqu'il fut nommé ambassadeur à Vienne. Remarquablement cultivé, excellent latiniste, francophone, Gortchakov avait acquis la maîtrise du français avec le frère de Marat qui enseignait en Russie sous un pseudonyme et avait été sensible à l'esprit voltairien caractéristique des épigrammes que Gortchakov adressait à ses amis. Russe, comme le voulait l'opinion, il ne voulut pas priver pour autant son pays de tous les diplomates non russes qui le servaient, et les Brünnow, Osten-Sacken, Stackelberg, Budberg resteront à leurs postes en dépit de leurs noms à consonance allemande que l'on dénonçait parfois.

Sa nomination comme ministre des Affaires étrangères consacra une époque nouvelle de l'histoire russe. Celle d'un souverain, Alexandre II, en qui l'opinion vit d'abord le successeur parfait et fidèle de son père et qui, très vite, surprit son pays par les distances qu'il prit avec l'ordre existant. Comment oublier les consignes de Nicolas Ier mourant à ce fils, dont il avait surveillé l'éducation pour qu'il soit apte à poursuivre sur la voie qui lui était tracée ? « Ne lâche rien », c'est-à-dire ne bouleverse pas l'ordre établi. Il est vrai qu'héritant du trône à l'heure de la défaite la plus humiliante que la Russie ait connu Alexandre pouvait à bon droit s'interroger. La puissance russe ridiculisée à Sébastopol avait-elle des bases solides ? Dans le manifeste qui annonçait la fin de la guerre d'Orient, Alexandre II annonçait d'importantes réformes. Réformes administratives et judiciaires. Derrière ces mots rassurants, il y avait l'essentiel, la question qui depuis longtemps hantait la Russie, celle du servage. Un pays, dont une part importante de la population était serve, ne pouvait rivaliser avec les nations d'Europe pour accomplir des progrès en quelque domaine que ce fût. La guerre avait imposé la mobilisation de toutes les forces morales et matérielles du pays, et avait mis en lumière la réalité du retard russe, dont le servage était une des grandes causes. Un vent de liberté souffla sur le pays. Le journal de Herzen, *La Cloche*, imprimé à Londres, qui entrait clandestinement mais en force en Russie, étalait toutes les iniquités, tous les scandales, toute l'obsolescence du système russe, et disait ce que les élites intellectuelles, mais aussi une grande part de la société, pensaient. Derrière tous les projets de réforme, la question du servage surgissait. Les paysans eux-mêmes l'avaient souvent posée en se soulevant, en se ralliant à des imposteurs qui leur promettaient la liberté et la terre. Les guerres avaient encouragé ce mouvement. En 1812, les paysans crurent que Napoléon allait leur apporter la liberté, le même espoir ressurgit au début de la guerre de Crimée. Dès mars 1856, juste après la signature du traité de Paris, Alexandre II « invita » la noblesse à chercher les moyens de répondre à cette question lancinante. La noblesse, ou du moins une partie de la noblesse, inquiète de l'agitation qu'elle pressent, se déclara « prête à donner la liberté aux paysans ». Alexandre II donna aux Gouvernements instruction d'engager les travaux d'émancipation. Après des tâtonnements, les mesures préparant la réforme se succédèrent et les lois du 19 février 1861 les couronnèrent. Le servage était aboli. Et les réformes qui transforment le pays vont se succéder.

Cette Russie en mutation aura bénéficié du soutien du grand vainqueur de la guerre de Crimée, Napoléon III, dont la relation avec Alexandre II doit être soulignée, car, grâce à celle-ci, les rapports entre les deux pays ont pris un tour favorable après la guerre. On a vu combien était grand le fossé entre Nicolas Ier et Napoléon III après que ce dernier eut reconstitué l'Empire. Mais la défaite russe qui assurait une prééminence française en Europe aura, de manière paradoxale, contribué progressivement au rapprochement franco-russe. Outre l'humiliation née de la défaite, la Russie ressentait durement après le congrès de Paris l'effondrement de sa politique orientale. Les conditions qui lui étaient imposées au congrès lui interdisaient d'avancer vers Constantinople par voie maritime ou terrestre, et l'excluaient de l'Orient par la perte de la Bessarabie. La Russie n'était pas un pays européen, la guerre l'avait démontré. Elle ne pouvait non plus prétendre être présente en Orient.

Cette situation déplorable de la Russie a eu pour corollaire un ébranlement général du système européen, qui apparaît au lendemain du congrès de Paris. Le système wesphalien qui avait existé jusqu'aux années 1850 était en voie de disparition. Une nouvelle Europe sortait de ce grand conflit, qui annonçait une nouvelle ère. La Russie en voie de transformation intérieure en portait témoignage. Gortchakov évalua le monde postcriméen ainsi transformé et en conclut que la Russie devait en tirer les leçons pour définir sa politique et ses intérêts. Son credo : « la Russie se recueille » traduit cette prise de conscience. C'est l'origine de la rupture profonde entre la ligne suivie par Nesselrode et celle que va adopter le ministre d'Alexandre II. Réfléchissant à ce que peut faire dans le monde la Russie affaiblie de la fin des années 1850, Gortchakov conclut que la paix lui est indispensable pour accomplir ses transformations intérieures. La Russie doit vivre en paix avec tous les pays d'Europe, ne se lier à aucun, mais se reposer sur celui qui lui montre la plus réelle volonté de dépasser la défaite et la paix humiliante. Pour Gortchakov, la puissance européenne la mieux disposée à l'égard de la Russie, la plus désireuse de l'aider à se relever, est celle qui l'a vaincue, la France. Le ministre pense que les raisons d'un rapprochement franco-russe sont à la fois structurelles et circonstancielles. Tout d'abord, la géographie, qui situe ces deux pays aux antipodes du continent européen, a pour conséquence qu'ils ne sont pas en situation naturelle d'hostilité. Ils n'ont pas de rivalités territoriales, d'intérêts géographiques et historiques opposés. Et pourtant, relève-t-il avec étonnement, cette situation, qui eût dû pousser ces deux pays à s'allier plus tôt afin de jouer un rôle européen à leur dimension, n'a jamais abouti à ce résultat. Hors le congrès de Teschen et surtout deux moments – courts – au XIXe siècle, Tilsit et les efforts du duc de Richelieu sous le règne de Charles X pour régler les contentieux, leurs politiques ne se sont jamais rencontrées sur la base d'une vision commune de leurs intérêts et de leur capacité d'influence en Europe. Pour Gortchakov, la guerre de Crimée a été le résultat de circonstances défavorables où la France ne pouvant trouver un accord avec Nicolas Ier sur la question d'Orient souleva une coalition contre lui. Mais sur le fond, les intérêts des deux pays n'étaient pas en opposition et Napoléon III avait compris l'intérêt d'un changement. Durant le congrès de Paris, il arbitra à plusieurs reprises en faveur des thèses russes. Gortchakov considérait que Napoléon III savait que, la guerre terminée, les intérêts français se heurteraient à nouveau à ceux des coalisés, notamment si l'empereur soulevait la question des frontières de la France. Dans ses contacts avec Morny, son homologue russe avait eu la confirmation de l'intérêt de Napoléon III pour la Russie. Gortchakov, présentant à l'empereur son programme de politique étrangère, fit du rapprochement avec la France

l'objectif prioritaire de sa politique. L'attention qu'il porta à la désignation de l'homme qui allait représenter l'Empire russe en France le confirme. Il débattit avec le souverain du choix de l'ambassadeur, déclarant que ce choix déterminerait l'avenir des relations franco-russes. Alexandre II n'hésita pas à suivre son ministre. En juillet 1856, il désigna à ce poste le général P. D. Kisselev, à la grande surprise de celui-ci ; car, s'il avait derrière lui une riche carrière militaire et occupé de hautes fonctions dans l'administration, le nouvel ambassadeur était novice en diplomatie. Alexandre II expliqua son choix à Morny, que Napoléon III venait de nommer ambassadeur à Moscou : « C'est l'un des plus anciens amis de mon père, et c'est depuis longtemps mon ami. Il a dirigé un des départements les plus importants de notre Empire. Ses goûts, son âge ainsi que la fonction qu'il occupe auraient pu l'écarter d'une mission aussi lointaine. Mais ce qui justifie mon désir de la lui confier et son accord à cette décision est ma volonté de prouver que celui qui me représente auprès de l'empereur Napoléon a toute ma confiance. C'est le cas du comte Kisselev, et je vous prie de dire à l'empereur qu'il peut se fier à tout ce que celui-ci lui dira. »

La description des qualités de Kisselev était aussi juste que précise, un détail non négligeable y manquait cependant : le nouvel ambassadeur était un libéral convaincu, ce que la référence au défunt Nicolas Ier ne pouvait laisser penser.

Avant que Kisselev ne prît ses nouvelles fonctions, Gortchakov lui exposa les grandes lignes de l'attitude russe à l'égard de la France, ajoutant que puisque Napoléon III était si attaché à son projet italien : « Si Nice et la Savoie l'attirent, vous pouvez lui faire comprendre que le soutien moral et l'aide matérielle de la Russie ne sont plus à la disposition du cabinet de Vienne. » Si Kisselev adhéra à ce propos, il était, s'agissant de l'Angleterre, très inquiet de vues de Napoléon III qui souhait l'inclure dans une triple alliance Russie-France-Angleterre, alors qu'il était convaincu qu'elle nuirait aux intérêts de la Russie. Kisselev préférait qu'avant de conclure l'alliance franco-russe on ait amélioré les rapports entre Paris et Pétersbourg au point qu'à un moment donné l'alliance s'impose. Et il souhaitait dans cette période de transition ménager l'Angleterre, car il était conscient que la progression russe en Asie était source de conflits avec elle. À la ménager, disait-il, on pourrait peut-être éviter des conflits. Kisselev savait aussi que Napoléon III pour réaliser son projet italien avait besoin de l'appui ou du moins de la neutralité anglaise, donc qu'il ne voudrait pas choisir entre deux alliés utiles, Londres et Pétersbourg, préférant concilier les deux. Les vues de Kisselev faisaient écho aux négociations menées à l'automne 1856 par Gortchakov et Morny pour conclure une convention préalable à l'alliance franco-russe. Les conversations sur ce sujet entre les deux souverains et les deux ambassadeurs accrédités auprès d'eux montraient leur volonté de s'entendre, mais aussi ce qui les séparait. En mai 1857, recevant le grand-duc Constantin de passage à Paris, l'empereur lui avait demandé de dire à Alexandre II son désir d'aboutir à un accord avec la Russie, afin d'éviter les conflits, voire une rupture de la paix. Napoléon III lui confia aussi ses inquiétudes. L'Allemagne devenait trop puissante, la Prusse cherchait à gagner des territoires, la Turquie était en voie de désintégration. Enfin, il fallait reconnaître que les principes du congrès de Vienne étaient dépassés. Kisselev rapporta à Gortchakov cet entretien, et le ministre en conclut que l'heure de l'alliance était venue.

Alexandre II proposa à son « frère » une « entente dans l'intérêt des deux pays », suggérant cependant qu'il n'accepterait pas de projets « révolutionnaires français », ce qui visait en premier lieu la Pologne. Napoléon III le comprit. Sur l'Italie, en revanche, Alexandre II se montra attentif aux vues de « son frère ».

Mais des mesures concrètes étaient nécessaires pour forger une confiance nouvelle entre Paris et Pétersbourg, confiance fondée sur les intérêts immédiats de chaque pays, compréhensibles aux opinions. Ce sera la tâche de Morny, ambassadeur en Russie qui négocia un traité de commerce permettant de développer les échanges entre les deux pays, que freinaient les mesures protectionnistes de Pétersbourg. En ouvrant la négociation, Morny présenta à ses interlocuteurs deux demandes. Tout d'abord, il souligna que les droits de douane russe étaient trop élevés, et il obtint qu'ils soient réduits presque de moitié. Par ailleurs, il mettait en question une revendication russe. Pétersbourg déplorait que ses navires marchands ne disposent pas dans les ports français des mêmes prérogatives que leurs homologues français, et réclamait une égalité de traitement. Morny sut convaincre ses interlocuteurs de renoncer à cette revendication. La Russie se soumit et n'y reviendra qu'en 1874, obtenant alors satisfaction. Grâce aux deux concessions acceptées par la partie russe, le traité de commerce sera signé dès le 2 juin 1857 et ratifié par les deux empereurs très rapidement. Ce traité, composé de vingt-quatre articles et trois articles complémentaires séparés du texte, énumérait tous les avantages que les deux pays signataires s'accordaient. En vertu de l'accord conclu, les échanges franco-russes pourront se développer, même s'ils resteront toujours confrontés à deux difficultés. La géographie d'abord. La Russie ne disposait pour ses exportations que de deux ports, Pétersbourg et Arkhangelsk, alors que la France pouvait utiliser pour exporter et importer de très nombreux ports. Mais surtout, les échanges étaient déséquilibrés, et la France en était la grande bénéficiaire. La structure des échanges rend compte de cette situation que la Russie déplorait. La Russie exportait en France, essentiellement du blé. Or le gouvernement français entendait protéger ses agriculteurs, eux aussi producteurs de blé, dont les importations russes soulevaient la colère. La France, en revanche, exportait en Russie des marchandises qu'elle ne produisait pas, ou insuffisamment. Parfumerie, cosmétiques, textiles manufacturés de luxe. Et du vin, naturellement. À ce chapitre, la Russie voulait protéger sa production naissante de champagne de Moldavie ou de Crimée, mais elle ne pouvait rivaliser avec les champagnes et alcools français, ni avec les grands vins qui avaient la faveur de la société russe.

Une autre difficulté pesant sur le commerce franco-russe, fut que l'accord de 1857 éveilla dans d'autres pays l'ambition d'obtenir les mêmes avantages que ceux concédés à la France. Les États-Unis et la Grèce se manifestèrent aussitôt et réussirent, dès la fin de l'année 1857, à traiter avec Pétersbourg. L'Angleterre, partenaire commercial de toujours de la Russie, inquiète de voir sa position menacée, demanda fermement à la Russie les mêmes droits et privilèges pour ses négociants que ceux qu'avaient obtenus les Français. À cette époque pourtant, les relations commerciales anglo-russes étaient très dégradées, l'accord de 1853 qui les régissait n'ayant pas été renégocié après la guerre de Crimée. Alexandre II céda aux exigences anglaises, et un nouveau traité sera signé le 31 décembre 1858, valable pour une durée de dix ans, alors que le traité franco-russe ne l'était que pour six ans, ce qui témoigne de la détermination anglaise à dominer le marché russe. Par ailleurs, à comparer le commerce franco-russe aux échanges russo-allemands, on constate qu'en dépit du traité franco-russe les échanges avec la France seront deux à trois fois moins importants. En revanche, le capital français souhaite alors s'investir en Russie. Les banques intéressées par ces investissements extérieurs se multiplient ; le Crédit Lyonnais, créé en 1865, en sera l'un des grands acteurs, et les capitaux français occuperont alors la deuxième position en Russie, juste derrière ceux de la Grande-Bretagne. Ces investissements vont aider à l'industrialisation de la Russie voulue par Alexandre II. Ainsi, même si les échanges proprement dits ne croissent pas toujours de façon spectaculaire et n'assurent pas une position privilégiée à la France, le traité de 1857 aura amélioré la relation franco-russe, parce qu'il était fondé sur un intérêt mutuel et il ouvrira la voie à la grande alliance de la fin du siècle. Avec une grande intelligence, Napoléon III aura su retisser les liens rompus par la guerre de Crimée, rassurer la Russie et offrir à ce pays l'image d'une France amicale et ouverte aux intérêts russes. Il aura joué ainsi un rôle décisif dans la relation franco-russe, contribuant à dépasser des souvenirs amers, 1815 pour la France, 1856 pour la Russie.

En septembre 1857, Gortchakov ménage aux deux empereurs une entrevue à Stuttgart pour consacrer leurs liens et réfléchir ensemble à la réponse qu'exige une situation qui se trouble. La France victorieuse de 1856 commençait à être en difficulté économique dès ces années qui suivent son triomphe militaire. Et l'Italie pèse dans les projets napoléoniens. L'attentat manqué par Orsini en janvier 1858 contre l'empereur entraîne des mesures répressives et la montée du mécontentement populaire. Très tôt, une guerre se profile et l'adversaire à venir en est l'Autriche. Cette guerre allait permettre à l'empereur d'enlever à la Sardaigne Nice et la Savoie, et de faire ainsi triompher deux principes auxquels il tenait fermement, le principe des nationalités et celui des *frontières naturelles* de la France. Mais pour mener à bien ce projet, il lui

fallait l'accord de la Russie. L'Angleterre ne l'inquiétait guère, elle était occupée en Inde en 1857-1858, et peu préoccupée par l'indépendance de l'Italie. Sans doute la Prusse pouvait s'opposer au plan français, mais si la Russie soutenait la France, la Prusse y consentirait, ou du moins n'interviendrait pas. La rencontre entre les deux empereurs à Stuttgart semblait indiquer qu'une entente existait entre eux sur les grands problèmes de la politique européenne. Gortchakov évoquait déjà une *alliance* entre Paris et Pétersbourg, convaincu que Napoléon était prêt à substituer la Russie à l'Angleterre dans son système. Et rencontrant, l'année suivante, le prince Napoléon à Varsovie, Gortchakov lui promit que la Russie resterait neutre en cas de guerre franco-autrichienne, concentrant seulement des troupes à la frontière de Galicie. Cette guerre ayant éclaté, la concentration de troupes promise et la pression russe sur les États allemands vont aider Napoléon III, qui pourra défaire l'Autriche à Magenta et à Solférino. Vienne avait vainement tenté d'empêcher la Russie de jouer ce jeu favorable à la France, mais Gortchakov se contenta de se proposer en médiateur entre les belligérants et suggéra de réunir un congrès européen. Offres vaines. Comme tous les Européens, Gortchakov sera surpris par l'accord direct trouvé à Villafranca par Napoléon III et l'Autriche, qui aboutit à la paix de Zurich en 1859. Déçu, Gortchakov devra oublier son projet de tirer profit de la guerre et de la neutralité russe, voire de la médiation manquée pour obtenir une révision du traité de 1856. N'ayant pas été associée, ni même informée des négociations très secrètes de Villafranca, la Russie ne retira aucun bénéfice de la guerre. Plus décevant encore, l'alliance que Gortchakov avait imaginée lors de la rencontre de Stuttgart allait échouer parce que les deux éternels problèmes qui parasitaient la relation franco-russe s'imposaient à nouveau, la question d'Orient et la Pologne.

Lorsque, à Stuttgart, le problème turc avait été évoqué, un accord s'était dessiné. Il fut entendu que la Russie et la France adopteraient une politique commune en Orient, que leurs consuls y travailleraient ensemble. Mais quand le Monténégro se trouva menacé, la France se contenta d'envoyer quelques navires croiser devant Raguse, Napoléon III refusant d'aller plus loin.

En mai 1860, Gortchakov convoqua les ambassadeurs des grandes puissances pour leur exposer la situation précaire des chrétiens de Bulgarie et de Bosnie, et leur proposer la tenue d'une conférence chargée de réfléchir à la sécurité des provinces chrétiennes de l'Empire ottoman et de revoir en conséquence le traité de Paris. Napoléon III en refusa l'idée. Gortchakov fut alors convaincu que la France, forte de sa victoire sur l'Autriche, n'était plus l'alliée qu'il avait entrevue à Stuttgart.

Mais c'est la Pologne qui va – et comment s'en étonner – démontrer une fois encore qu'aucun accord durable n'est possible entre Paris et Pétersbourg, dès lors que la France manifeste une attirance particulière, voire accorde une priorité à ce pays où la Russie a de son côté un intérêt national à défendre. Napoléon III était sensible à la question de la Pologne. À la veille du congrès de Paris, où il s'employa à rassurer et à aider la Russie, il suggéra, ou plutôt exigea, qu'elle accepte la reconstitution de la Pologne. L'opposition de l'Angleterre fera échouer ce projet auquel la Russie n'était pas en mesure de s'opposer. En 1858, lorsque l'agitation reprend en Pologne, le souverain russe reçoit Wielopolski qui, reprenant les idées de Czartoryski, lui conseille de restaurer une Pologne libre sous protectorat russe. Bismarck, ministre de Prusse à Pétersbourg, informé de ce projet, fit part à Gortchakov de l'inquiétude prussienne. Gortchakov refusa de répondre à ses alarmes, soulignant que la Pologne était un problème *intérieur* de la Russie, qui n'admettrait là aucune ingérence extérieure.

Dès qu'éclate le soulèvement, la Russie peut constater que ses adversaires de la guerre de Crimée sont tous favorables à la Pologne. La France considère qu'à défendre la cause polonaise elle défend la liberté. Elle est de surcroît solidaire des catholiques de Pologne. Pour l'Angleterre, le soulèvement polonais présente l'avantage de casser l'entente franco-russe qui s'est développée après le congrès de Paris. L'Autriche, qui n'hésite jamais à réprimer chez elle les mouvements insurrectionnels, applaudit à celui qui secoue la Pologne parce qu'il affaiblit l'Empire russe. Quant à la Prusse dont Bismarck exprima – fort hypocritement – les inquiétudes au sujet de cette crise, elle y voit, comme l'Angleterre, un avantage, la tension qui renaît entre Paris et Pétersbourg. Mais Bismarck profite aussi de l'événement pour se poser en allié de la Russie, son seul allié. Il envoya sur les bords de la Neva le général von Alvensleben, qui va signer avec Gortchakov une convention russo-prussienne stipulant les modalités d'une remise en ordre en Pologne.

Cette convention eut pour effet de clarifier les orientations de la politique étrangère russe. Gortchakov reste certes partisan d'un rapprochement avec la France. Mais Alexandre II est, par son caractère et son éducation, davantage tourné vers Berlin. La crise polonaise contraint Gortchakov à prêter attention à cette nouvelle donnée.

Dès 1860, la Pologne est en ébullition, les manifestants envahissent les rues et les églises, et partout l'on brandit le portrait de Kosciuszko. En février 1861, la *Société d'agriculture* du comte Zamoiski, qui milite pour que la Russie prenne l'initiative du changement, demande à Alexandre II une Constitution pour la Pologne. Des affrontements suivent, un grand nombre de morts et de blessés nourrit la colère des manifestants. Les concessions décidées en mars par Alexandre II ne pouvaient suffire à apaiser les Polonais. La tension continua à monter et aboutit à l'explosion de 1863, suivie de la terrible répression conduite sur tout le territoire polonais. L'opinion européenne s'en émut. En France, les manifestations propolonaises se multiplièrent. En avril 1863, trois puissances – France-Angleterre-Autriche – décident d'une initiative diplomatique. Elles demandent à tous les signataires du traité de Vienne de soutenir un programme en six points qui sera proposé à la Russie pour dénouer la crise polonaise. Ce programme consistait en une amnistie, l'établissement en Pologne d'une représentation nationale, la nomination de Polonais aux fonctions publiques, la liberté totale du culte catholique, l'usage exclusif du polonais dans l'administration, l'enseignement et la justice, et la réforme du système de recrutement. En intervenant ainsi, ces puissances ont négligé le propos que le tsar avait tenu en 1861 à l'ambassadeur de France, le marquis de Montebello : « Je n'ai pas conquis la Pologne, c'est un héritage, j'ai le devoir de le conserver. Si une révolte éclate, elle sera réprimée. » Il fermait ainsi la porte à toute intervention de puissances étrangères en faveur de la Pologne. Gortchakov répondit donc à la note des trois puissances par un refus sans nuances. Il reprocha de surcroît à la France de tolérer sur son territoire une émigration polonaise qui, dit-il, se livrait à une violente propagande antirusse et trompait l'opinion sur les données du problème polonais. Gortchakov rejeta de même l'idée d'une conférence européenne consacrée à la Pologne. L'Europe fut décontenancée, et Napoléon III, ardent défenseur de la Pologne, déclara : « Les traités de 1815 sont foulés aux pieds à Varsovie. »

La relation avec la France fut d'autant plus dégradée que la position française était contredite par la Prusse, Bismarck apportant aux Russes un soutien sans réserve. Il était conscient des possibilités qu'ouvraient à la Prusse les incompréhensions et tensions qui opposaient Paris et Pétersbourg. Il avait pu observer à loisir la politique russe pendant trois ans – 1859-1862 – lorsqu'il représenta son pays dans l'Empire. Il avait aussi rencontré très tôt Gortchakov, sympathisé avec lui, et, lors de leurs nombreux entretiens, pris la mesure des ambitions et des inquiétudes russes. Il avait vu de près la puissance russe reconstruite après le désastre de Crimée et la fermeté des responsables de la politique russe, Alexandre II et Gortchakov, qui partageaient une même conception de l'intérêt national russe et des moyens de l'assurer. Il avait compris les avantages que la Prusse pourrait tirer d'une attitude bienveillante à l'égard de la Russie. Une Russie neutre permettrait à l'avenir à la Prusse de jouer un rôle prépondérant en Europe.

En Orient, il décida de s'opposer à l'Autriche pour y laisser à la Russie la liberté d'action qu'elle revendiquait et que l'Europe lui refusait. En Pologne, il considérait, comme Gortchakov, que la restauration d'une Pologne toujours agitée était contraire aux intérêts prussiens comme à ceux de la Russie. Durant le soulèvement polonais, il montra d'ailleurs à la Russie que le soutien de la Prusse dépassait le domaine du verbe. Le 8 février 1863, une convention russo-prussienne était signée à Saint-Pétersbourg qui garantissait à la Russie, en cas de besoin, l'appui de régiments prussiens. La convention n'eut guère de portée pratique, les succès russes la rendirent inutile, mais sa portée politique était

considérable. Bismarck affirmera par la suite que l'appui prussien à la Russie lors de la crise polonaise de 1863 avait tué l'alliance franco-russe. Il avait assuré à la Prusse la reconnaissance de la Russie – on le verra en 1870. Pétersbourg avait aussi durant cette crise pris une fois de plus la mesure de ce que Gortchakov nommait *l'ingratitude autrichienne*, ce qui valorisa le soutien de la Prusse. Ce soutien fut surtout utile à la Russie en Europe. Sans lui, la Russie eût été, lors de la remise au pas de la Pologne, totalement isolée, accusée de réprimer de manière « barbare » un soulèvement national. Disposer face au chœur accusateur des pays européens du soutien de la Prusse fut dans cette crise d'une importance réelle. Mais la Russie devra très vite payer le prix de l'aide de Berlin. Lorsque l'heure viendra de choisir entre Berlin et Vienne pour définir l'unité allemande, le souvenir de 1863 pèsera très lourd.

Dès lors, la Russie s'orienta vers une alliance prussienne et ferma les yeux sur les progrès de Bismarck en Europe. En 1864, la Russie laissa les troupes prussiennes écraser le Danemark au prétexte de défendre les minorités allemandes qui y vivaient. Puis la Prusse s'empara du Schleswig et du Holstein sans que Pétersbourg réagisse. En 1866, elle laissa la Prusse expulser l'Autriche de la Confédération germanique et détrôner les maisons régnantes de Hanovre, Nassau, Cassel plus ou moins apparentées à la dynastie Romanov et mettre en tutelle les principautés de Darmstadt, Bade, Wurtemberg qui avaient donné des impératrices à la Russie. Comment oublier que sous le règne d'Élisabeth I^re^Bestoujev-Rioumine, trouvant la Prusse de Frédéric II trop puissante et ambitieuse et l'annexion de la Silésie contraire aux intérêts russes, la Russie avait engagé son pays dans la guerre de Sept Ans ?

La politique étrangère russe n'a pas seulement opposé les partisans d'une orientation française ou prussienne, elle a dans le même temps connu un autre affrontement. Certains responsables du ministère de la Guerre et du département Asie du ministère des Affaires étrangères pensaient que la Russie, ayant réussi après la guerre de Crimée à pacifier le Caucase, pouvait engager une politique active en Asie centrale. Pour eux, la Russie en avait les moyens – la guerre du Caucase l'avait montré – et l'Angleterre étant vulnérable dès lors qu'il s'agit d'aller vers l'Inde, l'heure était venue de l'y affaiblir. Face aux partisans d'une expansion asiatique, les avocats de la prudence sont nombreux aussi, rassemblés autour de Gortchakov pour qui la Russie en est encore au temps du *recueillement*, où il lui faut consolider ses positions en Europe. Gortchakov n'est pas seul à plaider pour la prudence. Elle est défendue aussi au nom d'impératifs économiques par le ministre des Finances, Reutern, qui souhaite préserver le Trésor russe de nouvelles secousses. Alexandre II hésitera d'abord à trancher entre prudence et expansion. Mais en 1863, réfléchissant à la crise polonaise, il prête l'oreille aux propos des militaires. L'Angleterre, si hostile à la Russie en Europe – et elle le montre en Pologne –, ne sera-t-elle pas plus accommodante dès lors qu'elle verra les progrès russes en Asie centrale ? Aux militaires se sont joints les marchands et entrepreneurs russes. La guerre de Sécession a donné une nouvelle impulsion à leurs activités. Les négociants russes espèrent alors se substituer aux exportateurs d'Amérique sur le fructueux marché du coton. Or l'Angleterre vise à prendre pied dans les émirats d'Asie centrale où la Russie voit ses intérêts grandir. Intérêts économiques, rivalité anglo-russe, tout encourage les partisans d'une expansion qui semble de surcroît assortie aux moyens russes sur le terrain. Alexandre II opte, après 1863, pour cette orientation et les succès remportés en Asie centrale par les troupes du général Tcherniaev, l'organisation du Turkestan par le général Kauffman ont pour conséquence que les frontières de l'Empire ont avancé de façon significative. À l'intérêt géopolitique s'ajoute dans la conquête de l'Asie centrale un puissant argument de politique intérieure. Les réformes de 1861 ont certes libéré le paysan, mais elles ont laissé ouverte la question de la terre. Des lopins ont été attribués aux serfs émancipés, mais la paysannerie russe n'en a pas été satisfaite pour autant. Or l'Asie centrale dispose à cet égard de ressources considérables. Aux paysans frustrés, la colonisation des terres ouvre des perspectives qui séduiront nombre d'entre eux. Des cohortes de paysans suivent les armées russes pour s'installer sur des terres que les peuples conquis devront leur abandonner. Ce qui annonce d'autres problèmes pour l'avenir, mais en 1867-1868 la colonisation des terres nouvellement conquises contribue à accroître les bénéfices de l'abolition du servage. Et ce n'est pas seulement en direction de l'Afghanistan que s'opère l'expansion. La Russie a dans le même temps progressé vers le Pacifique en s'installant dans les régions de l'Amour et de l'Oussouri. Certes, en parallèle avec l'expansion asiatique, Alexandre II avait pris en 1858 une décision contraire à toute la tradition russe, il avait vendu aux Américains l'Alaska où la Russie était installée. Cette cession, qui sera très critiquée, se justifiait pour Alexandre II par des motifs économiques : sept millions de dollars entrèrent dans le Trésor russe que la guerre de Crimée avait vidé ; ces « terres glacées » ne semblaient pas réellement utiles à la Russie, alors que l'expansion projetée en Asie réclamait des ressources nouvelles. Pour comprendre les choix d'Alexandre II, ses hésitations sur les alliances à privilégier, il faut mettre en regard l'action en Europe et les conquêtes. En Europe, la Russie reste marquée par l'humiliation de Crimée, elle peine à obtenir – et elle ne l'obtient pas – une révision des clauses qui lui ont été imposées en Orient, et dans sa quête d'alliances – et l'alliance avec la France a été le choix privilégié après le congrès de Paris – elle se heurte à la collusion éternelle entre la France et la Pologne. L'expansion en Asie centrale et en direction du Pacifique contribue à lui rendre son statut de puissance. Même la cession de l'Alaska est un élément du retour à la puissance. En traitant avec l'Amérique qui avait manifesté, aussitôt la guerre d'Indépendance terminée, son souhait de récupérer les territoires occupés par la Russie (elle récupérera aussi les établissements russes de Californie), elle favorisait une amitié russo-américaine. Et la rivalité anglo-américaine, alors si vive, encouragea Gortchakov à vouloir tisser des liens étroits avec l'Amérique.

Vers la fin des années 1860, en même temps que l'équilibre européen se transforme, la puissance allemande croissante s'impose à l'attention de tous les pays. En Russie, l'opinion russe s'interroge sur cette Europe où monte la Prusse. La presse russe bénéficie alors d'un climat plus libéral et de grandes publications offrent à l'opinion de vrais débats d'idées. Le *Kolokol* de Herzen, le *Messager russe* (*Russkii Vestnik*), les *Nouvelles de Moscou* (*Moskovskie Novosti*), le *Messager de l'Europe* (*Vestnik Evropy*) publient des écrivains respectés. Ainsi de Katkov, très proche dans sa jeunesse de Bakounine et Herzen, qui a évolué ensuite vers des positions conservatrices ; Katkov critique la politique proprussienne adoptée par Gortchakov qu'il juge dangereuse pour la Russie et pour le slavisme. Son succès dans le public est considérable, l'opinion partage les vues exprimées par le polémiste et est, comme lui, plutôt séduite par l'idée d'un rapprochement avec la France. L'évolution des responsables russes en faveur de l'Allemagne, contraire à cette opinion, tient à un certain désenchantement de Gortchakov. Il a défendu constamment l'idée d'un accord avec la France, en a démontré la logique, mais il a été blessé par le silence opposé par Napoléon III à sa demande de la révision des clauses du traité de Paris, même dans une perspective lointaine. Cela explique qu'il ait fini par se rallier à la position d'Alexandre II, plus orientée vers la Prusse. Les conséquences de ces déceptions russes se sont vite fait sentir pour la France. La Prusse a obtenu d'Alexandre II l'engagement que son pays resterait neutre en cas de conflit franco-prussien.

Pourtant, peu auparavant, l'amitié entre Russie et France avait presque connu une embellie. L'occasion en fut l'Exposition universelle qui se tint à Paris en 1867. Napoléon III y avait convié Alexandre II qui s'y rendit d'autant plus volontiers qu'outre cette manifestation spectaculaire des relations entre les deux pays le souverain russe et son chancelier nourrissaient un secret espoir. Conscients du piège où la France s'était aventurée au Mexique, ils en avaient tiré la conclusion que, dans cette situation difficile, Napoléon III serait plus ouvert à la sempiternelle demande russe d'une révision des clauses de 1856. De surcroît, on pensait à Pétersbourg que la perspective d'une alliance russo-prussienne, alors même que la puissance allemande grandissante inquiétait la France, pourrait aussi infléchir la position intransigeante de Napoléon III. Si l'accueil fait en France à l'empereur et à son héritier, le grand-duc Vladimir, qui l'accompagnait, fut fastueux, il ne fut pas exempt d'erreurs politiques. Au passage du souverain russe, des manifestants polonais, ou des sympathisants de la cause polonaise, s'assemblaient, huaient le carrosse impérial aux cris de « Vive la Pologne ! ». Plus grave que ce climat hostile fut l'incident du 6 juin. Alors qu'Alexandre II et son hôte revenaient d'une revue militaire à laquelle ils avaient assisté en compagnie du roi de Prusse, deux coups de feu successifs retentirent, visant de toute évidence l'empereur russe. Ils le manquèrent, les deux empereurs restèrent impavides, mais Alexandre II en tira les conclusions. Le tireur était un jeune Polonais. Comment, pensa-t-il, avait-on pu ne pas prendre de précautions, ne pas placer les Polonais, nombreux dans la capitale

et qui manifestaient si vivement leur haine de la Russie, sous surveillance ? Pourquoi ne les avait-on pas éloignés de la capitale le temps de la visite du souverain russe ? Cette grave négligence n'allait guère contribuer à rapprocher Pétersbourg de Paris. Alexandre II put, de surcroît, constater que l'affaire n'était pas prise au tragique par ses hôtes, pas autant du moins qu'il s'y était attendu. Il croyait que l'on condamnerait l'assassin en puissance à mort – c'eût été la règle en Russie – et il comptait ensuite faire preuve de magnanimité en demandant sa grâce, ce qui eût contribué, espérait-il, au rapprochement. Or celui-ci n'écopa que d'une peine de prison si légère que la presse annonça en même temps que la condamnation sa prochaine mise en liberté. La générosité d'Alexandre II n'avait pu s'exercer. De plus, le défenseur du tireur exposa au tribunal que le martyre de la Pologne expliquait ce geste et invitait à l'indulgence. Cela contribua à convaincre Alexandre II du caractère superficiel, voire hypocrite, des propos aimables que lui prodiguait son hôte. Ce voyage qui eût pu, et c'était l'espoir du souverain russe, renouer les liens d'amitié affaiblis et peut-être retourner la Russie vers la France – Gortchakov l'espérait encore – aura seulement approfondi le fossé qui, depuis le début de la décennie, se creusait entre deux pays que tout devait réunir.

Faut-il alors s'étonner de l'engagement pris par la Russie de rester neutre dans l'hypothèse d'un conflit franco-prussien ? Et plus encore qu'en 1870, à la veille de la guerre, Alexandre II n'ait guère prêté l'oreille aux appels alarmés de Napoléon III ? La dégradation des relations entre les deux pays avait déjà atteint un point de non-retour. En juillet 1870, lors de la déclaration de guerre de la France à la Prusse, la Russie proclama, comme elle s'y était engagée, sa neutralité et elle mit l'Autriche en garde contre toute démarche favorable à la France.

Durant la guerre, Alexandre II n'hésita pas à manifester ses sympathies proprussiennes, à saluer les victoires de la Prusse, et même à lui envoyer des médecins et des infirmières, voire quelques officiers, gestes peu conformes avec le statut d'État neutre revendiqué par la Russie. À plusieurs reprises, Thiers essaya d'infléchir la position russe. Il s'était même rendu à Pétersbourg pour y plaider la cause française, en vain. Au lendemain de Sedan, après la défaite, la France demanda à la Russie de modérer les exigences allemandes, mais cet appel ne fut pas davantage entendu. L'ambassadeur de France en Russie, le marquis de Gabriac, l'expliqua ainsi à Jules Favre dans une lettre du 19 février 1871 : « Nous ne devons rien attendre de la Russie […]. Si ce pays est neutre, si la neutralité du pays est favorable à la France, celle de l'empereur est favorable à la Prusse. Et c'est l'empereur Alexandre qui gouverne le pays. »

Alexandre II nourrissait à l'encontre de la France de nombreux griefs, souvent très anciens. Il lui reprochait 1812 et l'incendie du Kremlin, et le traité de Paris dont tant de fois il avait tenté d'obtenir l'adoucissement avec l'aide de la France. En 1871, la défaite française est pour Alexandre II la revanche de Sébastopol et du traité de 1856. Ces sentiments extrêmes, ni ses proches ni l'opinion russe ne les partageaient vraiment. Figé dans sa rancœur, Alexandre II sut pourtant tirer parti de la situation en prenant une initiative qui lui valut l'adhésion enthousiaste de tout son pays. Au lendemain de Sedan, il avait proposé au Conseil des ministres que la Russie déclare de son propre chef que les clauses du traité de Paris, qu'elle contestait, n'étaient plus valides. À cette proposition peu diplomatique, ses ministres réagirent d'abord froidement. Milioutine proposa de ne déclarer caduque que la clause portant sur la neutralisation de la mer Noire. Gortchakov, en bon diplomate, trouva la formule la plus sage. La Russie remit aux puissances signataires une note qui mettait en parallèle son respect permanent de toutes les clauses du traité et les libertés prises par les cosignataires sur bien des points du même texte. La conclusion à tirer de cette démonstration était patente, la Russie ne pouvait plus accepter de respecter seule un traité que les autres États signataires violaient. Dès lors, elle ne se reconnaissait plus d'obligations. De son côté, la Porte fut informée que la Russie ne considérait plus qu'elle devait renoncer à avoir une flotte et des établissements militaires en mer Noire. Le traité de 1856 n'existait plus pour elle. Cette décision bouleversa l'opinion russe. Elle applaudit au retour de la Russie dans la mer Noire, réclama que l'on se mît à construire des vaisseaux pour les y envoyer, car le pays en manquait, et le génie de Gortchakov fut salué par toute la presse. N'avait-il pas obtenu une victoire spectaculaire, rendu à la Russie le prestige perdu, sans que cela eût coûté la vie à un seul homme et que fût tiré un seul coup de canon ? L'Angleterre protesta contre cette décision unilatérale. Mais Bismarck, soucieux de ménager la Russie, même si le changement apporté à l'ordre international existant par cette décision le troublait, proposa qu'une conférence rassemble à Londres tous les États intéressés par la question. La conférence se tint en mars. Ses membres déplorèrent que la Russie eût agi de façon unilatérale sans consulter au préalable tous les intéressés, mais elle ne remit pas en cause la décision russe, ce qui sera consigné dans la convention du 13 mars 1871.

À partir de 1871, la position russe à l'égard de la France évolue progressivement. La puissance toujours plus grande de la Prusse, qui vient d'être démontrée sur le terrain, commence à inquiéter la Russie. Pour autant, un renversement d'alliances est difficile à imaginer alors que la France semble une fois encore en proie à ses démons révolutionnaires. La chute de l'Empire, la Commune sont autant de signaux inacceptables pour la Russie. Et Alexandre II retrouve alors l'ambition de la Sainte-Alliance : « Les monarchies doivent s'unir contre la révolution. » Mais aussitôt que le gouvernement français entame la chasse aux communards et demande qu'ils soient expulsés des pays où ils ont cherché refuge, Alexandre II décide, en accord avec Bismarck, de soutenir le retour à l'ordre.

Une fois encore, les vues d'Alexandre II et de son opinion divergent. Pour Alexandre II, c'est sur l'Autriche qu'il faut s'appuyer pour combattre la révolution qui menace et faire contrepoids à la puissance prussienne. Pour Gortchakov et pour l'opinion russe, la France qui a restauré la République peut être le plus sûr allié de la Russie contre la puissance allemande et contre les désordres politiques. Gortchakov pense de surcroît que la Prusse et l'Autriche peuvent s'accorder, que Berlin peut acheter un rapprochement avec Vienne en soutenant ses ambitions dans les Balkans. Mais, comme l'avait souligné le marquis de Gabriac, le maître de la politique étrangère russe est Alexandre II, et Gortchakov devra s'incliner devant sa volonté de forger une alliance tripartite avec Vienne et Berlin. Alexandre II se rend à Berlin en 1872 et l'année suivante à Vienne. Depuis la guerre de Crimée, c'est son premier contact avec l'Autriche qu'il a toujours accusée d'avoir trahi la Russie. Sans doute ce rapprochement avec Vienne est-il placé sous le signe du malentendu. On comprend pourquoi il en résulta un texte imprécis, l'*Entente des trois empereurs*, qui dissimulait des rivalités et des arrière-pensées. Pétersbourg et Vienne s'intéressaient avant tout aux Balkans, et chaque partie comptait sur cette *Entente* pour empêcher l'autre d'y occuper une position prééminente, toutes deux, pour l'obtenir, cherchaient l'appui allemand. Berlin, pour sa part, entendait profiter de la rivalité des deux autres membres de l'*Entente* pour pousser ses pions en Europe, ce qui contrariait Alexandre II, dont les yeux étaient aussi fixés sur l'Europe. L'Empire allemand a constaté dès 1874, avec inquiétude, le redressement de la France et décide d'y donner un coup d'arrêt. L'année suivante, voyant que la Russie est occupée en Asie, Bismarck pense qu'elle ne réagira pas à un coup de force en Europe. Mais alerté par Mac-Mahon, Gortchakov avertit Bismarck que la Russie n'accepterait pas une attaque contre la France. L'empereur russe, qui se rendait à Ems, s'arrête à Berlin pour dire sans ambages à Guillaume Ier que la Russie était prête à soutenir la France. L'empereur d'Allemagne jura à son neveu qu'il n'avait aucune intention hostile à l'égard de celle-ci. Mais le propos d'Alexandre II l'avait choqué. Comment la Russie pouvait-elle défendre un pays où l'esprit révolutionnaire menaçait et qui de surcroît était toujours si attaché à la Pologne ? Le paysage européen est alors quelque peu transformé. La Russie de 1875, se conformant à la volonté d'Alexandre II, reste fidèle à une orientation germanique, mais elle ne peut ignorer la violence allemande croissante, donc un péril allemand. Dès lors, s'impose l'idée qu'il faudrait reconsidérer les relations avec la France. Mais comme toujours ressurgit la question balkanique.

Une nouvelle guerre a commencé en 1875 dans les Balkans. Des révoltes populaires éclatent en Bosnie-Herzégovine, et la Bulgarie suit cet exemple quelques mois plus tard. L'Empire ottoman choisit habilement de dissocier ses adversaires en calmant les premiers et en écrasant brutalement la Bulgarie. Alexandre II décide de réagir. En 1875, l'Empire ottoman n'est plus la puissance que la Russie a affrontée maintes fois. Il doit faire face, alors qu'il est affaibli, à des mouvements nationaux qui réclament l'indépendance et plus seulement le respect de leurs droits ou

des autonomies, c'est dire qu'il y va de sa survie. Les puissances européennes doivent se prononcer. Que veulent-elles ? Sauver l'Empire ottoman ? Partager ses dépouilles ? Comment empêcher certains États de le faire, notamment la Russie ? Qui sera la grande bénéficiaire de la fin de cet Empire ? L'Angleterre craint que la Russie s'empare de Constantinople et avance ensuite vers le golfe Persique et le canal de Suez. De son côté, Vienne appréhende que la Russie n'encourage la formation à ses frontières d'un grand État slave (Serbie-Monténégro-Bosnie-Herzégovine), qui serait sous influence russe. La Prusse, enfin, veut freiner les progrès russes en poussant la Russie à la guerre et en incitant l'Autriche à la provoquer. Seule dans ce paysage dominé par des ambitions opposées, la France ne peut jouer une partie personnelle, elle a trop de problèmes intérieurs à régler, et la Russie qui l'a soutenue contre l'Allemagne considère qu'elle doit en retour l'aider dans les Balkans.

La Bulgarie étant écrasée, Alexandre II doit intervenir. Il a d'abord pris part à des tentatives de conciliation réunissant tous les États européens. Mais, le 15 juin 1876, le Monténégro, puis la Serbie ont déclaré la guerre à l'Empire ottoman, une guerre des Slaves a commencé, qui deviendra guerre russo-turque le 7 avril 1877. La société russe est favorable à la guerre et elle communie dans un immense élan de solidarité slave. Le mouvement slavophile, qui s'était développé dès la première moitié du XIXe siècle, était largement marqué par la religion, mais dans la seconde moitié du siècle, il devient politique et offre une idéologie à la monarchie. La solidarité des peuples slaves, la spécificité de leur destin sont affirmées par de grands esprits, Viazemski, Danilevski, Dostoïevski. Et la guerre des années 1870 est perçue par les Russes comme l'occasion où cette solidarité, l'affirmation d'un destin slave particulier trouve à s'exprimer. Une jeunesse enthousiaste se précipite vers les centres de recrutement, demandant à combattre aux côtés des frères slaves. La Russie n'est pas encore en guerre, mais les volontaires affluent et les dons apportés par des Russes de tous les milieux pour soulager la détresse matérielle des frères balkaniques témoignent que ce mouvement soulève toute la Russie. Alexandre II va autoriser de jeunes officiers à prendre part au combat, même si cela constitue une rupture de la neutralité qu'il revendique encore officiellement.

Dès que la Russie entre en guerre, ses troupes réussissent à briser la résistance de l'Empire ottoman et arrivent devant Constantinople. Vaincu, le sultan demanda un armistice et la paix sera signée à San Stefano le 3 mars 1878, consacrant la victoire totale de la Russie et un bouleversement du paysage européen. L'Empire ottoman n'a plus d'influence en Europe, et ses frontières s'arrêtent aux abords de Constantinople. La Russie y gagne la liberté de circuler dans les Détroits en temps de paix ou de guerre, la Bessarabie, des forteresses sur sa frontière asiatique et une forte indemnité que les Turcs essayèrent en vain de contester.

Ce traité qui enthousiasma la Russie et les Balkans fut mal accueilli en Europe, où la plupart des États – avec la France – vont dénoncer ses « conditions exorbitantes ». La création d'une grande Bulgarie ne convenait ni à Londres, ni à Vienne, et, dans les deux pays, le mécontentement se traduisit par des préparatifs militaires. Devant ces réactions qui menacent de conduire à une guerre européenne, Alexandre II accepta de revoir les clauses du traité de San Stefano, ce qui eut lieu au congrès de Berlin à partir du 13 juin. Ce congrès, où la Russie était seule face à une puissante coalition, amenda le traité de San Stefano. Les représentants de la Russie, Gortchakov, Chouvalov, le baron d'Oubril y échouèrent à sauver l'unité de la Bulgarie, tandis que Disraeli, porte-parole des réserves anglaises, triomphait. La division du pays fut actée selon les vœux de Londres. Le traité de Berlin maintenait l'indépendance de la Serbie, du Monténégro et de la Roumanie, ce qui était un succès russe, mais une partie de l'opinion cria à la trahison. Les slavophiles déclarèrent que « ce traité honteux » était le triomphe de l'Angleterre qui avait assuré ainsi sa prééminence au Moyen-Orient. L'Allemagne fut traitée d'ennemie de la Russie. L'hostilité russe à son égard se manifesta lors de la délimitation des frontières, on dénonça alors les comportements arrogants des Allemands. Mais cette hostilité avait aussi une cause économique. Bismarck opta en 1879 pour une politique protectionniste – tarifs douaniers relevés et réduction drastique des importations – qui pénalisait la Russie. Une « guerre douanière » opposa les deux pays, et les Russes pensèrent qu'elle avait pour finalité de faire payer à leur pays les avantages acquis au congrès de Berlin. Bismarck devient, dans la perception russe, l'ennemi de la Russie. Gortchakov écrit à l'empereur : « Compter sur cette alliance est pure illusion. » La Russie doit chercher d'autres alliés. Où les trouver ? N'était-ce pas le moment de se tourner vers la France ? Mais celle-ci craignait, en soutenant la Russie, d'irriter l'Allemagne. L'heure du rapprochement franco-russe n'était donc pas encore venue.

C'est pourquoi la Russie, isolée, dut, en dépit du constat amer de l'hostilité que lui témoignait l'Allemagne, revenir vers cette « alliée-adversaire ». Malgré les dispositions protectionnistes de Bismarck, l'Allemagne offrait un débouché indispensable à l'agriculture russe et la fournissait en matériels. Après bien des hésitations et des mois de gel des relations, Alexandre II se décida à tendre la main à son oncle. Il lui écrivit, et les deux empereurs se rencontrèrent à Alexandrovo en septembre 1879. L'empereur russe voulait conclure un nouvel accord avec l'Allemagne, Bismarck imposa que l'on y associe l'Autriche. La Russie n'y tenait pas, même si elle y voyait un avantage, celui de prévenir la constitution d'une alliance austro-anglaise dirigée contre la Russie. Sa chance fut que Disraeli, qui lui était très hostile, cède alors la place à Gladstone. Mais la Russie subissait les pressions de Bismarck qui exigeait la prompte signature d'une entente tripartite. Il proposait, pour convaincre Pétersbourg, que les signataires se partagent les Balkans. La Russie s'inclina devant la volonté du *Chancelier de fer*. Elle le fit alors qu'Alexandre II venait de disparaître. Son fils et successeur adhéra à la triple entente en juin 1881, s'inscrivant ainsi dans la voie des alliances que son père avait toujours souhaité privilégier malgré tant de déconvenues.

Quand Alexandre II était monté sur le trône, il avait été confronté à une situation désastreuse, la défaite en Crimée, défaite la plus humiliante que la Russie moderne ait connue, avec un pays démoralisé, incertain de pouvoir préserver l'intégrité de son territoire. À la mort d'Alexandre II, quelle différence ! Le pays a retrouvé son prestige, son territoire a été étendu, il a aussi gagné des zones d'influence et des alliés. Certes, la France, toujours courtisée, ne figure pas au nombre de ses alliés, mais bien des éléments militent pour que les rapports franco-russes changent. En 1856, la France était une puissance incontestée qui dominait la Russie. En 1881, l'ordre de puissance s'est inversé. La Russie domine une France encore instable, et inquiète de la puissance toujours grandissante à ses côtés de l'Empire allemand.

Notes

1. Prince Varègue, qui traversa la Baltique pour s'installer à Novgorod où il régna à partir de 862. Fondateur de la dynastie des Rurikides qui domina Kiev jusqu'au XIIIe siècle, il est à l'origine des plus anciennes et nobles familles russes. Est-il un personnage légendaire ? A-t-il existé ?

Chapitre XI

L'alliance enfin !

L'Empire sur lequel Alexandre III va régner entre 1881 et 1894 est immense, mais affecté de multiples faiblesses, le nouveau souverain en est conscient. En face de cet empire se dresse une sorte de coalition, Autriche, Hongrie et Allemagne, évoquant celle qui lui a imposé l'humiliation du traité de Berlin en 1878. L'Angleterre, pour sa part, surveille les mouvements de la Russie en Asie centrale et aux frontières de l'Afghanistan, inquiète de la voir avancer vers l'Inde. À ces rivaux traditionnels de la Russie s'ajoutent les inconnues de l'attitude de l'Allemagne qui joue sur deux tableaux opposés, l'alliance des trois empereurs signée en 1873 et l'alliance militaire qui l'unit depuis 1879 à l'Empire des Habsbourg contre la Russie. Sans doute, s'agissant de l'Empire allemand, la Russie a-t-elle contribué à sa puissance en fermant les yeux sur les annexions du Schleswig et du Holstein, en assistant ensuite passivement à la défaite de l'Autriche, puis, après Sedan, en refusant de modérer les exigences du vainqueur. Gortchakov n'est pas seul à porter la responsabilité de l'unité allemande. La reine Victoria la partage avec lui et Napoléon III lui-même, avant 1870, avait été indulgent aux aspirations allemandes. Dix ans après la formation de l'Empire bismarckien, la Russie se heurte à ses ambitions économiques. L'industrie allemande est une concurrente redoutable pour les projets industriels russes, et l'Allemagne, en augmentant ses tarifs douaniers, ferme ses portes à l'importation du blé russe. Les finances publiques russes en sont d'autant plus affectées que les dépenses de guerre dans les Balkans les ont déjà considérablement grevées. Le prix payé par la Russie est lourd, le rouble est déprécié, l'inflation galope, la crise financière s'installe. Bunge, le remarquable ministre des Finances du nouveau souverain, va travailler à restaurer l'économie. Alexandre III est conscient des faiblesses de l'Empire. La guerre russo-turque a certes montré que la Russie était une puissance, mais elle aura aussi révélé que le pays n'avait pas les moyens de cette puissance. Le traité de Berlin si humiliant et les difficultés financières en témoignent cruellement.

En 1879, lorsque Gortchakov quitte son ministère, le bilan qu'il établit de la situation de l'Empire est plutôt sombre. Il constate l'isolement de son pays et la précarité de toutes ses alliances. « L'accord des trois empereurs n'existe plus, du fait des agissements des deux alliés germaniques », écrit-il à Novikov le 4 février 1879. Il sait que les diplomates allemands votent avec les Autrichiens et les Anglais contre la Russie dans les commissions chargées de l'exécution du congrès de Berlin et ne croit pas pouvoir s'appuyer sur la France, dont la situation intérieure l'inquiète.

Son successeur, Nicolas de Giers, qui assura d'abord son intérim, va s'employer à tirer la Russie de son isolement en lui donnant les appuis propres à conforter ses acquis, c'est donc vers l'alliance des trois empereurs qu'il va se diriger. Nicolas de Giers, dont le nom est inséparable de la grande alliance franco-russe qui marqua la fin du XIXe siècle, était à première vue un personnage falot. Mais pour qui renonçait à se fier aux seules apparences, sa personnalité s'imposait. Prudent, travailleur acharné et courageux dès lors qu'il fallait décider et assumer les conséquences de ses choix, Giers avait grimpé tous les échelons de la hiérarchie politique pour succéder finalement à l'inébranlable Gortchakov. Avec l'empereur, il avait trouvé d'emblée le ton qui favorisait la confiance et le travail partagé. Alexandre III était autoritaire, obstiné et convaincu de la mission qui lui incombait. Giers ne lui tint jamais tête, mais il défendait obstinément sa position et finissait généralement par l'emporter.

Le 4 juin 1881, Giers, qui assure encore l'intérim de Gortchakov, définit dans une lettre circulaire adressée à toutes les chancelleries, ce que sera la politique extérieure russe : « À l'extérieur, la politique de la Russie sera essentiellement pacifique. La Russie restera fidèle à ses amitiés traditionnelles en se prêtant à toute réciprocité de bons procédés envers tous les États. Elle se croit solidaire de la paix générale fondée sur le respect des droits et des traités. »

L'alliance des trois empereurs est renouvelée le 18 juin 1881, elle confirme le partage de la Pologne entre les trois signataires. Mais cette alliance ne pourra empêcher la transformation de l'alliance austro-allemande de 1879 en Triplice par l'adhésion de l'Italie le 20 mai 1882.

L'alliance des trois empereurs avait pour premier avantage du point de vue russe que ses deux cosignataires reconnaissaient « le caractère européen de la fermeture des Détroits et s'engageaient à veiller en commun à ce que la Turquie ne fasse pas d'exception en faveur de quelque puissance belligérante ». En cas de guerre avec une quatrième puissance – c'est l'Angleterre qui était visée –, l'Autriche et l'Allemagne s'engageaient à rester neutres. Enfin, l'Autriche acceptait la réunion de la Bulgarie et de la Roumanie dans le grand État slave dont elle avait toujours refusé la création. En échange de ces concessions, la Russie serait neutre si un conflit armé opposait les pays germaniques à une quatrième puissance, et ne s'opposait pas à l'annexion par l'Autriche, lorsqu'elle le jugerait opportun, de la Bosnie et de l'Herzégovine déjà occupées par ses troupes. Pour son premier voyage à l'étranger, Alexandre III se rendit à Dantzig pour y rencontrer son grand-oncle Guillaume Ier. Le 27 mars 1882 le traité des trois empereurs était prorogé pour trois ans.

En Angleterre, la disparition de Disraeli et son remplacement par Gladstone, personnalité plus souple, ont d'abord apaisé les échanges avec la Russie. Puis, la relation des deux pays s'est dégradée. Dès que le général Komarov entreprit la conquête de Merv et du pays turkmène en 1884, l'Angleterre soupçonna la Russie de vouloir s'engager sur la route de Herat, avant-poste de la passe de Khyber, donc sur la route de l'Inde. La prise de Herat par les Russes en 1885 souleva une émotion considérable en Angleterre. N'était-on pas à la veille d'un conflit ? Pourtant, Londres et Pétersbourg, conscients des risques d'une guerre si éloignée de leurs centres vitaux, acceptèrent l'arbitrage du roi du Danemark Christian IX, beau-père du souverain russe. Le résultat en fut l'armistice russo-afghan le 10 septembre 1885, soutenu par l'Angleterre, puis le traité de paix de Saint-Pétersbourg signé le 3 août 1887, qui reconnaissait à l'Afghanistan la possession du défilé et de l'oasis de Zulfagar situé à cent dix kilomètres de Herat. Dans cette crise qui eût pu conduire les deux pays à un affrontement militaire en Asie centrale, Giers montra ses dons de négociateur. Il avait trouvé un arrangement qui stabilisait la situation en Asie centrale. Il avait apaisé Londres et obtenu de Bismarck un soutien à la position russe.

À peine le conflit asiatique, sinon résolu du moins en voie de négociation, une crise éclata dans les Balkans, provoquée par l'imprudence du prince Alexandre de Battenberg, installé sur le trône de Bulgarie à l'âge de vingt-deux ans. Quoique cousin germain d'Alexandre III, son homonyme était hostile à la Russie et entendait mener une politique personnelle. En 1881, il voulut annexer la Roumanie. Gortchakov l'en empêcha. Puis il prétendit transformer le système politique bulgare en écartant la Constitution en vigueur, ce qui allait compromettre l'influence de la Russie. La Bulgarie devint alors l'enjeu d'un conflit d'influence entre Pétersbourg et Vienne. Toujours aussi imprudent, Alexandre de Battenberg voulut profiter du soulèvement de Philippoli (Plovdiv) et de l'union proclamée de la Bulgarie et de la Roumélie par le gouverneur local pour se déclarer roi d'une grande Bulgarie, dont l'unité était contraire aux clauses du congrès de Berlin. Les Balkans étaient au bord de la guerre. Giers demanda aux cosignataires de l'alliance des trois empereurs de remplir leurs obligations et de réduire la rébellion bulgare tandis qu'Alexandre III organisait la destitution du prince Alexandre en envoyant en Bulgarie le général Kaulbars « pour assister les hommes au

pouvoir ». Le bilan de cette crise n'était pas favorable à la Russie qui y avait perdu son principal allié dans les Balkans, et détruit le rêve de solidarité slave. Vienne s'en félicita, et son ministre, le comte Kalnoky, dénia à la Russie, dans un discours menaçant, le droit d'« assumer » le gouvernement de la Bulgarie.

Outre que cette crise avait failli mettre le feu aux Balkans, elle démontra la fragilité de l'alliance des trois empereurs. Alexandre III avait déclaré au début de son règne : « On ne pourra jamais s'entendre avec l'Autriche-Hongrie » ; il put constater au cours de la crise combien son pessimisme était fondé. L'alliance avait fait son temps et pour le souverain russe, elle ne pouvait être renouvelée. Il ne restait à la Russie qu'une solution, le repli sur Berlin. Giers obtint l'accord du souverain à un traité de réassurance avec l'Allemagne, qui sera signé le 10 août 1887 pour une durée de trois ans. Le traité permit de maintenir, quelques années encore, des rapports confiants en apparence entre les deux Cours. Mais en 1890, alors que Bismarck va quitter le pouvoir, cette entente sera rompue. Son successeur, Caprivi, informa Pétersbourg que l'accord ne serait pas renouvelé.

Pour la première fois depuis l'époque de Napoléon Ier, la Russie allait être totalement isolée. Où chercher un appui sinon en France ? Cette alliance était-elle imaginable pour les responsables russes et français ? A priori ce sont leurs différences qui s'imposent à l'attention. Tout paraît alors les opposer. Alexandre III incarne un système autocratique, il est convaincu de ses vertus et n'a guère d'estime pour le régime républicain. La France est à ses yeux une puissance déclinante. En 1886, lorsque l'ambassadeur français, le général Appert, fut rappelé à Paris, le souverain déclara qu'il ne voyait aucun utilité à maintenir une représentation diplomatique française en Russie, ni à envoyer un représentant russe en France. Son ministre Giers partageait ses vues et qualifiait Grévy, Clemenceau et Floquet de « bande de canailles » avec qui s'allier serait un vrai suicide.

Du côté français, les propos n'étaient guère plus favorables à un rapprochement. Grévy déclarait tout net qu'une alliance avec la Russie serait une erreur considérable, ajoutant qu'au moment décisif l'allié russe manquerait à la France. De surcroît, le système politique russe, la monarchie absolue liée à la religion orthodoxe ne pouvait que rebuter les responsables français imbus de républicanisme et de laïcité. Des deux côtés, les souvenirs amers du début du siècle contribuaient à entretenir une hostilité que nul ne songeait à dissimuler. Mais en cette même période, les gouvernants russes et français sont loin de refléter l'état d'esprit de leurs administrés les plus influents. Les hommes d'affaires et les entrepreneurs français sont convaincus des avantages d'un rapprochement. En Russie, les industriels et les producteurs de blé, soucieux d'exporter, sont gênés par les mesures protectionnistes allemandes. Et les financiers, à qui la banque d'État allemande a refusé des avances sur ses fonds russes, se réjouissent de trouver à Paris des amateurs pour les emprunts russes.

En France, l'image même de la Russie change alors. Custine avait décrit une Russie despotique, attardée, étrangère à l'Europe. Certes, son livre dut son succès à sa très grande qualité littéraire autant peut-être qu'à la profondeur des propos ; l'effet en avait été cependant dévastateur pour la représentation de la Russie. Mais dès le milieu du siècle, une autre perception de la Russie se substitue à celle de Custine, celle d'une histoire étonnante, tourmentée mais combien propre à fasciner le lecteur et surtout celle d'un continent littéraire. Ce changement, on le doit d'abord à Mérimée. Il avait appris le russe dans ses jeunes années et se passionnait pour le passé et pour les écrivains russes. Historien, il consacra un ouvrage fort savant, parfaitement documenté, aux faux Dimitri. Et il traduisit des auteurs russes, en particulier Gogol, obtenant un très grand succès. Trois décennies plus tard, Eugène Melchior de Vogüé suivit son exemple, présentant dans *Le Roman russe* Pouchkine, Gogol, Tourgueniev, Dostoïevski et Tolstoï. Les lecteurs français se passionneront pour cette Russie d'autant plus proche d'elle qu'Anatole Leroy-Beaulieu leur offre dans le même temps un tableau de ce pays beaucoup plus nuancé que celui de Custine. *L'Empire des tsars et les Russes*, puis *La France, la Russie et l'Europe* font découvrir à l'opinion française un pays attaché à l'Europe, proche d'elle et proche de la France qui est alors en quête d'un allié fiable. À cela il faut ajouter que la *Revue des Deux Mondes*, la plus influente revue française, née en 1829, va consacrer une place considérable à des auteurs qui parlent de la Russie et l'expliquent, Anatole Leroy-Beaulieu y contribue fréquemment. Par ces efforts conjugués, la Russie devient familière aux Français, proche d'eux et un climat propice à une alliance avec ce pays puissant se développera rapidement.

L'alliance franco-russe, une hypothèse qui mobilise les opinions publiques, les militaires et les décideurs économiques des deux pays et qui, dès 1890, semble s'imposer à Pétersbourg comme à Paris, sera cependant difficile à mener à bien. Plusieurs causes l'expliquent. D'abord, la situation de l'Europe à cette époque. La Russie a retrouvé son prestige perdu au congrès de Berlin, Alexandre III s'est attaché à son développement économique, mais les problèmes auxquels il se heurte sont considérables. Pour redresser les finances publiques, réduire les déficits, soutenir le rouble, les ministres des Finances Vychnegradski, puis Witte, ont mobilisé les bonnes récoltes des années 1887 à 1889. Pour le faire, ils ont imposé aux paysans des efforts et des objectifs excessifs qui conduiront à l'épuisement des terres et des hommes, et les impôts ne cessent de grimper. Le résultat de ces pressions aura été le redressement financier constaté en 1888. Mais leurs effets sur la société ont été tragiques. En 1891, la Russie doit affronter une catastrophe agraire et la famine ; le choléra apparaît en 1892 et des troubles sociaux couronnent le tout. Alexandre III en conclut que la Russie a besoin de paix. Mais, dans cette période précisément, l'Europe est devenue un camp retranché où s'affrontent violemment les pays concernés. L'Allemagne soutient l'Empire austro-hongrois, ennemi principal de la Russie dans les Balkans. Cette même Allemagne est, depuis le XVIIIe siècle, l'alliée privilégiée de la Russie. Alexandre III veut tout à la fois sauver l'alliance allemande et s'allier à la France, ce qui est une redoutable gageure.

En 1887, la crise balkanique a conduit l'Europe au bord de la guerre ; cette menace dissipée, les ferments de crise subsisteront. En 1888, l'installation de Ferdinand de Saxe-Cobourg sur le trône de Bulgarie est un camouflet pour la Russie qui conteste son droit au trône, son élection n'ayant pas été ratifiée par le sultan, comme l'exige le traité de Berlin. Et comment Alexandre III pourrait-il se réjouir de l'arrivée sur ce trône que protège la Russie d'un petit-fils de Louis-Philippe ? Il va, en dépit de ses réserves, éviter alors la confrontation avec Vienne et sauver ainsi la paix. Derrière ce conflit, on retombe sur la question allemande, prioritaire toujours pour la Russie. Leroy-Beaulieu note en 1888 : « S'il y a une tradition à Saint-Pétersbourg depuis la guerre de Sept Ans, elle est en faveur de l'alliance prussienne. »

Certes, la mort de Guillaume Ier a modifié la situation. Bismarck, même maintenu un temps dans sa fonction, s'entendait mal avec le nouveau souverain, plus mal encore avec l'état-major qui voulait qu'une guerre préventive contre la Russie empêche son redressement. La Russie ne pouvait l'ignorer, la guerre des tarifs douaniers et la détérioration des relations diplomatiques en étaient les signaux. De plus, en février 1888, l'accord secret austro-allemand du 7 octobre 1879 est rendu public. Cet accord précise : « Si l'une des deux puissances contractantes est attaquée par la Russie, les deux puissances mettront en commun toutes leurs forces contre elle. En cas d'attaque venue d'un autre État, elles se promettent seulement une neutralité bienveillante. » Comment la Russie pourrait-elle ignorer une attitude si hostile à son égard ?

Pourtant, des efforts sont faits par les deux parties pour masquer le différend. Ce sont des rencontres protocolaires entre Alexandre III et Guillaume II. Bismarck et Giers préparent le renouvellement du traité de réassurance de 1887, que l'état-major allemand veut empêcher. Alexandre III reste malgré tout attaché à un accord avec l'Allemagne, car elle est le meilleur partenaire économique de la Russie. Malgré ses réticences, l'Allemagne est restée le grand acheteur de blé russe et elle lui fournit 80 % de ses importations industrielles.

L'éviction de Bismarck, le 20 mars 1890, ouvre une période d'incertitude. Quelles vont être les nouvelles orientations allemandes ? Le lendemain, le Kaiser reçoit l'ambassadeur de Russie, Paul Chouvalov, afin de l'assurer de sa fidélité à la ligne suivie par Bismarck et de sa volonté de renouveler le traité. Giers et le souverain russe vont attendre durant deux mois que ces propos se concrétisent. Mais, à Berlin, l'état-major veut convaincre le nouveau chancelier Caprivi que les circonstances se prêtent à une guerre préventive, et Caprivi tend à ce propos une oreille favorable. Il considère qu'un accord germano-russe serait contraire aux engagements pris avec la Triplice, que l'Allemagne veut étendre à l'Angleterre et à la Roumanie. Giers ne sait pas que Caprivi a déjà dit au Kaiser son intention de renoncer à tout accord avec la Russie. Quand l'ambassadeur allemand Schweinitz revient à Pétersbourg, il n'a pas mission de signer quelque accord que ce soit. À trois reprises – 31 mars, 14 mai et septembre –, Giers demande que le traité soit renouvelé, il se heurte à des refus répétés. Conciliant, acharné à trouver les voies d'une négociation, même différente de l'accord de 1887, il chargea alors Chouvalov d'inviter Guillaume II à revoir ses positions pour préserver une entente sur les Balkans et confirmer la fermeture des Détroits. Ayant reçu une réponse négative à cette proposition, il en avança une autre : renoncer à l'article sur la Bulgarie ou procéder à un simple échange de notes. Caprivi ne réagit pas davantage et Giers en conclut qu'avec la disparition de Bismarck l'idée même d'un accord avec la Russie n'existait plus. À observer Guillaume II, il se convainc que celui-ci veut avant tout rassembler l'Allemagne, l'Autriche et l'Angleterre pour affaiblir la Russie.

En dépit de cela, Alexandre III hésitera longtemps à traiter avec la France. Mais en 1890, alors que le gouvernement français arrête des Russes réfugiés en France qu'il soupçonne de projets terroristes, le tsar change d'attitude. Et le succès des emprunts russes en France y contribue. En 1889 déjà, ayant été informé d'un incident opposant des Cosaques, qui attaquaient un fort situé en face de Djibouti, à des militaires français, Alexandre III décréta que l'affaire ne méritait pas son attention, et les relations franco-russes n'en furent pas affectées. Signal certain d'une volonté de ménager Paris. Puis le président du Conseil Freycinet lui proposa par l'intermédiaire de l'ambassadeur Laboulaye de réfléchir à une alliance. Et en dépit des réserves de Saint-Pétersbourg, il demanda que le général de Boisdeffre, sous-chef d'état-major, soit invité en août 1890 à Narva aux manœuvres de l'armée russe ; Guillaume II et Caprivi devaient y assister. Ce projet ne sera pas réalisé, Alexandre III balançait encore. L'idée fut reprise l'année suivante par Alexandre Ribot. Entre-temps, le tsar a pris connaissance du discours favorable à l'alliance franco-russe prononcé à la Chambre par Théophile Delcassé. Il donna alors son accord sans tergiverser davantage et le 23 juillet, l'escadre française commandée par l'amiral Gervais arrivait devant la capitale russe. Elle y restera jusqu'au 4 août. Le tsar, à bord de son cuirassé, entouré de la famille impériale au grand complet, va écouter, tête nue, *La Marseillaise*, qui est pour les Russes un chant séditieux, interdit dans leur pays. Tout, dès lors, favorise la négociation. Elle a d'ailleurs commencé dès le mois de mars quand Giers avait chargé l'ambassadeur de l'empire à Paris d'informer le gouvernement français que la Russie était intéressée à une alliance. En juillet, la venue de l'escadre française à Cronstadt montre que le temps des échanges prudents est dépassé. L'Allemagne qui a observé l'événement de Cronstadt ne prend pourtant pas au sérieux le rapprochement qui s'esquisse. Caprivi déclara à la tribune du Reichstag : « Les intentions du tsar sont pacifiques. »

Pour autant, Giers tient à fixer des limites à l'emballement des relations entre les deux pays. À un diplomate qui l'interroge sur le sujet, il répond : « Le tsar désire la paix. Les Français se trompent s'ils croient que la Russie leur prêtera son concours dans l'éventualité d'une guerre qui n'aurait pour but que la reprise de l'Alsace-Lorraine. »

Dès le 5 août, alors que l'escadre française a quitté Cronstadt, Alexandre III accepte que la France et la Russie s'engagent, par un échange de lettres, à intervenir si la paix est menacée et si l'un des deux pays risque d'être envahi. Les textes sont encore vagues. Le 15 août, Mohrenheim et Ribot s'obligent par un échange de notes « à se concerter sur toutes les questions de nature à mettre la paix générale en cause. Pour le cas où cette paix serait effectivement en danger et spécialement pour celui où l'une des parties serait menacée d'une agression, il conviendrait de s'entendre sur les mesures à prendre immédiatement ».

La note citée ici n'évoque pas l'hypothèse d'un complément militaire à l'accord, mais d'emblée l'idée est avancée. Giers y était opposé, inquiet qu'une convention militaire ne compromette définitivement les relations russo-allemandes, car ménager l'Allemagne fut toujours sa préoccupation. Il craignait aussi qu'une convention militaire n'éveille chez Alexandre III, jusqu'alors attaché à la paix, des sentiments belliqueux. Mais l'idée séduisait Alexandre III qui s'employa à convaincre Giers de ses mérites. La puissance allemande incitait d'ailleurs à envisager une attaque soudaine. C'est pourquoi le 17 août 1892 les généraux Boisdeffre pour la France et Obroutchev pour la Russie, chefs des états-majors de leurs pays respectifs, élaborèrent une convention militaire. Cette convention stipulait que si les États de la Triplice mobilisaient, la France et la Russie y répondraient en mobilisant de leur côté. Cette obligation tombait si l'Autriche était seule à le faire. Dans le cas d'une guerre déclenchée par l'Allemagne et l'Italie contre la France ou contre la Russie par l'Allemagne et l'Autriche, les États signataires se garantissaient une aide réciproque. Si la mobilisation était décidée, la France s'engageait à mettre un million trois cent mille hommes aux frontières, la Russie de sept cent à huit cent mille.

Aussitôt la convention signée, Alexandre III reçut le général de Boisdeffre pour lui dire que le texte devait rester secret ; il le menaça même d'en proclamer la nullité s'il était divulgué. L'objectif premier d'Alexandre III était de préserver la paix. Il ratifia la convention, mais il y mit du temps, puisqu'il le fera seulement en décembre 1893.

Le tsar avait temporisé, mais il fut poussé au rapprochement avec la France par la dégradation constante des relations russo-allemandes, dont témoignaient la hausse des tarifs douaniers et la décision prise à Berlin d'augmenter les effectifs des forces armées en temps de paix. Il y fut aussi encouragé par l'opinion publique russe qu'avaient enthousiasmée les cérémonies de Cronstadt ; et enfin par l'insistance du président Casimir-Perier. Celui-ci ratifiera à son tour la convention le 4 janvier. Giers commente : « Nous avons signé l'entente avec la France, mais avec une France pacifique. Nous ne voulons qu'une chose, c'est la paix. Nous avons confié aux Français que l'entente serait pacifique ou qu'elle ne serait pas. » Giers a certes raison d'espérer que la paix serait préservée grâce à l'alliance, mais au vrai celle-ci fut conclue alors qu'en Europe la menace de conflits grandit toujours plus, et que la division entre blocs opposés s'approfondit.

Le premier effet de l'Entente en Russie fut l'annonce, par le métropolite de la capitale, de la suppression dans toutes les églises du diocèse de la prière anathème dite contre la France depuis 1812, pendant le service de Noël. Dans un pays profondément religieux, ce signal était important.

La Triplice s'inquiétait du rapprochement franco-russe, quoi qu'en ait dit Caprivi deux ans plus tôt. Alexandre III en était conscient et il tenta d'apaiser ces craintes par un geste spectaculaire. Le 4 mars 1894, il se rendit en grande pompe à l'ambassade d'Allemagne pour la réception qui marquait la fête nationale. Il ne l'avait jamais fait encore, son geste fut remarqué et commenté. Mais il ne suffit pas à freiner la détérioration des relations avec Berlin.

Depuis plusieurs années, la Russie était, comme l'Allemagne, engagée dans un effort militaire sans précédent, participant ainsi à la course aux armements qui transformait l'Europe. Le ministre de la Défense, le général Vanovski, avait réussi à arracher les moyens de ce progrès à son collègue financier Vychnegradski. Le résultat en était impressionnant. L'armée russe est alors devenue la plus importante armée au monde avec huit cent mille hommes sous les drapeaux, ce nombre en cas de mobilisation générale devait être porté à trois millions cinq cent mille. La modernisation des matériels de guerre, le recrutement et la formation d'officiers en grand nombre ont imposé une charge presque insoutenable

au budget russe. Mais pouvait-il en être autrement alors que l'Allemagne compte elle aussi plus de sept cent mille hommes sous les drapeaux et accroît son budget militaire chaque année ? Et que l'Empire austro-hongrois ajoute ses forces à celles de l'Allemagne, même si ses effectifs militaires sont moins importants. Pour la Russie, suivre les efforts des deux chefs de file de la Triplice est d'autant plus difficile que le rouble est attaqué par la spéculation qu'organisent les places financières de Berlin et Vienne, autre signe de la nervosité allemande.

Force est de constater que la volonté de la Russie de se doter de moyens militaires exceptionnels, comme de conclure une alliance avec la France, est inspirée par l'inquiétude, voire par la quasi-certitude que l'Allemagne se prépare à l'attaquer. À son retour de Berlin, en 1887, Alexandre III s'était dit convaincu des intentions pacifiques de la Triplice. Mais avec les années, et alerté par son état-major, l'empereur, tout en répétant ce propos, se montrait toujours plus anxieux. Il sait alors que l'Autriche brûle de provoquer une crise dans les Balkans et qu'elle entraînera dans le conflit son allié allemand. Il sait aussi la difficulté de défendre son Empire, le plus étendu territorialement du monde.

En définitive, Alexandre III voulut toujours préserver la paix[1] et conserver l'orientation proallemande de la dynastie. En même temps, constatant la puissance croissante de l'Allemagne, il dota son pays des moyens d'y faire face, en pratiquant une vigoureuse politique d'armement et en nouant l'alliance franco-russe. Mais il resta toujours attentif à ce que cette alliance n'affecte pas la relation russo-allemande, le secret exigé sur le contenu de la convention militaire et l'accord bipartite en témoigne. Alexandre III était attentif aussi à ce que la France n'attende pas de la Russie un engagement sur la question de l'Alsace-Lorraine. Enfin, un trait remarquable de sa politique est qu'à la différence de tous ses prédécesseurs depuis Pierre le Grand il ne chercha pas à étendre le territoire russe. Certes en Asie centrale il fut conduit à consolider les positions russes face à l'Angleterre, pour que soient respectées les clauses du protocole de 1884 sur le tracé des frontières avec l'Afghanistan. Mais son entourage, l'état-major avec les généraux Skobelev, Kouropatkine et Obroutchev, ainsi que certains intellectuels dont Katkov était alors le maître à penser, contestaient sa prudence. Tous plaidaient que la Russie devait progresser aux confins pour que l'Angleterre, craignant d'être menacée en Inde, lui soit conciliante en Europe. Alexandre III résista à ces pressions. En 1892, sa volonté de paix fut confortée par l'épidémie de choléra qui se propagea depuis ces confins agités vers le cœur de la Russie, et aussi par des difficultés financières. Witte, lorsqu'il devint ministre des Finances, dut faire imprimer des millions de roubles pour renflouer le Trésor public. Tout concourait donc à calmer les velléités expansionnistes des milieux militaires et nationalistes. Sans doute en 1892 un incident a-t-il éclaté au Pamir, mettant aux prises des détachements russes et les troupes de l'émir d'Afghanistan, et menacé l'accord frontalier de 1884. Mais Alexandre III refusa de laisser l'incident dégénérer en conflit. Les deux parties adverses – Russes et Anglais – tentèrent alors de gagner le soutien de la Chine à leurs positions en lui offrant de jouer le rôle de gardienne des cols du Pamir. Ce fut inutile, le conflit s'éteignait, la politique prudente d'Alexandre III l'emportait. « Ne pas étendre la tache d'huile russe », ne pas tenter d'élargir les possessions russes en direction de l'Afghanistan, avancer des propositions pacifiques lors de chaque incident ou provocation, telle fut en définitive la voie imposée par Alexandre III à ces bellicistes, et son grand succès.

L'empereur réussit même à apaiser les relations avec le Vatican, alors que la Russie s'était durablement opposée à lui à propos des uniates[2] et du catholicisme polonais. Le jubilé sacerdotal de Léon XIII, célébré en 1878, avait déjà permis à Alexandre II de se rapprocher de Rome. Il avait adressé alors un message chaleureux au souverain pontife. Celui-ci réagit en 1881 en publiant une encyclique consacrée aux deux grands saints du monde slave, Cyrille et Méthode. La voie était ouverte pour qu'Alexandre III nomme un représentant permanent auprès du Saint-Siège. Ce fut Izvolski, dont la désignation bouleversa les relations de la Russie avec le monde catholique qui la fascinait, mais que la question polonaise empoisonna toujours.

Grâce à cette inspiration pacifique, Alexandre III réussit à consolider le statut international de la Russie, redevenue grande puissance incontestée après le désastre de la guerre de Crimée. La volonté de préserver un équilibre européen est une constante de sa politique. Il a toujours voulu œuvrer pour la paix et, pour y atteindre, il chercha à équilibrer les forces opposées en Europe. Ce règne de paix favorisa l'épanouissement de la vie intellectuelle et artistique dans l'Empire russe. L'audience de cette vie de l'esprit dépasse alors, on l'a vu, les limites de l'empire pour s'étendre à l'Europe, facilitant les rapprochements politiques avec d'autres pays, la France en particulier.

Mais depuis 1892, la puissante nature d'Alexandre III laissait apparaître des signes d'épuisement. Lorsque le 10 octobre 1894 on apprit que le souverain était aux portes de la mort, l'émotion dans le monde témoigna de la popularité de l'homme de paix. Des prières publiques furent dites à Notre-Dame de Paris pour son rétablissement. De même, à Rome, le pape priait pour lui.

En France, à sa mort, les églises et les édifices publics sont drapés de deuil, les Chambres lèvent leur séance et les préfectures mettent leurs drapeaux en berne. On lit dans l'éditorial du *Temps* du 3 novembre 1894 : « S'inspirant d'une morale à la fois chrétienne et humaine, il a dédaigné les lauriers que l'on ramasse sur les champs de bataille. Il a voulu être l'empereur de la paix… ce qui lui a permis d'accroître le prestige de la Russie dans le monde. » Et le *Times*, pourtant souvent hostile à ce souverain, écrit : « La Russie et l'Europe perdent en lui un souverain envers lequel elles ont une lourde dette de reconnaissance. » Dette explicitée par le *Daily News* : « Une seule erreur d'Alexandre III aurait plongé l'Europe dans la plus colossale des guerres, c'est son honneur de ne pas l'avoir commise. » L'hommage le plus mitigé au souverain disparu fut celui de la presse allemande, signe de l'amertume provoquée outre-Rhin par l'alliance franco-russe.

Alexandre III lègue à son successeur un héritage international brillant et des atouts pour l'avenir, car la conjoncture économique internationale qui annonce une période d'expansion économique est favorable à la Russie. Le nouveau souverain saura-t-il profiter des leçons de sagesse de son père ? Et des perspectives qui s'ouvrent ? Nul n'imagine encore que ce n'est pas seulement l'avenir du successeur d'Alexandre III, mais celui de la dynastie et de la Russie qui se joue autour des réponses que celui-ci saura apporter à ces questions.

Notes

1. Anatole Leroy-Beaulieu le qualifie d'« ange de la Paix » dans *L'Empire des tsars et la Russie*.

2. L'Église uniate est née en 1596 lors du synode de Brest-Litovsk. C'est une Église grecque catholique dont les fidèles reconnaissent la primauté et l'autorité du pape, mais conservent le rite oriental, une hiérarchie séparée et les prêtres de cette Église se marient.

Chapitre XII

Nicolas II. Les années françaises

L'histoire est parfois marquée d'étranges coïncidences. Alexandre III disparu, la mort va emporter d'autres acteurs de la relation franco-russe et renouveler le personnel politique européen. En France, le président Sadi Carnot est assassiné ; en Russie, Giers, qui a si fidèlement accompagné la politique d'Alexandre III, disparaît en 1895. Enfin, le général de Boisdeffre, artisan passionné de la convention militaire, part en retraite.

Nicolas II doit, dans l'urgence, remplacer Giers. Son choix se porte sur une personnalité remarquable, le prince Alexis Lobanov-Rostovski, qui, durant son ambassade à Constantinople, avait acquis une connaissance approfondie des affaires internationales et surtout d'une partie du monde qui a toujours pesé sur la politique russe. Historien par goût, il avait une grande compréhension de tout ce que le passé avait imposé à la Russie. Il différait de Giers par sa vision de la France et de l'alliance conclue avec elle par Alexandre III. Giers avait toujours éprouvé de la méfiance à l'égard de la République française ; il n'était pas spontanément francophile et ne voyait l'alliance avec elle que comme un moyen d'éviter l'isolement de la Russie et de neutraliser le puissant et dangereux voisin allemand. L'alliance franco-russe n'était pas à ses yeux – comme à ceux de son souverain – un choix spontané mais une arme permettant de répondre aux problèmes posés par le voisinage avec un État ambitieux et toujours plus armé.

Au contraire de cette vision modeste et calculée de l'alliance avec la France, celle-ci était pour Lobanov-Rostovski le fruit d'une attirance réelle. Francophile convaincu, ce grand seigneur admirait et aimait l'allié républicain, en dépit de son système politique. Il aimait sa civilisation, son histoire et croyait qu'une parenté spirituelle unissait les deux pays. L'alliance n'était pas pour lui un simple moyen de contrer la puissance allemande, elle était un but, une chance, le moyen d'approfondir tout ce qui reliait les deux pays. Et il trouva en France un interlocuteur à sa mesure, Gabriel Hanotaux, qui comme lui rêvait de fonder le « concert européen » sur cette alliance.

Pragmatique, Lobanov-Rostovski pensait cependant qu'un certain nombre de problèmes devaient être réglés en collaborant avec l'Allemagne, voire en prenant appui sur elle. Cette conception ouverte de l'action diplomatique lui permit d'améliorer les relations avec Berlin et Vienne. Avec l'Angleterre, il était ferme, mais sans agressivité. Il s'attacha à apaiser le climat politique dans les Balkans, notamment en Bulgarie où il mit fin au conflit. Ses efforts furent surtout tournés vers Constantinople. Comme tous ses prédécesseurs, il savait combien était importante pour la Russie la liberté d'accès aux mers chaudes et donc la liberté de circuler dans les Détroits. Comme Nesselrode, il pensait que l'intérêt russe était de s'entendre avec le sultan, qu'il fallait lui confier l'autorité sur les Détroits au lieu de vouloir l'en éliminer. C'est pourquoi, alors que les Arméniens en appellent à toutes les Cours d'Europe contre les Turcs, Lobanov-Rostovski préfère défendre la thèse de l'intégrité de la Turquie en s'opposant à l'Angleterre.

Ayant ainsi renforcé la position de la Russie dans les Balkans et dans la mer Noire par une politique proturque, Lobanov-Rostovski put, comme une grande partie de l'élite russe, s'interroger sur une possible expansion vers l'Extrême-Orient. Il voulut accélérer la construction du Transsibérien et pousser à la colonisation paysanne de ces terres soudain rapprochées de la Russie par le progrès ferroviaire. Et il était soutenu par Witte, l'un des plus remarquables ministres des Finances que la Russie ait connu. À eux deux, ils ont donné en quelques mois, une assise à la présence russe en Asie. En arrachant la Mandchourie au Japon et en la rendant aux Chinois, ils obtinrent de Pékin en 1895 en échange la concession d'un chemin de fer reliant, à travers cette province, la Sibérie au Pacifique.

Nicolas II eut donc la chance d'avoir des débuts faciles grâce à ces deux ministres qui, partageant une même vision, surent étendre l'espace d'influence russe, sinon la terre russe, sans provoquer de troubles, donc sans menacer la paix. Le nouveau souverain s'est souvent plaint que son destin ait été celui d'un « tsar malchanceux ». Et n'avait-il pas raison puisque, dès 1896, au terme de dix-huit mois du ministère remarquable de Lobanov-Rostovski, la mort lui enleva ce collaborateur si actif et fidèle ? Pourtant selon des témoins, Nicolas II ne parut pas en être affecté. Son indifférence constatée alors par des tiers a certes pour explication une certaine légèreté du jeune empereur. Et peut-être la volonté de secouer la tutelle d'un ministre très compétent, mais qui laissait peu de place à ses initiatives, car Lobanov-Rostovski savait Nicolas II insuffisamment préparé au rôle qui était le sien et peu attiré par les difficiles questions de gouvernance.

Débarrassé de cette précieuse tutelle, qui l'incommodait, Nicolas II donna à Lobanov-Rostovski un successeur qui, loin de poursuivre son œuvre, va en défaire l'essentiel et affaiblir en peu de temps le prestige acquis jusque-là par la Russie. Le comte Mikhaïl Nikolaïevitch Mouraviev n'avait pas un caractère aussi résolu que ses deux prédécesseurs. Il était animé avant tout par un vif désir de complaire au souverain et avait peu d'idées personnelles sur la politique étrangère de la Russie. Or Nicolas II lui-même était assez dénué de vues propres en ce domaine. Il avait hérité de son père l'alliance franco-russe et il souhaitait naturellement poursuivre sa politique. Mais mal préparé à prendre lui-même des décisions, et secondé par un ministre médiocre, il ne saura pas toujours éviter les pièges. On le constatera dès ses débuts en 1896, lors de son voyage en France.

Ce voyage avait été attentivement organisé, et, à lire la presse russe et française, on constate l'importance que les deux pays y attachaient. Pourtant, Nicolas II n'avait pas un vrai désir de se rendre en France. Il l'avait avoué à la reine Victoria chez qui il s'était rendu à la veille de son séjour français. Il n'y avait consenti que sur l'insistance de ses ministres et parce que les circonstances plaidaient pour cette visite. La *semaine russe*, comme fut qualifié son voyage par la presse française, dura en réalité cinq jours de la fin septembre 1896. Journées combien denses, soigneusement préparées pour donner aux visiteurs impériaux une image de leur allié qui justifiât la volonté de fonder sur cette alliance une politique durable. Ce programme faisait écho à la visite de Pierre le Grand, mais était infiniment plus riche en événements officiels. Il avait été pensé et débattu par le ministre français Hanotaux et l'ambassadeur russe à Paris, le baron de Morenheim. La presse russe se fit l'écho de la satisfaction de l'empereur, qui avait donné son accord à tout ce qui lui était proposé. Cependant, on sut par la suite que les souverains « avaient demandé que leur soient épargnées des cérémonies trop longues et fatigantes, dès lors qu'elles n'étaient pas jugées utiles » ; la presse russe releva cette demande ; ses homologues français la turent.

Même allégé de cérémonies purement formelles, le programme restait impressionnant par tout ce qu'il présentait du pays hôte. Le premier jour, celui de l'arrivée du couple impérial, se déroulait à Cherbourg et était dédié à la marine si importante pour la défense des deux pays. Les souverains russes y arrivèrent escortés depuis Portsmouth par des vaisseaux anglais qui prirent congé de leur yacht, l'*Étoile polaire,* par une salve de vingt et un coups de canon. L'accueil français au yacht impérial fut marqué par cent un coups de canon, auquel il fut répondu de l'*Étoile polaire* sur laquelle flottait le drapeau français. Puis le vaisseau impérial prit place aux côtés du cuirassé *Marengo*, d'où Alexandre III avait écouté *La Marseillaise* lors de sa venue à Cronstadt. Le fil était ainsi relié entre les deux souverains russes, celui qui avait noué l'alliance avec la France

et celui qui venait en France la consacrer.

D'emblée, les observateurs, et ils étaient légion, constatèrent que Nicolas II fit une entorse au protocole, et combien remarquable. Accueilli à sa descente à terre par le président Félix Faure, qu'il salua et qui lui rendit son salut, il s'avança vers son hôte, lui serra la main, puis le prit dans ses bras. Ce geste inattendu souleva l'enthousiasme des Français qui, massés sur les quais, observaient la scène. Elle fut rapportée par la presse française, mais ignorée par les journaux russes. Dans l'arsenal de Cherbourg, les officiels français – présidents des deux Assemblées, président du Conseil des ministres – furent présentés au souverain avant qu'il se rendît à la revue des troupes de marine. Ici encore survint un incident, agréable à la France. L'impératrice, qui avait fait savoir à l'avance son souhait d'éviter cette cérémonie, changea inopinément d'opinion, déclarant que le moment était trop important pour être négligé. Un repas de soixante-quinze couverts offert dans l'arsenal marqua la fin d'une journée si mémorable. Le président français dit à l'empereur combien la marine française avait apprécié ses égards, rappelant que l'arrivée des souverains russes sous escorte de vaisseaux français rappelait l'attention que l'empereur défunt avait témoignée à la marine française à Cronstadt et à Toulon. D'emblée, le voyage de Nicolas II bénéficia de l'aura de son père. La réponse au discours de Nicolas II fut remarquée, surtout pour la qualité de la langue française qu'il parlait. Mais son propos, chaleureux certes, reconnaissant aussi, ne contenait aucune remarque de nature politique autre que le salut à une « nation amie ». Ceux qui scrutaient ces propos, espérant qu'ils préciseraient la nature des liens noués entre Pétersbourg et Paris, en furent déçus. Il faut rappeler ici que le contenu des échanges franco-russes de 1891-1894, leur nature même, relevaient encore du secret.

Le second jour du voyage était consacré à la capitale. Les souverains, installés dans l'ambassade de la rue de Grenelle, se rendirent dans la cathédrale russe qu'Alexandre II avait fait édifier au centre de la capitale, rue Daru, avant que l'empereur ne fût reçu à l'Élysée. À l'ambassade, l'impératrice avait convié, pour une entrevue privée, la veuve du président assassiné, Sadi Carnot. À l'Élysée, au même moment, l'empereur rencontrait le gouvernement et les membres des deux Assemblées, ainsi que certains anciens ministres. Nicolas II s'entretint particulièrement avec ceux qui avaient participé au développement des relations franco-russes. Il évoqua avec l'ancien ministre des Affaires étrangères, Alexandre Ribot, le début des pourparlers en 1891. Cela a été le « début de la grande alliance », dit le ministre à un souverain bienveillant mais peu enclin encore à rebondir sur ce propos. Puis vint la soirée de gala, couronnement de cette journée, et l'occasion pour la République de montrer que les fastes français pouvaient égaler ceux de l'empire, du moins la presse des deux pays en tira-t-elle la conclusion.

Au troisième jour, les souverains se rendirent à Notre-Dame, à la Monnaie et à l'Hôtel de Ville, et il y eut deux moments exceptionnels ensuite. La visite des souverains à l'Académie française où ils eurent le privilège réservé aux seules têtes couronnées d'assister à la séance hebdomadaire de la Compagnie. Pierre le Grand était arrivé alors que la séance était levée, Nicolas II, comme la reine Christine de Suède, eut la possibilité d'observer le travail de cette académie, dont s'inspira le grand tsar pour fonder l'Académie russe. Autre moment remarquable, la pose de la première pierre du pont qui sera édifié en l'honneur d'Alexandre III. Sans doute l'inauguration n'aura-t-elle lieu que quelques années plus tard, lors de l'Exposition universelle, mais, ici encore, le lien entre celui qui s'était engagé aux côtés de la France et son successeur était-il mis en lumière. « Le tsar a posé la première pierre non seulement de ce pont, mais il a posé les fondations de l'avenir, qui après une longue période sombre commence à s'éclairer », commente l'éditorial de *L'Intransigeant*, journal fort lu en ce temps. À la fin de la journée, ce fut au tour des souverains de recevoir leurs hôtes français à l'ambassade de la rue de Grenelle, où se pressèrent autour du président quarante-cinq représentants des plus hautes fonctions de l'État et de l'administration. Enfin, une soirée de théâtre chez les Comédiens-français conclut cette journée. L'impératrice qui était souvent épuisée et craignait les manifestations publiques donna tout ce temps l'image du bonheur, probablement pour saluer l'élégance et le charme de ses hôtes français. Toute trace de froideur ou de timidité – ses caractéristiques habituelles – semblait l'avoir quittée, la presse française le nota et le porta au crédit des relations franco-russes.

Jusqu'alors la capitale avait retenu les augustes visiteurs. Le jour suivant, après avoir visité le Louvre puis s'être rendus à Sèvres pour y voir la Manufacture de porcelaine, ce fut Versailles, sur les traces de Pierre le Grand. On y offrit aux souverains un dîner dans la galerie des Batailles et un spectacle parfait comme la France, plus que tout autre pays, savait les ordonner.

Le dernier jour était consacré à l'armée. À son arrivée, le souverain avait passé en revue la marine. Avant de quitter la France, c'est l'armée de terre qui l'appela au camp de Châlons. Mais avant cette dernière étape, il avait aussi pris le temps de saluer les glorieux défunts du pays qui l'accueillait avec une telle amitié. Et, aux Invalides d'abord, il s'était incliné devant le tombeau de Napoléon, l'ennemi vaincu, marquant par là que le passé conflictuel n'obérait plus les relations des deux pays. Et au Panthéon il avait voulu honorer le génie universel dont toute la Russie révérait et récitait l'œuvre et qui, très tôt, avait compris ce qui pouvait unir les deux pays : Victor Hugo.

Puis ce fut Châlons où il passa les troupes en revue. Il y fit au président français des adieux émus, allant comme il l'avait fait à son arrivée à Cherbourg jusqu'à bousculer une fois encore le protocole, ajoutant au serrement de main une étreinte des plus cordiales. Dans le discours qu'il prononça lors du repas d'adieu qui lui fut offert à Châlons et auquel assistaient quatre cents convives, répondant à Félix Faure qui avait évoqué « l'amitié indestructible de la France pour la Russie », Nicolas II dit : « Les deux pays sont liés par une amitié indestructible comme nos armées sont liées par un sentiment profond de fraternité d'armes. »

L'alliance et ses clauses secrètes n'étaient donc jamais évoquées. Plus encore, à l'issue de ces journées si denses, aucun texte final – aucune déclaration – ne fut signé alors que l'usage en prévalait. La presse constatait et commentait la chaleur croissante des interventions, mettait en lumière certaines expressions, mais restait sur sa faim s'agissant de la question lancinante des bases contractuelles, écrites, de l'alliance. *Le Matin* affirmera que la visite témoignait de manière éclatante de la réalité des textes, même si certains les mettaient en doute.

En définitive, le bilan qu'on faisait de ce voyage était très positif. *Le Journal des débats* rappelait les trois événements, la toile de fond du rapprochement franco-russe, l'accord de Francfort, le traité de Berlin et la Triplice qui avaient affaibli et isolé la Russie et l'avaient tournée vers la France. La réponse à ces défis avaient été l'alliance franco-russe, qui était une réalité, car elle contraignait ceux qui cherchaient à porter un coup mortel à la paix à la respecter. Et, pour la France, c'était aussi la réparation de l'humiliation subie en 1870, et l'assurance que la puissance allemande, hantise du dernier quart de siècle, pourrait être dominée.

Largement commenté en France, le voyage impérial avait aussi mobilisé l'attention des autres puissances européennes. En Autriche, on comparait amèrement la chaleur des propos tenus par l'empereur en France à sa froideur et à sa retenue lors de sa venue à Vienne. En Allemagne, le regard porté à ce voyage n'était pas moins marqué d'inquiétude. Certains commentateurs conclurent qu'une alliance militaire avait bel et bien été conclue entre les deux pays, en dépit du silence entourant cette question. Certains journaux tempéraient cette certitude en assurant que la Russie avait autant besoin de l'Allemagne que de la France et qu'elle ne sacrifierait pas ses liens avec Berlin, attachée qu'elle était depuis longtemps à une quête d'équilibre.

Après que les souverains furent revenus en Russie, des voix s'élevèrent toujours plus fort pour poser, comme Jaurès, la question cruciale : « L'accord existe-t-il ? » et Jaurès ajoutait : « Faure et Hanotaux ont-ils le droit d'engager seuls notre pays ? »

Imperturbables, les responsables russes s'en tenaient à une réponse ambiguë : « Aucun accord écrit ne peut remplacer la parole du monarque russe. » Mais la situation va évoluer avec la visite de retour qu'effectuera peu après en Russie le président français.

Initialement, le voyage de Félix Faure aurait dû avoir lieu au printemps 1897, ou mieux, en juin. Le président devait se rendre en Russie avec le ministre des Affaires étrangères et une escadre de la flotte française. Puis on apprit que le voyage était reporté au mois d'août. La raison de ce report n'était pas protocolaire, comme l'avait été l'annulation de la présence de Casimir-Perier aux funérailles d'Alexandre III, mais diplomatique. Apprenant qu'à la date fixée pour le voyage Guillaume II avait annoncé sa présence aux grandes manœuvres, qui devaient avoir lieu alors en Russie, on jugea préférable de différer. Une invitation fut adressée, à Paris par l'empereur le 22 juin ; Félix Faure la soumit à l'approbation du gouvernement et du Parlement. La Russie dégagea les crédits nécessaires à une réception digne de celle que la France avait offerte à Nicolas II et l'on commença à y débattre de son organisation. Premier sujet, l'accueil de l'escadre française qui devait partir de Dunkerque et être reçue à Cronstadt. En France aussi, les problèmes protocolaires agitaient les autorités. Ainsi, le président décida qu'ayant été décoré par l'empereur du prestigieux ordre de Saint-André, son cordon remplacerait celui de la Légion d'honneur, qu'il porterait seulement à la boutonnière.

En Russie, la volonté d'organiser pour le président français une réception à la hauteur de celle qu'avait reçue Nicolas II en France était renforcée par une sympathie réelle pour Félix Faure. Celui-ci avait visité la Russie trois décennies plus tôt et laissé à ses hôtes un souvenir heureux. Il y était venu quinze ans après la guerre de Crimée pour développer le commerce entre les deux pays, et il s'était plu alors à saluer les progrès économiques accomplis par la Russie. Il avait aussi déploré publiquement les destructions causées par la coalition, à Odessa notamment, ville liée au souvenir du duc de Richelieu. L'attention qu'il avait portée durant ce voyage à la capacité de rebond des Russes, la sympathie qu'il avait partout montrée aux hommes et aux institutions lui avaient gagné les cœurs. L'influente revue, *Novoe vremia*, brossait ainsi son portrait : « Il possède l'intelligence, la volonté et le cœur… c'est un magnifique type de Français, joyeux, réfléchi, actif, sûr de ses forces. » Ce portrait, largement repris par la presse à la veille du voyage présidentiel, témoignait de l'attente de ses hôtes et annonçait la chaleur de leur accueil. Autre trait montrant l'importance accordée au voyage présidentiel, l'arrivée en masse à Pétersbourg de journalistes et de photographes accourus de partout pour rendre compte de ce qui s'annonçait comme un grand événement international. Cette « couverture » médiatique était, il faut y insister, d'une ampleur exceptionnelle, contrastant avec les commentaires prudents de la presse étrangère au même moment. Ainsi le *Times*, à la veille du voyage, le réduisait-il à « une visite de courtoisie » répondant au voyage impérial à Paris. Mais en Russie, l'attente était grande et la volonté d'aller au-devant des souhaits de l'invité ne faisait pas de doute. On le vit dans les aménagements apportés au protocole. Il avait été prévu dans l'organisation initiale que l'empereur accueillerait Félix Faure à Peterhof. Mais le comte de Montebello intervint, rappelant à Mouraviev qu'en France le président avait salué l'empereur à Cherbourg, aussitôt que celui-ci était entré dans les eaux françaises. D'où le souhait d'un accueil semblable. Mouraviev acquiesça sans hésiter et le projet fut modifié. Lorsque, le 12 août, le *Porthuau* arriva à Cronstadt, les drapeaux français et *La Marseillaise* l'accueillirent tandis que l'*Alexandria* à bord duquel Nicolas II était venu de Peterhof se portait au-devant de lui. Les deux hommes se retrouvèrent comme l'année précédente, se saluant puis s'étreignant tels de vieux amis, sans souci du protocole. *Le Figaro*, toujours attentif à ces détails, écrit que « l'empereur a salué le président comme s'il était un empereur ou un roi, montrant par là la réalité de l'alliance qui unit les deux pays ». La suite des événements reproduisit, au cadre près, la visite parisienne. Le président français fut logé au palais de Peterhof où commencèrent les premiers entretiens, un repas privé réunit le président et la famille impériale, puis il y eut un grand dîner de cent soixante couverts. Le lendemain fut la journée de la capitale, avec la visite des monuments les plus fameux. Dans la cathédrale Saint-Pierre-Saint-Paul le président déposa une branche d'olivier en or sur le tombeau d'Alexandre III, l'homme de paix, puis l'on visita la maisonnette de Pierre le Grand. Ainsi les deux souverains qui avaient ouvert leur pays à la France étaient-ils placés au centre de ces célébrations. À la fin de cette journée, le président était l'hôte de la capitale, il reçut l'élite russe et ses compatriotes installés en Russie à l'ambassade. Tous les témoins, journalistes et mémorialistes ont relevé avec étonnement la spontanéité et la chaleur de l'accueil populaire fait au président français. Les quais de la Neva, les rues qui y conduisaient, toutes les places ne pouvaient suffire à accueillir une foule immense, curieuse de voir le président français, de l'acclamer, de manifester très bruyamment un enthousiasme qui dépassait – les articles de presse y insistent – tous les événements publics connus jusqu'alors.

Enfin, le 14 août fut consacré à l'armée que l'on passa en revue. L'ambassadeur de France avait demandé que le précédent de Guillaume II servît de modèle, mais cela ne pouvait être réalisé. Lors de la revue à laquelle l'empereur d'Allemagne avait assisté et qui avait imposé le report de la visite présidentielle, Guillaume II était à cheval, à la tête de son régiment dont il portait l'uniforme. Rien de semblable n'était possible pour Félix Faure qui assista au défilé debout, en frac, en compagnie de l'impératrice, tous deux dominant l'empereur qui saluait les régiments défilant devant eux. La journée s'acheva par des entretiens et un dîner. Le dernier jour, jour du départ, fut marqué par les honneurs rendus à l'escadre française et le déjeuner d'adieu sur le *Porthuau* qui donna lieu à un nouveau coup de canif dans le protocole si soigneusement réglé. Le déjeuner était prévu pour cinquante convives. Mais l'impératrice, qui ne devait pas y assister – on avait invoqué sa santé fragile – décida, une fois encore, que l'amitié avec la France supposait sa présence. Elle s'y rendit donc, accompagnée des jeunes grandes-duchesses. Tout fut réorganisé, repas, accueil et décor pour que soixante-quinze personnes puissent saluer le président français avant son départ. Les entorses protocolaires étaient toutes indicatives d'une même volonté : aller au-delà de l'organisation initiale pour témoigner de la force du lien qui unissait les deux pays. Ce fut compris ainsi des deux côtés. Mais l'essentiel restait, comme l'année précédente en France, la question de la nature exacte de ce lien.

Pour le comprendre, les propos de Nicolas II lors des toasts furent, comme toujours, scrutés. On attendait le souverain au palais de Peterhof. Il se contenta de dire que « le séjour du président français allait renforcer encore les liens d'amitié et de profonde sympathie qui unissent nos deux pays ». Rien ici qui ressemble à la reconnaissance d'une alliance formelle. Il en alla de même le lendemain, à Krasnoïe Selo, après la revue des troupes. Gabriel Hanotaux, qui s'entretenait avec les diplomates russes, trouva que les propos du tsar étaient trop froids. Mais comment y remédier ? À quel moment ? Il ne restait plus qu'une occasion, le repas d'adieu. Dès lors, la diplomatie prit le relais. Hanotaux prépara pour son président le toast final qui serait prononcé sur le *Porthuau*. Il y inclut de son propre chef la phrase si attendue « deux nations amies et alliées ». De son côté, Mouraviev avait accompli le même travail et le communiqua discrètement à Gabriel Hanotaux.

Tout était ainsi en place pour qu'enfin les deux chefs d'État précisent ce qui liait leurs pays, ou plutôt c'est ce qu'on attendait de celui qui tenait si fort à tenir secrète la nature de leurs liens. Nicolas II répondit enfin à l'attente de ses interlocuteurs et, au-delà, à celle des deux pays.

Après que Félix Faure eut remercié et salué ses hôtes, Nicolas lut d'une voix claire, en prononçant distinctement chaque mot, la phrase si longtemps attendue, si désirée saluant « l'alliance des deux puissances ». Alors que toute l'assistance savourait ce moment, l'empereur alla au-devant de son invité pour trinquer avec lui. Pour la France, c'était une victoire, l'alliance enfin proclamée. *Le Journal des débats* publia aussitôt ce commentaire : « L'alliance franco-russe a été annoncée hier officiellement au monde entier. Il fallait un mot, il a été prononcé. »

Ces deux voyages confirment en peu de temps une alliance qui va peser d'un poids considérable sur le paysage européen, et cela importe car ils eurent une portée historique exceptionnelle. Nicolas II, comme tous les souverains de son temps, n'avait pas ménagé les visites aux autres Cours. Partout, à Vienne, Berlin, Londres, ces voyages obéissaient à des règles et à un protocole bien connus : ils avaient pour fonction d'entretenir des relations entre monarques, ils étaient situés surtout à leur niveau et ne déplaçaient pas des foules énormes. C'est un souverain

et non un pays qui recevait un autre souverain, et le voyage servait simplement à conforter une situation établie. Les voyages franco-russes de la fin du XIXe siècle ont au contraire mobilisé des foules, associé la nation et celui qui la gouvernait, ils sont devenus des moments d'unité nationale. Ils ont aussi représenté des moments politiques fondateurs. Tous les tâtonnements de l'alliance franco-russe trouvent leur apogée avec la présence de Félix Faure en Russie et la reconnaissance, par le tsar, d'une alliance qui bouleverse le paysage européen et montre qu'un temps nouveau des rapports entre nations est advenu.

Pour autant, la politique va vite reprendre ses droits et l'alliance va être mise à l'épreuve du réel.

Chapitre XIII

L'alliance à l'épreuve du réel

Si la relation franco-russe fut un des aspects stables et réussis de la politique étrangère de Nicolas II à la fin du siècle, cette réussite est due en partie à l'élan que lui avait donné le prince Lobanov-Rostovski. Mouraviev resta fidèle à cette ligne et la volonté des responsables français de privilégier l'alliance contribua à la pérenniser. Mais Mouraviev n'était pas, on l'a dit, un ministre de la qualité de son prédécesseur. Il n'avait pas de vision et préférait ne pas mécontenter son souverain. De là s'ensuivit, durant les trois années où il dirigea le ministère, une politique moins cohérente, davantage tentée par l'aventure que par la continuité, et dont le résultat fut de compromettre en peu d'années le prestige dont jouissait la Russie dans le monde, depuis qu'elle s'était remise de la guerre de Crimée.

Incohérence d'abord, due aux comportements irréfléchis de Mouraviev qui contredisaient la ligne générale adoptée par la Russie. Lobanov-Rostovski et ceux qui avaient négocié avec la France l'accord politique et la convention avaient pris grand soin de préciser la position de la Russie. La Russie voulait aider la France, se rapprocher d'elle, tout en précisant que cela n'impliquait aucun soutien à une politique française de revanche. Mais à Paris, lors du voyage du souverain en 1896, Mouraviev laissa entendre le contraire, que la Russie apporterait son soutien à l'espoir français d'une revanche. Ensuite lors de chaque voyage impérial, le ministre avancera des propositions qui affecteront la crédibilité de la politique russe. C'est ainsi qu'à Berlin il lança l'idée de former une coalition dirigée contre l'Angleterre, démentant par là même la posture pacifique qui était au cœur du projet hérité d'Alexandre III. À Vienne, il ne fit pas mieux, multipliant des propositions propres à enflammer le continent. Il y déclara que la Russie reconnaissait les droits de l'Autriche sur la Bosnie et l'Herzégovine et même sur une partie du Sandjak de Novi Pazar. Ces propos si contraires aux vues prudentes de la Russie ne produisirent au demeurant aucun effet sur Vienne. Plus encore, alors que la Crète s'agite, il affirme tantôt que la Russie n'a qu'un objectif, garantir l'intégrité de l'Empire ottoman, tantôt il suggère que la Russie pourrait aider la Grèce à prendre le contrôle de la Crète pour régler le problème. Ces propos contradictoires, imprudents dans une région où la Russie fut toujours si attentive à donner l'image d'une puissance attachée aux équilibres existants et à la paix, ne pouvaient que déconcerter ceux qui étaient intéressés à ces dangereux conflits.

Mais c'est surtout en Extrême-Orient que le caractère influençable du souverain et un certain manque de compétence de Mouraviev poussèrent la Russie vers une aventure dangereuse. Mouraviev agit ici sous l'influence de l'Allemagne, qui sera elle-même incitée à intervenir dans la région par un incident, fâcheux mais mineur : l'assassinat de deux missionnaires allemands. Le Kaiser voulut venger leur mort et envoya des troupes dans la baie de Kiaotcheou. Mouraviev plaida auprès de Nicolas II que l'heure était venue pour la Russie d'agir dans cette région, la situation qui s'y était créée favorisant une initiative russe, c'est-à-dire l'occupation de Port-Arthur et Dairen. Pour Mouraviev, l'intégrité de la Chine importait peu, les puissances européennes pouvaient y intervenir à leur gré. Witte s'opposa à ce projet, rappelant à Nicolas II que deux années plus tôt il avait avec Lobanov-Rostovski empêché le Japon d'enlever la Mandchourie à la Chine et traité avec Pékin. L'empereur l'écouta, hésita, puis se laissa séduire par l'idée de Mouraviev. Certes, l'Extrême-Orient était loin, mais la Russie progressait dans cette direction grâce à la colonisation et au Transsibérien. Le tsar pensa que grâce à l'éloignement, l'aventure serait peu risquée. De surcroît, comment pouvait-il oublier le traumatisme subi dans sa jeunesse lors de son voyage dans ces terres lointaines, lorsqu'un Japonais lui avait porté un coup de sabre sur le crâne ? Ses sentiments à l'égard des peuples d'Asie étaient depuis lors fort hostiles. Même si le coupable de ce mauvais coup était un Japonais, l'idée d'une expédition contre la Chine le séduisit. Ayant obtenu l'accord du tsar, Mouraviev lança son pays dans l'aventure extrême-orientale sans y avoir le moins du monde préparé les esprits, ni pris les contacts diplomatiques nécessaires. Au surplus, ses sympathies proallemandes l'encourageaient à accompagner les représailles décidées à Berlin.

Une escadre russe fut envoyée à Port-Arthur où elle arriva en décembre 1897. La Chine n'est pas alors en mesure de résister aux pressions multiples qui s'exercent sur elle. La Russie mit en demeure l'impératrice de lui donner une concession permanente à Port-Arthur et à Dairen déjà occupés par la flotte russe. Elle dut céder à ces exigences, accepter aussi qu'une voie ferrée relie les deux baies à la partie mandchoue du Transsibérien, et enfin reconnaître à la Russie le droit d'envoyer des instructeurs militaires dans le nord de la Chine. Le bilan de l'opération était certes brillant, et Mouraviev ne se priva pas de proclamer *urbi et orbi* l'importance des acquis russes dans la région. La Mandchourie et le Turkestan chinois sont désormais entrés, clame-t-il, dans la sphère d'action exclusive de la Russie, nulle autre influence étrangère n'y aura place. Mouraviev n'avait pas compté avec les réactions de l'Angleterre. Avant même que la Chine ait répondu aux exigences russes, Salisbury avait chargé l'ambassadeur anglais de proposer à la Russie une coopération entre les deux pays. Mouraviev se désintéressa de la proposition, se contentant d'y répondre par des propos dilatoires. La transformation, après l'accord chinois, de Port-Arthur en base russe coupa court à ce dialogue. Le contentieux anglo-russe déjà lourd au Moyen-Orient et aux portes de l'Afghanistan, en fut aggravé. L'Angleterre n'était pas seule à s'indigner. Le Japon aussi réagit avec violence. Dans un premier temps, alors qu'il était ému des visées russes sur la Corée, le Japon avait proposé à Pétersbourg un compromis, un partage de la région en zones d'influence. Que la Russie contrôle la Mandchourie, tandis que la Corée resterait dans l'orbite japonaise. Pétersbourg fit la sourde oreille et continua d'avancer ses pions. Le Japon allait attendre son heure.

Encore quelques années, et la Russie devra payer le prix des imprudences de Mouraviev. La France, son alliée, s'était contentée de manifester poliment son étonnement de ne pas avoir été informée. Quant à l'Allemagne, elle triomphait. L'engagement russe en Extrême-Orient éloignait ce rival du terrain européen, ce qui était le vœu constant de la politique de Berlin. Encore quelques années et Guillaume II développera ce thème en se posant en « amiral de l'Atlantique » face au cousin russe qu'il baptisait « amiral du Pacifique ». Nicolas II n'avait pas compris que le projet allemand était de le détourner de l'Europe, et Mouraviev sera jusqu'à un certain point l'agent inconscient de la politique allemande.

Toujours aussi inconséquent et sûr de lui, Mouraviev imagina ensuite de proposer, au nom de la Russie, une conférence internationale de la paix et de réduction des armements. Après l'équipée chinoise et les remous qu'elle avait suscités, la proposition de Mouraviev ne pouvait guère rencontrer d'enthousiasme. L'homme était discrédité par sa versatilité et ses méthodes guère diplomatiques. Il est peu étonnant que la conférence qui se réunit à La Haye en juin 1899 sous la présidence d'un Russe, M. de Staël, n'eut qu'un faible écho et n'obtint aucun résultat. Le problème du désarmement qui, en cette fin de siècle, était devenu crucial fut purement et simplement écarté de l'ordre du jour, et la conférence se conclut par un texte vague, recommandant un règlement pacifique des conflits internationaux.

Au même moment, la révolte des Boxers éclatait en Chine. Ce pays n'acceptait plus l'arrogance des États européens. Mouraviev mourut au moment même où cette révolte condamnait son action, et Nicolas II put enfin choisir un ministre plus digne de la fonction. Il manifesta, il faut le souligner, peu de compassion pour le collaborateur disparu même s'il n'avait jamais désavoué ses initiatives. Cette mort fut une chance pour la Russie, car Nicolas II put revenir à une tradition bien établie, celle des diplomates préparés pour leur rôle.

Son choix se fixa sur le comte Vladimir Lamsdorff qui avait été très proche de Nicolas de Giers et était un diplomate aguerri et compétent. Il avait

gravi tous les échelons de la chancellerie et était prêt à affronter une situation internationale dégradée. Comme Giers, il n'était pas vraiment francophile, mais plutôt enclin à considérer que l'alliance avec l'Allemagne était la plus souhaitable pour la Russie. Il comprit progressivement combien importait l'alliance avec la France, tout en s'attachant à conserver des relations d'équilibre avec Berlin et Londres. À cela s'ajoute que lorsque Lamsdorff prend en charge la chancellerie, la politique étrangère est toujours davantage le domaine du souverain, du moins celui-ci veut-il en avoir la maîtrise. Or Nicolas II manquait souvent de l'expérience et du jugement nécessaire pour décider, tandis que son ministre, pour sa part, en dépit de ses qualités, n'avait pas le caractère nécessaire pour lui résister lorsqu'il le fallait. Et il fut toujours trop désireux de complaire au souverain. Or la politique étrangère de Nicolas II était caractérisée par des initiatives souvent malheureuses et intempestives.

Ainsi le début du siècle et le ministère Lamsdorff furent-ils marqués par un activisme russe en Extrême-Orient qui prépare la catastrophe future. La guerre des Boxers est utilisée alors par la Russie pour progresser dans la région. Sous prétexte d'aider la Chine, Nicolas II décida d'envoyer des troupes en Mandchourie. Des aventuriers russes s'étant à la même période avancés dans la région du Yalou, il déclara qu'il devait les protéger et se tourna aussi vers la Corée. Ces initiatives provoquèrent l'indignation conjuguée de l'Angleterre et du Japon qui signèrent, en 1902, un traité garantissant au second une aide britannique dans le cas d'un conflit avec la Russie. Un grand débat eut lieu à Pétersbourg sur la politique à mener en Extrême-Orient. D'un côté, Witte et Lamsdorff plaidaient pour la prudence et l'abandon des ambitions en Corée. Mais face à eux, un groupe très agressif soutenait que la poursuite du projet coréen pouvait apporter à la Russie de vrais bénéfices intérieurs et extérieurs. L'initiative russe provoquerait une guerre locale limitée, ce qui aurait l'avantage d'apaiser les oppositions intérieures et de détourner les « agités » de leurs revendications. Ce serait, selon l'expression chère au ministre de l'Intérieur Plehve, « une bonne petite guerre ». Nicolas II, exaspéré par les oppositions intérieures montantes, penchait vers ce groupe et négligeait les tentatives conciliatrices du Japon. À l'été 1903, Witte abandonna ses fonctions et le camp de la paix en fut très affaibli.

Delcassé, qui observait avec inquiétude la voie où s'engageait l'allié russe, proposa en 1904 sa médiation, sans résultat. Nicolas II est convaincu alors qu'il va triompher sans mal des Japonais qu'il méprise et sous-estime. La conséquence de son aveuglement sera une *vraie* guerre et la destruction de la flotte russe à Port-Arthur en janvier 1905. Une semaine plus tôt, le souverain russe avait fait son miel d'un message de son cousin Willy : « Tout homme censé doit reconnaître que la Corée doit être et sera russe. » Le désastre de la guerre russo-japonaise aura pour point d'orgue l'anéantissement de la flotte de la Baltique, venue au secours des combattants, à Tsushima le 15 mai. La défaite russe va s'accompagner d'un tremblement de terre à l'intérieur du pays. « La bonne petite guerre » destinée, pensaient ses partisans, à apaiser le climat intérieur, loin d'y réussir aura contribué à l'explosion intérieure, qui additionne la crise politique, la révolution à Pétersbourg en 1905, et des troubles aux confins nationaux. Toute la Russie est alors soulevée contre son souverain qui devra composer avec elle, et accorder par le manifeste d'octobre la promesse d'un système constitutionnel.

Ces événements ont ébranlé la monarchie et effrayé toutes les puissances européennes. L'équilibre du continent n'en serait-il pas compromis ? De tous côtés on appelle la Russie à traiter. Le Japon, qui a lui aussi payé un prix très lourd à la guerre, sait que la Russie a perdu la Corée, peut-être même la Mandchourie, qu'elle n'est plus une menace en Extrême-Orient, il est alors prêt à négocier. La conférence de Portsmouth, organisée par le président Roosevelt en août 1905, va mettre fin à la guerre. Et l'homme qui évitera à la Russie une humiliation totale sera Witte, rappelé par Nicolas II pour conduire cette négociation. Sa position était difficile, intenable même, mais le mandat du tsar était formel, il pouvait éventuellement abandonner des terres – ce n'étaient pas des terres russes – mais il ne devait pas accepter de payer des indemnités. Et Witte remplira brillamment ce contrat. Les Japonais tenaient les indemnités pour un préalable non négociable, Witte réussit à les convaincre qu'il n'y aurait pas de négociation s'ils n'y renonçaient pas, et il l'emporta. Mais la Russie y perdit Port-Arthur, Dairen, ses territoires en Mandchourie et le sud de Sakhaline.

Witte rentra en Russie en triomphateur, le tsar le fit comte, alors que les négociateurs japonais étaient hués dans leur pays. Grâce à Witte, l'aventure asiatique avait pris fin, et le temps d'une réévaluation politique était venu. Mais à ce bilan s'ajoute que cet aventurisme avait aussi provoqué un conflit avec l'Angleterre. La flotte russe avait en 1904 ouvert le feu sur des vaisseaux anglais qu'elle avait confondus avec des vaisseaux japonais. Londres réagit, une commission d'enquête internationale s'en mêla, la Russie fut condamnée à indemniser l'Angleterre. Autre humiliation.

Nicolas II supporta particulièrement mal cette dernière mortification, s'indignant que l'Angleterre ait exploité ce qu'il désignait par « simple incident ». Guillaume II l'entretint dans cette rancune, insistant sur l'hostilité constante de l'Angleterre envers la Russie. Du coup, Nicolas II rêva, et cela sans mettre son ministre dans la confidence, d'une triple alliance dirigée contre l'Angleterre, où l'Allemagne rejoindrait le couple franco-russe.

Jusqu'alors l'alliance franco-russe avait bien résisté. En 1900, l'Exposition universelle avait donné à la Russie l'occasion de montrer comment, encore modestement représentée à Paris lors de l'exposition de 1889, elle était devenue une puissance industrielle moderne. Witte avait conçu la présence russe à Paris comme un véritable outil de propagande, destiné à rassurer l'allié français et à attirer les amateurs d'emprunts. C'est un Far West, un lieu de puissance et d'enrichissement que la Russie entendait montrer. Et tout contribua à rehausser son prestige en France. Après l'ouverture officielle de l'Exposition, le président Loubet avait retrouvé au pied du pont Alexandre-III, dont Nicolas II avait posé la première pierre en 1896, l'ambassadeur de Russie, et ils avaient ouvert ensemble la voie à la navigation sous le pont. Ce qui ajouta à l'éclat de la présence russe, dont les très nombreux exposants furent salués par d'innombrables prix. Le pari de Witte était gagné et l'alliance franco-russe était illuminée par ce que l'on appellera « l'exposition du siècle ».

En 1902, la visite du président Loubet en Russie, qui connut un grand succès, contribua encore à encourager les épargnants français à se précipiter sur les titres d'emprunt de l'État russe. Cette ruée vers les rendements élevés promis fut facilitée par une adroite propagande, assortie d'arguments financiers. L'un des plus notoires agents d'influence du gouvernement russe était alors un personnage fort douteux, Ilia Fadeïevitch Cyon, qui se faisait appeler Élie de Cyon et qui servit d'abord de rabatteur d'emprunts à Vychnegradski. Celui-ci avait lancé en 1888 le premier emprunt sur le marché français, et Cyon fut chargé de séduire par des pots-de-vin ceux qu'on tenait pour des faiseurs d'opinion, surtout des journalistes, afin qu'ils en fissent la promotion. Mais il déclencha un scandale en accusant le ministre russe d'avoir exigé d'importantes commissions de la banque Rothschild avec laquelle il négociait un des premiers emprunts. Vychnegradski fut remplacé par Witte, qui ne voulut pas d'Élie de Cyon pour émissaire du ministre. Celui-ci continuera à multiplier les révélations sur la corruption née de ces emprunts, dénonçant pêle-mêle des journalistes et des politiques. Par chance pour la Russie, son rôle sera repris beaucoup plus honorablement par le président de l'agence parisienne de la banque russo-asiatique Raffalovitch, à qui Witte confiera le soin de distribuer des fonds à des personnalités supposées influentes pour encourager une opinion favorable à la Russie.

Au chapitre de l'opinion en France, qui, on le constate dès les premières années du siècle, manifeste un intérêt réel pour la politique de modernisation de Witte et devient plus attentive à la Russie, il faut s'arrêter au rôle joué par Juliette Adam et son salon. Journaliste et écrivain, Juliette Adam, qui fut centenaire (1836-1936), se passionna très tôt pour la Russie. Proche de Gambetta, elle l'informait de l'état de la Russie, de sa vie politique, de ses projets et de l'intérêt de l'alliance avec ce pays, même si ses convictions républicaines ne l'incitaient pas à applaudir le système politique russe. Mais, ayant dès les années 1870 observé l'Allemagne, elle en avait conclu que face à cette puissance, seule la

Russie pouvait contribuer à assurer la sécurité de la France, et elle le répétait sans cesse à Gambetta, puis à Freyssinet. Pour porter ses idées, elle fonda une revue bimensuelle, *La Nouvelle Revue*, qui propageait de manière efficace l'alliance franco-russe. Et son salon, l'un des plus fréquentés par les politiques français, y contribuera aussi. Proche d'Eugène Melchior de Vogüé, qui la guida durant son voyage en Russie en 1882, proche aussi d'Anatole Leroy-Beaulieu et d'Émile de Girardin, Juliette Adam aura été, dans la période où se négocie l'alliance, l'une des inspiratrices les plus constantes de ce projet. Passionnément attachée au rapprochement franco-russe, elle menait campagne contre Witte, l'accusant de chercher à renouer les liens russo-allemands afin que l'Allemagne investisse dans le développement russe, et que le tout aboutisse à une triple entente russo-germano-française, le rêve de Nicolas II !

En 1904, Nicolas II allait donner un bref moment raison à ces prédictions pessimistes. À Pétersbourg, l'idée d'une alliance défensive des trois pays avait été en effet agitée, dans la perspective d'un affaiblissement du Japon, mais aucun des projets confus élaborés dans cette période d'incertitude n'annonçait celui que Guillaume proposera à son cousin dans la baie de Björkö en juillet 1905. Guillaume II avait convié Nicolas II à venir le rejoindre à Björkö en simple visiteur, n'évoquant aucune discussion d'État. Mais après que les yachts impériaux eurent jeté l'ancre, que les deux cousins se furent retrouvés et eurent échangé quelques propos de bienvenue, Guillaume II présenta à Nicolas II un projet d'alliance inattendu, très élaboré dont il n'avait jamais été question jusqu'alors. Une clause de ce texte eût dû d'emblée alerter le souverain russe et le dissuader de le signer. Elle concernait la France, l'alliée de la Russie, et précisait qu'elle ne devrait être informée qu'*après coup* de l'alliance conclue à Björkö ; qu'il ne lui serait proposé qu'à ce moment de s'y joindre éventuellement. Inconscient du gouffre ouvert sous ses pieds, Nicolas II signa sans hésiter le texte qui lui avait été soumis. Il était alors dans un état de félicité peu compréhensible, heureux, certes, que l'affaire d'Extrême-Orient soit derrière lui, que Witte ait su négocier si habilement, et convaincu que la Russie sortant presque indemne de l'épreuve pouvait songer à de nouvelles actions dans l'espace européen. Mais, rentré à Pétersbourg, il dut prendre la mesure du désastre. Au demeurant, l'allié allemand lui-même était déjà incertain de l'intérêt de cet accord. Le chancelier von Bülow, convaincu qu'il ne présentait aucun avantage pour l'Allemagne, menaça l'empereur de démissionner s'il n'y renonçait pas. Et en Russie le scandale fut considérable. Lamsdorff et Witte s'unirent pour convaincre le souverain que ce texte était une véritable trahison à l'égard de la France. Non seulement, lui dirent-ils, elle ne se joindrait pas au pitoyable groupe russo-allemand, mais l'alliance franco-russe en serait durablement ébranlée. La Russie allait, pour finir, se retrouver seule en compagnie de l'Allemagne, conclusion qui n'agréait pas à Nicolas II. Il essaya de se sortir de ce faux pas en bombardant de télégrammes « son cher cousin », insistant sur l'inconnue de la réaction française. « À Björkö, je n'avais pas sur moi les documents signés par mon père qui définissent clairement les principes de notre alliance avec la France… Je crois que le traité de Björkö ne pourra vivre tant que nous ne savons pas ce que la France en pense. » Guillaume II insista, essayant de convaincre Nicolas II que les deux alliances n'étaient pas en contradiction. Mais ses arguments laissaient entrevoir des arrière-pensées hostiles à la France et son désir de miner l'alliance franco-russe. « Les obligations de la Russie à l'égard de la France ne peuvent avoir d'importance que dans la mesure où elle [la France] mérite que tu t'en acquittes envers elle. Ton alliée t'a manifestement laissé sans secours durant toute la guerre avec le Japon », écrit-il à son cousin le 29 septembre 1905. Et Guillaume II n'hésita pas à recourir, pour impressionner son correspondant, à des arguments relevant plus des engagements spirituels que de la diplomatie : « Nous avons apposé nos signatures en bas de cet accord *devant Dieu* qui a entendu nos serments. Le traité signé par nous est un moyen de marcher droit sans tenir compte de l'alliance franco-russe. Ce qui est signé reste signé et Dieu est notre témoin. »

Le très pieux Nicolas II ne fut pourtant pas dupe, il comprit, tardivement certes, qu'il avait été joué par Guillaume II et refusa de ratifier l'accord. Les relations russo-allemandes en furent altérées. Dès lors que sa méfiance envers l'Allemagne était en éveil, le souverain était disposé à écouter d'autres propositions. Elles vinrent de l'Angleterre où la rencontre de Björkö avait aussi jeté le trouble.

Avec cet épisode, qui eût pu être si néfaste à l'alliance franco-russe, on allait entrer dans un nouveau temps de la politique russe et des équilibres européens.

La politique étrangère russe va changer alors de responsable. À la veille de Björkö, Lamsdorff commençait à s'éloigner du souverain. Il l'aida à sortir du piège, puis il quitta son poste et s'éteignit peu après en Italie. Son successeur, Alexandre Izvolski, un nom russe, phénomène pas si fréquent dans la politique russe, était précédé d'une réputation remarquable. Il arrivait au Pont-au-Chantre (où se situait la chancellerie) avec une vision précise de la ligne que devait adopter la Russie. Farouche partisan de l'alliance franco-russe, qui était pour lui la clé de la sécurité russe et de la capacité du pays à s'opposer à la volonté de puissance allemande, il pensait nécessaire d'ouvrir cette alliance à l'Angleterre et de l'élargir à un accord avec le Japon. L'alliance avec la seule France ne suffisait plus, car au début du XXe siècle ce pays, comme la Russie, était en proie à des problèmes dans son Empire. Pour élargir les alliances, il fallait, disait-il, abandonner les projets aventureux et modifier les comportements.

La réconciliation avec le Japon était aisée. Ce pays était sorti de la guerre en conquérant des territoires, donc disposé à renouer des relations paisibles avec l'adversaire vaincu. Le 10 juillet 1907, Izvolski signait avec l'ambassadeur du Japon, Motono, un accord de statu quo ouvrant la voie à une véritable alliance qui sera conclue trois ans plus tard.

Combien plus difficile fut le dialogue avec l'Angleterre ! Les opinions publiques des deux pays n'étaient guère enclines à surmonter les préjugés nourris de longue date contre une éventuelle alliance. Nicolas II avait des souvenirs qui lui rendaient l'idée du rapprochement haïssable. De son côté, le gouvernement anglais, tout en étant favorable à un tel tournant, campait sur un préalable, voulait avant tout préserver la position anglaise dans les Indes, et la Russie, à cet égard, lui inspirait peu confiance.

Un pas avait été franchi par Londres trois ans plus tôt en direction de la France. Ici encore, rien n'avait été simple. Les rivalités coloniales séparaient Londres et Paris. Mais Théophile Delcassé, qui dirige au début du siècle la diplomatie française, est convaincu que le danger pour la France, pour l'Europe aussi, est l'Allemagne dont la puissance doit être contenue. La France dispose certes d'assurances du côté russe, mais le péril allemand n'a cessé de grandir et Delcassé sait devoir traiter avec Londres. Il a déjà réussi à porter un coup à la Triplice en signant le 10 juillet 1902 un accord secret avec l'Italie. Le rapprochement avec l'Angleterre sera le couronnement de ce projet. Le 8 avril 1904, l'Entente cordiale naît. Elle repose sur un accord véritable, la reconnaissance réciproque de zones d'influence. Le Maroc à la France, l'Égypte à l'Angleterre. Si Delcassé a pu traiter avec l'Angleterre, c'est qu'elle craint alors que l'expansionnisme allemand utilise les voies de l'économie pour progresser. Et le projet cher au Kaiser du Bagdadbahn, voie ferrée reliant Berlin à Bagdad, menace les intérêts anglais en Mésopotamie, voire en Inde. L'alliance avec la France venait donc à son heure, elle se heurtait cependant à une difficulté, l'hostilité régnant entre Pétersbourg et Londres, même si elle semblait peu à peu se réduire. Les Anglais ne pouvaient oublier que la Russie s'était enthousiasmée pour les Boers et que nombre de jeunes Russes de l'aristocratie étaient partis combattre les « colonialistes » de Sa Gracieuse Majesté avec son approbation. En 1902, c'est au tour de la Russie de s'émouvoir de l'alliance anglo-japonaise et des incidents qui ont jalonné le parcours de la flotte de la Baltique vers l'Extrême-Orient. Pour les Russes, le désastre subi est dû en partie à l'hostilité anglaise. Lors de la rencontre de Björkö, Guillaume II aura beau jeu de ranimer ces souvenirs amers pour dresser « l'amiral du Pacifique » contre l'ennemi anglais. À l'heure où il conclut l'Entente cordiale, Théophile Delcassé peut s'inquiéter du climat d'hostilité qui caractérise encore la relation anglo-russe.

Cette relation va changer car le paysage européen change très vite. La défaite russe au Japon convainc Londres que la Russie n'a plus les

moyens d'action qu'on lui prêtait. Son prestige atteint, sa flotte détruite, elle est moins menaçante pour les intérêts anglais. Et alors même que Londres constate l'affaiblissement russe, une autre réalité s'impose à son attention. L'Allemagne est engagée dans un effort extraordinaire de développement de sa puissance navale, ce qui pour l'Angleterre est un défi insupportable. L'ennemi est donc l'Allemagne, mieux vaut pour arrêter son ambition se reposer aussi sur la Russie. Dans les deux capitales, Londres et Pétersbourg, le constat est le même, l'heure est venue d'oublier les contentieux et de donner un contenu réel aux alliances dirigées contre l'Allemagne. Londres reconnaît l'inutilité de mener deux politiques d'alliances contraires. On ne peut être avec la France et contre la Russie sans vider l'alliance franco-anglaise de son efficacité.

À Pétersbourg, on exprime la même idée en termes différents, mais la conclusion est identique : « L'alliance française dépend de nos relations avec l'Angleterre. » L'accord anglo-russe sera le fruit de ces réflexions. Il est signé le 31 août 1907 et porte sur la définition des zones d'influence en Asie. La Perse est divisée en trois zones : au nord la Russie, au sud-est l'Angleterre et entre les deux, le centre, avec Téhéran, constitue une zone neutre que les parties contractantes s'engagent à respecter. La Russie accepte que l'Afghanistan appartienne à la zone d'influence de l'Angleterre, ce qui met fin à une longue rivalité autour de ce pays. Enfin Londres et Pétersbourg reconnaissent et entendent garantir l'indépendance du Tibet que les troupes anglaises s'engagent à évacuer. Cet accord, la réconciliation si difficile, autant de pas vers la Triple-Entente. En juin 1908, la rencontre de Nicolas II et d'Edouard VII à Reval, l'intimité qui règne entre les deux souverains confirment au monde la réalité du rapprochement entre les deux pays. La Triple-Entente est devenue une donnée de la vie internationale.

Pourtant, tout n'a pas été simple dans cette négociation, qui devait aboutir à former un solide bloc antiallemand. Izvolski, négociateur remarquable, tenait aussi – sans le dire – à ménager l'Allemagne. On le vit dans la retenue qu'il observa sur la question de l'accès au golfe Persique. Les Anglais, attachés à conclure l'accord, étaient disposés à débattre de l'accès de la flotte commerciale russe au golfe Persique, mais Izvolski s'abstint de le demander car il ne voulut pas inquiéter les Allemands intéressés eux aussi par cette région où devait aboutir le Bagdadbahn. En négociant avec l'Angleterre, Izvolski avait voulu limiter le débat à l'Asie et éviter de soutenir un projet antiallemand. Même s'il était convaincu, en arrivant au ministère, de la nécessité d'élargir à l'Angleterre l'alliance franco-russe, Izvolski était dominé par le souci de ne pas aliéner définitivement l'Allemagne à la Russie. En son for, il n'était pas hostile à ce pays. Mais pour l'Allemagne, les prudences d'Izvolski n'avaient plus d'intérêt. L'Allemagne considère alors que la Russie, alliée de la France depuis la dernière décennie du XIXe siècle, réconciliée avec l'Angleterre et le Japon, est entrée dans le cercle de ses ennemis.

Par ailleurs, Izvolski pensa que le problème des alliances étant résolu, la Russie devait en profiter pour manifester son prestige et revendiquer ses droits traditionnels. Une fois encore, les questions de la navigation dans les Détroits et de l'accès à la Méditerranée vinrent brouiller les cartes. La précipitation qu'Izvolski mit à réclamer le respect des droits russes est difficile à comprendre, alors même que l'accord conclu avec l'Angleterre laissait entendre qu'elle ne s'opposerait pas à la Russie si celle-ci avait besoin d'envoyer une escadre en Méditerranée. Pour l'heure, cette nécessité n'existait pas et le statu quo garantissait la paix. Or Izvolski décida de bousculer le statu quo. Il s'ouvrit de son projet à Vienne. Poussée par l'Allemagne, la diplomatie autrichienne profita de l'occasion pour exiger, en échange d'un soutien à Izvolski, une part des Balkans, c'est-à-dire la Bosnie et l'Herzégovine. Le soulèvement des Jeunes-Turcs lui fournit alors des arguments. Izvolski proposa d'en discuter conjointement avec la question des Détroits, les deux parties se réunirent le 16 septembre 1908 à Buchlau et arrivèrent en principe à un accord. En réalité, Izvolski s'était laissé duper par ses interlocuteurs encouragés par le soutien allemand. Un mois après l'entrevue de Buchlau, Vienne annexa purement et simplement les deux provinces, laissant aux Russes effarés le soin de régler leurs propres affaires comme ils l'entendaient. Izvolski avait cru comprendre à Buchlau que l'accord conclu serait soumis à un congrès européen, il n'en fut rien. Il chercha des appuis à Paris, à Londres et à Berlin ; partout il fut repoussé. La négociation, sur laquelle il ne s'était pas accordé au préalable avec ses alliés, permit à ceux-ci de se désolidariser de la cause russe. Quant à l'Allemagne, il y rencontra un accueil glacial. Izvolski tenta d'obtenir un accord à son idée première, la convocation d'une grande conférence internationale qui examinerait les annexions et leur donnerait une sanction légale. Nul ne voulut appuyer cette proposition, tardive au demeurant, car la Turquie avait déjà acquiescé au coup de force autrichien. Seule la Serbie protesta. Izvolski se voudra son défenseur et la Russie va ainsi s'enliser dans les conflits balkaniques. De plus, Vienne soutient alors Ferdinand de Bulgarie, qui se proclame tsar et souverain d'un pays indépendant dont la Turquie reconnaît l'indépendance. La Russie a perdu sur tous les tableaux.

Chapitre XIV

La course à l'abîme

Le paysage européen est en cette fin de décennie très troublé. Deux blocs puissants se font face, la Triple-Entente et la Triplice, et autour de ces blocs des conflits limités – la crise d'Agadir en 1911, les crises balkaniques – troublent les alliances, sans dégénérer réellement. Durant la crise d'Agadir où l'Allemagne voulut répondre à l'expansion française au Maroc, Caillaux dut négocier durement avec Berlin, obtenant la reconnaissance du protectorat français sur le Maroc en échange d'une partie du Congo. Il fut accusé par son opinion publique d'être trop conciliant. La Russie se tint alors à l'écart de la crise sans manifester à la France le moindre soutien. Réponse russe à l'isolement d'Izvolski dans la crise balkanique de l'année précédente ! L'alliance franco-russe montra dans ces événements quelques faiblesses. L'Allemagne voulut en tirer profit pour ébranler ce bloc, essayant de détacher la Russie de ses alliés. Le 19 août 1911, Nicolas II et Guillaume II se rencontrent à Potsdam et concluent un accord sur la Perse, de quoi inquiéter l'allié anglais, d'autant que l'Allemagne, pour brouiller encore plus les cartes, s'engage à limiter ses initiatives commerciales en Perse et y reconnaît les intérêts privilégiés de la Russie.

Ces complications qui pèsent sur les alliances ont eu cependant pour contrepartie des événements qui consolideront la Triple-Entente. À l'été 1909, le tsar vient à Cherbourg puis à Cowes affirmer la pérennité des liens unissant la Russie à la France et à l'Angleterre. Et, en octobre, il rencontre à Racconigi Victor-Emmanuel III qu'il incite à s'éloigner de la Triplice. Rencontre couronnée de succès, mais ce succès ne durera qu'un temps, dès 1912 l'Italie revient vers ses alliés de la veille.

C'est le moment où les responsables des diplomaties russe et française vont quitter leur ministère et laisser place à de nouveaux acteurs, et parfois à de nouvelles politiques. En Russie, Izvloski, longtemps soutenu par le souverain, se trouva en position difficile après l'échec balkanique. Il ressentit le besoin de s'éloigner. Envoyé comme ambassadeur à Paris, il est remplacé par son adjoint Sazonov, beau-frère de Stolypine, dont la nomination fut accueillie avec faveur en Russie et en Europe, car le nouveau ministre est réputé ferme dans ses décisions et intègre. Mais il peut aussi être irrésolu. Sazonov est anglophile, et convaincu que la Russie a vocation à soutenir les peuples slaves. Dans le même temps il est attiré par l'Allemagne – sa grand-mère était allemande –, désireux d'améliorer les rapports avec ce pays, d'inaugurer « une nouvelle phase de leurs relations ». Son penchant proallemand va se manifester à Potsdam, où il accompagne Nicolas II qu'il convainc de signer l'accord du 19 août 1911, garantissant le soutien russe à la construction du Bagdadbahn, prolongée jusqu'à Téhéran. Mais au cours de cette négociation, Sazonov dut constater la brutalité et la mauvaise foi de l'Allemagne qui menacent à tout moment de faire échouer le dialogue. Il en conclut que la diplomatie russe devait s'accrocher à l'alliance française. Cette alliance, forgée déjà depuis deux décennies, n'était pourtant pas exempte de malentendus. La Russie considérait en ce début de siècle, où les emprunts russes jouissaient d'un considérable prestige en France, que ce pays était avant tout un partenaire financier, alors que pour la France, la Russie était toujours davantage perçue comme le « rouleau compresseur » qui serait indispensable à son salut lorsque le conflit avec l'Allemagne éclaterait.

En 1912, Sazonov trouva en face de lui un nouvel interlocuteur, Raymond Poincaré. Cet homme d'État, venu de l'est de la France, de Lorraine, était bien placé pour comprendre la menace allemande. Il avait dans sa prime jeunesse vécu douloureusement la défaite de 1870 et sa carrière politique en fut profondément marquée. Porté à la tête du gouvernement au début de 1912, car on reprochait à Caillaux sa faiblesse lors de la crise d'Agadir et des négociations qui suivirent avec l'Allemagne, Poincaré avait toujours été convaincu de la nécessité d'une politique de fermeté, mais il constate que l'alliance franco-russe, si décisive dans le contexte international tendu de l'époque, donne des signes de faiblesse, chacun des partenaires ayant évité de soutenir l'autre à l'heure des difficultés. Flottement patent lors de la crise d'Agadir où l'indifférence russe répondit à celle de la France dans l'affaire balkanique de 1909. Pour affirmer l'autorité de la Russie dans les Balkans agités, Sazonov a fondé la *Ligue balkanique* dont le cœur est le traité d'alliance militaire conclu le 13 mars 1912 entre la Serbie et la Bulgarie, qui prévoyait « la défense des intérêts des signataires, une aide immédiate en cas de rupture du statu quo dans les Balkans ou une attaque par un pays tiers de l'un des pays signataires ». Ce traité avait été conclu secrètement, la Russie qui le patronnait n'en informa ses alliés qu'à la fin du mois de mars. Dans ses Mémoires, Poincaré le qualifia de « bombe à retardement », appréciation dont la suite des événements balkaniques fera la démonstration. L'accord fut élargi ensuite à la Grèce et au Monténégro. Sazonov était convaincu que la Russie conserverait le contrôle de cet ensemble, qu'elle pourrait calmer les Bulgares, les Serbes et les Monténégrins. C'est pourquoi il fait inclure dans le traité bulgaro-serbe une clause qui donnait à la Russie le statut d'arbitre dans les conflits entre les différents alliés et l'autorité nécessaire pour décider de l'opportunité d'une guerre.

Poincaré constate que la guerre italo-turque, commencée en 1912 pour la possession de la Tripolitaine, menace d'embraser les Balkans et, au-delà, toute l'Europe. Il constate les flottements dans l'alliance avec la Russie – démontrés par la réticence de Sazonov à informer Paris et Londres des clauses secrètes des traités négociés par la Ligue balkanique et il découvre, lorsque Sazonov lève le secret pesant sur l'accord serbo-bulgare, des détails qui justifient amplement son effroi devant la « bombe à retardement ». Parmi les dispositions secrètes de cet accord, Poincaré découvrit le partage prévu de la Macédoine ; une clause concernant la Roumanie dont une attaque de la Bulgarie, entraînerait automatiquement l'intervention serbe, de même qu'au cas où l'Autriche-Hongrie attaquerait la Serbie la Bulgarie devrait se porter à son secours. Poincaré s'effare de l'agressivité ou de l'aventurisme russe dans les Balkans, d'autant plus que pour le couple germano-autrichien, il le sait, la domination russe sur la Serbie est jugée à la limite du *casus belli*, en tout cas propre à dégénérer. À Vienne, on conteste le quasi-protectorat russe sur Belgrade, les Bulgares s'inquiètent du caractère privilégié du lien russo-serbe, ce qui brouille presque deux peuples frères. Poincaré a compris que la politique de Sazonov était porteuse de conflits et surtout que la Ligue balkanique, fondée sans concertation avec les alliés de l'Entente, allait être incontrôlable. De là la difficulté de la position qu'il doit adopter et qu'il défendra dans les années conduisant à la conflagration de 1914. Il veut promouvoir une vision globale qui dépasse les intérêts particuliers des États et les situations locales, la politique bloc contre bloc, Triple-Entente contre Triplice. Mais il sait aussi que la France ne peut pas être entraînée dans un conflit avant que la Russie n'ait achevé de se réarmer. Le souvenir de 1904, du Japon triomphant face à une Russie désorganisée, pèse lourdement sur la réflexion de Poincaré.

Renforcer l'alliance franco-russe, c'est ce que Poincaré entend faire dès son arrivée aux Affaires étrangères, et il veut le faire non pas dans un cadre bilatéral, mais dans une vision européenne. La question d'un accord naval a été posée en 1911 par Théophile Delcassé, soucieux de renforcer l'alliance dans ce domaine. L'amiral Aubert et le prince Lieven préparent alors un accord de coopération navale qui sera conclu le 16 juillet 1912. En 1913, les mêmes Aubert et Lieven organisent une conférence qui étend l'accord à la mer Baltique où les mouvements de la Triplice seront soumis à l'observation constante des alliés de l'Entente. Ces questions avaient déjà fait l'objet de discussions lors de la visite de Poincaré en Russie en mars 1912, visite répondant à celle de Sazonov à Paris trois mois auparavant et qui avait aussi pour but de régler quelques problèmes litigieux qui avaient assombri le climat de la relation franco-russe.

Durant ce voyage, Poincaré consacra beaucoup d'attention à la situation balkanique. C'est alors qu'il fut informé des détails de l'accord bulgaro-serbe, et surtout il apprit que les États des Balkans avaient convenu que la mobilisation préventive se ferait sous l'égide russe. Toujours le secret

des accords. Que pouvait-il objecter ? Sinon préciser qu'en fonction de l'alliance conclue en 1894 la France soutiendrait la Russie, mais dans deux cas seulement : si l'Allemagne l'attaquait ou si l'Allemagne soutenait l'Autriche dans une agression contre la Russie. Poincaré fut clair, la France n'allait pas intervenir dans les Balkans si le *casus foederis*[1] n'était pas démontré.

La guerre italo-turque coïncidant avec le séjour de Poincaré en Russie, il fut entendu au terme de la discussion avec Sazonov que les deux pays devaient apaiser en commun le conflit et convaincre l'Italie de dialoguer avec la Turquie pacifiquement. Poincaré, attaché à ce que son pays conserve en Afrique une image de neutralité, avait beaucoup œuvré à obtenir ce dialogue pacifié. Il rentra de Russie convaincu d'avoir redonné force à l'alliance. Et d'avoir fait accepter à ses partenaires la doctrine française sur les Balkans, c'est-à-dire son refus de soutenir le projet russe d'exclure la Turquie des Balkans. Il répéta maintes fois à ses interlocuteurs que la France ne soutiendrait pas une action russe visant cet objectif, et sa fermeté le posa en chef de file de l'Entente.

Entre ce voyage et la première guerre qui éclatera dans les Balkans en octobre 1912, Poincaré s'efforcera de maintenir le statu quo dans la région, essayant de convaincre les États européens de cesser leurs pressions sur la Turquie. Mais il était conscient que ses interlocuteurs russes, tout en faisant mine d'acquiescer à ses propos apaisants, pensaient à leurs intérêts qui n'étaient pas ceux de la France. Paul Cambon, alors ambassadeur à Londres, a résumé ce malentendu : « Si la guerre avait alors éclaté dans les Balkans, la France aurait dû choisir ce qu'elle devait sacrifier, soit ses intérêts au Proche-Orient, soit l'alliance avec la Russie. » Poincaré ne voulait pas affronter ce choix, c'est pourquoi il poursuit alors une ligne double. La France prétend soutenir les intérêts et les intentions russes, mais elle veut aussi garder les moyens d'influer sur sa politique extérieure. L'alliance franco-russe recouvrait ici un malentendu. La Russie prétendait décider de la politique balkanique, alors que pour Poincaré, la politique commune, dont le but était de préserver la paix, devait s'appliquer partout. Il était hanté par la crainte de voir la France entraînée par ses engagements dans un confit qu'elle n'aurait pas décidé. En Russie, cette conception n'était pas comprise et l'on refusait de la prendre en compte.

En dépit des appels au calme répétés du chef du gouvernement français, la situation dans les Balkans échappe à tout contrôle. Le 8 octobre 1912, la Ligue balkanique entre en guerre. Le Monténégro en donne le signal, déclarant la guerre à la Turquie, suivi quelques jours plus tard par la Bulgarie, la Serbie et la Grèce. Cette coalition réussit à l'emporter sur la Turquie qui paie un prix très lourd à la défaite. La Grèce s'empara de la Macédoine et Salonique, les troupes bulgares d'Andrinople et non contentes de cette conquête, elles décidèrent de marcher sur Constantinople. La Russie comprend alors que la Bulgarie joue son propre jeu. Poincaré voit grandir le péril qu'il tente depuis le début de conjurer, la guerre locale peut sortir de la zone balkanique et entraîner toute l'Europe dans la catastrophe. Il fait pression sur la Russie, exigeant au nom de ses alliés qu'elle arrête au plus vite cette dangereuse aventure. Tout se complique au demeurant en raison de la multiplicité des alliances contractées par les pays engagés dans ce conflit, car le début du XXe siècle a été marqué par une véritable « pactomanie » qui juxtaposait des accords souvent contradictoires dans leurs conséquences. C'est ainsi que la Russie est arbitre dans les conflits impliquant la Ligue balkanique. Dans le même temps, elle est liée depuis 1897 par un accord, prorogé en 1903, à l'Autriche-Hongrie, accord qui engage les parties contractantes à maintenir le statu quo dans les Balkans. Or la guerre menée en 1912 par la Ligue balkanique a détruit ce statu quo. La double politique russe place l'Entente dans une position intenable, sauf à la suivre sans la contrôler, ce à quoi se refuse Poincaré. Mais les événements ne lui permettent pas toujours de réagir à temps. En novembre, un mois à peine après le début de la guerre, la Serbie toujours hantée par la volonté d'avoir accès à la mer, entreprend d'étendre son territoire vers l'Adriatique. Vienne réagit aussitôt, opposant aux ambitions serbes le projet de création d'une Albanie indépendante, qui fermerait à la Serbie l'accès à la mer. L'Italie soutient la proposition austro-hongroise. Mais c'était compter sans la Russie qui n'entend pas abandonner sa protégée serbe. Vienne, appuyée par Berlin, décide d'intervenir sans en avoir convenu avec aucune des parties en présence. Au même moment, les troupes bulgares arrivent aux portes de Constantinople. Poincaré craint de n'avoir pour choix que d'accepter que son pays soit entraîné dans une situation imprévisible au nom de l'alliance, ou de renoncer à soutenir son allié et assister à son humiliation, au risque de détruire l'alliance.

La solution vint de Berlin qui demanda aux deux autres pays de l'Entente d'arrêter les manœuvres russes à Constantinople. La situation du ministre français était déjà difficile, et l'intervention allemande la compliqua encore. Soutenir la Russie au nom de l'alliance pouvait conduire à la guerre. Suivre la proposition allemande impliquait de mécontenter, voire de rompre avec la Russie. Et à refuser de prendre en considération la proposition allemande, on risquait de favoriser un rapprochement germano-anglais.

Poincaré opta pour un compromis, appelant, comme il l'avait déjà fait, au recours d'une conférence internationale qu'il organiserait à Paris. Cette proposition, qui mettait fin à un dilemme dont toutes les conséquences étaient déplorables, avait aussi le mérite de renforcer sa position à la veille des élections présidentielles. Il allait les remporter au début de 1913.

En même temps que Poincaré avance son projet de conférence, la Turquie et les États balkaniques signent un accord de paix qui prévient les troupes bulgares d'entrer dans Constantinople. Les signataires de cet accord décident aussi de tenir une conférence de paix – comme Poincaré – mais proposent qu'elle soit réunie à Londres plutôt qu'à Paris, jugeant la capitale anglaise plus propice à des entretiens neutres.

La conférence de Londres s'ouvrit le 16 décembre et acheva ses travaux le 30 mai. Elle réunit les ambassadeurs d'Angleterre, de France, de Russie, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et d'Italie et était présidée par Sir Edward Grey. En même temps s'ouvrait une seconde réunion rassemblant les pays balkaniques, où devait être adopté le traité de paix avec la Turquie. Paul Cambon représentait la France à la conférence de Londres où il portait les instructions de Poincaré : reconnaissance de l'Albanie dont l'autonomie serait garantie par les puissances européennes, statu quo à Constantinople et préservation de la Ligue balkanique. Les exigences russes n'étaient pas moins précises : la Serbie devait être indépendante politiquement et économiquement, ce qui impliquait qu'elle eût accès à la mer. La Russie rejetait ainsi la thèse austro-hongroise et italienne d'une Albanie indépendante, lui opposant une proposition inacceptable pour Vienne et Rome, celle d'une Albanie autonome, placée sous l'autorité du sultan. La Russie défendait aussi les intérêts du Monténégro, réclamant que son territoire soit agrandi aux dépens de l'Albanie. Entre ces exigences irréconciliables, la France, l'Angleterre et l'Allemagne optèrent pour la neutralité.

Le traité du 30 mai, négocié par la seconde conférence, partagea la Macédoine entre la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie et la Grèce. La Serbie était ainsi privée de l'accès à la mer qu'elle avait tant réclamé, et l'Albanie, tout en étant dite indépendante, restait sous l'influence des *six grands*. La Turquie ne conservait en Europe que la Thrace orientale. De toutes les parties concernées, la Serbie était la plus insatisfaite, il faudra peu de temps pour que se manifeste sa fureur, et la deuxième guerre balkanique.

Le 25 juin 1913, la deuxième guerre balkanique éclate. La Bulgarie en a pris l'initiative, car elle est frustrée par la part qui lui a été dévolue à Londres et elle refuse l'arbitrage russe prévu lors de la fondation de la Ligue. Elle déclare la guerre à la Serbie et à la Grèce. De leur côté, la Roumanie, qui revendique la Dobroudja, et la Turquie, qui veut récupérer Andrinople déclarent la guerre à la Bulgarie. Ce double conflit va être fatal à ce pays. Le traité de Bucarest, qui mettra fin le 1er août 1913 à la guerre, prive la Bulgarie de la Dobroudja, d'Andrinople et de la quasi-totalité des territoires acquis à l'issue de la première guerre balkanique. La Serbie, pour sa part, profite du traité pour étendre ses frontières vers le sud, tandis que la Grèce annexe Thessalonique et la Thrace. Mais la victoire serbe, son expansion et ses efforts pour unir les Slaves du Sud

inquiètent l'Autriche. Comment arrêter les progrès serbes, ramener ce pays trop proche de Pétersbourg à un statut plus modeste ? Telle est l'obsession de Vienne. Un incident de frontière opposant la Serbie et l'Albanie lui fournira en 1913 un prétexte pour adresser un ultimatum à la première, mais l'affaire s'éteindra progressivement. Beaucoup dépend alors de la réaction russe. Nicolas II et Sazonov, qui envisagent de régler définitivement leurs comptes avec Vienne et la Turquie, comptent sur les alliés de l'Entente pour les soutenir dans ce projet.

Poincaré, élu président de la République, a nommé au Quai d'Orsay Célestin Jonnart, et conserve une autorité sur les Affaires étrangères. En cette période où la volonté russe d'en finir avec ses adversaires historiques – Vienne et Constantinople – commence à se donner libre cours, Poincaré poursuit avec constance deux objectifs, préserver l'alliance avec la Russie, montrer sa fidélité à cette alliance afin qu'elle ne soit jamais mise en doute à Pétersbourg, mais aussi empêcher que la France soit entraînée dans une aventure militaire dont il pressent qu'elle sera incontrôlable. D'où les pressions qu'il exerce sur ses alliés et l'envoi à Pétersbourg comme ambassadeur de Théophile Delcassé qui partage ses vues, et dont la compréhension de la politique russe sert ses desseins. Le président français sait aussi que Vienne cherche une occasion pour briser la Serbie.

Le 28 juin 1914, l'assassinat à Sarajevo de l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône d'Autriche, par le jeune Bosniaque Gabriel Princip ouvre une ère nouvelle. Le 6 juillet, l'empereur François-Joseph annonce à Guillaume II son intention d'entrer en guerre contre la Serbie, Guillaume II lui recommande d'agir vite pour prévenir une réaction russe de soutien à la Serbie.

Du 20 au 23 juillet, Raymond Poincaré effectue en compagnie de Viviani une visite officielle en Russie et assure Nicolas II que la France remplira les obligations de l'alliance en cas de guerre. Certes, il s'agit alors pour le président français de sauver la paix et non de pousser à la guerre, et de transformer la Triple-Entente en triple alliance pour faire face aux menaces du conflit. La revue militaire, où défilent à Krasnoïe Selo le 23 juillet soixante mille soldats russes, impressionne Poincaré et le convainc de la puissance militaire russe. Mais ce jour est aussi celui où l'Autriche adresse son ultimatum à la Serbie.

Nicolas II connaît les données de la crise. L'Empire allemand ayant atteint ses limites territoriales, l'Autriche-Hongrie ne peut plus progresser que dans les Balkans où elle se heurte à la Russie, ce qui implique qu'un conflit entre les deux empires sera à un moment donné inéluctable. La Serbie accélère la confrontation entre ces deux empires en imposant à la Russie, à chaque crise, de capituler. Peut-elle continuer à le faire sans mettre en cause son statut de puissance ? La tragédie de Sarajevo, l'ultimatum autrichien à la Serbie contraignent Nicolas II à trancher. Mais auparavant il va tenter de convaincre son cousin Guillaume II de faire pression sur l'Autriche pour l'empêcher de prendre une décision fatale à la paix de l'Europe. L'échange de télégrammes entre les deux empereurs montre que tout en se préparant au pire, Nicolas II tente encore de sauver la paix. Guillaume II, de son côté, multiplie les messages, mettant en garde son cousin contre des mesures qui « provoqueraient Vienne » : « Actuellement, il est encore en ton pouvoir d'empêcher la guerre. Personne ne menace l'honneur et la puissance de la Russie… la paix peut être sauvée par toi si tu consens à arrêter les préparatifs militaires menaçant l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. » (Télégramme de Guillaume II du 18 juillet.) Witte qui séjournait alors en France rentre à Pétersbourg et confie son angoisse à Maurice Paléologue : « Cette guerre est une farce… elle ne peut être que funeste à la Russie. Seules la France et l'Angleterre sont fondées à espérer quelque profit de la victoire. » Et il ajoute : « Supposons la victoire complète de notre coalition, les Hohenzollern et les Habsbourg réduits à mendier la paix, alors ce ne sera plus seulement la ruine de la prépotence germanique, c'est aussi la proclamation de la république dans toute l'Europe centrale. La fin du tsarisme. » On ne peut que s'émerveiller de la capacité de Witte à déchiffrer l'avenir. Autre prophète, Raspoutine prédit : « La guerre signifie la fin de la Russie, vous périrez tous. » Et il écrit au tsar : « Un nuage terrifiant couvre la Russie, malheur et chagrin immense, nuit sans éclaircie sur une mer de larmes sans bornes, et bientôt du sang… Voilà on vaincra l'Allemagne, mais la Russie ?… Elle est toute noyée de sang. » Sazonov lui aussi, qui souvent fut tenté d'ignorer la prudence, pense en ces semaines de doute que la guerre est redoutable et conclut à la nécessité de tenter de sauver la paix.

Nicolas II est ébranlé, mais il veut protéger la Serbie et rester fidèle à l'alliance. Et un élan patriotique soulève alors les Russes, comme les citoyens de tous les pays d'Europe. Il ne peut l'ignorer, et cela complique sa réflexion. Le caractère irrésolu de Nicolas II va se manifester dès lors qu'il faut décider de mobiliser. Son entourage, à l'exception des militaires, plaide qu'une mobilisation partielle impressionnera Vienne sans provoquer la guerre. Le tsar penche pour cette solution. Les militaires, eux, veulent une mobilisation générale. Le 28 juillet, Nicolas II, optant pour la retenue, avait décrété une mobilisation partielle visant le seul Empire austro-hongrois. La pression de l'Allemagne, qui le somme le lendemain d'annuler cet ordre, le conduit, le 31, à décréter une mobilisation générale. Le même jour l'Allemagne le suit, adresse un ultimatum à la France et à la Russie avant de déclarer la guerre à la Russie le 1er août et à la France le 3.

La Première Guerre mondiale a commencé. L'alliance franco-russe est mise à l'épreuve et la Russie va rapidement être contrainte d'y payer un prix que nul n'avait encore imaginé. La guerre déclarée, toute la Russie est rassemblée dans un élan patriotique. Pour le peuple russe, l'Allemagne est l'ennemie, un danger permanent, et l'alliance avec la France est l'assurance de pouvoir dominer ce danger.

Au début de cette guerre, deux constats s'imposent à l'observateur. Tout d'abord que le patriotisme est très puissant dans tous les pays belligérants ; nulle part on ne voit de résistance à l'appel aux armes. Les seuls à s'y opposer sont les socialistes, et encore sont-ils divisés entre les tenants d'un pacifisme intransigeant et ceux qui sont enclins à accorder la priorité à leur patrie menacée. Par ailleurs, ce qui s'impose à l'attention est la confiance partout accordée à la puissance militaire de la Russie. Sans doute la défaite au Japon ne remonte-t-elle qu'à dix ans, mais elle est oubliée, et dans tous les camps on est convaincu que la Russie, grâce à ses exceptionnelles ressources – territoriales, humaines, économiques –, s'est reconstruite au point d'être devenue la première puissance militaire d'Europe. Christopher Clarck, dans sa pénétrante enquête des responsabilités du premier conflit mondial, insiste sur le fait que si l'Allemagne veut en 1914 la guerre, c'est pour arrêter le développement de la puissance militaire russe. C'est même, assure-t-il, pour le puissant Empire allemand, le dernier moment où ce coup d'arrêt peut encore être donné. Les Français, pour leur part, retiennent le développement économique et la modernisation de la Russie comme fondements de la puissance russe. En 1913 déjà, un important responsable économique français écrit au ministre des Affaires étrangères Stephen Pichon : « Dans les trente années qui vont suivre, nous allons assister en Russie à un prodigieux essor économique qui égalera, s'il ne le surpasse, le mouvement colossal qui s'est produit aux USA pendant le dernier quart du XXe siècle. » Écho à l'analyse prophétique de Tocqueville, prédisant un XXe siècle dominé par deux puissances égales, Amérique et Russie ?

Et l'attaché militaire à Saint-Pétersbourg, le général de Laguiche, note en 1914 : « L'homme russe est supérieur à tout ce que je connais. Il y a là une origine de force et de puissance que je n'ai retrouvée dans aucune autre armée. » Poincaré partage alors, on le sait, cette confiance et l'on comprend ainsi pourquoi, en dépit de sa crainte de voir l'Entente entraînée dans un processus de « balkanisation » débouchant sur une guerre, il s'est attaché à convaincre la Russie de l'importance de l'Entente. Garder la Russie aux côtés de la France parce qu'elle est – du moins le croit-il alors – la plus impressionnante des puissances, la plus propre à défendre les intérêts et la sécurité de la France, telle est la ligne politique française à la veille de la guerre. Il est vrai que la Russie est alors emportée par une sorte d'hubris qui est communicatif. À l'heure où, comme

l'avait craint Poincaré, le détonateur balkanique emporte l'Europe dans la guerre, Krivocheine, le plus influent ministre du gouvernement russe, déclare que l'Allemagne sera bientôt écrasée, que la guerre est une chance pour la Russie et il conclut : « Reposez-vous sur nous, tout se passera bien. »

N'est-ce pas aussi l'avis de Churchill, Premier lord de l'Amirauté, déclarant alors que l'Angleterre sort à peine du débat sur l'attitude à adopter : « Je suis intéressé, prêt et heureux » ? Entre l'élan patriotique des sociétés et la confiance de ceux qui les dirigent, voire un étonnant optimisme, la guerre semble s'annoncer partout sous les meilleurs auspices. On croit d'ailleurs à Paris, comme à Saint-Pétersbourg qu'elle sera brève et que l'effondrement des Empires centraux est non seulement inéluctable, mais aussi très proche. On comprend ici combien Christopher Clarck fut avisé de donner pour titre à son ouvrage *The Sleepwalkers*. C'est en effet un monde de somnambules qui s'achemine à grands pas vers un réveil terrible.

Notes

1. Clause d’un traité prévoyant une obligation d’assistance, en cas d’agression notamment.

Chapitre XV

De l’apogée de l’alliance à l’effondrement

Commencée dans l’enthousiasme, la guerre se révèle vite plus difficile et coûteuse qu’on ne l’avait prévu. Et si l’alliance franco-russe va d’abord y démontrer sa solidité, le « colosse russe » va très vite en constater les inconvénients. Des deux côtés, alliés et Allemands, les belligérants sont convaincus que la guerre sera de brève durée. Quelle erreur ! La Russie était prête pour une courte campagne, mais elle n’avait pas de réserves pour une guerre d’usure. C’est là que sa faiblesse se révéla.

Le haut commandement russe avait décidé que les armées russes affronteraient, dans un premier temps sur le front Sud-Ouest, l’Empire austro-hongrois, pendant que les armées françaises occuperaient les forces allemandes sur le front occidental. Les stratèges allemands entendaient, pour leur part, donner la priorité au front occidental considérant qu’aussitôt la France vaincue, leur retournement vers le front oriental s’opérerait aisément. La Russie, affaiblie par la confrontation avec les armées autrichiennes, aurait alors en effet le plus grand mal à faire face au rouleau compresseur allemand.

Les conceptions de l’état-major russe furent presque aussitôt mises à l’épreuve. En violant la neutralité belge le 2 août, les Allemands avaient certes poussé l’Angleterre à soutenir la cause de ses alliés, mais aussi en mettant les troupes françaises en grande difficulté, ils inciteront les Français à appeler les Russes à respecter leurs engagements et à modifier leur plan. Pour y répondre, la Russie dut abandonner son plan initial et transférer deux armées sur le front occidental où elles remportèrent au début des succès. Mais c’était compter sans le génie stratégique de Ludendorff et sa supériorité sur les Russes en matière tactique et de renseignement qui lui permirent ensuite de mettre en déroute les forces russes. Ludendorff prit les armées ennemies au piège dans une région géographiquement difficile. Et ce furent les désastres d’août 1914. Le 31 août, l’armée russe subit à Tannenberg une défaite effroyable qui lui coûta soixante-dix mille morts, cent mille prisonniers et le suicide sur le champ de bataille de son chef, le général Samsonov. Et ce n’est pas là la fin de ses épreuves. Une semaine plus tard, le général von Rennenkampf, qui marchait sur Könisberg, à la tête de la Ire armée, ordonna une retraite précipitée, et ce fut une nouvelle défaite, lourde de pertes, soixante mille hommes et encore des dizaines de milliers de prisonniers.

Nicolas II et son entourage contemplèrent avec un étonnant sang-froid – ou encore avec une étonnante légèreté – ces défaites. Le grand-duc Nicolas, commandant en chef, commentera : « Nous sommes heureux de faire ces sacrifices pour nos alliés. »

Il n’avait pas totalement tort puisque la situation des armées françaises en fut allégée. La confrontation avec les troupes russes avait incité les Allemands à mettre entre parenthèse le plan Schlieffen et retirer des troupes du front occidental, ce qui permettra aux Français de lancer leur contre-attaque sur la Marne. Mais l’effet des défaites subies sur les combattants russes et sur le moral des Russes en général sera désastreux.

En 1915, la situation militaire de la Russie est pire encore. Les Allemands, conscients de la démoralisation croissante de ses troupes ont décidé de se reporter sur le front oriental pour y mettre l’armée russe à genoux et contraindre la Russie à une paix séparée. Ensuite, ils comptaient en finir avec une France privée de son alliée. Le calcul était rationnel. En 1915, les pertes de la Russie n’ont cessé de croître. Un million deux cent mille hommes tués, blessés, prisonniers ou disparus. La Russie commence à manquer de combattants, de matériel et de munitions. L’offensive allemande déclenchée le 15 avril, puis une suite d’opérations ont donné à l’Allemagne le contrôle de toute la Pologne, des provinces baltes et de la Galicie.

Dès l’été, une portion importante du territoire russe est occupée. Les habitants fuient vers la Russie centrale, gênant les mouvements de troupes, créant un désordre général et la pénurie. La perte des provinces polonaises a privé la Russie de la production industrielle polonaise. Les besoins des civils doivent être sacrifiés à ceux de l’armée. Une réalité terrible s’impose aux Russes, la guerre est sur le sol russe et partout ils voient la défaite. L’élan patriotique de 1914 cède la place à la colère et au désespoir, on crie à la trahison, à la corruption, et les germes de la révolte à venir apparaissent déjà. Nicolas II, décidant de prendre la tête de l’armée dont il élimine le chef si populaire, le grand-duc Nicolas, cède pratiquement le pouvoir à l’impératrice, « l’Allemande », flanquée de Raspoutine. Cette situation accroît encore la fureur et la méfiance populaires. Et aux confins de l’Empire, la question nationale ressurgit. Les Ukrainiens, les Polonais et les Baltes vont être les instruments d’une politique austro-allemande qui vise à affaiblir la Russie en soulevant ses nations contre elle. Si les Autrichiens hésitent à manipuler les Polonais, car reconstituer la Pologne, c’est aussi priver l’Empire austro-hongrois de territoires et de populations, la propagande menée auprès des Ukrainiens et des Baltes est sans conséquence et l’appel à leur nationalisme sera privilégié. Et dès la fin de 1915, l’Allemagne, constatant les énormes difficultés militaires de la Russie et les désordres internes montants, peut tenter de jouer la carte de la paix séparée. Nul n’ignore que des contacts personnels subsistent durant la guerre entre les camps opposés. Confrontés aux revers russes et aux complications internes, les autorités françaises ont craint en 1916 que Nicolas II ne soit tenté de préserver son régime en mettant fin à la guerre. Mais, maintes études en témoignent, l’attachement du souverain russe aux engagements pris était si manifeste que l’allié français a cessé un temps de craindre un retournement de sa part. Après la révolution de Février, en revanche, la question sera posée à nouveau.

La révolution, qui survient en février 1917 et va balayer la monarchie en peu de temps, ouvre en effet l’ère des incertitudes pour les alliés de la Russie.

La révolution a commencé le 23 février 1917 dans un pays que les revers et les tragédies de la guerre ont profondément ébranlé. La population civile vit difficilement et ne comprend ni les revers subis, ni l’incapacité du pouvoir à redresser la situation. Les grèves se multiplient, la rue devient le lieu de manifestations sporadiques, et l’armée est démoralisée. Rien d’étonnant si des troubles agitent la capitale en février 1917, même si ces troubles ne semblent pas annonciateurs d’un mouvement de vaste ampleur, et si depuis 1905 un important dispositif militaro-policier a été mis en place pour juguler les désordres. La révolution de Février commence le 23 parce que la ville manque de pain, que les queues s’allongent et que le mécontentement s’y exprime. Ce jour-là est aussi la « journée internationale des femmes ». Elles sont innombrables dans la capitale à se rassembler, réclamant « du pain » et le respect de leurs droits. Mais d’autres groupes de mécontents se sont joints à elles : les ouvrières du textile de Vyborg, qui sont en grève et donc disposées à manifester, les ouvriers des usines Poutilov et de diverses grandes entreprises métallurgiques. Les exigences s’additionnent, les slogans se diversifient, « du pain » toujours, mais aussi « à bas le tsar » et « à bas la guerre ». Le climat est difficile à définir, agité et bon enfant par endroits.

Au soir des 23 et 24 février, nul ne peut imaginer une révolution, c’est une « agitation » que l’historien Sukhanov constate. Le gouvernement ne sait comment y réagir et probablement ne veut pas réagir. Le drame, c’est le souverain qui va le déclencher. Nicolas II est à la Stavka (l’état-major) où il s’est installé comme chef des armées. De la situation dans la capitale, il ne sait que ce que lui disent ses proches et d’abord

l'impératrice qui prêche la fermeté, le retour à l'ordre par la force. L'empereur, si mal conseillé, prend alors une décision fatale, briser par la force ce mouvement populaire, inorganisé, sans chef et encore sans buts. Le 25, il ordonne au chef du district militaire de Petrograd, le général Kabanov, d'employer la force contre ce peuple indocile. Le 26 février sera le second *Dimanche sanglant* de l'histoire russe, l'affrontement entre la troupe et les manifestants. Les conséquences en seront terribles. Les soldats sont bouleversés d'avoir tiré sur le peuple : « Ils tirent sur nos mères et nos sœurs », crient-ils. La mutinerie est là, qui transforme les manifestations en révolution. Les soldats rebellés, rejoints par des manifestants, arrêtent et brutalisent des représentants de l'ordre, ouvrent les prisons, jetant sur le pavé des criminels incontrôlables. Cette foule soulevée va symboliquement s'emparer de la forteresse Pierre-et-Paul, vide de détenus, c'est sa prise de la Bastille et le lien noué avec la France de 1789.

Devant cette révolution, le pouvoir est désemparé. La révolution n'a pas de chef, elle se rattache à qui se présente à elle, des responsables de partis socialistes ou de gauche, en général des hommes de second plan. Le palais de Tauride, siège de la Douma, va voir émerger, par la force des circonstances, deux autorités, l'une logeant dans son aile droite, issue de la Douma, sous le nom de Comité temporaire, dans l'aile gauche un soviet. Dans les deux instances, un seul personnage populaire, Kerenski. Ce qui est remarquable de ces débuts de la révolution de Février est que les instances politiques qui se sont imposées ont la volonté de rétablir l'ordre dans la rue, mais aucune ne pense vraiment, ni même ne souhaite, prendre le pouvoir. On attend des responsables de la Douma qu'ils constituent un « gouvernement bourgeois ». Cette crainte du pouvoir est aisée à concevoir. Les hommes que les circonstances ont poussés en avant n'ont pas de chef, les partis politiques n'ont pas d'autorité sur le peuple rebelle, et tous craignent, en revendiquant le pouvoir, de déclencher une contre-révolution.

Un gouvernement est constitué le 2 mars, présidé par le prince Lvov. Kerenski y est nommé ministre de la Justice, mais il n'acceptera cette fonction qu'après avoir demandé l'accord du soviet. Seul membre des deux instances, il est considéré comme l'homme fort du pouvoir et il est alors le politique le plus populaire. Il est l'incarnation de février 1917.

Face à ces autorités improvisées, le pouvoir impérial s'efface sans hésiter. Nicolas II a assisté à la révolution depuis la Stavka. Ses réactions ont été contradictoires, floues, indescriptibles. À l'accès d'autorité, qui entraîna le Dimanche sanglant, se substitua un état d'indifférence que Maurice Paléologue décrira comme abdication intérieure, résignation au sort. La suite des événements est connue. L'empereur n'eut qu'une seule volonté, tout quitter pour rejoindre sa famille. Mais sur le chemin de la capitale, son train fut bloqué à Pskov où les envoyés du Gouvernement provisoire le rejoignirent et lui arrachèrent son abdication. Il abdiqua, le fit aussi, peu après, pour son fils et héritier, ce qui était contraire aux lois successorales de l'empire, et remit la couronne à son frère, le grand-duc Michel, qui la refusa aussitôt. La monarchie avait cessé d'exister faute de monarque. Si le souverain avait si aisément renoncé, c'est qu'il était soumis à la pression des chefs militaires. Pour eux, le seul moyen de tenir en main l'armée, de la convaincre de poursuivre la guerre était de se défaire d'un souverain que le peuple avait rejeté et dont l'armée condamnait les faiblesses.

Mais il abdiqua aussi sans renâcler parce que sa conception de la mission du monarque était morte et qu'il ne pouvait envisager de régner autrement. Il avait juré lors de son couronnement de préserver l'autocratie et de la transmettre intacte à son héritier. C'est en vertu de cette conception qu'il avait refusé, lorsque ses conseillers et ses proches l'en conjuraient, de nommer un gouvernement responsable devant le peuple, ce qui eût sauvé son trône, lui disaient-ils. Il lui était plus naturel et acceptable de tout abandonner, plutôt que de devenir un monarque constitutionnel. La fin de la monarchie fut le fruit de cette obstination autocratique, de cet aveuglement, tout autant que de la révolution qui avait éclaté en février à Petrograd. La monarchie disparue, le double pouvoir installé au palais de Tauride, un troisième acteur de cette révolution allait faire son apparition à Petrograd : Lénine, celui qui l'avait toujours espérée, pensée et qui, à l'heure où elle se produisit, coulait des jours paisibles en Suisse.

Le 3 avril, il arrive dans la capitale, accueilli, comme tous ceux qu'attire la révolution à la gare de Finlande, au son de *La Marseillaise* – toujours l'écho de la Révolution française ! Son retour en Russie d'où il avait été absent durant dix-sept ans – hormis un court séjour en 1905-1906 – a été négocié avec les Allemands et favorisé par eux. Son programme est prêt : rupture avec le Gouvernement provisoire, le pouvoir aux soviets, et surtout, ce que les Allemands attendent de son retour, la paix immédiate. Dès le lendemain, présentant ses thèses au palais de Tauride, il se heurte à l'incompréhension de ses auditeurs, y compris des sociaux-démocrates. Son discours de rupture avec le pouvoir issu de la révolution et avec la guerre témoigne du fait que les années d'exil lui ont fait perdre tout contact avec son pays. On rassura le prince Lvov, bouleversé par ces propos, « Lénine est fini ».

Sans doute l'appel au pouvoir des soviets était-il prématuré et surtout non planifié. Mais les propos de Lénine rencontrent alors un écho direct à Cronstadt, chez les marins en rébellion, qui transforment la base navale en avant-poste bolchevik. Plus encore, l'appel à la paix immédiate contribue à répandre dans l'armée les sentiments pacifistes et révolutionnaires. L'armée russe a été profondément affectée par l'ordre du jour n° 1 proclamé à l'heure de la révolution, qui récuse les principes de hiérarchie et d'autorité. Chaque soldat est fondé à ignorer les ordres qui lui sont donnés, la désertion est pour lui un choix personnel justifié par l'ordre du jour n° 1, et l'on ne peut s'étonner que les désertions se multiplient, ainsi que les comités de soldats qui militent contre la poursuite de la guerre. Le général Broussilov, qui est alors à la tête de l'armée, fera dans ses lettres à sa femme une chronique détaillée de la démoralisation de l'armée.

L'état-major français et ses services de renseignements avaient compris assez tôt que la situation intérieure russe annonçait de sérieux désordres, qui retentiraient sur le moral et les capacités de l'armée. Dès le 29 mars 1917, une note émanant de ces services décrivait le bouleversement révolutionnaire et posait la question de ses conséquences militaires. Ses auteurs, tout en n'excluant pas que les nouveaux responsables du pays restent fidèles aux engagements pris, envisageaient cependant l'hypothèse pessimiste selon laquelle la France serait vite privée de son allié oriental. La paix séparée devient alors une hypothèse dont les militaires français s'efforcent d'évaluer les conséquences. Il est vrai que le Gouvernement provisoire s'est attaché à apaiser ces craintes, affirmant que la Russie respecterait les obligations contractées par la monarchie. Mais on ne pouvait ignorer à Paris que Lénine, de retour dans son pays, avait d'emblée lancé le mot d'ordre de *paix immédiate*. Il avait d'ailleurs été précédé par le *soviet* qui s'opposait au Gouvernement provisoire et appelait dès le 14 mars « les peuples d'Europe à imposer la paix ». Le slogan « La paix sans annexions ni indemnités » retentit alors en Russie, il s'oppose à la doctrine française d'une paix qui lui rendrait l'Alsace-Lorraine, lui apporterait le bassin de la Sarre et garantirait la liberté de navigation sur le Rhin. L'Angleterre, qui veut une paix avec réparations et restitutions, ne peut non plus se satisfaire davantage de la formule russe. On notera d'ailleurs avec amusement que ce slogan ne fut pas vraiment compris par nombre de soldats qui crurent qu'*Anneksia* et *Kontributsiia* désignaient des pays balkaniques engagés dans le conflit. Cette confusion n'est pas sans rappeler celle que firent des soldats lors du coup d'État de décembre 1825, convaincus qu'en criant « Vive la Constitution » ils acclamaient la femme du grand-duc Constantin. Éternel décalage entre la conscience populaire et les mots d'ordre de son avant-garde plus éclairée.

Le Gouvernement provisoire n'a pas pour autant renoncé, dans les premiers mois de son existence, à démontrer aux alliés que la Russie restait présente et active dans la guerre. L'offensive, conduite en juin 1917 par le général Broussilov contre les troupes autrichiennes, était destinée à les en convaincre. Mais l'armée s'effondra après quelques succès initiaux. Cette déroute était due certes à des difficultés matérielles – pénurie

d'équipement et impréparation des soldats – mais plus encore à la répugnance des soldats à se battre. Nombre d'entre eux retournent leurs armes contre leurs officiers. Et la retraite tourne au chaos, avec des pillages et des violences qui bouleversent les civils, victimes de ces exactions. Pour eux aussi, la guerre, cause de tels malheurs, est haïssable.

Les conséquences de l'échec de l'offensive de juin sont dramatiques. Nul ne doute cette fois, dans l'état-major français, que la Russie ne peut opérer un redressement militaire. En dépit du putsch de Kornilov qui, en juillet, tente de reprendre la main – la bolchevisation du pays progresse, c'est-à-dire le triomphe de Lénine, l'homme qui appelle sans cesse à la paix. Lorsqu'il s'empare du pouvoir le 24 octobre 1917, son premier acte de gouvernement est de présenter au Congrès le *décret sur la paix*. Ce décret ne s'adresse pas aux gouvernements, mais établissant un mode de relations internationales inédit, il en appelle aux peuples contre les gouvernements pour instaurer la paix ; finalement, c'est un appel à la révolution. L'idée lancée par Lénine en 1914, que de la défaite de la Russie surgirait la révolution, a pris corps à l'été 1917. La *trahison* russe, que la France a crainte depuis 1916, est devenue réalité le 24 octobre. Mais Lénine va perdre son pari révolutionnaire. Les peuples ignorent son appel à la paix et ce sont les gouvernements des Empires centraux qui y répondent.

Le 13 novembre, Trotski, responsable des Affaires étrangères du gouvernement bolchevik, a demandé un armistice au Haut Commandement allemand pour négocier « une paix démocratique ». Et trois jours plus tard, une délégation se rend à Brest-Litovsk, siège du quartier général allemand. Cette délégation est conforme au projet révolutionnaire puisqu'elle compte, outre les négociateurs bolcheviks, des représentants des soldats, des marins, des ouvriers, des paysans et des femmes. Une délégation prolétarienne en somme ! L'armistice est souhaité par toutes les parties. Les Allemands veulent le conclure pour reporter toutes leurs forces sur le front occidental et en finir avec lui ; les Autrichiens sont à bout de forces ; et les Russes veulent la paix pour déclencher la révolution partout. La délégation russe a d'abord plaidé pour une paix générale, mais les alliés ne la veulent pas. La délégation bolchevique fit traîner les pourparlers jusqu'à la fin de l'année, espérant toujours que des sursauts révolutionnaires conduisent à une paix générale. Le Kaiser, exaspéré par ces délais, imposa alors la reprise des négociations sur des bases très dures pour la Russie. Entre-temps, les troupes allemandes et autrichiennes avaient avancé en Ukraine, encourageant la séparation de cette partie de l'Empire défunt avec la nouvelle Russie. Privée de l'Ukraine, menacée d'une nouvelle campagne militaire allemande, la Russie bolchevique dut se résoudre à négocier une paix séparée à l'Est, au lieu de la paix générale espérée. Et à quelles conditions ! Le traité de Brest-Litovsk, signé le 3 mars 1918, enlevait à la Russie 34 % de sa population, 32 % de ses terres agricoles, la moitié de ses entreprises industrielles et près de 90 % de ses mines de charbon. Elle perdait la plupart de ses territoires situés en Europe, la Pologne, la Courlande, la Finlande, l'Estonie et la Lituanie devenues indépendantes mais sous protection allemande.

La paix de Brest-Litovsk a débarrassé les Empires centraux d'un ennemi et privé la France et l'Angleterre d'un allié déjà bien défaillant. Il est vrai qu'entre-temps l'entrée en guerre des États-Unis à leurs côtés leur avait permis d'envisager cette éventualité plus sereinement. Mais ce qui pour la France est inacceptable, c'est la *trahison* de la Russie. Dans ce jugement si sévère, accompagnant une rupture radicale des relations qui durera plusieurs années, la France ne prit pas en compte l'aide que lui avaient apporté les armées russes, ouvrant en 1914 pour la secourir un front occidental qui affaiblira militairement la Russie et qui, par son prix humain effroyable, contribuera à l'effondrement politique, et jusqu'à un certain point à la disparition de la monarchie. En 1916, alors que le trône commençait à vaciller, Nicolas II avait été soumis à de grandes pressions pour le convaincre de conclure une paix séparée, qui lui était présentée comme le prix du salut de l'Empire. Il choisit la fidélité à la France, fidélité au rêve caressé par la Russie depuis trois siècles.

Cette paix de Brest-Litovsk fut payée cher par la Russie, qui y perdit une immense partie de son territoire. Puis la paix générale et les traités de paix signés en 1919 lui furent tout aussi défavorables. La paix fut conclue alors que les anciens alliés de la Russie, la France et l'Angleterre, regardaient avec inquiétude l'évolution révolutionnaire du pays et s'inquiétaient d'un péril nouveau, la contagion, l'expansion de l'idéologie « rouge ». La France revint alors, face à l'allié d'hier, perçu comme pays « traître », à sa politique traditionnelle de rejet de la Russie et aux mêmes alliances contre elle. C'est ainsi que la Pologne retrouva la place qu'elle avait tenue si longtemps dans la politique russe de la France. Au traité de Riga, en 1921, la France soutint ses prétentions territoriales, ce qui lui permit d'arracher à la Russie des territoires russes situés au-delà des frontières établies par les alliés en 1919. L'Angleterre agit de même dans les pays Baltes et en investissant le Caucase, fermant ainsi à la Russie ses accès maritimes en Baltique et mer Noire.

L'héritage de Pierre le Grand, de Catherine II et d'Alexandre Ier n'existe plus.

La relation avec la France, conçue comme clé de l'intégration européenne de la Russie, rêve poursuivi durant trois siècles avec plus ou moins de constance et de bonheur par presque tous les souverains russes, s'achève en 1921 sur un constat dramatique, l'éviction de la Russie d'Europe. Pierre le Grand aurait-il perdu son pari historique ?

Un signe, un symbole semble le confirmer. Dans la période difficile des négociations de Brest-Litovsk, jusqu'à ses dernières heures, les Allemands continuèrent leur avancée en territoire russe pour faire pression sur leurs interlocuteurs ; le 2 mars, à la veille de la signature, ils décidèrent de bombarder Petrograd. Lénine était convaincu que leur objectif n'était pas de faire la paix, mais d'atteindre la capitale et de détruire le pouvoir bolchevik. C'est pourquoi il transféra la capitale de Petrograd à Moscou, espérant sauver la révolution. Et Moscou est restée depuis lors la capitale de la Russie. Quel symbole ! Saint-Pétersbourg, rebaptisée Petrograd, était une ville européenne, « la fenêtre ouverte sur l'Europe », le pari européen de Pierre le Grand. Moscou était le condensé d'une longue histoire où se mêlaient l'Europe et l'Asie, creuset des traditions asiatiques de la Russie. En transférant la capitale à Moscou, Lénine, qui ne concevait pourtant la révolution que dans une dimension européenne, abandonna la Russie européenne et tourna le dos au rêve de Pierre le Grand.

Épilogue

L'Histoire ne finit jamais, quoi qu'en ait écrit Francis Fukuyama.

La révolution de 1917, qui mit fin au rêve français de la Russie et écarta la Russie de l'Europe – Moscou redevenant capitale en sera le symbole –, a été aussi à l'origine d'un nouveau mirage. À partir de 1921, la Russie des bolcheviks sauvée par la paix et consolidée, renforcée par la fondation du Komintern, acquiert un statut inédit. Elle est « la grande lueur à l'Est » selon Jules Romains, « l'avenir du genre humain », le modèle indépassable du progrès vers lequel doit tendre l'humanité. Le pays, toujours défini par son retard, qui aspirait à imiter les États européens plus avancés, à trouver place en Europe, est devenu alors l'avant-garde, le modèle que tous ceux qui rêvent de progrès doivent imiter. Ce n'est plus à la Russie de suivre les pays d'Europe, c'est au tour de l'Europe et du reste du monde de s'inspirer d'elle et de suivre son exemple ! Quelle remarquable manifestation du génie de Lénine à transformer la réalité par le discours ! Il avait espéré, voulu une révolution mondiale, prétendant accrocher son pays attardé au train de cette révolution. Les faits lui ont apporté un cruel démenti. La révolution fut cantonnée dans un seul pays, la Russie. Mais le discours a transformé cet échec historique en succès. La Russie va être présentée en modèle et moteur du progrès auquel l'humanité doit aspirer. Et la relation franco-russe va être marquée, en partie, par ce renversement de perception.

La révolution triomphante en Russie a isolé l'État soviétique qui lui succède. Si cet État jouit de sympathie dans une partie des opinions publiques européennes, les dirigeants des États lui sont hostiles, les peuples aussi parfois. La guerre de 1920 en Pologne en a fait la démonstration. L'espoir révolutionnaire s'éteignant, la Russie de Lénine dut en revenir aux relations traditionnelles entre États pour trouver, dans un climat pacifié, une place en Europe. Mais cette coexistence fut malaisée à créer, alors que tous les dirigeants européens craignent la contagion révolutionnaire et les entreprises de subversion du mouvement communiste. Si l'Angleterre, toujours pragmatique, accepta de parler de commerce avec la Russie dès 1921, la France était plus prudente. De lourds griefs nourrissaient sa méfiance à l'égard de ce pays. La Russie l'a « trahie » en négociant une paix séparée. Elle l'a aussi trahie en refusant de reconnaître ses engagements financiers passés. Des millions d'épargnants français ont été ruinés par la non-reconnaissance des emprunts russes, et ce contentieux va peser durant des décennies sur la relation franco-russe. Il faudra attendre la disparition de l'URSS – près de trois quarts de siècle – pour qu'un accommodement soit trouvé. Accommodement modeste parce que, durant ces décennies, la plupart des épargnants ont disparu ou ont détruit des titres qu'ils pensaient à jamais inutilisables. Leurs héritiers ne seront guère nombreux, mais l'opinion française pourra se satisfaire de l'idée que la question des emprunts a finalement été réglée. En attendant, la France, où se sont réfugiés après la révolution des membres de la famille impériale russe échappés au massacre et une importante émigration, est en butte aux reproches de Moscou, qui accepte mal cet accueil d'une émigration hostile à la révolution. Les reproches soviétiques n'étaient pas infondés car la France était encouragée par les émigrés à se défier, plus encore à avoir peur de « l'homme au couteau entre les dents ». Les responsables français vont aussi s'inquiéter, en avril 1922, que l'Allemagne et l'État soviétique signent le traité de Rapallo, réconciliant ainsi deux États ennemis apparemment irréconciliables. Mais n'ont-ils pas en commun de se penser victimes du traité de Versailles, auquel ils n'ont pas participé, et exclus du monde nouveau d'après-guerre ? Enfin, la France craint le Parti communiste français – né de la scission socialiste en 1920 – dominé par Moscou et qui se proclame instrument de la révolution mondiale. La France ne reconnaît l'URSS qu'en octobre 1924, après d'autres pays européens, et cette reconnaissance est assortie de précautions et marquée par une défiance que des crises justifieront. Dès 1927, le gouvernement français expulse l'ambassadeur soviétique à Paris, Rakovski, le soupçonnant de « menées subversives ». Tous les pays européens ont pris alors conscience de la dualité de l'État soviétique – État qui s'engage par les accords conclus à respecter les règles de la vie internationale et, en même temps, État révolutionnaire dont la vocation est de déstabiliser l'ordre existant au profit de la révolution. En dépit de ces réserves, l'État soviétique et la France se sont rapprochés au fil des ans. Si, comme dans le passé, l'Angleterre tient une place privilégiée dans le commerce extérieur soviétique, la France s'impose progressivement à l'URSS comme partenaire politique. C'est la France qui va soutenir en 1934 son entrée à la SDN, à l'heure où l'Allemagne quitte l'organisation. Comment ne pas songer au fait qu'en 2019 c'est aussi la France qui aura puissamment œuvré à faciliter le retour de la Russie au Conseil de l'Europe ? Par deux fois, la France a ainsi contribué à asseoir la légitimité soviétique puis russe dans la communauté des États dits respectables. Le pacte franco-soviétique, négocié en mai 1935 par Pierre Laval, s'inscrit dans cette ligne, même s'il ne sera qu'un substitut au projet de plus grande envergure élaboré par Louis Barthou, celui de pacte oriental d'assistance mutuelle – « Locarno de l'Est » – dont l'alliance franco-russe aurait été le moteur. Le projet de Barthou fut abandonné après son assassinat, mais Laval, soutenu par Litvinov, qui conduit alors la politique étrangère de l'URSS, en reprit des éléments. La France s'associe alors à l'ex-Russie pour construire un système de sécurité collective. Mais en même temps, l'URSS n'abandonne pas le rêve de subversion, ou plutôt l'outil de la subversion.

Staline renforcera son autorité sur le Parti communiste français, en le plaçant en 1930 sous la surveillance – sous la coupe, même – d'Eugen Fried, qui, au nom du Komintern, dominera en fait un parti officiellement dirigé par Maurice Thorez. Les années de l'entre-deux-guerres sont marquées par la renaissance de l'objectif traditionnel de la politique étrangère russe, alliance avec la France et recherche en même temps d'une relation sûre avec l'Allemagne, une nouvelle Allemagne, celle des nazis. Ce projet traditionnel débouchera sur une conclusion non moins classique, l'entente avec l'Europe démocratique se délitera et les liens Berlin-Moscou se renforceront jusqu'à la conclusion du pacte Hitler-Staline d'août 1939.

Les suites de la Seconde Guerre mondiale seront bien différentes de celles de 1918. Ce conflit va consacrer la puissance soviétique et l'accession de l'URSS à un statut que la Russie n'avait jamais réussi à atteindre, elle sera l'une des trois *grandes puissances* organisatrices du nouveau monde. Effacées les frustrations du traité de Versailles qui ignorait ses intérêts ! Staline accomplit aussi en 1945 ce que Lénine avait échoué à faire en créant un espace international des révolutions. Certes, les peuples n'en n'ont pas été les acteurs, seules la force militaire soviétique et la capacité de l'URSS à imposer, partout où l'armée rouge a triomphé, son système politique, sous le nom de révolution, auront réussi cet exploit. Staline l'avait expliqué un jour à Djilas : « Cette guerre ne ressemble à aucune guerre du passé. Qui occupe un territoire y impose son système politique et social. »

L'armée rouge n'étant pas entrée dans la partie occidentale de l'Europe, la France, comme l'Italie, l'Espagne ou d'autres, échappa à l'application de ce slogan brutal, mais elle fut, avec raison, inquiète des velléités soviétiques de la déstabiliser. Durant son voyage en URSS en décembre 1944, le général de Gaulle à qui ses vues si lucides sur la Russie et l'URSS, nourries de ses connaissances historiques, d'une vision géopolitique et de l'expérience polonaise ont aidé à traiter avec Staline, obtint de lui qu'il n'encourage pas la subversion en France. Après la guerre et après la mort de Staline, en 1953, la France restera pour l'URSS un interlocuteur souhaité, d'abord parce qu'elle se méfie encore de l'Allemagne et appréhende ses velléités de réarmement. Par la suite, l'URSS poststalinienne mise de même sur l'esprit d'indépendance français à l'égard de l'OTAN et des États-Unis, tout en déplorant sa fidélité au « camp occidental ». L'URSS constate alors que les moyens de pression dont elle espérait disposer en France se réduisent. La décolonisation voulue par le général de Gaulle l'a privée de l'espoir de créer à la France des difficultés coloniales, et l'audience du Parti communiste français s'est considérablement amoindrie dès que la déstalinisation entraîne des révoltes en Pologne et en Hongrie en 1956, puis en Tchécoslovaquie en 1968, et leur répression. Le Parti communiste perd alors une grande partie de son électorat, et ses sympathisants, « compagnons de route », que les révélations du XXe Congrès avaient déjà ébranlés, se

détournent en masse de lui et de l'URSS.

Si le général de Gaulle, fort de la volonté d'élargir les possibilités d'action et l'autorité de son pays, a intégré très tôt les relations avec l'URSS dans sa politique étrangère, son intuition se retrouve dans la ligne adoptée après 1968 en URSS même, qui est caractérisée par la volonté d'apaiser les rapports entre les deux blocs pour réduire leurs différences et l'influence des États-Unis en Europe. L'ouverture de l'URSS à l'Europe occidentale s'impose alors et la volonté de fonder un dialogue paneuropéen en découlera. La politique du général de Gaulle et de son successeur Georges Pompidou aura contribué au succès de cette politique, qui trouve son aboutissement dans la conférence d'Helsinki.

Les critiques du général de Gaulle lui ont souvent reproché de sacrifier à ce qu'il tenait pour l'intérêt national de son pays, la primauté accordée à l'alliance occidentale et la vigilance à l'égard de l'URSS. Mais l'histoire du dernier quart de siècle a donné raison au général de Gaulle. Le système soviétique, qui a dû affronter la compétition avec la puissance américaine – « Nous avons mis l'URSS à genoux » dira le président Reagan –, a certes été brisé par la course à la puissance que lui imposaient les États-Unis, mais tout autant et peut-être plus encore par la politique d'ouverture entre les blocs. Cette politique aura encouragé les peuples dominés par l'URSS, ceux de l'Est européen d'abord, certains peuples de l'URSS aussi, à la rébellion et imposé à Moscou des concessions et des adaptations qui finalement auront tué le système. Mikhaïl Gorbatchev, le dernier dirigeant de l'URSS qui voulut la transformer, adapter son pays à un monde changé, en paya le prix. Il perdit le pouvoir et dut accompagner la dissolution de l'URSS et la disparition du communisme de l'Europe. La nouvelle Russie voulut, comme jadis la Russie libérée de la domination mongole, revenir vers l'Europe, retrouver son statut européen. Gorbatchev avait engagé cette marche vers l'Europe, ses successeurs, Eltsine et Poutine, l'ont suivi ; ils n'y auront pas pleinement réussi.

L'Europe s'impatiente des lenteurs – voire des blocages – de la transition postcommuniste. Elle a raison de les déplorer, mais elle néglige ce faisant une réalité, c'est que la Russie a dû effectuer une double liquidation. Il lui fallait détruire un système totalitaire qui, durant trois quarts de siècle, trois générations, avait façonné les esprits – système de surcroît greffé sur une tradition de pouvoir autoritaire ; mais la Russie a dû aussi se séparer de son empire et cesser d'être un empire, ce qu'elle était depuis le XVIe siècle. La liquidation de l'empire s'opérant dans un espace continu, à la différence de presque tous les empires que la géographie séparait naturellement, les liens humains, les usages et les intérêts se révélèrent infiniment plus difficiles à briser. Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine ont espéré y substituer une sorte de *Commonwealth*, mais la géographie condamnait d'emblée cette illusion. Les dirigeants russes ont dû se contenter d'un *espace postsoviétique* auquel ils ont attribué une dénomination inédite, *étranger proche*, qui traduit leur malaise et leur perplexité quant à la nature des relations qui peuvent s'établir au sein de cet espace. L'histoire du dernier quart de siècle a montré que la Russie tendait à privilégier la notion de *proximité,* ce qui la conduisait à y invoquer des impératifs de sécurité allant parfois jusqu'à tenter de l'imposer par des interventions. Ainsi en Géorgie, en 2008. Pour les membres de cet *étranger proche*, c'est la notion de *distance*, l'étranger, qui l'emporte. Pour protéger cette conception, les États qui en font partie ont eu tendance à se réfugier auprès de la puissance qui s'est imposée plus puissante que toute autre dans le paysage géopolitique de l'après-guerre froide, les États-Unis ou encore l'OTAN. On peut comprendre ainsi les crises qui opposent de manière sporadique ou continue les pays de l'*étranger proche* à la Russie, crises qui font peser sur la Russie le soupçon d'une nostalgie pour l'URSS disparue ou d'un penchant impérialiste latent.

Les difficultés que connaît la Russie pour fonder un système démocratique stable se heurtent à de multiples obstacles. Un espace immense, le plus grand espace étatique du monde, qui suggère la nécessité d'un système de pouvoir sinon autoritaire, du moins jouissant d'une grande autorité. Et une société civile dont le développement fut tardif. L'Occident s'interroge, se méfie de ce pays qui n'adopte pas, ou si lentement, ses références. La Russie a-t-elle vraiment une place en Europe ? Ou bien sa spécificité, produit de l'histoire, d'une géographie particulière – elle est d'Europe et d'Asie –, n'est-elle pas une constante ? On retrouve au XXe siècle dans la relation entre Europe et Russie les questions posées par le passé, et la tendance à y répondre « à la manière de Custine ». La Russie, qui n'accepte pas le regard que l'on jette sur elle, tend à y réagir en rappelant un passé glorieux de puissance, le souvenir de Pierre le Grand, le réformateur impitoyable, d'Alexandre Ier, vainqueur de Napoléon défilant avec ses troupes à Paris. Elle se réfugie parfois même dans la spécificité qui lui est reprochée en l'opposant « aux faiblesses de la démocratie ». La tentation nationaliste n'est-elle pas une réponse possible à la méfiance occidentale ? La France tient comme toujours dans ce débat une place singulière. Après le général de Gaulle, qui par le dialogue avec la Russie aida à réconcilier l'Europe, François Mitterrand a défendu avec Mikhaïl Gorbatchev l'idée de la « maison commune européenne » et réussi, lors de la conférence de Paris en novembre 1990, à imposer la « Charte de Paris pour une nouvelle Europe », où devaient se retrouver l'URSS finissante et les peuples qui avaient échappé à sa domination.

Plus tard, Jacques Chirac, fidèle à la tradition gaulliste et très attentif à la culture russe qui lui était familière, conduisit une politique étrangère visant à dépasser avec la Russie les hostilités héritées d'une longue histoire. Et il poursuivit, en élargissant la coopération mise en place par le général de Gaulle. Mais au début du XXIe siècle, quand la Russie, enfin sortie du chaos terrible des années Eltsine, dirigée par Vladimir Poutine, a voulu s'affirmer sur la scène européenne et internationale en faisant appel aux ressorts profonds de l'adhésion populaire – le patriotisme, la fierté nationale – l'accord franco-russe se fissura. La France face à la Russie a alors opté pour une attitude plus européenne que propre à la tradition des rapports bilatéraux. La Russie allait-elle retourner à l'isolement ?

Le huitième président de la Ve République, Emmanuel Macron, est arrivé à la magistrature suprême alors que la Russie semblait s'écarter toujours plus – ou être mise toujours plus à l'écart – de cette Europe qu'elle avait depuis des siècles voulu rejoindre. Mais le paysage géopolitique dans lequel s'installe ce nouveau président n'est plus celui du siècle dernier. La disparition de l'URSS avait eu pour conséquence que les États-Unis s'étaient retrouvés en position de superpuissance dominante, sans rivale. En quelques années, d'autres puissances se sont imposées sur la scène mondiale, la Chine d'abord, mais aussi l'Inde, l'Asie devient le lieu principal où s'affrontent désormais les puissances.

Dans ce glissement géopolitique, la Russie, aux prises avec tant de difficultés pour achever sa transition, dispose d'un atout, elle est géographiquement d'Europe et d'Asie. Et même si les Russes, Vladimir Poutine en tête, ressentent profondément que leur pays est d'Europe, la tentation peut exister chez eux de se tourner vers l'Asie, de participer au glissement géopolitique vers l'Asie, dès lors que l'Europe se ferme à la Russie. L'Europe fait donc face à un défi. Que la Russie choisisse sa variante asiatique, et l'Europe n'aura pas place dans le nouveau paysage géopolitique, elle sera séparée de l'Asie, alors que la Russie est un pont entre Europe et Asie. Le président français a constaté la nécessité d'arrimer la Russie à l'Europe pour préserver les chances européennes de s'inscrire dans ce monde en mutation. Et il a voulu que la France assume ce rôle. Pour cela, il a entrepris, à la manière gaulliste, de renouer les fils du dialogue politique franco-russe. Que cette « ouverture à l'Est » ait eu pour première manifestation l'invitation adressée à Vladimir Poutine de se mettre dans les pas de Pierre le Grand en venant à Versailles est lourde de sens. Pierre le Grand avait voulu en son siècle ouvrir à son pays une « fenêtre sur l'Europe ».

Trois siècles plus tard, c'est l'Europe qui découvre la nécessité d'ouvrir une « fenêtre sur l'Asie » ; la relation franco-russe qui, depuis trois siècles, fut passionnée sans jamais faiblir sera-t-elle le moteur de ce basculement géopolitique ? Pourra-t-elle répondre à ce défi de l'histoire ? C'est là l'enjeu des années à venir.

Bibliographie générale

Le souci de ne pas alourdir inutilement un essai historique portant sur une longue période – trois siècles – nous a conduits à supprimer l'appareil critique.

En revanche, nous avons eu le souci de citer scrupuleusement les auteurs et ouvrages qui ont le plus contribué à guider notre réflexion et à l'enrichir des connaissances nécessaires. Pour plus de clarté, nous avons séparé la biographie générale, qui a servi de soubassement à l'ensemble de ce travail, et l'indication des sources ajoutées pour les divers chapitres.

Orientation bibliographique générale

Sur les rapports interétatiques

Bély (L.), *Les Relations internationales en Europe XVIIe-XVIIIe siècles*, Paris, 1992

Rossiia i Frantsiia XVII-XX veka, Moscou, 1995-2017, 12 vol. (*Russie-France XVII-XXe siècles*).

Cette collection d'études publiées sous la direction de P.P. Tcherkassov est irremplaçable (Russie et France XVIIe-XXe siècles)

Borkunov (A.) *Diplomatitcheskii protocol v Rossii,* Moscou, 2012 (*Le Protocole diplomatique en Russie*)

Dumont (J.) Rousset (J.), *Le Cérémonial diplomatique des Cours d'Europe*, Amsterdam, 1739, 5 vol.

Duparc (P.), *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France en Turquie*, Paris, 1969

Martens (F.), *Recueil des traités et conventions conclus par la Russie avec les puissances étrangères*, Saint-Pétersbourg, 1909, t. XV, avec la France

Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis 1648-1789, Paris, 1884, t. VIII et IX, Russie

Histoire de la diplomatie française, présentation Dominique de Villepin, Paris, 2005

Istoriia vnechnei politiki rossii XVIII veka, Moscou, 1998 (*Histoire de la politique étrangère russe au XVIIIe siècle*)

Rain (P.), *La Diplomatie française d'Henri IV à Vergennes,* Paris, 1945

Russie et Occident

Alexinski (G.), *Russia and Europe,* Londres, 1917

Berdiaiev (N.), *Russkaia idea*, Paris, 1946 (*L'idée russe*)

Cross (A.), *Russia and the West in the Eighteenth Century,* Newtownville, 1983

Danilevski (N. Ja.), *Rossia i Evropa. Vzgliad na kulturnye i polititcheskie otnocheniia slavianskogo mira k germano-rimskomu*, Saint-Pétersbourg, 1889, (*Russie et Europe. Regard sur les relations culturelles et politiques du monde slave et du monde germano-romain*)

Dukes (P.), *World Order in History. Russia and the West*, Londres, 1996

Fronvizine (D.) *Lettres de France 1777-1778*, Oxford Voltaire Foundation, 1995

Grünwald (C. de), *Trois siècles de diplomatie russe*, Paris 1945

Haumant (F.) *La Culture française en Russie*, Paris, 1913

Heller (M.), *Histoire de la Russie et de son Empire,* Paris, 1997

Ianov (A.), *Rossiia i Evropa 1662-1921*, Moscou, 2007-2009, 3 vol. (*La Russie et l'Europe*)

Kara-Murza (S. G.), *Rossiia i zapad. Paradigmy i tsivilizatsiia*, Moscou, 2011 (*Russie et Occident. Paradigmes et civilisation*)

Karamzine (N.) *Lettres d'un voyageur russe,* Paris, 1867

Kari (S. la), *Frantsuskie prosvetiteli v Rossii*, Moscou, 1998 (*Les civilisateurs français en Russie*)

Lortholary (A.) *Les philosophes du XVIIIe siècle et la Russie. Le mirage russe en France au XVIIIe siècle*, Paris, 1951

Malia (M.), *L'Occident et l'énigme russe. Du cavalier de bronze au mausolée de Lénine*, Paris, 2003

Mettan (G.), *Russie-Occident. Une guerre de mille ans. La russophobie, de Charlemagne à la crise ukrainienne*, Paris, 2015

Morenschild (D.S. von), *Russia in the Intellectual Life of Eighteenth Century France*, New York, 1936

Neumann (J.B.), *Russia and the Idea of Europe. A Study in Identity and International Relations*, Londres, 1996

Niqueux (M.), *L'Occident vu de Russie. Une anthologie de la pensée russe, de Karamzine à Poutine*, Paris, 2016

Nivat (G.), *Vers la fin du mythe russe, de Gogol à nos jours,* Paris, 1982

Platonov (S.), *Moscowand the West,* Londres, 1972

Rey (M.P.), *Le Dilemme russe. La Russie et l'Europe occidentale, d'Ivan le Terrible à Boris Eltsine*, Paris, 2002

Rjeoutski (V.), *Quand le français gouvernait en Russie. L'éducation de la noblesse russe 1750-1880*, Paris, 2016

Tarle (E.), *Zapad i Rossiia*, Saint-Pétersbourg, 1918, (*L'Occident et la Russie*)

Histoire de Russie

The Cambridge History of Russia (D. Lieven dir.), Cambridge, 2006

Grève (C. de), *Le Voyage en Russie. Anthologie des voyageurs français au XVIIIe et XIXe siècle*, Paris, 1990

Karamzine (N.), *Istoriia gosudarstva rossii*, Saint-Pétersbourg, 12 vol., trad. française *Histoire de l'Empire de Russie*, Paris, 1919-1926, 11 vol.

Klioutchevski (V.), *Kurs russkoi istorii* et traduction française, *Histoire de Russie* Paris, 1956, 5 vol.

Leroy-Beaulieu (A.), *L'Empire des tsars et la Russie*, Paris 1881-1898, 3 vol.

Lévêque (P.), *Histoire de la Russie et des principales nations de l'Empire russe* Paris, 1812, 8 vol.

Pascal (P.), *Histoire de la Russie des origines à 1917,* Paris, 1976

Pingaud (L.), *Les Français en Russie et les Russes en France*, Paris, 1886

Pipes (R.), *Russia under the Old Regime*, New York, 1974

Rambaud (A.), *Histoire de la Russie*, Paris, 1918

Rey (M.P.), *De la Russie à l'Union soviétique. La construction de l'Empire*, *1462-1953*, Paris, 1994

Riazanovski (N.), *A History of Russia*, Oxford, 1963, et traduction française, 1987

Seton Watson (H.) *The Russian Empire*, *1801-1917,* Oxford, 1988

Sokoloff (G.), *La Puissance pauvre. Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, Paris, 1993

Soloviev (S.), *L'Idée russe*, Paris, 1888

Weidle (W.), *La Russie absente et présente*, Paris, 1949

Bibliographie par chapitres

Chapitre premier

Ageeva (O.), *Evropeizatsiia Russkogo dvora 1700-1796*, Moscou, 2006 (*L'Européisation de la Cour de Russie*)

Anderson (M.S.), *Peter the Great*, Londres-New York, 1996

Andreeva (E.) *Rojdenie Peterburga*, Saint-Pétersbourg, 2011 (La naissance de Pétersbourg)

Bély (L.), *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, 1990

Blanc (S.), *Pierre le Grand*, Paris, 1974

Bluche (F.), *Louis XIV*, Paris, 1984

Carrère d'Encausse (H.), *Les Romanov*, Paris, 2014

Cross (A.), *Peter the Great through British Eyes*, Cambridge, 2000

Fiodorov (V.), *Peter the Great an Inspired Tsar*, Amsterdam, 2013

Fontenelle (B.), *Éloge de Pierre le Grand*, in *Oeuvres complètes,* Genève, 1968

Guichen (E. de), *Le Premier Traité franco-russe, 1682-1717*, Paris, 1908

Hughes (L.), *Peter the Great and the West. NewPerspectives*, Basingstoke, 2001

– *Russia in the Age of Peter the Great,* Yale Univ. Press, 1998

Inostrannye spetsialisty v Rossii v epoku Petra Velikogo. Biografitcheskii slovar'1682-1727, Moscou, 2019 (*Les spécialistes étrangers en Russie à l'époque de Pierre le Grand. Dictionnaire biographique des spécialistes venus de France, Wallonie, Suisse francophone et Savoie*)

Klioutchevski (V.), *Pierre le Grand* (traduction française) Paris, 1991

Liechtenhan (F.D.), *Pierre le Grand. Le premier empereur de toutes les Russies*, Paris, 2015

Massie (R.), *Peter the Great*, New York, 1980

Mezin (S.), *Piotr I vo franlsii*, Saint-Pétersbourg, 2017 (*Pierre Ier en France*)

Moltchanov (N.), *Diplomatiia Petra Pervogo,* Moscou, 1984 (*La Diplomatie de Pierre le Grand*)

Raeff (M.), *Peter the Great. Reformer or Revolutionnary ?*, Boston, 1966

Schuyler (E.), *Peter the Great Emperor of Russia*, New York, 1884

Shisov (A.), *Petr'velikii. Novoe protchenie biografii*, Moscou, 2012 (*Pierre le Grand. Une nouvelle lecture de sa biographie*)

Summer (B.), *Peter the Great and the Emergence of Russia,* New York, 1962

Tarle (E.), *Russkii flot i vnechniaia politika Petra I*, Saint-Pétersbourg, 1994 (*La flotte russe et la politique étrangère de Pierre le Grand*)

Voltaire, *Histoire de l'Empire de Russie sous Pierre le Grand*, in *Œuvres complètes,* 1784, t. XXIV

Wittram (R.), *Peter I. Tsar und Kaiser zur Geschichte Peters der Grossen in Seiter Zeit*, Göttingen, 1964, 2 t.

Waliszewski (K.), *Peter the Great,* New York, 1897

Chapitre II

Anisimov (E.), *Rossiia bez Petra, 1725-1740*, Saint-Pétersbourg, 1994 (*La Russie sans Pierre*)

– *Jenchtchiny na russkom prestole*, Saint-Pétersbourg, 1998, (*Des femmes sur le trône russe*)

– *Anna Iovanovna,* Moscou, 2002

Brückner (A.), *La Famille de Brunswick en Russie au XVIIIe siècle*, Saint-Pétersbourg, 1876

Curtis (M.), *Anna Iovanovna and her Era, 1730-1740*, New York, 1978

Kurukin (I.), *Biron*, Moscou, 2006

Mauvillon (E.), *Histoire de la vie, du règne et du détrônement d'Ivan VI empereur de Russie assassiné à Schlüsselbourg dans la nuit du 15 au 16 juillet 1764,* Paris, 1869

Mémoires du règne de Catherine Ire impératrice de toutes les Russies, Amsterdam, 1742

Münnich (J.E.), *Ébauche du gouvernement de l'Empire de Russie*, Paris, 1789

Muratori-Philip (A.), *Stanislas Leszczynski aventurier, philosophe et mécène des Lumières*, Paris, 2005

Pavlenko (N.), *Ekaterina I,* Moscou, 2004

– *Anna Iovanovna*, Moscou, 2002

Petruhintsev (N.N.), *Tsarstvovanie Anny Ivanovny. Formirovanie vnutre – polititcheskogokursa i sudby armii i flota*, Saint-Pétersbourg, 2001 (*Le règne d'Anna Ivanovna. La formation de la politique intérieure et le sort de l'armée et de la flotte*)

Rathery (E.), *Le comte de Plélo. Un gentilhomme français au XVIIIe siècle. Guerrier, littérateur et diplomate,* Paris, 1876

Tcherkassov (P.), *Dvuhglavyi Orel i korolevskie lilii. Stanovlenie russko-frantsuskih otnochenii v XVIII veke 1700-1775,* Moscou, 1995 (*L'aigle à deux têtes et les lys royaux. L'établissement des relations franco-russes au XVIIIe siècle. 1700-1775*)

Ziegler (C.), *La Première Catherine,* Paris, 1956

Chapitre III

Anisimov (E.), *Elizaveta Petrovna*, Moscou, 1999

Bled (J.P.), *Marie-Thérèse d'Autriche*, Paris, 2001

Bluche (F.), *Le Despotisme éclairé*, Paris, 1968

Brennan (J.), *Enlightened Despotism in Russia. The Reign of Elisabeth 1741-1762*, New York, 1987

Broglie (A. de), *Le Secret du roi, 1752-1774. Louis XV et ses agents diplomatiques*, Cassel, 1878, 2 vol.

Browning (R.), *The War of Austrian Succession*, New York, 1993

Chaussinand-Nogaret (G.), *Le Cardinal de Fleury. Le Richelieu de Louis XV*, Paris, 2002

Chtchepkin (E.N.), *Russko-avstriiskii soiouz vo vremia semiletnii voiny. 1740-1758*, Saint-Pétersbourg, 1902 (*L'alliance russo-autrichienne durant la guerre de Sept Ans, 1740-1758*)

Kaplan (H.), *Russia and the Outbreak of Seven Years War*, Berkeley, Los Angeles, 1968

Lever (É.), *Le Chevalier d'Éon. Une vie sans queue ni tête,* Paris, 2009

Ley (F.), *Le Maréchal de Münnich (1687-1767) et la Russie au XVIIIe siècle,* Paris, 1959

Liechtenhan (F.D.), *La Russie entre en Europe. Élisabeth Ire et la succession d'Autriche*, Paris, 1992

– *Élisabeth Ire de Russie, l'autre impératrice* Paris, 2007

– *En Russie au temps d'Élisabeth. Mémoires sur la Russie par le chevalier d'Éon*, Paris, 2006

Mil'tchina (V.), *Rossiia i frantsiia. Diplomaty, literatory i chpiony,* Saint-Pétersbourg, 2004 (*La Russie et la France, diplomates, littérateurs et espions*)

Pekarskii (P.), *Markiz de La Chétardi v Rossii, 1740-1742,* Saint-Pétersbourg, 1862 (*Le marquis de La Chétardie en Russie*)

Perrault (G.), *Le Secret du roi*, 3 vol., tome I, Paris, 1992

Talbot-Rice (T.), *Elizabeth. Empress of Russia*, New York, 1970

Tapié (V.L.), *L'Europe de Marie-Thérèse. Du Baroque aux Lumières*, Paris, 1973

Tcherkassov (P.), *Elizaveta Petrovna I Lioudovik XV. Russko-frantsuskie otnocheniia 1741-1762*, Moscou, 2010 (*Élisabeth Petrovna et Louis XV. Les relations russo-françaises 1741-1762*)

Vandal (A.), *Louis XV et Élisabeth de Russie*, Paris, 1882

Waliszewski (K.), *La Dernière des Romanov. Élisabeth Ire de Russie, impératrice de Russie, 1741-1762*, Paris, 1902

Chapitre IV et V

Pierre III

Bain (R.N.), *Peter III : Emperor of Russia,* Londres, 1902

Dassow (J.), *Friedrich II von Preussen und Peter III von Russland,* Berlin, 1908

Goudar (A. de), *Mémoires pour servir l'histoire de Pierre III. Avec un détail historique des différends de la maison de Holstein avec la Cour de Danemark*, Francfort, 1763

La Marche (M.C.F.S. de), *Histoires et anecdotes de la vie, du règne, du détrônement de Pierre III dernier empereur de toutes les Russies écrites en forme de lettres*, Londres, 1766

Mylnikov, *Petr III*, Moscou, 2002 (*Pierre III*)

Saldern (K. von), *Histoire de la vie de Pierre III, empereur de toutes les Russies présentant sous un aspect important les causes de la révolution arrivée en 1762*, Francfort, 1802

Thibault de Laveaux (J.C.), *Histoire de Pierre III, empereur de Russie imprimée sur un manuscrit trouvé dans les papiers de Montmarin, ancien ministre des Affaires étrangères et composée par un agent de Louis XV à la Cour de Pétersbourg*, Paris, 1799

Catherine II

Alexander (J.T.), *Catherine the Great. Life and Legend*, Oxford, 1989

Bil'basov (V. A), *Istoriia Ekateriny II*, Saint-Pétersbourg, 1890-1891 (*Histoire de Catherine II*)

Billet (F.) *La Politique française en mer Noire, 1747-1789*, Istanbul, 1992

Didro v Peterburge, 1773-1774, Saint-Pétersbourg, 1884, 2 vol. (*Diderot à Pétersbourg, 1773-1774*)

Brikner (A. G), *Istoriia Ekateryni II vpiati tchastiah*, Saint-Pétersbourg, 1885, (*Histoire de Catherine II en cinq parties*)

Carrère d'Encausse (H.), *Catherine II. Un âge d'or pour la Russie*, Paris, 2003

Castera (J.), *Histoire de Catherine II impératrice de Russie*, Paris an VIII, 3 vol.

Dachkova (C. princesse), *Mémoires*, Paris, 1889

Davidenkoff (A.) dir., *Catherine II et l'Europe*, Paris, 1997

Davies (N.), *God's Playground. A History of Poland*, Oxford, 1981, 2 vol., vol. I

Drujinina (E.I.), *Kutchuk-Kainardjiiskii mir 1774 goda,* Moscou, 1975 (*La paix de Kutchuk-Kaïnardji en 1774*)

Kamenskii (A.B.) *« Pod senii Ekateriny » : ee znamenitye podvizniki,* Saint-Pétersbourg, 1992

Kamenskii (A.B.), *Jizn I soud'ba Ekateriny Velikoi,* Moscou, 1997 (*Vie et destinée de Catherine la Grande*)

Kizevetter (A.A.) *Imperatritsa Ekaterina II kak zakonodotel'* Moscou, 1912 (*L'impératrice Catherine II législatrice*)

Kozlov (I.), *Imperatritsa Ekaterina Velikaia,* Saint-Pétersbourg, 1904 (*L'Impératrice Catherine la Grande*)

Lord, *The Second Partition of Poland*, Cambridge Mass., 1915

Lukowski (J.), *The Partitions of Poland 1772-1793-1795,* Londres, 1999

Madariaga (I. de), *Catherine the Great : A Short History,* New Haven, 1990

– *Russia in the Age of Catherine the Great,* Londres, 1981

– *Britain, Russia and the Armed Neutralities of 1780,* Londres, 1963

Nazarevskii (V.V.), *Tsarstvovanie Imperatritsy Ekateriny II*, Moscou, 1913 (*Le règne de l'Impératrice Catherine II*)

Oldenburg (Z.), *Catherine de Russie,* Paris, 1966

Olivier (D.), *Catherine la Grande,* Paris, 1965

Omeltchenko (O.A.), *Zakonnaia monarhiia Ekateryni II*, Moscou, 1993 (*La monarchie légale de Catherine II*)

Pascal (P.), *La Révolte de Pougatchev*, Paris, 1971

Pokrovski (V.I.), *Ekaterina II. Ee Jizn'i sotchineniia*, Moscou, 1910 (*Catherine II. Sa vie et ses écrits*)

Poussou (J.) Mézin (A.), *L'Influence française en Russie au XVIIIe siècle*, Paris, 2004

Raeff (M.), *Catherine the Great. A Profile*, Londres, 1972

Stegnii (P.V.), *Khronika vremen Ekateriny II*, Moscou, 2001 (*Chronique du temps de Catherine II*)

– *Ekaterina II*, Moscou, 2002

– *Razdel Pol'chy I diplomatiia Ekateriny II*, Moscou, 2002 (*Le partage de la Pologne et la diplomatie de Catherine II*)

Stroev (A.), *La Russie et la France des Lumières. Monarques et philosophes. Écrivains et espions*, Paris, 2017

Tchaikovskaia (O.G.), *Imperatritsa. Tsarstvovanie Ekateriny II*, Moscou-Smolensk, 1998 (*L'Impératrice. Le règne de Catherine II*)

Tcherkassov (P.), *Ekaterina II I Lioudovik XVI*, Moscou, 2004 (*Catherine II et Louis XVI*)

– *Lioudovik XV i Emilian Pougatchev. Frantsuskaia diplomatiia i vostanie Pougatcheva*, Moscou, 1998 (*Louis XVI et Emelian Pougatchev. La diplomatie française et le soulèvement de Pougatchev*)

Vernadski (G.V.), *Russkoe masonstvo v tsarstvovanie Ekateriny II*, Petrograd, 1917 (*La franc-maçonnerie russe à l'époque du règne de Catherine II*)

Potemkine

Ekaterina II I G. A Potemkin. Litchnaia perepiska 1769-1791, Moscou, 1997 (*Catherine II et G. A Potemkine. Leur correspondance 1769-1791*)

Sebag-Montefiori (S.), *Prince of Princes. The Life of Potemkin*, Londres, 2001

Chapitre VI

Childer (N. K.), *Imperator Pavel I*, Saint-Pétersbourg, 1901 (*L'Empereur Paul Ier*)

Grünwald (C. de), *L'Assassinat de Paul Ier*, Paris, 1960

Kobeko (D.), *Tsarevitch Pavel Petrovitch 1754-1796*, Saint-Pétersbourg, 1883 (*Le tsarevitch Paul Petrovitch*)

Ragsdale (H.), *Paul I. A Reassessment of his Life and Reign*, Pittsburgh, 1979

Troyat (H.), *Paul Ier. Le tsar mal aimé,* Paris, 2002

Chapitre VII

Arkhangelskii (A.), *Alexandre Ier. Le feu follet,* Paris, 2000

Brian Chaninov (N.), *Alexandre Ier*, Paris, 1934

Childer (N.), *Imperator Aleksandr I ego jiznî tsarstvovanie*, Saint-Pétersbourg, 1897, 4 vol. (*L'Empereur Alexandre Ier. Vie et règne*)

Dictionnaire napoléon, Tulard (J.) dir., Paris, 1999, 2 vol.

Grinstead (P.), *The Foreign Minister of Alexander I,* Berkeley, 1969

Hartley (J.), *Alexander I,* Londres, 1994

Ivtchenko (I.), *Borodino Legenda i deistvitel'nost'*, Moscou, 2002 (*Borodino. La légende et la réalité*)

Lentz (T.) dir., *Napoléon et l'Europe : regards sur la politique européenne de Napoléon*, Paris, 2005

– *Diplomatie au temps de Napoléon*, Paris, 2015

– *Le Congrès de Vienne*, Paris, 2014

Lieven (D.), *Empire : the Russian Empire and its Rivals*, Londres, 2001

– *La Russie contre Napoléon. La bataille pour l'Europe 1807-1814*, Paris, 2012 (éd. anglaise 2009)

Mel'nikova (I.V.), *Armiia i pravoslavnaia tserkov Rossiiskoi imperii v epohu Napoleonovskih voin*, Moscou, 2007 (*L'armée et l'Église orthodoxe de Russie à l'époque des guerres napoléoniennes*)

Nicolas (grand-duc), *Les Relations diplomatiques de la Russie et de la France, 1808-1812,* Saint-Pétersbourg, 1905-1906, 6 vol.

Nicolas Mikhailovitch (grand-duc), *L'Empereur Alexandre Ier*, Saint-Pétersbourg, 1907, 2 vol.

Orlov (A.A.), *Soiouz Peterburga i Londona*, Saint-Pétersbourg, 2005 (*L'alliance de Pétersbourg et Londres*)

Palmer (A.), *Alexandre I. Tsar of War and Peace*, Londres, 1974

Popov (A.I.), *Velikaia armiia v Rossi Pogonia za mirajom*, Samara, 2002 (*La grande armée en Russie. La course au mirage*)

Promyslov (N.), *Frantsuskoe obchtchestvenoe mnenie o Rossi nakanune i vo vremia voiny 1812 goda*, Moscou, 2016 (*L'opinion publique française sur la Russie à la veille et durant la guerre de 1812*)

Ratchinski (A.), *Napoléon et Alexandre Ier*, Paris, 2002

Rey (M.P.), *Alexandre Ier,* Paris, 2009

– *L'Effroyable tragédie*, Paris, 2012

– *1814, un tsar à Paris*, Paris, 2014

Ringaud (L.), *Les Français en Russie et les Russes en France. L'Ancien Régime. L'émigration. Les invasions*, Paris, 1886

Sirotkine (V.), *Napoleon i Alksandr I. Diplomatiia i razvedka Napoleona i Aleksandra I v 1801-1812*, Moscou, 2002 (*Napoléon et Alexandre Ier. Diplomatie et renseignement de Napoléon et Alexandre Ier en 1801-1812*)

Tatichtchev (S.S.), *Alexandre Ier*, Paris, 1894

Totfalouchine (V.), *M. V Barklai de Tolli v otetchestvennoi voine 1812 goda*, Saratov 1991 (*M. V Barclay de Tolly dans la guerre patriotique de 1812*)

Troitski (N.), *1812 velikii god Rossii,* Moscou, 2007 (*1812, grande année russe*)

Troubetskoi (A.), *Imperial Legend : the Mysterious Disappearence of Tsar Alexander I*, New York, 2002

Troyat (H.), *Alexandre Ier. Le sphinx du Nord*, Paris, 1981

Vandal (A.), *Napoléon et Alexandre Ier,* Paris, 1891, 3 vol.

Waresquiel (E. de), *Talleyrand. Le prince immobile*, Paris, 2003

Zawadski (M.H.), *A Man of Honour : Adam Czartoryski as a State Man of Russia and Poland, 1795-1831,* Oxford, 1993

Zamoyski (A.), *1812 : Napoleon's Fatal March on Moscow,* Londres, 2004

Zlotnikov (M.I.), *Kontinental'naia blokada i Rossia*, Moscou, 1966 (*Le blocus continental et la Russie*)

Chapitre VIII

Andreeva (T.V.), Vyskotchkov (L.V.), *Nikolai I. Pro i contra*, Saint-Pétersbourg, 2011

April (S.) Huard (R.) Lévêque (P.) Mollier (J.Y.), *La Révolution de 1848 en France et en Europe*, Paris 1998

Broglie (G. de), *La Monarchie de juillet, 1830-1848,* Paris, 2011

– *Guizot*, Paris, 1990

Cadot (M.), *La Russie dans la vie intellectuelle française, 1839-1856*, Paris, 1967

Caron (P.), *La France de 1815 à 1848*, Paris, 2000

Castries (R. de), *Louis-Philippe*, Paris, 1993

Childer (N.K.), *Imperator Nikolaï I*, Moscou, 1997

Custine (A. de), *La Russie en 1839,* Paris, 1843

Golovine (I.), *La Russie sous Nicolas Ier*, Paris, 1845

Grosvestins (C.F.S. de), *La Russie ramenée à l'ordre et l'Europe en 1857*, Paris, 1858

Grünwald (C. de), *La Vie de Nicolas Ier*, Paris, 1946

Guizot (F.), *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, Paris, 1858

Lacroix (M.), *Histoire de la vie et du règne de Nicolas Ier*, Paris, 1864

Liachtchenko (L.M.), *Nikolaï Pervoi : Sloutchainyi Imperator*, Moscou, 1913, (*Nicolas Ier. Empereur fortuit*)

Lichtenhan (F.D.), *Astolphe de Custine. Voyageur et philosophe*, Paris, 1990

Lincoln (W.), *Nicholas I. Emperor and Autocrat of all the Russias*, Bloomington Un. Press, 1978

Lobanov-Rostovski (A.), *Russia and Europa 1825-1878*, Ann Arbor, 1954

Mazour (A.), *The First Russian Revolution 1825. The Decembrist Movement* Stanford, 1937

Mironenko (S.V.), *Samoderjavie i reformy. Polititcheskaia bor'ba v Rossii v natchale XIX v.,* Moscou, 1989 (*Autocratie et réformes. Le combat politique en Russie au début du XIXe siècle*)

Puryear (V.J.), *England, Russia and the Straits Questions, 1844-1856*, Berkeley, 1960

Raeff (M.), *Comprendre l'ancien régime russe. État et société en Russie impériale*, Paris, 1982

Tatischtchev (S.), *Vnechniaia politika imperatora Nikolaia Ier*, Saint-Pétersbourg, 1897 (*La Politique extérieure de l'empereur Nicolas Ier*)

Tcherkassov (P.), *Russkii agent vo frantsii Iakov Nikolaevitch Tolstoï, 1791-1867,* Moscou, 2008 (*Un agent russe en France. Iakov Nicolaievitch, Tolstoï. 1791-1867*)

Tchoukarev (A.G.), *Tainaia politsiia Rossii 1825-1855 gg*, Moscou, 2005 (*La police secrète russe dans les années 1825-1855*)

Waresquiel (E. de) Yvert (B.), *Histoire de la Restauration 1814-1830. Naissance de la France moderne*, Paris, 2002

Chapitre IX

Bapst (E.), *Les Origines de la guerre de Crimée,* Paris, 1912

Carmona (M.), *Morny, le vice-empereur*, Paris, 2005

Charles-Roux (F.), *France et chrétiens d'Orient*, Paris, 1930

– *Alexandre II, Gortchakov et Napoléon III*, Paris, 1913

Girard (L.), *Napoléon III* Paris 1986

Gouttman (A)*, La Guerre de Crimée 1853-1856,* Paris, 2003

Grünwald (C. de), *Alexandre II et son temps*, Paris, 1963

Guillemin (R.), *La Guerre de Crimée*, Paris, 1981

Guizot (F.), *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, Paris, 1858

Maréchal (G.), *La Guerre de Crimée,* Paris, 1888

Marinin (O.V.), *Diplomatitcheskaia deiatel'nost' rossii na zaverchtaiuchtchem etape Krymskoi voiny. Parijski imirnyi Kongress 1856 goda*, Moscou, 2009 (*L'activité diplomatique de la Russie, l'étape finale de la guerre de Crimée. Le Congrès de la Paix de Paris de 1856*)

Milza (P.), *Napoléon III*, Paris, 2004

Mouraviev (B.), *L'Alliance russo-turque au milieu des guerres napoléoniennes*, Neuchâtel, 1954

Rossia i Tchernomorskie prolivy, Moscou, 1999 (*La Russie et les Détroits de la mer Noire*)

Rambaud (A.), *Français et Russes*, Paris, 1892

Rousset (C.), *Histoire de la guerre de Crimée,* Paris, 1877

Ryjova (R.I.), *Russko-frantsuskie otnocheniia v evrope posle krymskoi voiny* Moscou 2016 (*Les relations russo-françaises en Europe après la guerre de Crimée*)

Schule (E.), *Russland und Frankreich von Ansgang des krimkrieges bis zum Italienischen krieg 1856-1859*, Berlin, 1935

Smith (W.) *Napoléon III*, Paris, 2007

Tarle (E.), *Krymskaia voina,* Moscou-Leningrad, 1944, 2 vol. (*La guerre de Crimée*)

Thouvenel (I.), *Nicolas Ier et Napoléon III*, Paris, 1891

– *Trois années de la question d'Orient d'après les papiers inédits de Monsieur de Thouvenel*, Paris, 1897

Todleben (lieutenant général de), *Défense de Sébastopol*, Saint-Pétersbourg, 1863, 3 vol.

Tolstoï (L.), *Récits de la guerre de Crimée*

Chapitre X

Bogdanovitch (A.)*, Tri poslednih samoderdjtsa,* Moscou, 1990 (*Les trois derniers autocrates*)

Carrère d'Encausse (H.), *Alexandre II, le printemps de la Russie*, Paris, 2008

Grünwald (C. de), *Le Tsar Alexandre II et son temps*, Paris, 1963

Kolosov (A.), *Alexander II*, Londres, 1902

Liachtchenko (L.M.), *Tsar' osvoboditel' jizn' i deianiia Alexandre II*, Moscou, 1994 (*Le tsar libérateur. Vie et action d'Alexandre II*)

Mosse (M.), *Alexander II and the Modernization of Russia*, New York, 1992 (éd. complétée)

Paléologue (M.), *Le Roman tragique de l'Empereur Alexandre II*, Paris, 1963

Radzinski (E.), *Aleksandr II jizn' i smert' dokumental'nyi roman*, Moscou, 2006 (*Alexandre II vie et mort. Un roman document*)

Tatichtchev (S.S.), *Imperator Aleksandr II, ego jizn'l tsarstvovanie*, Saint-Pétersbourg, 1902, 2 vol. (*L'Empereur Alexandre II. Sa vie et son règne*)

Troyat (H.), *Alexandre II*, Paris, 1990

Politique extérieure

Kipianina (N.S.), *Osnovnye etapy politiki rossii v vostochnom krizise*, *1875-1878 gg. Rossia i vostochnoi Krizis 70 g XIX veka*, Moscou, 1981 (*Principales étapes de la politique russe dans la crise orientale des années 1875-1878. La Russie et la crise orientale des années 70 du XIXe siècle*)

Kozik (V. I.) *Russkaia politika v Bolgarii* Moscou 1991 (*La politique russe en Bulgarie*)

McCenzie (D.), *Russia's Balkan Policies under Alexandre II*, *1855-1881,* Cambridge Mass., 1993

Manfred (A.Z.), *Vnechniaia politika Frantsii 1871-1911*, Moscou, 1953 (*La politique étrangère de la France 1871-1911*)

Morny (Ch.), *Une ambassade en Russie 1856*, Paris, 1892

Narotchnitskaia (N.), *Rossia i otmena neitralizatsii tchernogo moria 1856-1871gg k istorii vostotchnogo voprosa*, Moscou, 1989 (*La Russie et le rejet de la neutralisation de la mer Noire 1856-1871. Pour l'histoire de la question orientale*)

– *Rossiia i voiny Prussii v 60 godah za ob'edinenie Germanii « sverhu »* Moscou 1960 (*La Russie et les guerres de Prusse dans les années 60 pour l'unification allemande « par le haut »*)

Nolde (B. baron), *Peterburgskaia missia Bismarka 1859-1862. Rossiia I Evropa v natchale tsarstvovenia Aleksandra II*, Prague, 1925 (*La mission pétersbourgeoise de Bismarck 1859-1862. La Russie et l'Europe au début du règne d'Aleksandre II*)

Olivier (E.), *L'Empire libéral,* Paris, 1898

Chapitre XI

Azéma (J.P.) Winock (M.), *La Troisième République,* Paris, 1976

Bensidoun (S.), *Alexandre III. 1881-1914,* Paris, 1990

Bonin (H.), *La Société générale en Russie,* Paris, 1994

Bovykin (V.P.), *Frantsuskie banki v Rossii, Konets XIX natchalo XX veka*, Moscou, 1999 (*Les banques françaises en Russie à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle*)

Burn (P.I.), *Gambetta's Final Years. The Era Difficulties*, New York, 1882

Cameron (R.), *La France et le développement économique de l'Europe 1800-1914*, Paris, 1987

Coriani (G.), *Une France russophile. Découverte, réception, impact. La diffusion de la culture russe en France de 1880 à 1940*, Strasbourg, 1998 (thèse)

Correspondance du baron de Staël ambassadeur de Russie à Londres (A. Meyendorf ed.), Paris, 1929

Cyon (E. de), *L'Alliance franco-russe,* Lausanne, 1895

Flourens (E.), *Alexandre III sa vie, son œuvre*, Paris, 1984

Gerschenkron (A.), *L'Europe dans le miroir russe,* Paris, 1998

Geyer (D. von), *Russian Imperializm. The Interaction of Domestic and Foreign Policies 1860-1916*, Yale Un. Press, 1987

Girault (R.), *Emprunts russes et investissements français en Russie, 1887-1914*, Paris, 1973

Hoghenhuis-Selivestoff (A.), *Une alliance franco-russe. La France, la Russie et l'Europe au tournant du siècle dernier,* Bruxelles, 1997

– *Juliette Adam 1836-1936. L'Instigatrice*, Paris, 2001

Kennan (G.), *The Fateful Alliance,* New York, 1984

– *The Decline of Bismarck European Order. Franco-Russian Relations*, Princeton, 1979

(Ces deux ouvrages sont fondamentaux)

Lamsdorff (V.N.), *Dnevnik 1891-1892*, Moscou, 1934 (*Journal 1891-1892*)

Nazarevski (V.V.), *Tsarstvovanie Imperatora Aleksandra III*, Moscou, 1910 (*Le règne de l'Empereur Alexandre III*)

Neuberger (I.), *Russland unter Kaiser Aleksander III*, Berlin, 1894

Nolde (baron), *L'Alliance franco-russe. Les origines du système diplomatique d'avant-guerre*, Paris, 1936

Notovitch (N.), *L'Empereur Alexandre III et son entourage,* Paris, 1893

– *Livre d'or à la mémoire d'Alexandre III*, Paris, 1895

Nougaret (R.), *Le Crédit Lyonnais en Russie, 1878-1920,* Paris, 1992

Rybatchenok (I.S.), *Soiouz s Frantsii vo vnechnei politiki Rosssii v Kontse XIX veka*, Moscou, 1993 (*L'alliance avec la France dans la politique étrangère russe à la fin du XIXe siècle*)

Silvère (P.), *Un tsar ami de la France,* Paris, 1895

Soljénitsyne (A.), *La Roue rouge. Premier nœud, 1914,* Paris, 1983

Stoskopf (N.), *Les Patrons du Second Empire. Banquiers et financiers parisiens*, Paris, 2002

Taube (baron), *La Politique russe d'avant-guerre et la fin de l'Empire des tsars*, Paris, 1928

Toutain (A.), *Alexandre III et la République française. Souvenirs d'un témoin*, Paris, 1928

Zaiontchkovski (P.A.), *Russkaia Armiia i flot na rubeje XIX-XX v*, Moscou, 1977 (*L'armée et la flotte russe au tournant du XIXe-XXe siècles)*

– *Rossiskoe samoderjavie v kontse XIX go stoletiia*, Moscou, 1970 (*L'autocratie russe à la fin du XIXe siècle*)

Chapitre XII

Ananyitch (V.V.) Ganelin (R. Ch.), *Serguei Ioulevitch Vitte I ego vremia*, Saint-Pétersbourg, 1999, (*Sergei Ioulievitch Witte et son temps*), *The Cambridge History of Russia* (D. Lieven dir.), Cambridge, 2006

Bély (L.), *La Diplomatie française et la puissance russe au XVIIIe siècle. Russie-France. 300 ans de relations spéciales,* Moscou, 2010 (traduction russe)

Carrère d'Encausse (H.), *Nicolas II. La transition interrompue*, Paris, 1996

Chpiakov (V.I.), *Rossiia na vsemirnyh vystavkah 1851-2000*, Moscou, 2000 (La Russie dans les expositions universelles 1851-2000), spécialement pour l'Exposition de 1900

Dallin (D.), *The Rise of Russia in Asia,* Cambridge, 1950

Eltchaninov (A.), *Tsarstvovanie gosudaria Imperatora Nikolaia Aleksandrovitcha*, Saint-Pétersbourg, 1913 (*Le règne de l'Empereur Nicolas Alexandrovitch*), (publié avec l'accord de Nicolas II)

Ferro (M.), *Nicolas II*, Paris, 1990

Grünwald (C. de), *Le Tsar Nicolas*, Paris, 1965

Izvolski (A.), *Au service de la Russie. Correspondance diplomatique 1906-1911*, Paris, 1937-1939, 2 vol.

Khroustalev (V.M.), *Romanovy. Poslednie dni dinastii*, Moscou, 2013 (*Les Romanov. Les derniers jours de la dynastie*)

Kostrikova (E.G.), *Russkoe obchtchestvo i vnechniaia politika nakenune pervoi mirovoi voiny. 1908-1914*, Moscou, 2007 (*La société russe et la politique étrangère à la veille de la Première Guerre mondiale, 1908-1914*)

Liechtenhan (F.D.), *Le Crépuscule des Empereurs*, Paris, 2012

Lieven (D.), *Nicolas II. Emperor of all Russias*, Londres, 1993

Massie (R.K.), *Nicolas and Alexandra*, New York, 1971

Mironenko (S.), *A Life Long Passion. Nicholas II and Alexandra*, Londres, 1996

Neilson (K.), *Britain and the Last Tsar. The British Policy and Russia. 1894-1917*, Oxford, 1996

Oldenbourg (S.), *Tsarstvovanie Imperatora Nikolaia II*, Belgrade-Munich, 1939 (*Le règne de l'empeureur Nicolas Ier*)

Paléologue (M.), *Le Crépuscule des tsars. Journal 1914-1917*, Paris, 2007

Parr (J.F.), *Théophile Delcassé and the Practice of the Franco-Russian Alliances 1895-1905*, Fribourg, 1951

Penico (E.), *Frantsusko russkii soiuz natchala 1890 godov do revoliutsii 1917 goda v svetl dokumentov*, Moscou, 2010 (*L'alliance franco-russe du début des années 1890 à la révolution de 1917 à la lumière des documents*)

Radzynsky (E.), *Nicolas II. Le dernier tsar*, Paris, 2002

Ross (N.), *Ils ont tué le tsar*, Paris, 2018

Rybatchenok (I.S.), *Vnechnaia Torgovlia rossii I russko frantsuskie torgovye otnocheniia*, Istoria SSSR I, 1982 (*Le commerce extérieur russe et les relations commerciales franco-russes*)

– *Evoliutsiia russko-frantsuskogo soiuza 1891-1893 godov natchala XX veka*, Moscou, 2010 (*Évolution de l'alliance franco-russe au début du xxe siècle*)

Chapitres XIII et XIV

Alain (J.C.), *Agadir. Une crise impérialiste en Europe pour la conquête du Maroc*, Paris, 1976

Avetian (A.S.), *Russko-Germanskie otnocheniia nakanune pervoi mirovoi voiny* 1910-1914, Moscou, 1985 (*Les relations russo-allemandes à la veille de la Première Guerre mondiale 1010-1914*)

Bérenger (J.), *L'Empire austro-hongrois 1815-1918*, Paris, 2011 (2e éd.)

Bovykin (V.I.), *Iz istorii vozniknoveniia pervoi mirovoi voiny : otnocheniia Rossii i Frantsii v 1912-1914 g.*, Moscou, 1961 (*Histoire de l'émergence de la Première Guerre mondiale : les relations de la Russie et de la France dans les années 1912-1914*)

Bridge (F.), *From Sadowa to Sarajevo. The Foreign Policy of Austria 1866-1914*, Londres, 1972

Caillaud (J.), *Mes mémoires,* Paris 1942-1947, 3 vol. (pour Agadir vol.2)

Chatsilo (K.), *Ot Portsmutskogo mira k pervoi mirovoi voiny*, Moscou, 2000 (*De la paix de Portsmouth à la Première Guerre mondiale*)

– *Rossiia pered per voi mirovoi voinoi,* Moscou, 1974 (*La Russie devant la Première Guerre mondiale*)

Clarck (C.), *Les Somnambules. Été 1914. Comment l'Europe a marché vers la guerre*, Paris, 2013

Girault (R.), *Diplomatie européenne. Nation et Impérialismes. 1871-1914*, Paris, 2004

Grant (N.) ed., *The Kaiser's Letters to the Tsar,* Londres, S. D

Hell (H.), *The Balkan Wars 1912-1913. Prelude to the First World War*, Londres, 1983

Izvol'ski (A.), *Au service de la Russie. Correspondance diplomatique, 1906-1911,* Paris, 1937-1939, 2 vol.

Katsioubinskii, *Russkii natsionalizm v natchale XX sloletiia*, Moscou, 2001 (*Le nationalisme russe au début du xxe siècle*)

Keigen (J.), *France and the Origins of the First World War*, Londres, 1983

Kokotsev (V.N.), *Iz moego prochlovo,* Paris, 1933, 2 vol. (*De mon passé*) ; ce sont des mémoires

Kostrikova (E.G.), *Istoriia vnechnei politiki Rossii. Konets XIX natchalo XX vv*, Moscou, 1997 (*Histoire de la politique étrangère de la Russie. Fin du xixe siècle et début du xxe*)

Laurens (H.), *Les Crises d'Orient 1768-1914*, Paris, 2017

Lieven (D.), *Russia and the Origins of the First World War*, Londres, 1983

Mc. Laren (D.), Mc Donald, *United Government and Foreign Policy in Russia 1900-1914*, Cambridge Mass., 1912

Marks (S.), *Road to Power. The Transsiberian Railroad and the colonization of Asian Russia 1850-1907,* Londres, 1991

Nish (I.), *The Origins of the Russian Japanese War*, Londres, 1985

Paléologue (M.), *Journal 1913-1914 : au quai d'Orsay à la veille de la tourmente*, Paris, 1947

Poincaré (R.), *Origines de la guerre*, Paris, 1921

– *Au service de la France. Neuf années de souvenirs*, Paris, 1926

Poitevin (R.), *L'Allemagne de Guillaume II à Hindenburg*, Paris, 1972

Renouvin (P.), *La Crise européenne et la grande guerre 1904-1918*, Paris, 1962

Rosen (baron de), *Evropeiskaia politika Rossii*, Petrograd, 1917 (*La politique européenne de la Russie*)

Rossos (A.), *Russia and the Balkans. Interbalkan Rivalries and Russian Foreign Policy*, Toronto, 1981

Soutou (G.H.), *L'Or et le sang. Les buts de la guerre économique de la Première Guerre mondiale*, Paris, 1989

Sazonov, *Les Années fatales. Souvenirs*, Paris, 1927

Taube (baron de), *La Politique d'avant-guerre et la fin de l'Empire des tsars 1904-1917*, Paris, 1927

Tomaszewski (F.), *A Great Russia. Russia and the Triple Entente*, Westport 2002

Chapitre XV

Amalrik (A.), *Raspoutine*, Paris, 1982

Anet (C.), *La Révolution russe.* Chroniques *1917-1920*, Paris, 2007

Anoble (E.) *La Révolution russe : une histoire française. Lectures et représentations depuis 1917*, Paris, 2016

Audouin-Ronzeau (S.), Prochasson (Ch.) dir., *Sortir de la grande guerre. Le monde et l'après 1918*

Becker (J. J.), *Le traité de Versailles*, Paris, 2002

Bourbon-Parme (Sixte de, prince) *L'Offre de paix séparée de l'Autriche*, Paris, 1920

Carr (E. H.), *The Bolshevik Revolution 1917-1922*, 3 vol., Londres, 1950

Colas (D.), *Lénine*, Paris, 2017

Daniels (R. V.), *Red October. The Bolshevik Revolution of 1917*, New York, 1967

Denikine (A.), *La Décomposition de l'armée et du pouvoir. Février-Septembre 1917*, Paris, 1921

Duroselle (J. B.), *La Grande Guerre des Français*, Paris, 1994

Evdokimov (P. P.), *Mejdu vostokom i zapadom. Problema separatnogo mira i manevry diplomatii avstro-germanskogo bloka v 1914-1917 g.*, Leningrad, 1985 (*Entre l'Orient et l'Occident. Le problème de la paix séparée et les manœuvres de la diplomatie du bloc austro-allemand en 1914-1917*)

Feltchinski (Ju.), *Brestskii Mir. Otcherk. Otkiabr' 1917 noïabr',* 1918 (*La paix de Brest*, essai)

Ferro (M.), *La Grande Guerre 1914-1918*, Paris, 1969

– *La Révolution russe de 1917,* Paris, 1967-1977, 2 vol.

Figes (O.), *La Révolution russe 1891-1924. La tragédie d'un peuple*, Paris, 2007

Fitzpatrick (S.L.), *The Russian Revolution*, Oxford, 2008

Fraiman (A.F.), *Revoiutsionnaia zachtchita Petrograda v Fevrale-Marte 1918,* Moscou-Leningrad, 1964 (*La défense révolutionnaire de Petrograd en février-mars 1918*)

Fuhrman (J.), *Rasputin : a Life*, New York, 1990, Moscou, 1992 (*La paix de Brest, oct.1917-nov.1918*)

Gatrell (A.), *A Whole EmpireWalking. Refugees in Russia during Worl War I,* Bloomington Ind., 2005

Golovine (N. général), *L'Effort militaire de la Russie pendant la guerre mondiale* Paris, 1939, 2 vol.

Hartweg (W.), *Le Retour de Lénine en Russie,* Moscou, 1990

Ignatiev (A.V.), *Vnechniaia politika vremenogo pravitel'stva,* Moscou, 1974 (*La politique extérieure du Gouvernement Provisoire*)

Ioffe (A.E.), *Russko-frantsuskie otnocheniia v 1917 g.*, Moscou, 1958 (*Les relations franco-russes en 1917*)

Kerenski (A.), *La Révolution russe, 1917,* Paris, 1928

– *L'Allemagne et les problèmes de la paix pendant la Première Guerre mondiale*, 1962 et 1966, 2 vol.

Lenin i Lunatcharski. Pis'ma doklady dokumenty, Moscou, 1971 (*Lénine et Lounatcharski. Lettres, discours, documents*)

Mac Millan (M.), *Les Artisans de la paix. Comment Lloyd George, Clemenceau et Wilson ont redessiné la carte du monde*, Paris, 1989

Malia (M.), *Comprendre la révolution russe*

Mel'gounov (S.P.), *Legenda o separatnom mire,* Paris, 1957 (*La légende de la paix séparée*)

Milioukov (P.N.), *Istoriia vtoroi russkoï revoliutsii*, Sofia, 1921-1923, 3 vol., (*Histoire de la deuxième révolution russe*)

Nissel (A. général), *Le Triomphe des bolcheviks et la paix de Brest-Litovsk. Souvenirs 1917-1918*, Paris, 1940

Noulens (J.), *Mon ambassade en Russie,* Paris, 1939

Pascal (P.), *Mon journal de Russie*, Lausanne 1975-1982, 3 vol., spécialement t. 1

Pedroncini (G.), *Les Négociations secrètes pendant la Grande Guerre*, Paris, 1969

Pipes (R.), *La Révolution russe,* Paris, 1993

– *The Unknown Lenin,* Yale Un. Press

Reed (J.), *Dix jours qui ébranlèrent le monde,* Paris, 1967

Robien (L. de), *Journal d'un diplomate en Russie, 1917-1919*, Paris, 1933

Sadoul (J.), *Notes sur la révolution bolchévique*, Paris, 1971

Schapiro (L.), *Les Révolutions russes de 1917*, Paris, 1987

Sédouy (J.A. de), *Le Concert européen aux origines de l'Europe 1814-1914*, Paris, 2009

– *Ils ont refait le monde 1919-1920,* Paris, 2017

Service (R.), *Lenin, a Political Life*, Bloomington, 1985, 2 vol.

Soljénitsyne (A.), *La Roue rouge.* 3e Nœud*, Mars 17*, Paris, 1993

– *Lenin v Tsiurihe,* Paris, 1975 (*Lénine à Zurich*)

Soutou (G.H.), *La Grande Illusion. Quand la France perdait la paix, 1914-1920*, Paris, 2015

Steinberg (M.), *The Russian Revolutions, 1905-1917*, Oxford Histories, 2016

Stone (N.), *The Eastern Front. 1914-1917*, Londres, 2004, 2e édition

Sukhanov (N.), *Zapiski o Revoliutsii*, Moscou, 1991, 3 vol. (*Notes sur la révolution*)

Sumpf (A.), *La Grande Guerre oubliée : Russie 1914-1918*, Paris, 2014

Tchoubarian (A.), *Brestskii Mir*, Moscou, 1964 (*La paix de Brest*)

Trotsky (L.), *Histoire de la révolution russe*, Paris, 1950, 2 vol.

Tseretelli (I.), *Vospominaniia o fevrals'skoi revoliutsii*, Paris, 1963 (*Souvenirs de la révolution de février*)

Ulam (A.), *Les Bolcheviks*, Paris, 1973

Vassioukov (V.S.), *V nechniaia politikai vremenogo pravitel'stva*, Moscou, 1966 (*La politique extérieure du Gouvernement provisoire*)

Volkogonov (D.), *Lenin,* Moscou, 1994, 2 vol.

Wheeler-Benett (J.), *Brest-Litovsk : the Forgotten Peace*, New York, 1938

Zeeman (Z.) ed., *Germany and the Revolution in Russia*, Londres, 1958

Épilogue

Bobo Lo, *Russia and the NewWorld Disorder*, Chatam House, 2015

Carrère d'Encausse (H.), *Le Général de Gaulle et la Russie,* Paris, 2017

Coeure (S.), *La Grande Lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique 1917-1939*, Paris, 1999

Conte (F.), *Un révolutionnaire diplomate. Christian Rakovski, l'Union soviétique et l'Europe 1922-1941*, Paris, 1978

Dullin (S.), *Des hommes d'influence. Les ambassadeurs soviétiques en Europe. 1930-1939*, Paris, 2001

Komintern ideia mirovoi revoliutsii Dokumenty, Moscou, 1998 (*Le Komintern et l'idée de la révolution mondiale*)

Maiski (I.), *Foreign Policy of the Russian Soviet Federal Republic*, Moscou, 1923

Malofeev, *Loui Bartu, politik I diplomat*, Moscou, 1987 (*Louis Barthou, le politique et le diplomate*)

Marchand (P.), *Géopolitique de la Russie. Une nouvelle puissance en Asie*, Paris, 2014

Moltchanov (N.), *Vnechniaia politika frantsii monografia*, Moscou, 2016 (*La politique étrangère de la France. Monographie*)

Narinski (M.) du Réau (E.) Soutou (G.H.) Tchoubarian, dir., *L'URSS et l'Europe dans les années Vingt*, Paris, 2000

Moullec (G.), *Pour une Europe de l'Atlantique à l'Oural. Les relations franco-soviétiques 1956-1974*, Paris, 2016

Rey (M.P.), *La Tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente*, Paris, 1991

Soutou (G.H.), *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, 2001

Ulam (A.), *Expansion and Coexistence the History of Soviet Foreign Policy*, Londres, 1968

Vaïsse (M.), *De Gaulle et la Russie*, Paris, 2006

EUROPE EN 1861
* Double monarchie en 1867
Dan. : Danemark
R-U : Royaume-Uni
0 500 1 000 km
OCÉAN ATLANTIQUE NORD
Mer de Norvège
Mer de Barents
Sibérie
Cercle polaire arctique
Oural
NORVÈGE
(union personnelle avec la Suède)
OSLO
SUÈDE
STOCKHOLM
Carélie
Finlande
Saint-Pétersbourg
Islande (Dan.)
Irlande
ROYAUME-UNI
Grande Bretagne
LONDRES
Mer du Nord
DANEMARK
COPENHAGUE
Mer Baltique
PAYS-BAS
AMSTERDAM
HANOVRE
BRUXELLES
BELGIQUE
PRUSSE
BERLIN
DRESDE
SAXE
PARIS
FRANCE
STUTTGART
WURTEMBERG
BAVIÈRE
MUNICH
BERNE
SUISSE
Milan
Turin
Venise
FLORENCE
ITALIE
ÉTAT PONTIFICAL
ROME
Naples
VIENNE
AUTRICHE-HONGRIE*
Varsovie
Pologne
Galicie
Kiev
MOSCOU
RUSSIE
Odessa
Bessarabie
Crimée
ROUMANIE
BUCAREST
Serbie
Bulgarie
EMPIRE OTTOMAN
Dardanelles
Bosphore
CONSTANTINOPLE
Mer Noire
Géorgie
Daghestan
Mer Caspienne
KHIVA
KHANAT DE KHIVA
Arménie
Azerbaïdjan
Kurdistan
Mésopotamie
Irak-Arabe
TÉHÉRAN
PERSE
Damas
Syrie
Alexandrie
Egypte
LISBONNE
PORTUGAL
MADRID
ESPAGNE
Gibraltar (R-U)
MAROC
Algérie (France)
Tunisie
Tripolitaine
Malte (R-U)
ATHÈNES
GRÈCE
Mer Méditerranée
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, direction des Archives (pôle géographique) © Octobre 2019

Index

- Abd el-Kader, El Djezairi 1
- Abdul Hamid Ier 1, 2
- Aberdeen, George Hamilton-Gordon, comte d' 1, 2
- Adam, Juliette 1, 2
- Adolphe-Frédéric, roi de Suède 1, 2
- Aiguillon, duc d', pair de France 1
- Alembert, Jean le Rond d' 1, 2
- Alexandra Feodorovna, Alix de Hesse Darmstadt, dernière impératrice de Russie 1, 2, 3, 4
- Alexandra Feodorovna, impératrice de Russie, épouse de Nicolas Ier 1
- Alexandre Ier 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80
- Alexandre III 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27
- Alexandre II, tsar 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31
- Alexis Ier, tsar 1, 2, 3
- Alexis Nicolaievitch, fils de Nicolas II, tsarévitch 1
- Alexis Petrovitch, fils de Pierre le Grand, tsarévitch 1, 2, 3
- Alion, Louis d' 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Ali Pacha 1
- Almodovar, marquis 1
- Alvensleben, général Constantin von 1
- Amelot, Jean-Jacques Amelot de Chaillou 1
- Anastasie de Kiev, reine de Hongrie 1
- André Ier de Hongrie, roi 1
- Anhalt-Zerbst, Sophie d' 1
  - Voir Catherine II
- Anhalt-Zerbst, Johanna d' 1
- Anna Ivanovna, fille d'Ivan V, impératrice 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11
- Anna Leopoldovna de Brunswick, petite-fille d'Ivan V, régente 1, 2, 3
- Anna Petrovna 1, 2
- Anne de Kiev, reine de France 1, 2
- Anne de Mecklembourg 1
- Anne Ire, impératrice 1
  - Voir Anna Ivanovna
- Appert, Félix Antoine, général 1
- Apraxine, feld-maréchal 1, 2, 3, 4, 5
- Argenson, Antoine-René de Voyer de Paulmy, marquis d' 1, 2, 3, 4, 5
- Artois, comte d', futur Charles X, roi de France 1, 2
- Aubert, Charles 1
- Auguste III, roi de Pologne 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
- Auguste II le Fort, roi de Pologne 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Bagration, Piotr Ivanovitch, général 1, 2
- Barante, Prosper Brugière, baron de 1
- Barclay de Tolly, Mikhaïl Bogdanovitch 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
- Bariatinski, prince Alexandre Ivanovitch 1, 2, 3, 4
- Barrot, Odilon 1
- Barthou, Louis 1
- Battenberg, Alexandre de 1, 2
- Beauharnais, Eugène de 1
- Bekhteev, Fedor Dimitrievitch, diplomate 1
- Belle-Île, comte, duc et pair en 1748, maréchal de France 1, 2
- Bennigsen, Levin August Gottlieb, général 1, 2, 3, 4
- Bérenger, ambassadeur 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Bernadotte, Jean-Baptiste 1, 2, 3
- Bernis, François Joachim de, Pierre de 1, 2, 3, 4, 5
- Berry, Marie-Caroline Élisabeth d'Orléans, duchesse de 1
- Bestoujev-Rioumine, Alexis 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28
- Bezborodko, Alexandre Andreievitch 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
- Biren 1
  - Voir Biron
- Biron, Ernst-Johann Büren dit 1, 2, 3, 4, 5
- Bismarck, Otto von 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15
- Blücher, Gebhard Leberecht von, général 1, 2
- Boisdeffre, général Raoul Le Mouton de 1, 2, 3
- Bonaparte, Jérôme prince 1
- Bonaparte, Joseph 1
- Botta, Antoniotto de Botta-Adorno 1
- Boulgakov, diplomate 1
- Bourbon, duc de 1
  - Voir Louis IV

- Bourbon, les 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
- Boutourline, Dmitri Petrovitch, général 1, 2
- Breteuil, baron de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
- Briantchaninov, Ignace, évêque 1
- Broglie, Charles-François, comte de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
- Broussilov, Alexeï Alexeïevitch 1
- Brünnow, baron Philip von, diplomate 1
- Brunswick, Ivan de 1
  - Voir Ivan VI
- Brunswick, maison 1, 2
- Brunswick-Wolfenbüttel, Antoine Ulrich, duc de 1, 2, 3, 4, 5
- Budberg, Andreï Iakovlevitch, diplomate 1, 2, 3
- Bülow Bernhard, prince von 1
- Buol, Karl, comte 1
- Caillaux, Joseph 1, 2
- Cambon, Paul, diplomate 1, 2
- Campbell, Mrs. 1
- Campredon, Jacques de, diplomate 1, 2, 3, 4, 5
- Canrobert, François Certain, général de 1
- Capo d'Istria, Jean, comte de 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Caprivi, comte Georg Leo von 1, 2, 3, 4, 5
- Carnot, Marie François Sadi 1, 2
- Casimir-Perier, Jean 1, 2, 3, 4
- Castelbajac, Armand, marquis de 1, 2, 3
- Castellane, Michel-Ange, marquis de 1
- Castlereagh, Robert Stewart, diplomate 1
- Catherine, duchesse de Mecklembourg-Schwerin, fille d'Ivan V 1
- Catherine II, impératrice 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73
- Catherine Ire, impératrice, seconde épouse de Pierre le Grand 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
- Caulaincourt, Armand, marquis de 1, 2, 3
- Cavaignac, Eugène, général 1, 2
- Cavour, Camillo, comte de 1
- Champagny, Jean-Baptiste Nompère de 1
- Chappe d'Auteroche, Jean, abbé 1, 2
- Charles, archiduc 1
- Charles, fils d'Auguste III 1
- Charles VI 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Charles VII, roi de France 1, 2
- Charles XII, roi de Suède 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
- Charles X, roi de France 1, 2, 3, 4
- Charlotte de Prusse 1, 2
  - Voir Alexandra Feodorovna
- Chateaubriand, François-René de 1, 2, 3
- Chirac, Jacques 1
- Choiseul-Gouffier, comte de 1
- Choiseul-Praslin, duc de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
- Chouvalov, comte Pierre 1, 2
- Chouvalov, Paul 1
- Christian-Frédéric, fils d'Auguste III 1
- Christian IX, roi du Danemark 1
- Christine de Suède 1
- Churchill, lord Winston 1
- Clarck, Christopher 1, 2
- Clarendon, George Villiers, 4e comte de 1
- Clausewitz, Karl von, général 1
- Clemenceau, Georges 1
- Clément VII, pape 1
- Colbert, Jean-Baptiste, marquis de Torcy 1, 2
- Condé, prince de 1, 2, 3
- Constant, Benjamin 1
- Constantin Nikolaievitch, fils de Nicolas Ier, grand-duc 1, 2, 3, 4, 5
- Constantin Pavlovitch, grand-duc 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Constantin XI 1
- Conti, prince de 1, 2
- Cowley, Wellesley, Henry Richard Charles, 1er baron 1
- Custine, Astolphe, marquis de 1, 2, 3, 4, 5
- Cyon, Ilia Fadeïevitch, dit Élie de Cyon 1, 2
- Cyrille, saint 1
- Czartoryski, Adam Jerzy, prince 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17
- Dachkov, princesse 1, 2
- Danilevski, Nikolas Iakovlévitch 1
- Delcassé, Théophile 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Diderot, Denis 1, 2, 3

- Diebitch, Hans Karl Friedrich Anton von 1, 2, 3
- Disraeli, Benjamin 1, 2, 3
- Djemil Bey 1
- Djilas, Milovan 1
- Dolgorouki, Jacob, prince 1, 2
- Dolgorouki, Vassili, prince ambassadeur 1
- Dostoïevski, Fiodor Mikhaïlovitch 1, 2
- Douglas, Mackenzie 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Dubois, Guillaume, cardinal 1, 2, 3, 4
- Duguay-Cormenin, diplomate 1
- Dumouriez, Charles-François, général 1
- Durand de Distroff, François-Michel 1, 2, 3
- Duras, duchesse de 1
  - Voir Kersaint, Claire
- Duroc, Géraud Christophe Michel, général 1
- Edouard VII, roi de Grande-Bretagne et d'Irlande 1, 2
- Élisabeth de Kiev, reine de Norvège 1
- Élisabeth Ire, impératrice 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52
- Élisabeth Ire, reine d'Angleterre 1
- Eltsine, Boris 1, 2
- Enghien, duc d' 1, 2
- Éon, chevalier d' 1
- Ermolov, Alexis, général 1, 2
- Esterhazy, comte 1, 2, 3
- Estrée, prince d' 1
- Faure, Félix, président de la République 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
- Favre, Jules 1
- Ferdinand, archiduc 1
- Ferdinand Ier d'Autriche 1
- Ferdinand-Philippe d'Orléans, fils de Louis-Philippe 1
- Fermor, comte Villim Villimovitch 1, 2
- Fersen, Axel von 1
- Ficquelmont, Charles-Louis, comte de 1
- Fleury, cardinal 1, 2, 3, 4, 5
- Floquet, Charles 1
- Fouché, Joseph 1
- François-Étienne de Lorraine 1, 2
- François-Ferdinand de Habsbourg, archiduc 1
- François Ier, roi de France 1
- François-Joseph Ier, empereur d'Autriche 1, 2, 3
- Frédéric-Auguste, fils d'Auguste II 1
  - Voir Auguste III, roi de Pologne
- Frédéric-Guillaume Ier, roi de Prusse 1, 2, 3
- Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
- Frédéric-Guillaume II, roi de Prusse 1
- Frédéric-Guillaume IV, roi de Prusse 1, 2
- Frédéric II, roi de Prusse 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40
- Frédéric III, Guillaume Kettler, duc de Courlande 1
- Freycinet, Charles de Saulces de 1
- Fried, Eugen 1
- Gabriac, Joseph de Cadoine, marquis de 1, 2
- Galitzine, Dimitri 1
- Gambetta, Léon 1
- Gaulle, Charles de 1, 2, 3
- George Ier, roi de Grande-Bretagne et d'Irlande 1
- George II, roi de Grande-Bretagne 1
- Gervais, Alfred 1
- Giers, Nicolas de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12
- Giraj, Chahin, khan de Crimée 1
- Girardin, Émile de 1
- Gladstone, William Ewart 1, 2
- Gogol, Nicolas 1, 2
- Golitsyne 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Golovkine, comte 1
- Goltz, baron von 1, 2
- Gorbatchev, Mikhaïl 1, 2, 3
- Gortchakov, prince Mikhaïl Dimitrievitch, général 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31
- Gouttman, Alain 1
- Grévy, Jules 1
- Grey, sir Edward 1
- Grimm, Melchior, baron, écrivain-philosophe 1, 2, 3, 4

- Gross, Heinrich 1, 2
- Guillaume Ier, roi de Prusse 1, 2, 3
- Guillaume II, empereur d'Allemagne 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16
- Guillaume III, d'Angleterre 1
- Guizot, François Pierre Guillaume 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
- Gustave III, roi de Suède 1, 2, 3, 4
- Gustave IV, roi de Suède 1, 2, 3
- Habsbourg, les 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Hanotaux, Gabriel 1, 2, 3, 4
- Harald III, roi de Norvège 1
- Hatzfeldt, comte François Louis, diplomate 1
- Hédouville, comte Gabriel de, général, diplomate 1
- Henri Ier, roi de France 1, 2
- Henri IV, roi de France 1
- Herzen, Alexandre Ivanovitch 1, 2, 3, 4
- Hohenzollern, les 1, 2, 3
- Holstein-Gottorp, Charles-Frédéric de, duc 1, 2
- Holstein, prince Georges de 1, 2, 3, 4, 5
- Hübner, Joseph Alexander von 1
- Hugo, Victor 1, 2, 3
- Iaroslav le Grand, grand-prince de Kiev 1, 2
- Istomine, Vladimir Ivanovitch, amiral 1
- Ivan III, tsar 1, 2, 3, 4
- Ivan IV le Terrible, tsar 1, 2, 3
- Ivan VI, tsar 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
- Ivan V, tsar 1
- Izvolski, Alexandre Petrovitch, diplomate 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
- Jean, archiduc 1
- Jérôme de Westphalie 1
- Jonnart, Célestin 1
- Joseph, archiduc 1
- Joseph de Naples 1
- Joseph II, empereur d'Autriche 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Joséphine, Marie-Josèphe Rose Tascher de La Pagerie, impératrice des Français 1
- Juigné, marquis de 1
- Kabanov, général 1
- Kakhovski, Petr 1
- Kalnoky, Gustav von 1
- Kantemir, prince 1, 2, 3
- Karamzine, Nikolaï 1
- Katkov, Mikhaïl Nikiforovitch 1, 2, 3
- Kauffman, Constantin von, général 1
- Kaulbars, Alexandre von 1
- Kaunitz, prince Wenceslas Antoine de 1
- Kerenski, Alexandre 1, 2
- Kersaint, Claire, duchesse de Duras 1
- Keyserling, comte 1
- Khmelnitski, Bogdan 1
- Khotinski, Nikolai 1
- Khrapovitski, Alexandre 1
- Kisselev, Pavel Dmitriévitch 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
- Kniphausen, baron 1
- Kochelev, Rodion 1
- Kolytchev, Stepan 1, 2
- Korf, baronne de 1
- Kornilov, Lavr Gueorguievitch, général 1
- Kornilov, Vladimir Alekseïevitch, amiral 1
- Kosciuszko, Tadeusz Andrzej Bonawentura 1, 2, 3
- Kotchoubei, Viktor 1
- Kotzebue, August von 1
- Kourakine, Alexandre Borissovitch, diplomate 1, 2, 3
- Kouropatkine, Alexeï Nikolaïevitch 1
- Koutouzov, Mikhaïl 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11
- Krivocheine, Alexandre 1
- Krüdener, Barbara Juliane von 1
- Laboulaye 1
- La Chétardie, Jacques-Joachim Trotti, marquis de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11
- La Fayette, Gilbert du Motier de 1
- Laguiche, Pierre, marquis de 1
- La Harpe 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
- Lamoricière, Louis Juchault de, général 1
- Lamsdorff, comte Vladimir Nikolaïevitch, ministre 1, 2, 3, 4
- Langeron, comte de 1
- Laudon, Ernst Gideon von 1
- Lauriston, Alexandre Jacques Bernard Law, marquis de 1

- Laval, Pierre 1
- La Vrillière 1
- Leclerc, général, beau-frère de Napoléon Ier 1
- Le Flô, Adolphe, général 1, 2, 3, 4
- Lénine, Vladimir Ilitch Oulianov, dit 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Léon XIII, pape 1
- Léopold II 1
- Leroy-Beaulieu, Anatole 1, 2, 3
- Lestocq, Jean Armand de 1, 2
- Leszczynski, Stanislas 1, 2, 3, 4, 5
- L'Hôpital, marquis de 1, 2, 3, 4
- Lieven, comte Christophe de 1
- Lieven, Dominic 1
- Ligne, prince de 1, 2
- Litvinov, Maxime 1
- Lobanov-Rostovski, Alexis Borissovitch, prince 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
- Loubet, Émile 1, 2
- Louis, dauphin de France 1
- Louis de Hollande 1
- Louis d'Orléans, fils de Louis-Philippe 1
- Louise de Mecklembourg-Strelitz, reine de Prusse 1
- Louis IV, Henri de Bourbon-Condé, duc de Bourbon 1, 2, 3
- Louis-Joseph, dauphin de France 1
- Louis-Philippe d'Orléans, duc de Chartres, puis duc d'Orléans 1
- Louis-Philippe Ier, roi des Français 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12
- Louis XIII, roi de France 1, 2, 3, 4
- Louis XI, roi de France 1, 2, 3
- Louis XIV, roi de France 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Louis XV, roi de France 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30
- Louis XVI, roi de France 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11
- Louis XVIII, roi de France 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
- Ludendorff, Erich, général 1
- Lynar, comte 1
- Macdonald, Étienne, général 1
- Macron, Emmanuel, président de la République 1
- Madame 1
  - Voir Palatine
- Magnan 1
- Maintenon, Françoise d'Aubigné, marquise de 1
- Maison, Nicolas-Joseph, général 1
- Maistre, Joseph de, comte 1
- Manteuffel, général baron Edwin von 1
- Marie-Anne-Victoire d'Espagne 1
- Marie-Antoinette, reine de France 1
- Marie-Josèphe de Saxe, dauphine de France 1
- Marie Leszczyńska, reine de France 1, 2
- Marie-Louise de Habsbourg-Lorraine, impératrice des Français 1, 2
- Marie-Thérèse, impératrice d'Autriche 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17
- Marmont, Auguste de maréchal 1
- Maurice de Saxe 1
- Maximilien III Joseph de Bavière 1
- Mehmet Ali, pacha d'Égypte 1
- Menchikov, Alexandre Danilovitch, prince 1
- Menchikov, prince Alexandre Sergueïevitch 1, 2, 3, 4, 5
- Mercy-Argenteau, comte de 1
- Mérimée, Prosper 1
- Méthode, saint 1
- Metternich, Klemen von, diplomate 1, 2, 3, 4
- Michaud de Beauretour, Alexandre 1
- Michel, agent secret 1, 2
- Michel, Alexandrovitch, grand-duc 1, 2
- Michel Ier, tsar 1, 2, 3, 4, 5
- Milioutine, Dimitri 1
- Miloradovitch, Mikhaïl Andreïevitch, comte 1, 2, 3
- Mitterrand, François, président de la République 1
- Mohammed Ali 1
- Mohrenheim, Arthur Pavlovitch de, diplomate 1, 2
- Molé, Mathieu, comte 1
- Montebello, comte de 1, 2
- Montesquieu 1
- Monti, marquis de, diplomate 1
- Morkov, comte, diplomate 1, 2, 3
- Morny, Charles, duc de 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Motono, Ichiro, diplomate 1
- Mouraviev-Apostol, Sergueï 1

- Mouraviev, comte Mikhaïl Nikolaïevitch 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
- Münnich, feld-maréchal 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
- Murat, Joachim, maréchal de France 1
- Mustafa III, sultan 1
- Nakhimov, Pavel Stepanovitch, amiral 1, 2
- Napoléon Ier, Napoléon Bonaparte, empereur des Français 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65
- Napoléon III 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36
- Napoléon II, Joseph Charles Bonaparte 1
- Nesselrode, comte Karl Vassilievitch 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28
- Nesselrode, comtesse 1
- Newcastle, Henry Pelham-Clinton, duc de 1
- Nicolas, Alexandrovitch, grand-duc 1
- Nicolas Ier, tsar 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59
- Nicolas II, tsar 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41
- Nicolas Nicolaievitch, grand-duc, oncle de Nicolas II 1
- Niel, Adolphe, général 1
- Novikov, E. P., diplomate 1
- Novosiltsev, Nikolaï Nikolaïevitch 1, 2
- Obreskov, Alexis 1, 2
- Obroutchev, Nicolas Nikolaïevitch 1
- Omer Pacha, Latas, général ottoman 1, 2
- Orchak, amiral 1
- Orléans, les 1, 2
- Orlov, Grégoire 1, 2, 3
- Orlov, prince Alexis Fiodorovitch 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
- Orsini, Felice 1
- Osten-Sacken, Nikolaï Dimitriévitch von der, diplomate 1
- Osterman, comte, Andreï Ivanovitch 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
- Othon Ier, roi de Bavière 1
- Oubril, baron d', diplomate 1, 2
- Oudinot, Nicolas-Charles, général 1, 2
- Pahlen, Pierre 1, 2, 3, 4
- Palatine, princesse, Élisabeth Charlotte de Bavière, dite la 1
- Paléologue, Maurice 1, 2
- Paléologue, Sophie 1
- Panine, Nikita 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20
- Panine, Nikita Petrovitch 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
- Paskievitch, Ivan Fiodorovitch 1, 2, 3, 4, 5
- Paul Ier 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25
- Paulmy, marquis de 1
  - Voir Argenson (d')
- Pavlovna, Anna 1
- Pavlovna, Catherine 1
- Peel, sir William Robert Wellesley 1
- Pélissier, Aimable, général 1
- Pestel, Pavel Ivanovitch 1, 2
- Pfuel, Ernst von, général 1
- Philarète, métropolite 1, 2
- Philippe d'Orléans, régent du royaume de France 1, 2
- Philippe V, roi d'Espagne 1
- Pichon, Stephen 1
- Pierre de Holstein-Gottorp 1
  - Voir Pierre III
- Pierre Ier de Russie 1
  - Voir Pierre le Grand
- Pierre III 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28
- Pierre II, tsar 1, 2, 3
- Pierre le Grand, tsar 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73
- Pitt, William 1, 2
- Plehve, Viatcheslav Konstantinovitch von, ministre 1
- Plélo, comte de, diplomate 1, 2
- Pogodine, Mikhaïl Petrovitch 1
- Poincaré, Raymond 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11
- Polignac, Jules de 1
- Pompidou, Georges, président de la République 1
- Poniatowski, Stanislas 1
  - Voir Stanislas II Auguste
- Potemkine, Grigori 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Potemkine, Pierre 1

- Pouchkine, Alexandre 1, 2, 3, 4
- Pougatchev, Emelian 1, 2
- Poutine, Vladimir 1, 2, 3
- Pozzo di Borgo, Charles André, comte 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Princip, Gabriel 1
- Puisaye, marquis de, diplomate 1, 2
- Rabutin, Roger de, comte 1
- Radichtchev, Alexandre 1
- Raglan 1
  - Voir Somerset
- Raspoutine, Grigori 1, 2
- Razoumovski, Andreï, comte 1
- Récamier, Juliette 1
- Reichstadt, duc de 1
- Rennenkampf, Paul von, général 1
- Repnine, prince Nicolas Vassiliévitch 1, 2, 3
- Reutern, Mikhaïl Kristoforovitch 1
- Rey, Marie-Pierre 1, 2
- Ribeaupierre, comte de 1
- Ribot, Alexandre 1, 2, 3
- Richelieu, Armand Jean du Plessis de 1, 2, 3, 4, 5
- Rjevski, comte 1
- Romains, Jules 1
- Romanov, les 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15
- Romanov, Pierre Alexeievitch 1
  - Voir Pierre le Grand, tsar
- Roosevelt, Theodore 1
- Rostopchine, Fédor, général 1, 2, 3
- Roumiantsev, Nikolaï, général 1, 2, 3, 4, 5
- Rulhière, Claude Carloman de 1
- Ryleev, Kondrati 1, 2
- Sabatier de Cabre, Auguste 1
- Sadik Rifaat Pacha, grand vizir 1
- Saint-Arnaud, Armand Jacques Leroy de, général 1
- Sainte-Aulaire, Louis-Clair de Beaupoil de 1
- Saint-Priest, marquis de, diplomate 1
- Saint-Sauveur, consul 1
- Saint-Séverin, comte de 1
- Saint-Simon, Louis de Rouvroy, duc de 1, 2, 3, 4, 5
- Salisbury 1
- Saltykov, Serge 1
- Samsonov, Alexandre Vassilievitch, général 1
- Sand, Maurice 1
- Savary, général 1, 2
- Sazonov, Serge, diplomate 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
- Schweinitz, Hans Lothar von 1
- Sébastiani, Horace, général 1
- Ségur, Louis-Philippe, comte de 1, 2, 3
- Ségur, Philippe Paul, comte de 1
- Seymour, George Hamilton, diplomate 1, 2
- Shah de Perse 1
- Shahin Khan Girai 1
- Simoline, Ivan 1, 2
- Skobelev, Mikhaïl Dimitrievitch, général 1
- Soliman Ier dit le Magnifique, sultan 1
- Solms, comte 1
- Somerset, FitzRoy, 1er baron Raglan 1
- Sophie Alexeievna, fille du tsar Alexis Ier, régente 1, 2
- Sophie, princesse, fille de Louis XVI 1
- Soubise, prince de, maréchal de France 1
- Soult, Jean de Dieu, maréchal 1
- Souvorov, Alexandre Vassilievitch 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Speranski, Mikhaïl 1
- Stackelberg, comte Gustav Ernst von, diplomate 1
- Staël, monsieur de 1
- Staline, Iossip Vissarionovitch Djougachvili, dit 1, 2
- Stanislas II Auguste, Poniatowski comte, puis roi de Pologne 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12
- Starhemberg, prince Georges-Adam 1
- Stéphanie de Beauharnais, fille adoptive de Napoléon Ier 1
- Stolypine, Piotr Arkadievitch 1
- Stuart, les 1
- Talleyrand, Charles Maurice de Talleyrand-Périgord 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14
- Tascher de la Pagerie, Stéphanie 1
  - Voir Stéphanie de Beauharnais
- Tatarinov, Catherine 1

- Tchaadev, Piotr Iakovlevitch 1
- Tcherniaev, général Mikhaïl Grigorievitch 1
- Tchernychev, diplomate 1, 2, 3, 4
- Tercier, Jean-Pierre 1
- Thiers, Adolphe 1, 2, 3, 4
- Thorez, Maurice 1
- Tioutchev, Fiodor Ivanovitch 1
- Tocqueville, Alexis, comte de 1, 2, 3
- Tolstoï, comte 1
- Tolstoï, Léon 1
- Tormassov, Alexandre, général 1
- Tott, baron de 1, 2, 3
- Tourgueniev, Ivan 1
- Tourzel, Mme de 1
- Trotski, Lev Davidovitch Bronstein, dit 1
- Troubetskoï, Nikolaï, prince 1, 2, 3
- Valcroissant, chevalier de, agent secret 1
- Vandal, Albert 1, 2, 3
- Vanovski, Pierre Simeonovitch, général 1
- Vassili III, tsar 1, 2
- Vauban, Sébastien Le Prestre de 1
- Vérac, Charles Olivier de Saint-Georges, marquis de 1
- Vergennes, Charles Gravier comte de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
- Viazemski, Piotr Andreïevitch 1
- Victor Emmanuel III, roi d'Italie 1
- Victoria, reine de Grande-Bretagne 1, 2, 3, 4
- Villeneuve, marquis de, diplomate 1, 2
- Vladimir, grand-duc, fils d'Alexandre II 1
- Vogüé, Eugène Melchior de 1, 2
- Voïnov, Alexandre, général 1
- Voltaire, François-Marie Arouet, dit 1, 2, 3, 4, 5
- Vorontsov, prince Mikhaïl Semionovitch, vice-chancelier puis chancelier 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13
- Vychnegradski, Ivan Alexeïevitch 1, 2, 3
- Walewski, Alexandre, comte Colonna, diplomate 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Walizewski, Kazimierz 1
- Waresquiel, Emmanuel de 1
- Wellington, Arthur Wellesley, duc de, général 1, 2
- Whitworth, lord Charles 1
- Williams, chevalier 1, 2
- Willy, surnom de Guillaume II 1
- Witte, comte Alexsander 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13
- Wittgenstein, Louis-Adolphe-Pierre, prince de 1
- Wurtemberg, Frédéric-Eugène de, général 1
- Xavier, fils d'Auguste III 1
- Yorck von Wartenburg, Hans David Ludwig, général 1
- Zamoiski, comte Vladislav 1, 2
- Zoubov, frères 1
  - Voir Zoubov, Platon et Zoubov, Valerian
- Zoubov, Platon 1
- Zoubov, Valerian 1, 2

Carte : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères,
direction des Archives (pôle géographique) © Octobre 2019

Couverture Le Petit Atelier

Le président Émile Loubet (1838-1929) accueillant le tsar Nicolas II (1868-1917)
et la tsarine Alexandra (1872-1917) à Bétheny, le 21 septembre 1901,
r. 1905, Albert Pierre Dawant (1852-1923)
© Bridgeman Images

Dépôt légal novembre 2019

© Librairie Arthème Fayard, 2019

ISBN : 978-2-213-71543-8

Table des matières

Couverture
Page de titre
Du même auteur
Prologue
CHAPITRE PREMIER. Pierre le Grand.
La fenêtre ouverte sur l'Europe… et la France
CHAPITRE II. Du rêve français aux règnes allemands
CHAPITRE III. Élisabeth Ire. Un choix français
CHAPITRE IV. Pierre III : la fascination prussienne
CHAPITRE V. Le siècle des Lumières en Russie
CHAPITRE VI. Paul Ier : la valse des alliances
CHAPITRE VII. Alexandre et Napoléon :
la coexistence impossible
CHAPITRE VIII. Nicolas Ier. L'Europe sous surveillance
CHAPITRE IX. La guerre de Crimée
CHAPITRE X. Alexandre II-Napoléon III. La Russie
et la France réconciliées ?
CHAPITRE XI. L'alliance enfin !
CHAPITRE XII. Nicolas II. Les années françaises
CHAPITRE XIII. L'alliance à l'épreuve du réel
CHAPITRE XIV. La course à l'abîme
CHAPITRE XV. De l'apogée de l'alliance
à l'effondrement
Épilogue
Bibliographie
Carte : L'Europe en 1861
Index
Page de copyright